

# Rome et la Judée

CONTRIBUTION A L'HISTOIRE  
DE LEURS RELATIONS POLITIQUES

THÈSE

par

MICHEL S. GINSBURG

présentée pour le Doctorat de l'Université de Paris

Edité par les soins de  
**JACQUES POVOLOZKY**  
13, rue Bonaparte, Paris (6<sup>e</sup>)

1928





Tous droits réservés  
Copyright by J. Povolozky 1928

*A mes chers parents,*

*je dédie ce livre avec amour et reconnaissance.*



# Rome et la Judée

CONTRIBUTION A L'HISTOIRE  
DE LEURS RELATIONS POLITIQUES

THÈSE

présentée pour le Doctorat de l'Université de Paris

par

MICHEL S. GINSBURG

Edité par les soins de  
**JACQUES POVOLOZKY**  
13, rue Bonaparte, Paris (6<sup>e</sup>)

1928

\*1788r



## PREFACE

Les deux siècles et demi, qui se placent entre l'insurrection de Juda Macchabée et l'occupation de Jérusalem par les légions de l'empereur Tite représentent un des plus dramatiques épisodes de l'histoire du peuple juif et forment un chapitre intéressant de l'impérialisme romain.

Le commencement de cette période est caractérisé par la lutte acharnée de la Judée contre son puissant suzerain, la Syrie. Dans cette lutte inégale pour la conquête de la liberté, les Juifs ne pouvaient escompter une victoire qu'à condition d'être soutenus par un puissant allié; cet allié de la Judée fut Rome. Rome qui, peu de temps avant, avait porté à la monarchie des Séleucides un coup mortel, dont cette dernière ne devait jamais se relever, résolut de tirer un avantage pour elle des événements qui se déroulaient en Judée. Cette circonstance explique le succès de la diplomatie juive qui trouva son expression dans la conclusion d'un traité d'alliance avec le Sénat romain. Ce traité qui complète les rares informations que nous possédons sur les accords internationaux contractés par Rome, a été renouvelé à plusieurs reprises.

La dernière période de l'existence de l'Etat juif comme unité politique indépendante ne devait pas être de longue durée. Le moment vint où les hommes politiques de Rome crurent plus avantageux d'annexer la Judée qui n'avait pu encore se consolider et de la transformer d'aliée autonome en une simple

colonie romaine. L'agonie de l'Etat juif, impuissant à défendre son indépendance contre les attaques de Rome fut douloureuse et se prolongea environ un siècle. Fidèle à ses méthodes traditionnelles, Rome n'anéantit pas d'un seul coup l'indépendance de la Judée, mais la restreignit peu à peu. Les monarques indépendants furent remplacés par des gouvernants qui étaient nommés par Rome et dépendaient entièrement d'elle ; ce régime fut plus tard aboli : des gouverneurs furent envoyés dans la Judée — fonctionnaires romains qui à chaque pas foulaient aux pieds les coutumes indigènes.

Ma tâche est de donner une analyse des rapports compliqués et de divers ordres qui existaient entre la Judée et Rome pendant cette longue période. La caractéristique de la forme juridique de ces rapports qui primitivement se basaient sur le principe de la reconnaissance réciproque des droits égaux de deux Etats, est donnée sur la base des informations qui se trouvent éparpillées dans la littérature des monuments de l'antiquité classique. Dans le I et le II livre des Macchabées, dans les œuvres de Flavius Josèphe, de Tacite, de Dion Cassius et d'autres auteurs nous trouvons nombre de textes intéressants qui nous permettent de pénétrer dans la nature historique des relations mutuelles de la Judée et de Rome — relations qui commencèrent par l'alliance et se terminèrent par l'esclavage de la partie faible par la partie forte.

Cette époque a attiré l'attention de nombreux et brillants exégètes et historiens. Cependant ce chapitre de l'histoire de l'antiquité classique est si compliquée que bien des points restent jusqu'à présent obscurs et sujets à controverses. Cette circonstance justifie, croyons-nous, la tentative de soumettre une nouvelle fois à un examen certains problèmes qui sont attachés à l'histoire des relations judéo-romaines.

Pour conclure, je voudrais renouveler à mon maître le Prof. Edouard Meyer (Berlin), ainsi qu'aux Prof. J. Carcopino, P. Jouguet, Israël Lévi et Th. Reinach ma reconnaissance pour leurs conseils et leurs indications qui m'ont été d'un grand secours.

J'exprime mes vifs remerciements à M. Bernard Kahn (Berlin), pour le vif intérêt qu'il a porté à mon travail.

Enfin, c'est pour moi un agréable devoir d'exprimer ma reconnaissance sincère à ma chère collaboratrice, Mlle Regina Lewachkewitch, qui m'a soutenu dans mon travail par son concours.

*Paris*

M. S. G.

*Mars 1928*

---



## CHAPITRE PREMIER

L'antique Rome qui manifesta avec tant d'éclat son génie juridique dans la systématisation du droit privé — systématisation unique dans son espèce — ne se montra pas très supérieure à ses contemporains dans le domaine du droit international. Après avoir établi les transactions quotidiennes entre les différents individus sur une nouvelle et solide base — sur l'idée du droit, les jurisconsultes romains ne cherchèrent pas à modifier les principes qui dirigeaient alors les relations internationales (1); leur activité réformatrice n'alla pas au delà du domaine du droit privé.

Or, Rome était sortie tôt de l'état d'isolement politique; déjà à l'époque demi-léendaire des rois, la communauté romaine était en étroit contact avec ses voisins. Ce contact avait lieu non seulement sur le champ de bataille, mais aussi dans des conditions pacifiques. Il était inévitable que les exigences du moment, créées par la vie même, établissent un *modus vivendi* quelconque entre les communautés primitives du Latium. A mesure que la puissance de Rome gagnait en expansion, le cercle des peuples qui entraient en contact avec elle s'agrandissait. Il s'étendit bientôt au delà des frontières de la péninsule italienne. Or, quels étaient les idées et les principes fondamentaux sur lesquels se basaient les relations de Rome avec le monde extérieur, — relations dont le développement rapide devenait de plus en plus complexe ?

Le trait qui caractérise le plus les rapports internationaux de l'antiquité est l'absence, dans la conception juridique antique, de l'idée d'égalité des droits des nations, — idée qui est une des conditions fondamentales du droit international. Même les nations les plus avancées de l'antiquité ne pouvaient concevoir des relations avec les peuples qui n'étaient pas liés avec eux par des traités spéciaux autrement qu'en ennemis. Si de nos jours, du moins en théorie, le principe de l'égalité et de

la souveraineté juridique de tous les Etats s'est imposé, nous chercherions en vain dans les rapports internationaux du monde antique les traces d'une pareille conception même à un état embryonnaire (2). L'idée de paix, conçue comme un phénomène normal, non créé par des traités spéciaux, était diamétralement opposée à la psychologie du monde antique (3). Les rapports avec des étrangers étaient déterminés, en premier lieu, par le sentiment d'hostilité : pour le Grec l'étranger restait toujours un barbare, pour le Romain — un ennemi à l'égard duquel tout était permis (4). Il est caractéristique que le droit romain n'alla jamais, au fond, jusqu'à reconnaître pratiquement les droits de l'homme en tant qu'homme ; quiconque ne possédait les droits de citoyen romain ou n'était pas sujet d'un Etat lié à Rome par un pacte spécial ne pouvait, en réalité, prendre part active dans la vie juridique de Rome (5). La théorie sur ce point s'écartait totalement de la pratique. Si le *ius naturale* proclamait la liberté et l'égalité de tous, nous voyons, à côté de cela, les jurisconsultes de l'époque de Justinien valider une règle qui enlevait à la doctrine du *ius naturale* toute importance pratique. Encore au VI<sup>e</sup> siècle, les codificateurs du droit romain ne pouvaient se libérer de l'idée que l'état de guerre entre deux nations était l'état normal, tandis que la paix n'était que le résultat d'un accord spécial (6). Naturellement, ce point de vue dominait aussi à tous les moments précédents de l'histoire romaine (7).

En étudiant la politique extérieure de Rome, on constate facilement que l'idée du droit international antique se dénoue dans les traités qui établissent des rapports pacifiques entre Rome et les autres Etats. La force créatrice du traité qui joua un rôle si important dans l'évolution du droit privé romain se manifesta aussi dans le domaine des rapports internationaux ; de même que, dans la vie intérieure de Rome, le traité concourut à l'effacement de la vengeance privée primitive et à son remplacement par la procédure réglementée, dans les coutumes internationales il mit une fin aux guerres interminables entre les Etats et permit leur coexistence pacifique (8).

La fin du III<sup>e</sup> siècle et le commencement du II<sup>e</sup> siècle avant l'ère chrétienne représentent une époque de transition dans la politique extérieure de Rome qui commença dès cette époque

à étendre rapidement la sphère de son influence au delà des frontières d'Italie. Il est vrai que l'histoire romaine enregistre déjà à l'époque précédente un nombre d'accords conclus avec des Etats non-italiques ; mais ces accords se perdent dans la masse des traités réglant les rapports de Rome avec ses voisins italiques (9). L'idée d'égalité des droits des peuples étrangère à la conception antique du droit, était remplacée jusqu'à un certain degré à cette époque par l'équilibre effectif des forces (10). Cet équilibre facilitait la transition de l'état normal, c'est-à-dire de l'état de guerre (latent à certaines époques), à des formes plus pacifiques de coexistence et contribuait à rapprocher par des traités les communautés italiques. Une importance assez considérable dans l'évolution des rapports entre ces groupements doit être attribuée à la communauté de leurs institutions et de leurs coutumes religieuses et juridiques. Il serait difficile de chercher l'existence d'un principe de droit précis dans la politique extérieure de Rome à cette période de son histoire où la morale et le droit n'étaient pas encore exactement délimités ; par contre, on ne peut contester l'influence d'un mouvement éthique, la *bona fides*. On peut dire que la conception de la *bona fides* était à la base des accords qui furent contractés entre la jeune Rome et ses voisins italiques : c'est justement dans la pratique internationale de Rome que les principes de la *bona fides* s'élaborèrent et ce sont ces mêmes principes qui furent adoptés plus tard par les créateurs du droit privé romain — les préteurs (11).

La période de l'équilibre des forces ne fut pas de longue durée. Déjà peu de temps après l'invasion des Gaulois, Rome commença à jouer le rôle d'hégémon dans la vie de la péninsule italienne. Le traité avec le roi des Etrusques, Porsenna de Clusium, qui dicta à Rome, d'après la tradition, des conditions de paix honteuses (12), resta un fait unique dans l'histoire romaine ; dès le moment où Rome s'affranchit du joug étrusque, elle s'assura rapidement une situation prédominante sur la péninsule et devint le centre autour duquel se groupèrent les autres communautés italiques. Ce ne furent cependant que ses victoires brillantes sur Carthage, Philippe et Antiochus III qui provoquèrent un changement radical dans l'attitude de Rome vis-à-vis des autres nations ; toute la politique extérieure de

Rome avait pour fondement depuis lors la conscience de sa puissance illimitée (13). Rome qui marche d'une allure rapide vers l'hégémonie mondiale ne se considère plus liée par les engagements nombreux qu'elle contracte avec différentes nations (14) ; ces accords internationaux, tout à fait factices, sont exploités par Rome exclusivement dans ses propres intérêts (15). Ces traités rappellent plutôt des faveurs souveraines accordées par Rome que des accords réels conclus entre deux Etats égaux (16). Le principe de la bona fides cesse d'être à la base des relations internationales ; il est curieux que juste au moment où ce principe devient peu à peu un des éléments essentiels du droit privé romain, la bona fides cesse d'être le régulateur de la politique internationale de Rome (17).

Il est certain que Rome dont la politique étrangère était très active, contractait un grand nombre d'accords (18) ; les auteurs parlent de certains d'entre eux, mais le nombre des documents authentiques dont nous disposons est très petit en comparaison avec celui des documents que nous possédons pour le droit privé. Est-il possible de faire une classification exacte de tous ces accords qui se rapportent à différentes époques de l'histoire romaine ?

Les accords internationaux étaient conclus soit sur la base de la reconnaissance réciproque de l'égalité des droits des parties contractantes et avaient alors un caractère synallagmatique, soit sur la reconnaissance de la suprématie de Rome. Voilà la raison pour laquelle on divise les traités en *foedera aequa et iniqua* — et cette division est à la base de toute classification d'accords internationaux conclus par Rome. Il n'est pas difficile de poursuivre dans l'histoire de Rome l'évolution des *foedera aequa et iniqua* (19). Le traité demi-léendaire conclu avec Porsenna est l'exemple unique où nous voyons Rome obligée d'accepter un accord qui lui est manifestement défavorable. A l'époque de la consolidation de l'alliance latine Rome concluait, en général, des *foedera aequa* ; le *foedus Cassianum* est un *foedus aequum* typique (20-21) ; il servit de prototype pour de nombreux accords conclus entre Rome et les communautés italiques. Mais, à mesure que l'influence de Rome s'aggrandissait, le *foedus aequum* devenait de plus en plus rare (22) ; lorsque Rome s'assura le rôle d'hégémon dans

la péninsule italienne, elle n'y contracta plus de *foedera aequa*. La politique de Rome en dehors du territoire italique, à partir de la fin du III<sup>e</sup> siècle avant Jésus-Christ, est pénétrée de la conscience de sa force. En contractant des accords — le plus souvent après une guerre victorieuse — avec des monarques étrangers, Rome leur assigne généralement une position subordonnée. Rome était moins exigeante lorsqu'il s'agissait de communautés autonomes non-italiques (23) ; les traités qu'elle contractait avec elles portaient fréquemment le caractère de *foedus aequum* ; même au premier siècle av. J. C. Rome traitait parfois les petits Etats comme des égaux. Il est vrai que l'égalité des parties contractantes était généralement éphémère ; le *foedus aequum*, conclu entre Rome et la communauté, était pour cette dernière le commencement de son agonie politique (24) ; cependant, du point de vue de la rédaction formelle, un grand nombre de ces accords tardifs conclus entre Rome et des petits Etats doivent être inclus dans le nombre des *foedera aequa* (25).

Les tentatives les plus récentes pour classer les traités internationaux conclus par Rome (26) se basent toutes sur la classification de Mommsen ; dans ses traits essentiels, cette classification se résume dans le schéma suivant. Une première catégorie comprend les traités où l'inégalité se manifeste avec le plus de force : les traités de reddition, *meditio*, par lesquels la partie vaincue se rend à la grâce du vainqueur — Rome. Une seconde catégorie est formée par les traités où ce moment fait complètement défaut : le pacte d'amitié, *amicitia*, dans lequel les deux parties se considèrent comme égales. Mommsen croit d'ailleurs, que ce traité lui aussi peut limiter l'autonomie. Enfin, la troisième catégorie comprend les traités d'alliance. Selon Mommsen, les traités d'alliance qui nous sont connus ont été conclus à la suite d'une capitulation ou doivent être considérés comme une atténuation du traité de *editio* primitif. L'expression « *socii populi Romani* », d'après Mommsen, désigne les sujets autonomes de Rome. La nature du traité d'alliance est double : en transformant, d'une part, le *socius* jusqu'à un certain degré en sujet, le traité consacre, d'une autre part, son indépendance politique dont Rome se porte garant ; quoique Rome ne portât pas atteinte formellement à

l'autonomie de son alliée elle le plaçait, de fait, dans la position d'un vassal (27). Dans la nomenclature cette dépendance ne se manifesta pas; les politiciens romains qui savaient masquer par des mots agréables des actes cruels cherchaient à éviter dans les traités d'alliance les expressions qui auraient pu blesser l'amour-propre de leurs alliés. Dans son appréciation des traités d'alliance Mommsen part de la formule de la reconnaissance de la souveraineté de Rome qui, d'après lui, est une partie intégrante d'un traité de ce genre. Or, Mommsen commet ici une confusion manifeste de deux différents types d'accords : le traité d'alliance et le traité de vassalité (*Klientelvertrag*); seul, ce dernier comprend en effet, généralement la formule de reconnaissance alors qu'elle manque dans le traité d'alliance. D'après la lettre du pacte d'alliance Rome prenait sur elle les mêmes engagements vis-à-vis de son allié que ce dernier vis-à-vis de Rome. En réalité, comme nous l'avons déjà fait remarquer, le principe de l'égalité des droits des alliés n'était pas observé; au point de vue juridique, les traités d'alliance doivent entrer dans la catégorie des *foedera æqua* et non pas, comme le fait Mommsen, dans celle des *foedera iniqua*.

Il est tout à fait erroné d'affirmer, comme le font certains auteurs, que Mommsen comprend sous le mot *socii* seulement les alliés italiques qui fournissent à Rome des contingents déterminés de troupes et distingue parmi les amis, *amici*, deux groupes : les *amici* tout court et les *amici-socii* (28-29). Mommsen ne connaît que *amici* et *socii* (*Wehrgemeinschaft*); il voit une distinction entre eux — en dehors de la formule de reconnaissance de la souveraineté romaine — dans le fait que les alliés devaient fournir à Rome une aide armée, mais il ne s'aperçoit pas qu'une obligation analogue reposait sur Rome par rapport à ses alliés. Mommsen met à part les alliés italiques uniquement parce que leurs liens avec Rome étaient plus étroits; il ne fait aucune distinction essentielle entre eux et les alliés non-italiques (30).

La classification que propose Täubler n'est pas non plus sans défauts. Ayant dévoilé les erreurs que recélait la classification de Mommsen, Täubler construit son système d'accords internationaux conclus par Rome de la manière suivante. Pour lui, le criterium fondamental qui doit déterminer la classification est

l'existence dans le traité de la formule de la reconnaissance de la souveraineté de Rome. En appliquant ce critérium, Täubler place à part le traité de *deditio*; tous les autres accords sont caractérisés, d'après lui, par l'égalité des droits des parties, c'est-à-dire par la reconnaissance réciproque des droits de souveraineté. Pour les différencier encore, Täubler emploie le critérium de la durée de validité du traité, et distingue les traités à durée limitée ou non-limitée. Comme résultat final, il obtient le schéma suivant (31) :

I. — *Traité de deditio.*

II. — *Traités par lesquels les parties reconnaissent leurs droits réciproques de souveraineté.*

A. — Traités à temps limité.

B. — Traités à perpétuité.

1. — Traités d'alliance à temp.

1. — Pactes d'amitié.

2. — Pactes d'armistice.

2. — Traités d'alliance.

3. — Traités de clientèle.

Täubler (32) reconnaît lui-même que les traités qu'il a réunis sous la rubrique commune des traités à durée limitée ne développeront pas un type de traités indépendant, formant un genre d'accord spécial. Aussi était-il inutile de les mettre à part dans une catégorie spéciale de traités internationaux. Nous sommes encore moins convaincus de la raison de réunir dans un seul groupe les traités d'amitié, d'alliance et de clientèle. Si exacte que soit l'affirmation de Täubler lorsqu'il s'agit de la conclusion des deux premiers genres de traités quand il prétend que les Etats se reconnaissent mutuellement les droits de souveraineté, aussi erronée est cette affirmation quand il s'agit du traité de clientèle dont la nature même s'oppose à une pareille reconnaissance de l'égalité des droits des parties contractantes. Ainsi, la classification de Täubler recèle-t-elle une profonde antinomie : en plaçant à part le traité de *deditio* conformément au critérium de la situation subordonnée de l'une des parties il fait en même temps entrer dans la catégorie des *foedera aequa* le traité de clientèle (33). Nous considérons pour cette raison comme la classification la plus exacte des accords internationaux qui se rencontrent dans la pratique romaine, celle que nous proposons ci-après :

- |                              |                              |
|------------------------------|------------------------------|
| I. — <i>Foedera iniqua</i> : | II. — <i>Foedera aequa</i> : |
| a. — Traité de deditio;      | a. — Traité d'amitié;        |
| b. — Traité de clientèle.    | b. — Traité d'alliance.      |

Les ennemis de Rome qui avaient capitulé de leur propre gré (34) et qui étaient réduits vis-à-vis d'elle à une situation de subordonnés formaient la catégorie des *dediticii*. Quoiqu'ils perdissent leurs droits de souveraineté, les *dediticii* — qu'ils fussent des communes ou des monarchies — continuaient assez souvent à jouir d'une autonomie limitée. Mommsen caractérise cette autonomie comme une « autonomie tolérée » et semble vouloir souligner par cette expression que, en distinction de l'autonomie plus ou moins grande des autres communes liées par un accord avec Rome, l'autonomie dont jouissaient les *dediticii* ne résultait pas de la teneur même du traité international et qu'elle avait un caractère précaire : son sort dépendait toujours de la grâce de Rome. Le contrat de capitulation était conclu généralement du côté romain par le chef de l'armée romaine qui avait mené la guerre. Il faut d'ailleurs faire remarquer qu'un pareil traité avait un caractère provisoire; pour qu'il ne l'eût pas il eût fallu la ratification par Rome (35).

La seconde catégorie des *foedera iniqua* — les traités de clientèle — est caractérisée par la répartition inégale entre les parties des droits et des obligations réciproques. Dans ce genre de traités tous les droits appartiennent à Rome, toutes les obligations sont imposées à l'Etat « client ». Ceci se manifeste dans les différents points des traités comme aussi particulièrement dans leur partie intégrante — la formule de la reconnaissance par le client de la souveraineté de Rome (36) et l'obligation de se soumettre à cette souveraineté. Nous devons d'ailleurs faire remarquer que l'accord qui mettait un Etat quelconque dans la position de client de Rome n'entraînait pas, selon les conceptions qui régnaient à Rome, la perte par cet Etat de son indépendance (37).

Considérons maintenant d'un peu plus près la structure des *foedera aequa* (38) — traités qui furent contractés par Rome pendant toute la durée de l'ère républicaine et qui, à mesure que croissait la puissance de Rome, devenaient de plus en plus éphémères : Rome continuait à en contracter seulement dans le but d'épargner l'amour-propre de l'autre partie.

Les deux types de *foedera aequa* — le pacte d'amitié et le traité d'alliance — commencent par :

A) Une partie déclarative confirmant la paix éternelle entre les deux parties. La formule de cette déclaration contient généralement les quatre points : 1) déclaration de paix ; 2) sur terre et sur mer ; 3) à perpétuité (39) ; 4) renoncement à faire la guerre l'un contre l'autre (40).

B) Puis suit une déclaration de neutralité en cas de conflit armé entre une des parties contractantes et un tiers ; l'autre partie s'engage à observer une stricte neutralité vis-à-vis de l'adversaire de la nation amie ou alliée. La neutralité se manifeste : 1) par le refus de fournir à l'ennemi du pain, des armes, des navires et de l'argent et 2) par le refus de laisser passer les troupes ennemies sur son propre territoire.

C) Un nombre de traités prévoit une aide militaire réciproque. Ce pacte de soutien mutuel pendant la guerre représente justement la particularité distinctive du traité d'alliance (41). Les liens qui liaient les alliés étaient beaucoup plus étroits que ceux qui existaient entre parties contractant un pacte d'amitié et s'engageant seulement à ne rien entreprendre l'une contre l'autre. La rédaction de ce point concernant l'aide active réciproque est toujours accompagnée de la réserve « en dépendance des conditions existant au moment donné » ; il résulte de cette clause que l'engagement n'est pas un engagement absolu ; l'allié n'était pas obligé de faire entrer en lice ses troupes immédiatement après le commencement des opérations de guerre, il pouvait le faire à l'heure où il jugeait le moment opportun pour lui. Il est évident que le traité d'alliance qui comprenait les points du traité d'amitié et contenait de plus un pacte d'aide militaire réciproque ne portait pas atteinte à la souveraineté d'aucune des parties contractantes ; établi, à l'exemple du traité d'amitié, sur le principe de l'égalité des droits des alliés, ce traité appartient indiscutablement à la catégorie des *foedera aequa*.

D) La partie conclusive de l'accord est formée par une clause confirmant le droit de chaque partie d'introduire dans le traité, avec le consentement de l'autre partie, des changements et des clauses supplémentaires qui recevront une force obligatoire.

À la suite de la conclusion d'un *foedus aequum*, les Etats

alliés et amis acquéraient le droit de faire des sacrifices dans le temple du Capitole et aussi le droit à l'hospitium (42) pour leurs représentants diplomatiques (43). De plus, la conclusion d'un foedus aequum entraînait une modification de la position juridique des sujets des deux nations : il cessaient d'être des étrangers sans droits sur le territoire de l'Etat allié ou ami, ils pouvaient prendre part dans les transactions civiles et jouir de la protection judiciaire de leurs intérêts; en ce qui concerne particulièrement la position juridique des alliés et des amis de Rome, ils acquéraient le droit du commercium. Ainsi, les traités internationaux concourraient à un degré considérable à l'établissement de relations d'affaires normales entre elle et les autres nations; grâce à eux, le sentiment d'hostilité pour les étrangers était en grande partie dissipé et une atmosphère de reconnaissance mutuelle était créée sans laquelle le commerce international n'aurait pu se développer (44).

La question de l'ordre de la conclusion des accords est intimement liée à la question des types des accords internationaux que concluait Rome. A quelles instances appartenait le droit, à Rome, de conclure ces accords? (45) Le rôle prédominant que jouait le Sénat dans les affaires de la politique extérieure romaine est connu de tout le monde; il s'en suit que le Sénat avait de larges pouvoirs dans la direction des négociations avec les autres Etats. Dans la règle, c'est lui qui accomplissait tous les travaux préparatoires précédant la conclusion d'un accord (46); il recevait les délégations et écoutait leurs propositions (47). Assez souvent la conclusion d'un traité avait lieu au moyen d'un vote d'un sénatusconsulte; ces résolutions du Sénat étaient cependant souvent soumises à la ratification par l'assemblée du peuple. Les accords internationaux que contractait Rome pouvaient avoir une durée limitée ou illimitée. Un traité sous forme de sénatusconsulte, quoiqu'il fut conclu pour un temps perpétuel, avait cependant une validité limitée puisqu'il pouvait toujours être annulé par un autre sénatusconsulte. Déjà au II<sup>e</sup> siècle avant l'ère chrétienne nombre de traités furent conclus de cette manière. En raison de sa précarité, le sénatusconsulte n'était pas un fondement solide pour le rapprochement étroit de deux Etats, mais il se prêtait très bien pour créer avec un Etat des relations amicales qui ne devaient porter qu'un

caractère épisodique et étaient avantageuses pour Rome à un moment donné. En dehors de ces cas le sénatusconsulte était toujours la forme à laquelle on recourrait pour renouveler un traité avec une nation quelconque : ce renouvellement n'était qu'une simple confirmation d'un accord en vigueur et avait un caractère déclaratif. Il va de soi que la guerre entre Rome et un autre Etat annulait les accords qui les liait, et le traité qui était conclu à la fin des opérations de guerre était considéré, non comme une confirmation de l'ancien accord, mais comme un accord tout à fait nouveau; en raison de cela un tel traité ne revêtait généralement pas la forme d'un sénatusconsulte.

Une durée limitée avaient également les traités conclus par des magistrats — généralement à la fin d'une guerre. Le magistrat revêtu du pouvoir de l'imperium suprême avait toujours le droit de conclure un accord avec une autre nation (48), mais l'assemblée du peuple pouvait repousser un pareil accord et ne l'assemblée du peuple de donner sa sanction au traité qui avait été conclu par le chef de l'armée romaine, ce dernier était assez souvent livré à l'ennemi. Aussi, les magistrats introduisaient-ils dans le texte de l'accord une clause prévoyant l'entrée en pas le confirmer (49) ; à la suite d'un pareil refus de la part de vigueur du traité dans le seul cas où il serait approuvé par le Sénat et l'assemblée du peuple (50). Pendant le dernier siècle de la République, à mesure qu'apparaissaient sur l'avant-scène politique des personnalités importantes et à mesure que tombait le prestige de l'assemblée du peuple et du Sénat, les cas où des magistrats passent des accords internationaux augmentent, tandis que le Sénat et l'assemblée du peuple ne sortent pas de l'ombre. En général, cependant, il était nécessaire pour qu'un acte international quelconque acquit un caractère durable, à partir du moment où la politique de Rome s'anima, qu'il reçut la sanction de l'assemblée du peuple (51-52). Primitivement, l'initiative de la conclusion d'un traité appartenait parfois à l'assemblée du peuple qui exprimait son désir dans ce sens (53).

La résolution de l'assemblée du peuple, appelée par un sénatusconsulte ou par l'acte d'un magistrat, n'avait pas la valeur de la conclusion d'un traité; elle n'était que sa ratification. Mais cette ratification en raison de la forme de serment (54)

sous laquelle elle était accomplie conférait à l'accord le caractère d'inviolabilité. Avec le temps, une théorie s'élabora pour reconnaître, comme indispensable, la participation de l'assemblée du peuple dans la procédure de la conclusion des traités internationaux (55). D'après la tradition qui s'était établie à Rome, c'était l'assemblée par tribus (56) qui avait compétence pour ratifier un accord international. Quant à la confirmation par serment des actes internationaux, elle était de règle pour les accords qui étaient soumis à l'examen de l'assemblée du peuple et à sa ratification. Le traité sous forme de sénatus-consulte n'était point généralement sanctionné par un serment (57) : ceci résultait logiquement du caractère d'un tel traité, par lequel Rome ne désirait pas se lier pour toujours et qui, par sa nature même, était généralement précaire.

La forme normale d'un accord international était celle qui jouait un rôle si important dans la vie d'affaires quotidienne de Rome — stipulatio et sponsio (58). Cependant, les règles sévères du droit civil ne trouvèrent pas d'application dans le domaine international (59) ; à côté de l'expression traditionnelle « spondes ne-spondeo » (60) on admettait toute autre expression correspondante (61). Comme la commune, d'après les idées romaines, restait en dehors de la dispute qui éclatait avec une autre commune ou avec une personne, tout engagement qu'elle prenait était, au fond, un pactum nudum (62). Ce vice de stipulation dans les rapports internationaux était généralement compensé par la confirmation du traité par un serment (63). C'est ce traité renforcé par un serment qui portait le nom de foedus (64), en grec — τὰ ὄρκια (65). La prestation du serment incombait au collège des fetiales (66) qui jouaient un rôle si important dans les autres actes de la politique extérieure de Rome, — par ex., au moment de la déclaration de la guerre. Pendant la première période de la république romaine, les fetiales participaient toujours activement à la conclusion d'un foedus ; les patres patrati — plénipotentiaires du collège des fetiales et du collège correspondant de l'autre partie — consacraient, en présence de toutes les troupes, le pacte d'armistice des chefs de l'armée ; toutefois, même dans les siècles suivants — et jusqu'au dernier siècle de l'ère républicaine — les fetiales étaient appelés à participer à la conclusion des traités internatio-

naux (67). Ce n'est que grâce à cette sanction religieuse que les accords acquéraient un caractère perpétuel (68). Il faut distinguer des traités de paix consacrés par un serment et possédant un caractère éternel, *foedera* — les traités d'armistice de durée toujours limitée, quoiqu'ils se contractèrent parfois pour un terme très long (69). Ces traités d'armistice portaient le nom d'*indutiæ* (70). A l'époque du principat (71), lorsque tous les pouvoirs concernant la conclusion de traités internationaux passèrent au princeps (72), la procédure traditionnelle du serment, pratiquée par les *fetiales*, sortit d'usage et ne ressuscita plus que très sporadiquement (73).

Comme conclusion — quelques mots sur la langue des traités internationaux conclus par Rome. Le texte des accords avec des Etats helléniques était rédigé à Rome en deux langues : en latin et en grec (74). Les traités qui étaient généralement exposés au Capitole et dont les copies étaient expédiées à l'Etat contractant étaient, de plus, enregistrés dans des listes d'archives spéciales — les *formulae* (75).

---

## CHAPITRE II.

La puissance romaine dépassa de bonne heure les frontières de l'Italie. Au delà de ces frontières Rome entra en contact avec des puissances qui ne lui cédaient pas en force. Si les informations de Polybe qui parle d'un traité avec Carthage, à l'époque du premier consulat (76), ne méritent pas confiance, aucun doute n'est possible, par contre, sur l'existence d'une série de traités conclus avec la république africaine au quatrième et au commencement du troisième siècle av. J. C. Aux environs du milieu du troisième siècle un traité fut conclu avec la Syrie (77). Enfin, les sources conservent des traces de relations diplomatiques avec l'Egypte. Ces traités internationaux étaient eux aussi basés sur le principe que nous connaissons — l'équilibre effectif des forces; ils ne reconnaissent pas à chacun des Etats contractants un droit de souveraineté, et à mesure que Rome supplantait les Etats contractants et acquérait une puissance plus grande — les relations internationales normales qui existaient entre Rome et le monde étranger ne pouvaient manquer de subir une modification radicale. L'indépendance politique d'une nation n'était pas considérée par Rome comme un droit absolu et indiscutable : Rome supportait cette indépendance lorsqu'il ne lui était pas possible de la détruire, ou lorsque cette indépendance entraînait dans ses plans et était conforme à ses intérêts. C'est un fait qu'il faut avoir toujours en vue en étudiant la politique extérieure de Rome; il explique, comme nous verrons plus loin, beaucoup de faits historiques qui ne s'expliquent pas autrement à première vue.

Dans l'histoire de la politique extérieure de Rome l'époque de la seconde guerre punique (78) représente une période de transition. Après avoir consolidé son hégémonie sur la péninsule italique, après avoir pris des sanctions despotiques contre les alliés qui avaient adhéré à l'ennemi, Rome put alors concentrer toute son attention sur l'Orient qui déjà depuis longtemps avait attiré sa convoitise. Grâce à sa victoire sur Carthage, elle pouvait désormais intervenir énergiquement dans les affaires de la Grèce et de la Syrie. L'heureuse issue de la lutte acharnée

qu'elle avait menée contre la Macédoine et Antiochus le Grand avait rendu les Romains maîtres de l'Orient. Il semblait qu'il n'y avait pas de force qui aurait pu arrêter la croissance de la puissance romaine (79).

A mesure que les Etats importants subissaient des coups qui les atteignaient dans leur base même, le nombre de petits Etats, et en premier lieu des communes libres, augmentait; ils trouvaient à Rome appui et protection contre les ennemis plus puissants, mais aussi une répression sans pitié pour toute manifestation d'un esprit anti-romain ou trop indépendant; Rome défendait jalousement les droits de son autorité souveraine. Elle disposait, comme bon lui semblait, du sort des Etats qui faisaient preuve d'insoumission; après la victoire sur Persée, victoire qui apporta à Rome des richesses telles que pendant longtemps l'imposition des citoyens romains put être abolie (80), Rome punissait sévèrement les partisans des Macédoniens (81). L'empire des Seleucides conserva des dimensions énormes, mêmes après la défaite subie par Antiochus III près de Magnesia (82) mais les différentes parties qui composaient cet empire n'étaient pas solidement unies; de plus Rome encourageait de toutes manières l'esprit d'indépendance que manifestaient les vassaux syriens et savait ainsi à l'intérieur la puissance de son récent adversaire, qu'elle tenait depuis déjà longtemps en suspicion. Le texte du traité qui fut conclu entre Rome et Antiochus III nous est parvenu (83); nous ne trouvons dans les sources aucune trace de son renouvellement sous les successeurs d'Antiochus III. Le fils cadet d'Antiochus le Grand, Antiochus IV Epiphane (175-164), chercha par tous les moyens à établir des relations amicales avec Rome et assura toujours les messagers délégués en Syrie par Rome, dans des buts de contrôle, de ses sentiments de loyauté. Il ne put toutefois gagner la confiance de Rome; Rome ne manquait aucune occasion pour s'immiscer dans les affaires d'Antiochus IV et ne respira librement que lorsque ce roi doué et énergique fut remplacé sur le trône par son fils Antiochus V, enfant en bas âge.

C'est pendant le règne d'Antiochus V. Eupator (164-162), que, pour la première fois, le peuple juif entra en rapport officiel avec Rome.

La paix relative, qui avait régné en Palestine après le retour de la captivité de Babylone et qui, de temps à autres, était troublée par des expéditions militaires des Perses à travers le pays

ainsi que par des révoltes de satrapes, continua aussi après la conquête par les Macédoniens. Cependant la Palestine et les régions limitrophes furent, plus d'une fois, après la mort d'Alexandre le Grand, l'arène de luttes acharnées. Ptolémée I occupa deux fois Jérusalem — en 320 et en 312 — au cours de ses expéditions en Syrie, et emmena avec lui en Egypte un grand nombre de Juifs. Après la mort de Seleucus (280), qui régnait sur une grande partie du pays et qui fonda toute une série de villes à l'est du Jourdain, toute la Palestine, avec la Coelé Syrie et la Phénicie, fut conquise par Ptolémée II; pendant un siècle le pays devait rester sous la puissance de l'Egypte. Le régime d'occupation égyptien ne se faisait presque pas sentir à la population : une politique consistant à inculquer de force l'hellénisme dans les régions conquises était complètement étrangère aux Lagides (84) : non seulement ils ne cherchaient pas à disperser la population indigène, mais, au contraire, ils étaient partisans de la non-fusion des peuples qui leur étaient soumis et, par conséquent, de la différenciation de leur état juridique. La lutte entre les Séleucides et les Lagides reprit de nouveau à la fin du troisième siècle. Après le succès d'Antiochus III (en 201) (85) le chef des troupes égyptiennes, Scopas, profita, semble-t-il, de la retraite d'Antiochus pour soumettre pendant deux ans tout le pays à la domination égyptienne, mais il essuya sur les sources du Jourdain, près de Panéion, une défaite décisive de la part du roi syrien (86). Vers 198, toute la Palestine jusqu'à la péninsule de Sinaï y compris Jérusalem et la côte maritime avait été soumise par Antiochus (87). En raison de sa situation géographique, qui faisait d'elle un Etat tampon, la Palestine devait inévitablement devenir l'arène des luttes acharnées que menaient entre eux les Syriens et les Egyptiens. L'attitude prise par les Juifs, pendant une des phases de cette lutte, nous est connue par un message qu'Antiochus le Grand envoya à Ptolémée — vraisemblablement gouverneur des régions conquises (88).

Les milieux influents de la société, l'archiprêtre et le conseil des anciens (appelé dans le message gérousie) faisaient montre d'une orientation syrienne. Antiochus IV continua l'œuvre d'Antiochus le Grand en consolidant les liens qui rattachaient les différentes parties de l'empire. La base sur laquelle pouvait

être créée une pareille union était l'hellenisme. Les milieux réformés du peuple juif sympathisaient aux efforts du roi pour unir tous les peuples qui lui étaient soumis. Cependant l'introduction de la civilisation hellénique, qui devait inévitablement aboutir à la destruction du judaïsme, rencontra une sérieuse opposition, inspirée par des sentiments orthodoxes, de la part des masses juives.

La lutte menée par le petit peuple juif contre l'empire syrien, encore puissant, devait, tôt ou tard, attirer l'attention de Rome. Les dirigeants de la politique romaine ne pensaient pas encore, comme nous le verrons plus loin, à mettre la main sur la Palestine, si tentant que cela pouvait paraître, en raison de la situation géographique de ce pays; quoique la métropole italienne eût étendu, vers le milieu du deuxième siècle avant notre ère, la sphère de son influence bien au delà des frontières de la péninsule italienne, elle ne prétendait pas encore à la Palestine. La résistance acharnée que la population juive opposait aux mesures prises par Antiochus IV pouvait être facilement exploitée par Rome dans le but qu'elle avait toujours poursuivie : l'ébranlement de la puissance syrienne. Rome, qui observait avec attention la marche des événements, ne laissait passer aucun prétexte pour s'ingérer dans les affaires intérieures de cet empire et pour annihiler les résultats du succès des armes syriennes. L'expédition victorieuse d'Antiochus IV en Egypte fut un pareil prétexte. Lorsque le roi entreprit une offensive contre les deux Ptolémées — Philométor et Evergète — Rome qui venait de remporter une victoire décisive sur la Macédoine (89), renonça à l'attitude de neutralité qu'elle avait adoptée dans le conflit entre la Syrie et l'Egypte et trouva opportun de mettre une fin aux succès d'Antiochus (90). Ce dernier, déçu dans ses espoirs et obligé de céder aux exigences de Rome — frappa la Judée où, à la réception des nouvelles d'un insuccès d'Antiochus, une révolte anti-syrienne avait éclaté. L'expédition répressive envoyée contre la Judée se distingua par son caractère exceptionnellement cruel. La religion juive fut frappée d'interdit; le temple de Jérusalem transformé en temple de Zeus l'Olympien. C'est pendant cette période qu'eut lieu la campagne de Mattathias (91) et de ses fils qui, non seulement opposèrent une résistance désespérée à toutes les mesures coercitives des Syriens, mais usèrent encore de représailles cruelles contre les Juifs hellénisés (92).

En partant pour l'expédition contre les Parthes, Antiochus IV chargea du gouvernement des provinces occidentales Lysias, le tuteur du jeune Antiochus V; ce dernier avait été proclamé, conformément à la coutume, corégent (93) peu de temps après sa naissance, en 172 (94) Lysias avait reçu d'Antiochus IV l'ordre d'anéantir la puissance d'Israël et de détruire les restes de Jérusalem, d'exterminer le souvenir même des lieux saints, de coloniser le pays avec des colons étrangers et de répartir parmi eux la terre (95). En exécuteur obéissant, Lysias mena son armée qui représentait la moitié des forces militaires de la Syrie (96) contre Juda; de nombreux marchands d'esclaves (97) suivaient l'armée syrienne; l'essor rapide qu'avait pris la vie économique dans la péninsule italienne avait créé une demande importante de cet article (98); le gouvernement syrien de son côté considérait que la vente des Juifs comme esclaves lui rapporterait l'argent nécessaire pour payer la contribution qu'il devait à Rome depuis l'époque d'Antiochus III (99). Cependant, à la suite de nombreuses victoires remportées par Juda Macchabée (166-161) sur les généraux syriens (100), Lysias décida de changer de tactique. Il renonça à imposer de force l'hellénisme dans la Judée; ceci ne s'explique pas uniquement par les succès militaires remportés par le parti nationaliste juif. Si importantes que fussent en effet les victoires remportées par Juda, il n'en restait pas moins certain que le gouvernement syrien pouvait facilement mettre une fin à la révolte et rétablir dans le pays le prestige ébranlé de la monarchie syrienne; car les forces des parties belligérantes étaient par trop inégales. De fait l'histoire ultérieure de la lutte montre qu'un coup énergique porté par les troupes syriennes pouvait avoir les résultats les plus funestes pour les insurgés juifs. Par ailleurs, les causes politiques qui forcèrent Lysias plus tard à conclure un compromis avec les Juifs n'existaient pas encore à cette époque; il n'était pas encore question de l'entrée en scène sur l'arène politique du rival de Lysias, Philippe; Lysias n'avait pas alors à craindre une attaque par derrière et pouvait jeter sur la Judée toutes ses forces militaires. S'il renonça à mettre en exécution les instructions que lui avait données Antiochus IV en ce qui concerne la lutte impitoyable contre le judaïsme et s'il entra en pourparlers de paix, il faut chercher la cause réelle d'un pareil revirement dans la pression

qui avait été exercée par Rome sur le gouvernement syrien. En réalité, Rome n'avait pas adopté, comme nous le démontrerons plus loin, l'attitude d'un observateur impartial : à ce moment eut lieu la première intervention active de la diplomatie romaine dans la lutte qui se menait pour la possession de la Judée. Nous avons tous les droits de supposer que les représentants de Rome qui se trouvaient en Proche Orient pendant la guerre de Lysias contre Juda Macchabée insistèrent catégoriquement pour que la paix fut conclue entre les parties belligérantes. Au point de vue des intérêts de Rome la liquidation complète des troubles en Judée n'était pas du tout désirable; le but final de la politique romaine en Orient, à cette époque — l'affaiblissement de la puissance syrienne — exigeait justement la conservation des forces qui nourrissaient le mouvement révolutionnaire dans la Judée. Seule une conciliation immédiate de la Syrie avec les insurgés juifs pouvait préserver le parti des Macchabées d'une débâcle complète. Un sens politique très subtil faisait pressentir à la diplomatie romaine que cette paix n'inaugurerait pas une nouvelle ère dans l'histoire des relations des Syriens avec les Juifs, mais ne serait qu'une accalmie momentanée, après laquelle la guerre reprendrait avec une nouvelle force, guerre que Rome désirait parce qu'elle sapait l'organisme de la monarchie syrienne. Rome s'abstint cependant d'intervenir directement dans la guerre des Juifs avec les Syriens; l'histoire postérieure des relations judéo-romaines témoigne que Rome refusa toujours catégoriquement toute aide active aux nationalistes juifs. Cette tactique était dictée par un sens exact des réalités : pourquoi Rome serait-elle entrée en guerre, quand elle pouvait affaiblir la Syrie par les méthodes plus simples d'un fin jeu diplomatique? Cette fois-ci l'action adroite de Rome — sa pression sur la Syrie pour obtenir la conclusion de la paix avec la Judée — s'avéra juste et donna les résultats que Rome espérait.

Lysias proposa la paix à Juda Macchabée à des conditions avantageuses et promit d'obtenir du roi des concessions (101) ; Juda accepta la proposition de paix sous certaines conditions, exposées dans une note remise par une commission spéciale (102) à Lysias, qui furent agréées par le roi. Le second livre des Macchabées nous a conservé la correspondance diplomatique qui fut échangée avant la conclusion de la paix. Elle se compose de quatre documents : un message de Lysias, deux messages d'Antiochus V et un message de la délégation romaine. Tous ces documents sont datés de l'an 148 aer. Sel. (165-164 av. J.C.); la

note de Lysias de même que les notes de la délégation romaine sont du mois Dioskorinthios (103). Dans son message (104) Lysias accuse réception de conditions juives transmises par les délégués juifs, Jean et Absalom, et informe qu'elles ont été acceptées par le roi ; Lysias promet aux Juifs son appui aussi dans l'avenir dans le cas où ils se montreront loyaux et les informe que les détails de l'accord seront discutés par les représentants des deux parties. Ce message est complété par la note de la délégation romaine. Les noms des délégués romains sont, d'après II M. 14, 34, Quintus Memmius et Titus Manius (105); dans le Venet. le second délégué est désigné sous le nom de Titus Manius Ernios. Comme le nom d'Ernios est inconnu il faut supposer qu'il y a ici erreur ; la seule explication qui nous paraît correcte est celle de Niese (106) qui propose la leçon de Sergios au lieu d'Ernios. Une pareille interprétation est tout à fait conforme aux données historiques que nous possédons. En effet, nous savons que le Sénat envoya en Orient, en 165-164 av. J. C., deux délégués, Manius Sergius et Gaius Sulpicius Gallus (consul de l'an 166). La tâche des délégués consistait à visiter la Grèce et l'Asie afin de résoudre, dans un sens favorable à Rome, une série de conflits locaux, et aussi de dévoiler les projets d'Eumène II de Pergame et d'Antiochus Epiphane et d'empêcher une alliance entre ces deux monarques dirigée contre Rome (107). Pendant que Sulpicius Gallus ouvrait une enquête sévère sur l'activité d'Eumène (108), son collègue, en compagnie de Quintus Memmius dont les autres sources ne parlent d'ailleurs pas, se rendit probablement en Syrie. Il ressort de II M. 14,38 que la délégation romaine se trouvait, au commencement de 164, en route vers Antioche ce qui correspond complètement aux faits relatés par Polybe. Dans leur adresse aux Juifs, les ambassadeurs romains confirment toutes les concessions faites par Lysias; quant aux desiderata des Juifs qui n'avaient pu être satisfaits par Lysias de sa propre autorité et qui exigeaient l'approbation du gouvernement central, les ambassadeurs invitaient les Juifs à leur communiquer d'urgence toutes les données nécessaires afin qu'ils pussent, une fois arrivés à Antioche, soutenir les revendications juives devant le roi (109). Cette

adresse de la délégation romaine, qui marque le premier contact entre Rome et la Judée, est extrêmement caractéristique pour la politique adoptée par Rome vis-à-vis de la Syrie : en intervenant dans le conflit entre les Syriens et les Juifs, les représentants de Rome poursuivaient deux buts ; d'un côté leur action diplomatique montrait le désir de Rome de soutenir les milieux nationalistes juifs dans leur lutte contre la domination syrienne ; d'un autre côté, en intervenant dans une question qui ne concernait en réalité que le gouvernement syrien et en exerçant une pression sur lui, ils semblaient assumer les fonctions de contrôleurs de la politique syrienne. Il est difficile, naturellement, en s'appuyant sur une courte adresse de deux diplomates romains, de déterminer avec exactitude quelle fut leur participation à la marche des négociations entre les délégués juifs et Lysias ; connaissant cependant l'activité de la politique romaine en Orient et prenant en considération l'intimation faite à Antiochus par les Romains de restreindre ses effectifs, nous ne nous tromperons pas, croyons-nous, en supposant que la délégation romaine insista catégoriquement sur la conclusion d'une paix entre Antiochus et les Juifs.

Le manifeste des délégués romains est adressé τῷ δήμῳ τῶν Ἰουδαίων (110) : cette adresse représente une reconnaissance officielle du peuple juif comme unité politique ; cela devient encore plus évident si nous comparons cette adresse avec la note de Lysias qui est adressé τῷ πλήθει τῶν Ἰουδαίων : le chef des troupes syriennes, quoiqu'il ait décidé de conclure un traité de paix avec les Juifs, continue à les considérer comme des rebelles et ne leur reconnaît pas le droit d'organiser un Etat indépendant. A ce point de vue, la note du roi, datée du 15Xantikos, manque de conséquence ; elle est, en effet, adressée à la gérousie juive et aux autres Juifs et reconnaît en réalité un organe qui représente la nation juive (111). Il n'est pas impossible que cette reconnaissance officielle de la communauté juive soit due aux démarches faites par la délégation romaine auprès du gouvernement d'Antioche. Nous apprenons par la note que Ménélas informa le roi du désir des Juifs de quitter Jérusalem et de retourner chez eux ; les revendications juives se résument, au fond, dans la demande d'une amnistie pour tous ceux qui avaient participé à la révolte et de la restitution de leurs biens-

Le roi donna satisfaction à cette demande et promit l'impunité à tous ceux qui retourneraient à leurs occupations habituelles dans le courant de deux semaines ; il leur garantissait l'immunité et le droit de vivre conformément à leurs lois. Ménélas fut délégué chez les Juifs en qualité de représentant du roi et reçut la mission de les pacifier (112). L'importance politique de cette note est très grande ; elle est, au fond, un acte officiel de renoncement à toute lutte active contre le judaïsme qui dès lors est reconnu, peut-on dire, comme *religio licita*. Le message du roi adressé à Lysias contient un exposé des principaux motifs qui inspirèrent le roi dans la solution de la question juive : il désirait assurer la paix à tous ses sujets, et comme il était convaincu que les Juifs s'opposaient à l'hellénisation telle qu'elle avait été conçue par son père et qu'ils exigeaient la reconnaissance de leurs coutumes, il avait décidé de leur rendre leur sanctuaire (113) et de ne pas les empêcher à vivre conformément à leurs traditions nationales (114). Lysias était chargé de conclure un accord avec les Juifs et de leur donner des garanties suffisantes pour qu'ils pussent tranquillement et avec confiance retourner à leurs occupations normales (115).

Les documents que nous venons d'énumérer sont-ils des actes authentiques ? En partant de considérations de forme comme de fond il faut, croyons-nous, répondre à cette question par l'affirmative. Quant à la forme, les documents en question ne diffèrent point des documents semblables de la même époque hellénique — par exemple, ceux qui ont été conservés chez Polybe. Leur authenticité documentaire est particulièrement évidente dans le II M. Le style simple et sobre des messages qui contraste avec le langage maniéré dans lequel est écrite une partie considérable du II M. parle indiscutablement en faveur de leur authenticité. La plupart des critiques s'accordent pour leur reconnaître cette authenticité, mais, par contre, suivant l'opinion générale, ces documents se rapportent à une autre épisode historique — c'est-à-dire que l'auteur du II M., d'après cette opinion, a commis une erreur en les attribuant à la fin de la première période de la lutte de Lysias contre Juda Macchabée (116).

Le seul argument qui parle en faveur de cette thèse est que le premier livre des Macchabées ne contient pas la moindre

mention d'un accord conclu à cette époque par les parties belligérantes ; selon I M. Antiochus V conclut la paix avec la Judée alors que son père était déjà mort (117) — lorsque les Syriens, après s'être remis de leurs défaites, recommencèrent avec des nouvelles forces la lutte contre la Judée (118). Malgré une série de victoires (119) Lysias, qui craignait l'approche de Philippe (ce dernier avait été nommé gouverneur du pays et éducateur du jeune Antiochus V (120) par Antiochus IV), insista pour que la paix fût conclue avec Juda (121). Comme le premier livre des Macchabées est, dans son ensemble, certainement plus historique que le second, on situe, conformément à l'opinion des historiens, toute la correspondance échangée au sujet des négociations de paix et contenue dans ce dernier à l'époque du second accord et non pas du premier que l'auteur du II M. ne connaît même pas (122). Nous devons cependant constater dans le récit du I M. une lacune importante. L'auteur du II M. parle également d'un second accord d'Antiochus Eupator avec les Juifs (123); aussi ne voyons-nous pas pour quelle raison l'auteur aurait rattaché arbitrairement la correspondance diplomatique qui nous intéresse à un autre événement. Le fait que deux accords ont été conclus entre les Syriens et les Juifs reste irréfuté — même en admettant que l'auteur du II M. ait commis une erreur en rattachant les copies des actes qu'il avait à sa disposition au premier accord. Le fait que les Romains prirent part aux négociations de paix, parle pourtant contre pareille supposition. Il suffit de connaître l'esprit de la politique romaine vis-à-vis de la Syrie pour arriver à la conviction que Rome ne pouvait intervenir dans la querelle entre les Syriens et les Juifs qu'au moment indiqué par le II M. Rome ne poursuivait pas la pacification de la Palestine comme une fin en soi-même mais seulement comme un moyen pour affaiblir la Syrie; à ce point de vue Rome devait voir avec plaisir la continuation de la lutte entre Juda et Lysias au moment où Philippe s'apprêtait à attaquer ce dernier pour s'assurer définitivement les pouvoirs qui lui avaient été légués par le défunt Antiochus IV. Si Lysias et Antiochus V n'avaient pas conclu la paix avec la Judée, ils auraient dû mener la lutte sur deux fronts ce qui aurait naturellement abouti à un considérable affaiblissement de la puissance militaire de la Syrie. Quiconque comprend la tacti-

que adoptée par Rome en Orient pendant cette période doit reconnaître que les délégués romains en intervenant, à ce moment, dans les affaires judéo-syriennes dans le but de contribuer à la conclusion de la paix, se seraient mis en opposition directe avec toute la politique traditionnelle de Rome. Et dans ce cas nous devons reconnaître que l'auteur avait absolument raison de rattacher la correspondance diplomatique en question à la première période de la lutte de Lysias avec Juda Macchabée (124).

La paix que Lysias avait conclue avec Juda et qui prévoyait le rétablissement de la loi juive ainsi qu'une amnistie pour tous les Juifs partisans du mouvement révolutionnaire, ne fut pas de longue durée. Juda Macchabée ne pouvait interpréter l'attitude de Lysias que comme une preuve de faiblesse des Syriens (125); il continua sa lutte avec les apostats. Les ennemis des Juifs étaient mécontents de la politique pacifique de Lysias. La population juive nationaliste ne put être d'ailleurs apaisée; l'état d'excitation dans lequel elle se trouvait, était causé, d'une part, par l'attitude des généraux syriens et des païens qui faisaient subir des persécutions de toute sorte aux Juifs (126), et d'une autre part, par les discordes qui régnaient à l'intérieur même de la population juive : le chef du parti hellénique, Ménélas, qui était rentré, grâce à Lysias, dans le pays, mena toutes espèces d'intrigues contre Juda et contribua à ce qu'une nouvelle action armée fut entreprise par Antiochus V contre la Judée. La Palestine devint de nouveau l'arène d'une lutte acharnée, dans laquelle la guerre religieuse s'enchevêtrait avec la guerre politique. Juda mit à sac les villes philistines, le Transjordan et l'Idumée. Les succès importants remportés par l'armée syrienne, présageant l'anéantissement complet de Juda, furent paralysés, comme nous le savons, par l'intervention de Philippe ; obligé en raison de cette intervention d'interrompre le plus vite possible sa campagne en Judée, Antiochus V conclut un accord avec Juda (127). Prenant en considération les succès militaires remportés par les Syriens pendant cette phase de la guerre, il faut reconnaître que les conditions du traité de paix étaient très avantageuses pour les Juifs. On leur garantissait le droit de vivre selon leurs coutumes, et la liberté religieuse. Il est vrai que ce privilège perdait une grande partie de sa valeur du fait que la dignité d'archiprêtre était alors dans les mains

d'Alkimos lequel avait obtenu d'Antiochus V sa nomination au moment où la lutte était la plus acharnée. Alkimos semble avoir conservé cette dignité après la conclusion de la paix — dans tous les cas, les sources ne parlent pas de son remplacement par une autre personne ; il va de soi, que son pouvoir était illusoire : le véritable maître de Jérusalem, après le départ de la garnison syrienne, était Juda (128). La conclusion du traité fut marquée par la visite qu'Antiochus V rendit au temple de Jérusalem, et où, à l'exemple de son père, il offrit un sacrifice au Dieu juif.

Il semble que le traité fut violé par les Syriens immédiatement après sa conclusion : les enceintes de Jérusalem furent détruites (129). Un gouverneur syrien fut préposé à l'administration du pays (130) ; au temple, des sacrifices furent introduits en l'honneur du roi (131), en signe de loyauté vis-à-vis de la Syrie.

Mais cet accord ne marque pas, lui non plus, le commencement d'une nouvelle ère dans les relations entre Syriens et Juifs. Les événements qui se déroulèrent en Syrie, en 162, provoquèrent une nouvelle tension des relations entre les deux peuples. Rome s'opposait à l'établissement d'une paix intérieure en Syrie et restait ainsi fidèle à ses principes politiques ; une délégation qui avait à sa tête Gnaeus Octavius fut envoyée à Antioche ; elle était chargée d'obtenir la diminution des effectifs armés de la Syrie conformément au traité de 189. Le gouvernement syrien dut faire des concessions (132) ; les exigences de la délégation provoquèrent cependant à Antioche une telle indignation, qu'une révolte antiromaine éclata ; les rebelles étaient menés par un fanatique, nommé Leptinus ; le mouvement antiromain se répandit bientôt dans tout le pays et, durant les désordres qui eurent lieu à Laodicée, le chef de l'ambassade romaine, Octavius, fut tué. Le gouvernement syrien, avec à sa tête Lysias, impuissant de maîtriser les éléments déchaînés, se dépêcha de porter ses excuses au Sénat romain par l'intermédiaire d'une délégation spéciale. Le Sénat ne prit aucune décision au sujet de l'incident. Celui-ci arrivait d'ailleurs très à point pour Rome puisqu'il lui offrait un prétexte de plus pour intervenir dans les affaires syriennes (133). Ces désordres, qui troublaient la vie de l'empire, accrurent encore du fait de l'arrivée dans

le pays du cousin germain d'Antiochus V, Démétrius. Ce prince avait fui contre la volonté du Sénat (134) de Rome, où il se trouvait en qualité d'ôtage, afin de faire valoir ses droits légitimes au trône de Syrie. Après avoir débarqué sur la côte phénicienne, à Tripoli, il se rendit immédiatement maître de la situation dans le pays et eut tôt fait de se débarrasser de son jeune rival. Démétrius fit de grands efforts pour rester en bonnes relations avec Rome. Aussitôt après sa fuite, une délégation du Sénat fut envoyée en Orient ; cette délégation était conduite par Tibère Gracque, adversaire de la politique traditionnelle de Rome dans la question syrienne, — politique qui se basait, comme nous le savons, sur des intrigues. Au cours des négociations avec le représentant de Démétrius, Ménochares, en Cappadoce, Tibère Gracque fit preuve d'un esprit de conciliation très grand. Pour prouver sa loyauté envers Rome, Démétrius résolut de remettre le meurtrier d'Octavius dans les mains de la justice romaine ; simultanément il envoya à Rome des présents de valeur ; le Sénat accepta les présents, mais refusa de juger les coupables, préférant conserver la valeur de ses griefs lors du règlement définitif de l'incident (135).

La nature énergique et belliqueuse du nouveau roi ne pouvait s'accommoder de l'état de choses qui régnait dans la Palestine vassale, où le précédent gouvernement syrien avait rétabli sa domination par la conclusion d'une paix désavantageuse pour lui, en accordant aux Juifs les droits revendiqués par les chefs de la révolte contre le gouvernement syrien (136). D'ailleurs, la situation générale dans le pays donnait à Démétrius un prétexte pour ne pas observer le traité récemment conclu. La lutte des partis continuait en Judée, et le chef des Juifs hellénisés, Alkimos, après avoir obtenu du roi sa confirmation dans la dignité d'archiprêtre, s'était redû en Judée, accompagné d'une escorte considérable sous la conduite de Bacchides (137), qui avait été chargé de rétablir l'ordre et de soutenir Alkimos dans sa lutte contre les nationalistes juifs. Une assemblée de savants, à laquelle prirent part les éléments les plus religieux du peuple juif (138), reconnut comme archiprêtre Alkimos qui était originaire de la famille d'Aaron ; ceci n'empêcha d'ailleurs pas Alkimos de traiter avec la dernière violence les Juifs orthodoxes,

dont 60 représentants furent exécutés sur son ordre (139). Les Hasmonéens prirent, dès le début, une attitude hostile envers le protégé de la cour syrienne (140) car, à l'inverse des milieux orthodoxes, ils comprenaient que l'autonomie spirituelle du peuple juif ne pouvait être assurée que par l'indépendance politique de la Judée vis-à-vis de la Syrie. Après qu'Alkimos eût manifesté ses véritables sentiments envers le peuple juif, Juda reprit ses persécutions contre les partisans de l'hellénisme et les représentants du gouvernement syrien qui soutenait les Juifs hellénisés. Menacé, Alkimos s'adressa de nouveau à Démétrius en l'appelant à son aide. Cependant les événements prenaient une tournure favorable pour Juda. Dans la bataille d'Adasa (141) le 13 Adar (mars) 161, le général syrien Nicanor essuya une défaite décisive (142). « Et le pays de Juda jouit de la tranquillité pendant quelque temps » (143).

A cette période de la lutte contre la domination syrienne se place l'envoi d'une ambassade à Rome par Juda; le résultat de l'ambassade fut la conclusion du premier traité entre la Judée et Rome.

---

## CHAPITRE III

L'initiateur de ce premier accord judéo-romain, Juda, avait des raisons sérieuses pour escompter un résultat favorable de l'appel qu'il adressait au Sénat romain. L'intérêt que Rome avait pris, en 164, au conflit judéo-syrien incitait Juda à chercher une aide contre la Syrie chez le Sénat. La marche des événements avait dû convaincre le chef du parti national juif que quelques insuccès sur le champ de bataille ne pouvaient faire renoncer le gouvernement syrien à sa politique agressive vis-à-vis de la Judée tant que celle-ci ne manifesterait pas sa soumission. Connaissant le tempérament guerrier de Démétrius, Juda prévoyait, avec raison, que la défaite de Nicanor non seulement ne paralyserait pas l'énergie du roi, mais, au contraire, le pousserait à prendre des mesures encore plus rigoureuses pour étouffer définitivement la révolte dans cette province éprise de liberté. D'un autre côté, la politique adoptée par Rome jusqu'alors dans la question syrienne portait Juda à considérer que Rome avait tout intérêt à soutenir l'irrédentisme juif, comme moyen d'affaiblir l'unité de l'Etat syrien. Il adressa son appel après avoir remporté une victoire sur Nicanor, c'est-à-dire au moment où la lutte prenait une tournure favorable pour les Juifs, espérant ainsi consolider avec l'aide de Rome les résultats acquis par le mouvement national juif (144). Il chargea deux personnes de cette mission diplomatique: Eupolemos, dont le père, Jean, de la famille pontificale Hakkos, avait de son temps mené à bien les négociations avec Séleucus IV (145), et Jason, fils d'Eléasar.

Les informations que nous trouvons sur l'histoire de ce premier accord entre les Juifs et les Romains dans le premier livre

des Macchabées (146), source principale pour cet événement (147), se résument dans les faits suivants (148).

À leur arrivée à Rome Eupolemos et Jason furent accueillis avec bienveillance par le Sénat, auquel ils exposèrent le but de leur mission; le résultat des négociations fut le vote par le Sénat d'un traité d'alliance avec le peuple juif (149). La copie du sénatusconsulte (150), gravée sur une planche de cuivre, fut expédiée à Jérusalem, où elle devait être conservée en guise d'acte commémoratif de l'alliance de Rome avec la Judée.

Avant de procéder à l'examen du traité même il est nécessaire de se poser une question préliminaire qui a une importance capitale. Pouvons-nous nous fier aux récits qui parlent des négociations entre Juda Macchabée et Rome, et ne faut-il pas rapporter cet événement à une date pus tardive? Telle est la thèse de Graetz (151), par ex., qui conteste énergiquement qu'un accord ait été conclu entre Rome et la Judée non seulement sous Juda Macchabée, mais même sous son successeur Jonathan (152). Son argumentation n'est cependant pas concluante. D'après lui les textes parlant d'un traité d'alliance entre les Juifs et les Romains ne sont pas dignes de foi; de même que les récits non historiques du premier livre des Macchabées et de Josèphe Flavius sur la parenté des Juifs avec les Spartiates et les Pergaméniens ils auraient été fabriqués dans le but d'accroître le prestige des Juifs dans le monde hellénique (153).

Cette affirmation qui n'est pas étayée par des arguments plus probants ne résiste pas à une critique sérieuse.

Pour apprécier à leur juste valeur les informations que nous possédons sur la tentative de Juda de nouer des relations amicales avec Rome, nous devons partir des faits historiques réels ainsi que de la conjoncture politique qui régnait à ce moment; eux seuls peuvent nous donner des moyens d'appréciation justes. Quelle était la situation en Proche Orient lorsque, d'après le premier livre des Macchabées, Juda résolut de déléguer ses représentants à Rome pour entrer en pourparlers au sujet d'une alliance?

Rome qui, en général, était peu favorable aux Séleucides et qui ne se cachait pas de tenir en suspicion les représentants de cette dynastie, manifestait une attitude particulièrement hostile envers Démétrius. L'accession de Démétrius au trône syrien, qui s'était accomplie contre la volonté du Sénat, avait porté un

coup sensible aux intérêts de Rome ; à la place du très jeune et inexpérimenté Antiochus V auquel la toute-puissante Rome pouvait dicter ses exigences, elle voyait maintenant à la tête du gouvernement syrien un monarque énergique, doué et belliqueux, qui ne pouvait montrer la même soumission à la volonté de Rome dont les exigences empiétaient parfois sur les droits de souveraineté de la Syrie. Il est vrai que Démétrius chercha toujours à maintenir des relations amicales avec Rome et à mettre en évidence ses sentiments loyaux envers elle (154), mais à Rome on ne se fiait pas trop à cette loyauté car on avait conscience que Démétrius ne renoncerait pas à poursuivre une politique extérieure indépendante ; et cette politique devait inévitablement s'opposer aux intérêts de Rome (155). Voilà pourquoi toute tentative d'indépendance de la part d'une nation, qui se trouvait dans la sphère d'influence syrienne, pouvait sûrement compter sur l'appui de Rome (156). Juda prit en considération cette circonstance et résolut d'en appeler à Rome. Le génie militaire s'associait chez lui l'appréciation sobre des réalités, qualités qui conviennent à l'homme politique. A ce point de vue sa tentative pour obtenir un traité avec Rome et l'intervention de cette dernière auprès de Démétrius s'accordent complètement avec la vérité historique. Mais il y a encore une circonstance qui parle en faveur de ceci. Comme nous l'avons vu plus haut, peu de temps avant l'envoi d'une ambassade en Italie par Juda pour la conclusion d'un traité, Rome, en 164, s'était ingérée, de sa propre initiative, dans les affaires judéo-syriennes et avait défendu les intérêts juifs ; Graetz ne refute pas qu'une intervention ait été faite par Rome auprès du gouvernement syrien sous Antiochus V Eupator, intervention qui avait sans aucun doute renforcé chez Juda l'espoir de voir sa demande d'alliance accueillie favorablement par le Sénat romain ; et c'est là une preuve certaine du grand intérêt que Rome portait aux affaires de la lointaine Judée déjà sous le premier Hasmonéen.

Le texte de l'accord a été conservé dans deux sources : le premier livre des Macchabées (157) et les Antiquités de Josèphe Flavius (158). Le fait que le texte du I M. contient tout un nombre d'expressions peu claires et de phrases difficiles à expliquer doit être mis au compte de la double traduction que le texte du traité a subie ; une première fois du latin (159) en hébreu, et ensuite de l'hébreu en grec. En ce qui concerne le texte des An-

titiquités nous constatons qu'à l'exception de quelques passages peu nombreux dont nous parlerons plus loin, les faits qu'elles transmettent sont en correspondance complète avec le I M. De la comparaison de deux textes parallèles il ressort avec évidence que l'unique source de Josèphe Flavius était le premier livre des Macchabées; il est impossible de découvrir dans l'espèce les traces d'un emprunt fait à une autre source quelconque; Josèphe Flavius s'est uniquement borné à exposer, sous une forme plus coordonnée et plus littéraire, le texte du premier livre des Macchabées (160).

Mommsen, le premier, attira l'attention sur la ressemblance du texte de l'accord judéo-romain tel qu'il est reproduit dans le I M. et celui du traité conclu entre Rome et Astypalaea. L'étude comparative des deux textes et aussi les analogies établies par Täubler entre le traité judéo-romain et une série d'autres accords internationaux conclus par Rome à différentes époques, permettent une analyse détaillée du premier accord conclu entre Rome et la Judée. Le traité est divisé en quatre parties :

A) Une déclaration générale sur l'accord conclu entre les deux parties. Le traité de Rome avec Astypalaea contient une déclaration analogue qui se compose de quatre points :

- 1 — amitié et alliance entre les parties
- 2 — sur mer et sur terre ;
- 3 — l'accord porte un caractère perpétuel;
- 4 — établissement de la paix entre les parties.

Ces mêmes points se retrouvent dans la partie déclarative du traité judéo-romain que nous examinons; l'expression traditionnelle *εἰρήνη καὶ φιλία καὶ συμμαχία* ἔστω a été remplacée, avec peu de bonheur, par les mots *καλῶς γένοιτο*.

B) Pacte d'alliance militaire en cas où Rome et ses alliés ou bien les Juifs subiraient l'attaque d'un tiers.

C) Pacte de neutralité (en ce qui concerne la fourniture des vivres, des armes, de l'argent et de la flotte) en cas de conflit armé entre une des parties contractantes avec un tiers.

Les parties B et C sont réunies dans le traité de telle manière que le traité fixe d'abord les obligations des Juifs — aide militaire à Rome et à ses alliés dans le cas où ils seraient attaqués et observation de la neutralité, et ensuite — les obligations analogues de Rome — aide militaire aux Juifs en cas d'attaque et observation de la neutralité. Par cette fusion des deux parties

et aussi par l'ordre adopté pour l'énumération des obligations des parties la rédaction de ce traité se distingue de l'accord conclu avec Astypalaea où les points mentionnés sont exposés dans l'ordre suivant :

a) Pacte de neutralité (Astypalaea s'engage à ne fournir ni vivres ni munitions aux ennemis de Rome ou à ceux de ses clients (161) et à ne pas les laisser passer par son territoire) ; b) engagement analogue de Rome vis-à-vis d'Astypalaea et de ses clients (162) ; c) aide militaire en cas d'attaque par un tiers de l'une des parties.

D) Clause réservant aux parties contractantes le droit d'introduire des changements dans le traité, L'authenticité de la rédaction de ce point peut paraître naturellement suspecte, en raison du fait que chaque partie se réserve le droit de modifier l'accord à son propre gré ; la clause correspondante du traité avec Astypalaea où la validité de tels amendements dépend de l'approbation des deux parties doit être préférée à cette rédaction (163) ; la rédaction de ce point du traité judéo-romain donne à tout l'accord un caractère assez imprécis.

Nous devons nous arrêter plus longtemps sur le second et le troisième points qui nous offrent un matériel précieux pour éclaircir le caractère véritable du traité et dévoiler son caractère juridique, c'est-à-dire pour résoudre la question suivante : l'accord appartient-il à la catégorie des *foedera aequa* ou à celle des *foedera iniqua* ?

En ce qui concerne le point C) nous devons constater tout d'abord que les expressions *πολεμοῦσιν* (164) et *συμμαχοῦσιν* (165) n'ont pas été choisies avec bonheur ; le second terme a été employé, sans aucun doute, sous l'influence du terme *συμμαχήσουσιν* qui le précède (166). Ces deux expressions enlèvent tout sens à cette partie du traité et sont certainement le résultat d'une erreur du traducteur ou du copiste. La seule manière de corriger cette interpolation nous paraît être de remplacer les deux termes par le mot *πολεμίους* (167) c'est-à-dire qu'on aurait alors : « ne donneront et ne fourniront pas aux ennemis (sc. de Rome et de ses alliés) du pain, des armes, etc... » et d'un autre côté « le pain, les armes, etc... ne seront pas fournis aux ennemis (sc. des Juifs) ». Mais laquelle des deux parties est liée par ces obligations ? Pour

le § 28 il est tout à fait évident qu'il s'agit de Rome : Rome s'engage à ne pas fournir des vivres etc. aux ennemis de la Judée. Le § 26 qui est interprété par les critiques de différentes manières est moins clair. Grimm et après lui Mommsen (168) supposent que le sujet du § 26 sont les « Romains » : ces derniers ne sont pas tenus de fournir les vivres nécessaires aux Juifs, lesquels, par contre, leur assurent, ainsi qu'à leurs alliés, une aide militaire; les Juifs supportent tous les frais d'équipement et de ravitaillement de leurs détachements (169). Une telle interprétation détermine, à un degré considérable, tout le caractère du traité en question : l'obligation des Juifs de ne point fournir des vivres et des munitions aux ennemis de Rome et de ses alliés (quand, naturellement, la guerre a commencé par l'initiative de Rome, ceci ressort logiquement des §§ 24-25) n'a point pour contrepartie une obligation analogue de Rome; le traité souligne au contraire que les Juifs, qui par la force du traité d'alliance ont pris part à la guerre aux côtés des Romains, ne peuvent compter sur une aide matérielle de la part de ces derniers. Nous ne trouvons pas de règlement analogue — défavorable aux Juifs évidemment — dans les autres traités internationaux conclus par Rome. Et précisément la circonstance que le traité n'est pas avantageux pour les Juifs doit être considéré comme un argument en faveur de l'existence de l'accord de 161 (170).

Ainsi les critiques reconnaissent l'authenticité de l'accord conclu entre Rome et la Judée, sous le premier Macchabée, mais ils interprètent le § 26 dans un sens défavorable aux Juifs; à la base de cette interprétation se trouve la thèse établie on peut dire a priori, d'après laquelle Rome ne pouvait conclure qu'un *foedus iniquum* avec un pays aussi peu important que la Judée (171). Examinons plus attentivement les considérations qui ont été mises en avant et après avoir appliqué les conclusions de notre examen, cherchons à donner une analyse des §§ 26 et 28.

Avant tout remarquons que nombreuses voix se sont élevées pour contester le fait même de la conclusion d'un traité judéo-romain en 161. Ces voix s'appuient sur le raisonnement suivant. La Judée, à l'époque qui nous intéresse, faisait partie de la Syrie, le pouvoir souverain sur elle appartenant juridiquement au monarque syrien; dans ces conditions la conclusion d'un traité d'alliance avec les Juifs était une violation directe de la sou-

veraineté de l'Etat syrien et équivalait à une déclaration de guerre (172). L'histoire romaine ne connaît pas d'accords semblables conclus avec des Etats non-souverains (173). Or ce sont justement les données de l'histoire romaine qui enlèvent toute force à ce raisonnement basé sur des affirmations faites a priori. L'analyse des relations entre Syriens et Romains pendant le règne de Démétrius I Soter nous montre que les raisons que nous venons d'exposer ne pouvaient empêcher les politiciens romains de signer un traité avec la Judée. Le Sénat ne tenait pas grand compte des droits de souveraineté de Démétrius, qui était monté sur le trône en dépit de la volonté du Sénat et qui était au fond l'inspirateur du meurtre d'Antiochus V, le protégé de Rome. Aussitôt après l'évasion de Démétrius le Sénat résolut d'établir une surveillance sur lui. L'ambassade envoyée après lui et conduite par Tibère Gracque n'était pas arrivée à Antioche pour une affaire déterminée, elle avait été pourvue par le Sénat de pouvoirs très généraux qui se résumaient dans le devoir de surveiller toutes les actions du roi (174). Les pourparlers de Démétrius avec le roi de Cappadoce, Ariarate, avec lequel Démétrius désirait conclure un traité d'alliance, aboutirent à un échec en raison de l'attitude hostile de Rome à l'égard de Démétrius (175). Rome adopta une attitude hostile par rapport à Démétrius également lorsque, en 158, Démétrius et les deux prétendants au trône de Cappadoce, Oropherne et Ariarate, choisirent le Sénat comme arbitre de leur différend ; le Sénat se prononça en faveur de l'adversaire de Démétrius, Ariarate (176). Lorsqu'en Syrie le parti hostile à Démétrius, avec à sa tête Héraclite, faute d'autre candidat, soutint le prétendant Alexandre Balas, créature d'Attalus II de Pergame lequel l'avait déclaré fils d'Antiochus IV Epiphane, et lorsque ce parti chercha l'appui de Rome, la majorité des membres du Sénat se prononça en faveur d'Alexandre (177).

Tous ces faits donnent une illustration suffisante de la politique que Rome poursuivait par rapport du monarque syrien. Aux yeux des hommes politiques romains la souveraineté de la Syrie était une véritable fiction et tous les moyens qui servaient à affaiblir sa puissance étaient employés par eux (178). Pour conclure nous nous arrêterons encore à un événement qui se rapporte à l'époque de Démétrius I, et qui a, à notre point de

vue, un intérêt particulier. Timarque qui fut nommé satrape de Babylone encore pendant le règne d'Antiochus IV Epiphanes (179), se révolta contre Démétrius I et se proclama roi de la province qui lui avait été confiée. Rome soutint ouvertement Timarque, qui avait des relations nombreuses dans cette ville, lors de son coup d'Etat. Au point de vue juridique aucune différence n'existe entre Timarque et Juda Macchabée ; seuls différaient les moyens qui étaient à la disposition de chacun d'eux : le premier avait les ressources illimitées d'une riche province et pouvait grâce à elles procéder, sur une vaste échelle, à la corruption des sénateurs romains ; le second était à la tête d'une troupe relativement peu nombreuse mais unie par son zèle religieux et par son désir passionné de s'affranchir du joug syrien ; aux yeux de Démétrius I l'un aussi bien que l'autre étaient des rebelles. Et puisque Rome avait reconnu Timarque comme roi (180) et avait violé gravement de ce fait la souveraineté de la Syrie, il n'y a pas de raison de mettre en doute l'existence du traité d'alliance judéo-romain de 161, uniquement parce qu'il est en contradiction avec le principe de la souveraineté. Nous pouvons cependant aller encore plus loin et citer un motif qui rend légitime, au point de vue formel, la politique adoptée par Rome dans la question juive. Rome était liée avec Antiochus III par un accord, qui avait été conclu à la suite de la défaite syrienne près de Magnésie. Les traités que Rome concluait avec les rois n'appartenaient pas, comme nous le verrons plus loin (181), à la catégorie des traités perpétuels ; avec la mort du roi-contratant, le traité perdait automatiquement sa validité, et le nouveau monarque devait renouveler l'accord. Les sources n'ont conservé aucune trace d'un renouvellement du traité sous Démétrius I ; nous avons donc toutes les raisons de croire que le renouvellement n'a pas eu lieu.

Lorsque Démétrius, après s'être emparé du pouvoir dans son pays, envoya à Rome le meurtrier d'Octavius et espérait ainsi s'attirer les sympathies du Sénat, ce dernier refusa de juger le coupable : Rome désirait conserver sa situation avantageuse de partie lésée, lui donnant la possibilité d'adresser à la Syrie des revendications et de s'ingérer dans ses affaires ; elle s'abstint également de reconnaître, d'une façon déterminée et non équi-

voque, Démétrius comme roi (182). Rome comprenait que cette situation imprécise lui déliait les mains vis-à-vis de Démétrius et lui facilitait l'exécution des intrigues qu'elle projetait contre lui. Et si les politiciens romains s'abstinrent de reconnaître sans réserve Démétrius, il est peu probable qu'ils aient renouvelé avec lui un accord qui avait été conclu trente ans auparavant avec son aïeul. Or, dans ce cas, Rome, n'ayant aucun rapport contractuel avec la Syrie à l'époque de Démétrius, n'avait par conséquent aucune obligation envers lui.

Passons à l'examen du second argument mis en avant par certains critiques, c'est-à-dire à l'affirmation faite à priori, que Rome ne pouvait conclure avec la Judée d'autre traité qu'un *foedus iniquum*. En vérité la situation politique générale, au milieu du deuxième siècle avant notre ère, admettait-elle la conclusion par Rome d'un accord avec le peuple juif, un accord imposant aux deux parties des obligations égales ?

Après sa victoire sur Hannibal, Rome abandonna son ancienne politique italique pour une politique mondiale, et justifia les paroles de l'orateur grec qui, à l'apogée des guerres puniques, s'exclamait : « Croyez-vous vraiment que Carthage ou Rome, après la victoire, se contenteront de l'Italie et de la Sicile ? » (183) Avec une énergie exemplaire, le Sénat chercha à étendre la sphère d'influence romaine en Orient et à l'Occident pour réaliser ce projet caressé depuis longtemps : faire de la Méditerranée une mer romaine, *mare nostrum*, dont toutes les côtes seraient soumises à la domination de la métropole italienne. Les victoires remportées sur Philippe de Macédoine et sur Antiochus le Grand permirent à Rome de concentrer toute son attention sur la pacification de la péninsule ibérique, et le triomphe d'Aemilius Paulus sur Persée consolida définitivement le prestige de Rome aux yeux des rois asiatiques ; il semblait que la déchéance de la Macédoine présageait la fin de l'indépendance de toutes les monarchies asiatiques. L'hégémonie dans le Proche Orient était uniquement dans les mains de Rome, qui commandait aux monarques comme à des marionnettes ; il suffit de se rappeler l'intervention énergique de Rome dans la lutte des quatre rois, Séleucus IV Philopator, Pharna-

que du Pont, Eumène de Pergame et Ariarate IV le Pieux, roi de Cappadoce (184), ou bien les humiliations que Rome fit subir à Prousius de Bithynie (185), à Massinissa et à Antiochus IV Epiphane ; tous ces monarques étaient de véritables vassaux de Rome ou, pour le moins, devaient subir son contrôle effectif. Rome, d'après les paroles de Montesquieu, connaissait l'impopularité du mot consul ou proconsul parmi les peuples de l'Asie ; et c'est pour ce motif qu'elle s'abstint de détruire immédiatement les monarchies orientales et de les transformer en provinces romaines ; en entrant en relation avec les peuples d'Asie, elle cherchait, au contraire, à ne les blesser ni dans leurs goûts ni dans leurs traditions et à préparer seulement peu à peu le terrain qui permettrait plus tard de réaliser des réformes radicales. C'est en vain que nous cherchions un *foedus aequum* conclu par Rome avec une dynastie orientale quelconque après la deuxième guerre punique ; quoique Rome laissait aux porteurs du pouvoir monarchique — du moins formellement — leurs prérogatives, cela ne l'empêchait de contracter avec eux uniquement des accords du genre des *foedera iniqua* (186).

Tout autre était la tactique de Rome par rapport aux Etats non-monarchiques. L'histoire romaine enregistre, à l'époque que nous examinons, toute une série d'accords avec de petits Etats-communautés qui peuvent certainement être considérés comme *foedera aequa*. En dehors du : a) traité avec Astypalaea, que nous avons déjà mentionné, nous citerons les accords suivants, dont les textes nous sont parvenus dans un état plus ou moins complet :

b) Traité d'alliance avec Methymna (à Lesbos) qui est d'environ 129 av. J. C. (187).

c) Traité avec Kibyra dans la Phrygie méridionale (188).

d) Traité d'alliance avec Heraclée en Bithynie (189).

Ces exemples réfutent manifestement la thèse selon laquelle Rome ne contractait plus de *foedera aequa* après la deuxième guerre punique ; c'est sur cette thèse pourtant que s'appuyaient au fond les critiques, en soutenant l'authenticité de l'accord judéo-romain de 161, uniquement parce qu'il n'avait pas un caractère favorable aux Juifs. Rome, qui ne contractait pas d'alliance avec les rois, continuait cependant, même après ses

victoires en Orient, à recruter des alliés parmi les Etats de second rang. Elle le faisait non point parcequ'elle désirait assurer l'indépendance politique de ses nouveaux alliés ; la seule force motrice de toute la politique internationale de Rome était toujours son désir de consolider son hégémonie et d'affaiblir les Etats dont les intérêts s'opposaient aux siens. En créant, pour les nations avec lesquelles elle entraînait en contact, les statuts de droit international les plus divers, en élevant certains peuples au rang d'alliés, en abaissant d'autres à l'état de clients dépourvus de tout droit et en sémant ainsi la discorde — Rome, fidèle à sa politique traditionnelle — divise et impéra — consolidait sa puissance et son autorité. Il est vrai que tous ces traités d'alliance étaient, en réalité, fictifs ; seul Rome en tirait un avantage pour elle. Trop grand était le déséquilibre des forces des parties contractantes ; la supériorité de Rome était si grande qu'elle ne se considérait comme liée par ses engagements que dans la mesure qu'ils correspondaient à ses intérêts. — Rome, presque toujours, contractait une alliance avec un autre Etat dans le but d'établir des relations plus étroites avec lui et de profiter, par suite, de ce fait pour mettre fin à son indépendance ; l'alliance avec la métropole italienne représentait pour l'allié sa déchéance prochaine comme Etat indépendant. A ce point de vue nous n'exagérons pas, croyons-nous, en affirmant que Rome ne connaissait pas de *foedera aequa* dans le sens strict du mot : tous les traités d'alliance conclus par elle à partir du *foedus Cassianum* eurent pour résultat final de transformer ses alliés en vassaux. Mais, par leur forme, les traités mentionnés ci-dessus sont de *foedera aequa* : du point de vue de leur construction juridique ils contiennent toutes les clauses qui caractérisent cette catégorie de traités internationaux antiques.

Et ceci confirme la possibilité historique de la conclusion d'un *foedus aequum* entre Rome et la Judée en 161. Il est difficile, naturellement, d'affirmer que le Sénat, en votant le traité d'alliance et d'amitié avec les Juifs, au moment de l'apogée de leur lutte pour l'autonomie nationale, avait déjà en vue l'occupation de leur pays et sa transformation en province romaine, — ce par quoi se termina l'histoire des relations judéo-romaines. En 161, les dirigeants de la politique extérieure romaine n'allaient pas, probablement, si loin dans leurs prévisions. A ce moment la Judée ne les intéressait pas tant par elle-même que comme moyen

pour désagréger la Syrie, — affaiblie, humiliée, mais non anéantie. Et pour atteindre ce but, le moyen le plus rationnel était de conclure une alliance militaire avec la Judée ; un pareil traité ne pouvait manquer de blesser d'une manière sensible l'amour-propre de Démétrius I : alors qu'il cherchait en vain l'amitié et la confiance de Rome et essayait de lui prouver sa loyauté, Rome l'ignorait et contractait une alliance avec un petit vassal rebelle de la Syrie et le couvrait ainsi de sa protection.

En dehors de ces considérations, basées sur l'appréciation historique de la politique extérieure de Rome, une autre circonstance — d'ordre formel — parle en faveur de la reconnaissance au traité judéo-romain de 161 du caractère de *foedus aequum* : le texte du traité ne contient pas la clause de reconnaissance de la souveraineté de Rome, si caractéristique pour les *foedera iniqua*. Dans aucun des traités d'alliance énumérés ci-dessus et conclus par Rome au second siècle avant notre ère, cette clause ne se rencontre. Or, d'après nous, cette formule doit être considérée comme un critérium décisif pour classer les traités internationaux antiques. Nous trouvons la formule suivante :

ἀρχὴν καὶ δυναστείαν τοῦ δήμου τῶν Ῥωμαίων διαφυλάσσειω  
par exemple, dans le traité de Rome avec Mitylène ; quoique cet accord prévoie un pacte de neutralité et d'aide militaire mutuelle — c'est-à-dire coïncide dans ces points avec les traités conclus par Rome avec Astypalaea, Methymna etc. — le fait qu'il contient la formule précitée nous oblige de le considérer comme *foedus iniquum*.

Ainsi, la possibilité de la conclusion, en 161, d'un *foedus aequum* avec la Judée s'appuie sur l'existence d'une série de traités analogues, conclus pendant la même période, ainsi que sur tout le caractère de la politique extérieure de Rome. Pour cette raison nous croyons que la seule interprétation correcte de I. M. 8 § 26 et § 28 est la suivante :

§ 26 : les Juifs ne donneront pas et ne fourniront pas aux ennemis (de Rome) du pain, d'armes, d'argent et de navires ; ainsi en a décidé le Sénat ; ils observeront leurs engagements (190) et ne recevront rien (sc. en échange).

§. 28 : Il ne sera donné aux ennemis (des Juifs) (sc. par Rome) ni pain, ni armes, ni argent, ni navires ; ainsi en a décidé le

Sénat ; et les engagements seront exécutés consciencieusement (sc. par Rome).

Kautzsch, entre autres, s'est prononcé contre une pareille interprétation du § 26 ; d'après lui, il était tout à fait superflu d'introduire dans le traité une clause interdisant aux Juifs toute aide aux ennemis de Rome, ceci se comprenant de soi. Kautzsch a, vraisemblablement, en vue la clause sur l'aide militaire réciproque liant d'une façon étroite les parties contractantes. Cependant la thèse de Kautzsch ne résiste pas à un examen critique. Il suffit de lire les textes des traités d'alliance qui nous sont connus pour voir que cette clause qui contient l'engagement de ne pas ravitailler etc. les ennemis de l'allié, se rencontre toujours. La formule de cet engagement contient le pacte de neutralité. De fait, cette clause ne coïncide pas avec la clause sur l'alliance militaire : l'obligation de donner une aide active à l'allié entrerait en vigueur, pour chacune des parties, seulement dans le cas où l'allié avait été l'objet d'une attaque, c'est-à-dire quand l'initiative de la guerre ne venait pas de lui (191), tandis que l'interdiction de fournir des munitions etc. à ses ennemis ne dépendait pas de cette condition et était absolue. Le pacte de neutralité que les deux parties s'engageaient à observer, tel qu'il est formulé dans le traité judéo-romain de 161, se distingue, des accords analogues, uniquement par un point : il ne contient pas l'interdiction de laisser passer les ennemis de l'allié par son territoire. C'est là une omission, croyons-nous, qui doit être imputée au compte d'une négligence fortuite ou bien à la double traduction que le texte du traité a subie ; il est peu probable, que les rédacteurs du traité judéo-romain aient omis volontairement cette clause — elle faisait partie des traités d'une manière stéréotype (192) même dans les cas où la possibilité de la mettre réellement en exécution était invraisemblable. A plus forte raison, elle devait être dans le traité avec les Juifs — vassaux de la Syrie, dont les rapports avec Rome continuaient à être extrêmement tendus et où la clause pouvait avoir plus tard une importance non seulement théorique. L'engagement des Juifs à ne pas mettre leur flotte à la disposition des ennemis de Rome a un caractère plus abstrait ; à l'époque que nous examinons, la Judée ne possédait pas encore de débouchés sur la mer et, par conséquent, ne possédait pas de navires (193) ; ce point avait été introduit dans le traité de 161 parce qu'il entrerait dans

la formule traditionnelle des traités internationaux du même genre (194).

Nous avons déjà fait remarquer que le traité de 161 avait été voté par le Sénat (195), c'est-à-dire qu'il appartenait à la catégorie des traités internationaux de forme de sénatusconsulte et qu'il n'était pas soumis à une décision ultérieure de l'assemblée du peuple. Il est caractéristique que c'est également le Sénat seul qui participe à la conclusion d'un grand nombre d'autres traités de la même époque (196). Une convention internationale sous forme de sénatusconsulte avait un caractère précaire ; mais cette forme, mieux qu'aucune autre, se prêtait à créer des relations amicales avec les Etats avec lesquels Rome n'était pas en étroit et constant contact ; aussi les dirigeants de la politique extérieure de Rome préféraient-ils recourir à cette forme, dans les cas où ils ne prévoyaient pas, dans l'avenir, l'établissement de relations régulières et animées avec leur nouvel allié.

L'initiateur de l'accord de 161 d'après I M. 8, était Juda Macchabée. Dans le traité même son nom n'est cependant pas mentionné ; le Sénat adresse l'appel de paix τῷ ἔθνει Ἰουδαίων (197).

Le fait qu'en dépit de la déclaration faite par la délégation juive à savoir : qu'elle avait été envoyée par Juda, ses frères et tout le peuple juif (198), le Sénat, dans sa décision, passe sous silence le nom des Hasmonéens, est tout à fait naturel : Juda n'occupait pas de situation officielle dans son pays, il se trouvait seulement à la tête du mouvement nationaliste qui luttait pour la libération du pays de la domination syrienne. Nous avons pu constater le même phénomène, lorsque nous examinons la correspondance diplomatique échangée, à propos de la conclusion de la paix, entre Lysias et les Juifs : nulle part le nom de Juda Macchabée n'y figure, quoiqu'il fût déjà à cette époque le chef reconnu de tous les nationalistes juifs. De même que la délégation romaine qui était intervenue, en 164, dans les pourparlers menés par les Juifs et les Syriens, avait adressé son message τῷ πλήθει (199), en 161 le Sénat concluait une alliance avec la « nation » juive.

À la suite du vote du traité d'alliance avec les Juifs, le Sénat adressa à Démétrius I une note dans laquelle il lui faisait des représentations à propos de la question juive ; les extraits les

plus importants de ce document sont annexés au texte du traité (200) :

« En raison des mauvais traitements que le roi Démétrius leur (c'est-à-dire aux Juifs) fait subir, nous lui écrivons ce qui suit : « Pourquoi as-tu imposé un lourd joug à nos amis et alliés, les Juifs ? S'ils nous adressent encore des plaintes contre toi, nous prendrons une résolution en leur faveur (201) et nous ferons la guerre avec toi sur mer et sur terre. »

Cette protestation de Rome — qui à première vue semble porter le caractère d'un ultimatum — contre l'activité agressive de Démétrius I dans la Judée et qui rappelle la note adressée par Popilius Laenas à Antiochus IV Epiphane, mais dont le ton est peut-être encore plus péremptoire, s'est révélée un faux coup de théâtre. La délégation juive qui avait obtenu de si considérables résultats lors de son séjour en Italie, ne trouva plus, semble-t-il, Juda Macchabée parmi les vivants, lorsqu'elle regagna son pays natal. Il ressort du I M. (202) que Juda n'envoya des délégués qu'après sa victoire sur Nicanor près d'Adasa. En prenant en considération ce fait nous pouvons affirmer qu'il n'a pas vu revenir la délégation : la bataille à Alasa (Elasa) dans laquelle Juda périt eut lieu en effet peu de temps après la défaite de Nicanor (203). Voici comment se déroulèrent alors les événements en Judée : Démétrius I, ayant appris qu'une ambassade juive avait été déléguée à Rome et prévoyant que le Sénat romain chercherait à profiter d'un prétexte si commode pour s'immiscer dans les affaires syriennes, se hâta de porter un coup décisif à l'ennemi et d'en finir avec l'opposition juive avant que Rome eut le temps de dire son mot. Si Démétrius n'avait pas précipité le déroulement des événements, les relations judéo-syriennes auraient, peut-être, pris une autre tournure : si Démétrius avait reçu la note du Sénat romain, il aurait suivi, vraisemblablement, l'exemple d'Antiochus IV et aurait arrêté les opérations de guerre contre les alliés de Rome dont il recherchait l'amitié avec tant d'insistance. Quoi qu'il en soit, l'armée juive fut anéantie et Rome assista en spectateur passif à l'effondrement du mouvement national juif.

Certains critiques s'appuyèrent sur ce fait pour mettre en doute l'authenticité du traité de 161 : d'après eux, il serait invraisemblable que Rome, ayant conclu une alliance avec Judée, ne soit intervenue dans les affaires de Palestine et n'eût pris

des mesures répressives contre le roi de la Syrie. On ne peut que s'étonner d'une telle conclusion : elle fait preuve d'un manque total de compréhension de l'esprit qui dirigeait la politique romaine — esprit réaliste, fermé à toutes impulsions sentimentales, égoïste à l'extrême. Il suffit de nous rappeler la destinée du « grand roi » Timarque et l'histoire d'Oropherne, et le sort de la Judée cesse alors de nous étonner. Les espoirs, que les nationalistes juifs se faisaient au sujet d'une aide de la part de Rome, ne devaient pas être réalisés ; le Sénat considérait l'accord conclu avec la Judée comme une intrigue dirigée contre Démétrius et servant les intérêts de Rome. Lorsque Démétrius, par son offensive rapide, devança la manœuvre de Rome, le Sénat s'en lava tranquillement les mains ; il n'avait pas l'intention d'envoyer ses légions pour soutenir les insurgés juifs. La vénalité et la corruption des milieux dirigeants de Rome au III<sup>e</sup> siècle est un fait trop connu pour y insister ; avec de l'argent et des présents on pouvait tout obtenir des dirigeants de la politique romaine ; par sa libéralité et ses cadeaux royaux, Timarque réussit par l'intermédiaire de son frère Héliodore, à se faire reconnaître par Rome ; mais lui aussi fut abandonné à son sort, lorsque Démétrius envoya ses armées contre lui. Combien moins encore pouvaient compter sur une aide militaire romaine les nationalistes juifs qui, conduits par Juda Macchabée, ne pouvaient recourir à la corruption, pour s'assurer des sympathies dans le milieu sénatorial (204).

---

## CHAPITRE IV

La première mission diplomatique juive, qui fut envoyée en Italie, en 161, rentra en Judée au moment où Jonathan s'était mis à la tête du mouvement, après la mort de son frère cadet, Juda. Il semblait que la rebellion des Hasmonéens avait subi une défaite décisive. Le général syrien Bacchidès, vainqueur de Juda, étouffait impitoyablement les moindres manifestations de l'esprit national et s'appuyait, dans sa lutte contre les nationalistes, sur les milieux juifs qui penchaient pour l'orientation gréco-syrienne. Jonathan et son parti ne se considéraient cependant pas comme perdus. Il leur fallait, il est vrai, tout recommencer. Dans ces conditions, il était naturel qu'une accalmie assez longue suivit la période de lutte active contre les Syriens. Cet armistice forcé, interrompu parfois seulement par des échauffourées épisodiques, dura huit ans (161-153). La suite des événements de cette période prouve clairement que les tendances hellénophiles restaient étrangères aux masses juives. A côté du Sanhédrin de Jérusalem, dont les membres observaient une attitude loyale vis-à-vis d'Antioche, apparaît, on pourrait presque dire, un second gouvernement à Michmas, le lieu de résidence de Jonathan; ce dernier « se mit à rendre la justice au peuple et anéantit les infidèles d'Israël » (205), — cela veut dire qu'il se débarrassa des éléments helléniques qui étaient dans le pays. Le pouvoir réel sur la Judée passa peu à peu, et dans une mesure de plus en plus grande, dans les mains de Jonathan, dans la personne duquel le peuple voyait le défenseur de l'idée nationale.

L'influence croissante de Jonathan était due non seulement à l'état d'esprit qui régnait dans le pays, mais aussi aux événements qui s'étaient déroulés en dehors des frontières de la Pales-

tine .Le moment approchait où Démétrius devait définitivement s'enchevêtrer dans le réseau compliqué d'intrigues que Rome continuait avec persistance à nouer contre lui. Un an après sa victoire sur Juda, Démétrius envoya au Sénat un riche don (à cette occasion, il remit le meurtrier d'Octavius dans les mains de la justice romaine); il désirait ainsi donner une nouvelle preuve de sa loyauté et obtenir du Sénat une reconnaissance officielle de ses droits au trône. Le cadeau fut accepté, mais au sujet de la reconnaissance officielle le Sénat donna une réponse évasive et déclara que Démétrius pouvait compter sur l'amitié de Rome, s'il exécutait les désirs du Sénat. Quelques années plus tard à peine (153), une puissante coalition se forma contre Démétrius et l'âme de cette coalition était toujours le même Sénat qui s'abstenait d'agir ouvertement contre Démétrius, mais qui menait contre lui un jeu diplomatique plein de finesse. L'acte décisif de Rome dans ce tragique duel fut la reconnaissance des droits au trône syrien de l'aventurier Alexandre Balas, lequel se faisait passer pour le fils d'Antiochus IV et était une figure caractéristique dans cette époque de troubles. Après s'être assuré le soutien de la coalition hostile à Démétrius, Alexandre décida de marcher ouvertement contre le roi syrien. C'est à la lutte qui s'engagea entre ces deux rivaux que les nationalistes juifs doivent les succès importants qu'ils remportèrent. Démétrius et Alexandre Balas avaient un intérêt égal à s'assurer le concours des troupes armées que Jonathan pouvait facilement lever grâce à l'énorme prestige dont il jouissait dans le pays. Ils cherchèrent à s'assurer ce concours en accordant toute espèce de privilèges aux Juifs. En louchant adroitement entre les deux camps hostiles, en entrant en pourparlers successivement avec l'un puis avec l'autre, Jonathan consolida considérablement sa situation; non seulement il devint le maître réel de Jérusalem, mais, en automne 153 av. J. C., il fut même proclamé archiprêtre. Jonathan sut également extraire des avantages considérables de la lutte qui s'engagea après le triomphe d'Alexandre Balas entre ce dernier et Démétrius II, le jeune fils de Démétrius Soter (147 av. J. C.). Démétrius II ne jouit pas longtemps des fruits de la victoire qu'il remporta dans cette lutte ; en 146 déjà un nouveau prétendant au trône apparut : c'était le jeune fils d'Alexandre

Balas, qu'un des généraux syriens, Tryphon, avait proclamé roi sous le nom d'Antiochus VI. La guerre reprit de plus belle et avec encore plus d'acharnement. Rome, un des principaux instigateurs de ces interminables luttes intestines, garda pendant toute leur durée la position d'un spectateur passif et observa avec un sentiment de triomphe l'effondrement rapide et définitif de la monarchie hier encore si puissante. Une seule fois Rome fit une faible tentative pour s'ingérer dans la lutte; elle procéda à l'organisation d'une coalition maritime contre les pirates de Cilicie, alliés de Tryphon ; cette tentative n'aboutit d'ailleurs à aucun résultat; les landlords et financiers romains qui étaient les principaux clients des pirates-fournisseurs d'esclaves, firent jouer leurs relations derrière la coulisse et obligèrent le Sénat à renoncer à cette guerre.

Durant la lutte entre Démétrius II et Antiochus VI Jonathan ne pouvait rester neutre ; il prit, en effet, ouvertement parti pour Antiochus VI ; Démétrius avait perdu ses sympathies depuis qu'il n'avait pas exécuté sa promesse de transmettre à Jonathan la citadelle de Jérusalem, en récompense de l'aide que ce dernier lui avait donnée, lors de l'oppression de la rébellion d'Antioche ; Jonathan, confiant dans la force de ses troupes et dans l'influence qu'il exerçait sur le pays, mena les négociations avec les dirigeants syriens comme avec des égaux (206). Les succès que Jonathan avaient remportés étaient extrêmement importants. Cependant il semble qu'il n'ait pas eu grande confiance dans la solidité de sa situation ; la politique de louvoisement continu, qui avait donné de brillants résultats, comportait en même temps aussi de grands risques. Il était donc tout naturel que Jonathan cherchât à consolider les résultats acquis. Dans ce but, il résolut de renouveler l'alliance avec Rome qui avait été conclue en 161 par son prédécesseur. Quoique allié d'Antiochus VI et combattant à ses côtés, Jonathan sentait cependant avec quelle suspicion le tuteur d'Antiochus VI, Tryphon, observait tous ses agissements ; cette circonstance sans doute incita Jonathan à rechercher la protection de Rome. Cette résolution met en évidence la très grande autorité dont jouissait Rome, dans les questions internationales, à cette époque ; l'alliance avec Rome était la meilleure garantie contre les attaques de l'extérieur. Jonathan avait été le témoin personnel de la

politique traîtresse de Rome qui ne se départit pas de son rôle de spectateur inactif pour préserver le parti macchabéen de son anéantissement complet par Démétrius I ; et cependant le prestige de Rome restait si grand que sous son influence Jonathan décida d'aller chercher à Rome une confirmation de l'ancien accord, afin de pouvoir s'appuyer sur lui en cas de menace sérieuse de la part de la Syrie.

Les informations, qui nous sont parvenues au sujet du renouvellement des rapports diplomatiques entre la Judée et Rome, sont extrêmement pauvres ; elles se bornent au I M. 12, I et à Jos. Ant. XIII, §§ 163-165. Ces deux témoignages mentionnent brièvement qu'une ambassade fut envoyée à Rome par Jonathan, que les délégués exposèrent au Sénat le but de leur visite et reçurent des sauf-conduits pour retourner dans leur pays. Il ressort du I M. 11-12 que l'envoi de la délégation se rapporte aux dernières années de la vie de Jonathan (207) ; nous ne trouvons pas dans les sources de données plus précises pour déterminer cette date. Parmi les ambassadeurs figurent les noms de Numenius, fils d'Antiochus, et d'Antipater, fils de Jason ; le but final de leur voyage était Rome, mais, en cours de route, ils devaient visiter Sparte et d'autres villes, afin de renouer avec elles les relations amicales. L'auteur du I M., en parlant de l'ambassade de Jonathan, ne nous dit pas si le Sénat consentit à renouveler le traité d'alliance avec la Judée ; nous l'apprenons par une remarque de Josèphe qui rapporte que « le Sénat confirma ses anciennes décisions concernant l'amitié avec les Juifs » (208). Ceci éveille en nous des doutes quant au succès que les ambassadeurs juifs remportèrent à Rome. Le silence observé par le I M. sur un événement aussi important pour les Juifs que le renouvellement d'une alliance avec Rome ne peut être expliqué par une omission fortuite. L'auteur du I M., animé comme il était par un profond patriotisme et par un sentiment de véritable loyauté vis-à-vis des Hasmonéens, aurait certainement mentionné le succès de l'ambassade de Jonathan à Rome. Le renouvellement du traité d'alliance par le Sénat romain sous Jonathan est de fait confirmé par I M. 14,18.

La décomposition intérieure de la Syrie faisait, entre temps, de rapides progrès. Tryphon profita de la défaite essuyée par

Démétrius II dans la lutte contre Mithridate I, roi des Parthes, pour se proclamer roi, après s'être frayé le chemin au trône en faisant assassiner Antiochus VI. Il va de soi que Simon, successeur de Jonathan (142-135 av. J.-C.), embrassa le parti de l'opposition et passa du côté des ennemis de Tryphon; en échange de l'appui qu'il promit à Démétrius II, il obtint de ce dernier des privilèges extrêmement importants : l'exonération pour toujours de la Judée du paiement d'impôts aux autorités syriennes (209). L'attribution de ce privilège fut interprétée comme un affranchissement de la domination syrienne. A partir de ce moment commence l'ère d'indépendance politique de la Judée sous Simon. Et cependant le privilège conféré par Démétrius n'avait pas une importance réelle puisque celui-ci n'était pas maître de la Syrie méridionale; il fallait encore que Tryphon reconnût le nouvel état des choses. Grâce à quelques victoires, dont la plus importante était l'occupation de la citadelle de Jérusalem, Simon obtint, semble-t-il, le but qu'il poursuivait : les monarques syriens, occupés par d'interminables luttes intestines, laissèrent la Judée en paix et le pays put jouir d'une période de tranquillité. La reconnaissance générale que la population ressentit envers Simon pour l'établissement de l'ordre dans le pays trouva son expression dans la résolution prise à la grande assemblée nationale le 18 Elul 172 aer. Sel. = septembre 141 av. J. C.; cette résolution déclara Simon digne de remplir à perpétuité (c'est-à-dire lui et ses descendants, jusqu'à l'arrivée du véritable prophète, la charge d'archiprêtre, de chef militaire et de prince (210).

Le triomphe de Simon, qui avait trouvé son expression dans la résolution de l'assemblée extraordinaire des prêtres et de tout le peuple, n'était pas dû exclusivement à ses succès militaires ; son activité diplomatique contribua pour une bonne part à faire accroître sa popularité. Le plus grand succès de Simon, dans ce domaine, fut la conclusion de l'alliance avec Rome ; la résolution de l'assemblée nationale, en énumérant les succès obtenus par Simon, dans les différentes sphères de la vie politique, mentionne ce fait et lui attribue une importance de premier ordre ; l'attitude bienveillante de Démétrius II envers Simon avait pour cause la nouvelle qui était parvenue

jusqu'au roi qu'un pacte d'amitié avait été contracté entre la Judée et Rome.

A l'instar de ses frères aînés, Simon devait considérer l'alliance avec Rome comme le meilleur moyen pour consolider la paix dans le pays. Il ressortirait du I M. 14, 16 et ss. que Rome, en apprenant la mort de Jonathan, se serait adressée de sa propre initiative à Simon et lui aurait proposé de renouveler le traité d'amitié et d'alliance conclu avec Juda Macchabée et Jonathan. Ce récit éveille des doutes légitimes : une pareille démarche de la part de Rome auprès de Simon ne s'accorde pas avec toute la marche des événements de cette époque. Il est beaucoup plus naturel, par conséquent, d'attribuer l'initiative des pourparlers à Simon comme étant la partie la plus intéressée.

L'explication des détails de l'histoire de ces pourparlers représente une tâche assez malaisée : la principale source dont nous tirons nos informations sur ces négociations sont les ch. 14 et 15 du I M. et cette source contient toute une série de données contradictoires qu'il n'est pas facile de concilier. La difficulté fondamentale est de résoudre la question de la date, à laquelle commença le rapprochement de la Judée avec Rome sous le premier prince de la famille hasmonéenne. Comme nous l'avons déjà mentionné, la résolution de l'assemblée nationale, rendue en l'honneur de Simon, parle de la conclusion d'une alliance judéo-romaine et de l'accueil bienveillant réservé à la délégation juive à Rome. La date de cette résolution est exactement connue (211). Nous avons la possibilité de fixer avec précision la date de la conclusion de cette alliance. Le texte de la résolution de l'assemblée nous apprend que la nouvelle d'une alliance judéo-romaine fit une forte impression sur Démétrius II ; ainsi, lorsque Simon le pria de libérer du paiement des impôts le pays, qui avait été ruiné par les incursions et le pillage sous Tryphon (212), Démétrius non seulement donna satisfaction à sa demande, mais adressa à Simon un message dans lequel il proclamait, en réalité, l'autonomie de la Judée (213). Cet événement eut lieu en 170 aer. Sel. (214). Par conséquent, l'envoi d'une délégation juive à Rome et la conclusion de l'alliance prirent place avant 170 aer. Sel. = 143-142 av.

J. C. Une autre considération importante prouve que le sénatusconsulte concernant le renouvellement de l'alliance avec les Juifs a été voté avant 140 : parmi les monarques auxquels Rome envoya une note au sujet de la question juive (215), le nom de Démétrius II est mentionné ; donc, la décision du Sénat eut lieu avant la catastrophe qui frappa Démétrius pendant son expédition contre les Parthes ; cette expédition commença en 172 aer. Sel. = 141 av. J. C. (216) ; la capture de Démétrius II eut lieu en 140 av. J. C. (217). Cette date, marquant l'envoi de la délégation juive à Rome par Simon — qui, à notre point de vue, est établie avec certitude — soulève des doutes chez les critiques. Ces derniers basent leurs objections sur la date du retour de la délégation en Judée, qu'ils placent à l'année 139. La question se pose de savoir comment s'expliquer un séjour si prolongé de la mission juive à l'étranger. Comme, selon des critiques, il n'y a aucun doute que la délégation est retournée dans sa patrie en 139, son départ a eu lieu non pas avant 172 aer. Sel., mais après. Tout ce raisonnement est établi sur l'opposition de I M. 15, 10 et 15 : "Ετους τετάρτου καὶ ἑβδομηκοστοῦ καὶ ἑκατοστοῦ (218) ἐξῆλθεν Ἀντίοχος εἰς τὴν γῆν τῶν πατέρων αὐτοῦ καὶ ἦλθεν Νουμήμιος καὶ οἱ παρ' αὐτοῦ ἐκ Ῥώμης ἔχοντες ἐπιστολὰς τοῖς βασιλεῦσι.

Or, il suffit de lire attentivement le texte pour conclure que la date indiquée dans I M. 15, 10 ne s'étend certainement pas à I M. 15, 15 et ss. : avec ce paragraphe commence en effet le récit d'un événement qui n'a aucun rapport logique ou chronologique avec les événements qui ont été décrits dans les paragraphes précédents. La question de la date du retour de la délégation en Judée reste ouverte, car il est impossible de la fixer à 139 en s'appuyant sur I M. 15, 10 et 15. C'est pourquoi il n'est plus besoin de recourir à un subterfuge comme le font certaines critiques, pour concilier les données du I M. 14, 40 et du I M. 15, 10 et 15 : ils admettent la possibilité de l'envoi à Rome de deux délégations. Il est inutile de dire que cette suggestion, supposant l'envoi de deux délégations à un si court intervalle l'une de l'autre, est réellement invraisemblable (219) ; de plus est-elle inutile puisque la fixation de la date d'arrivée de la délégation en Judée à l'an 139 ne repose sur rien. Il est vrai que le texte de la résolution de l'assemblée nationale de

141 (220) attire notre suspicion et nous oblige à le considérer non comme un document authentique mais comme l'œuvre d'un commentateur inconnu. Celui-ci, en élaborant le texte primitif de la résolution qui, peut-être, se trouvait à sa disposition (221), ne sut se garder de nombreuses erreurs. Cependant, nous n'avons aucune raison de douter de la vérité historique de ses informations au sujet des résultats obtenus par la mission juive à Rome ; le texte de la résolution nationale contient des données chronologiques précises (*terminus ante quem*) qui ne se rencontrent pas dans le I M. 15, 10 et 15 (222).

Le but de l'ambassade juive n'était pas seulement Rome ; elle devait visiter en cours de route Sparte pour renouveler avec cette ville un ancien traité d'alliance. D'après I M 14, 24 l'ambassade s'embarqua d'abord pour la Grèce et ensuite continua sa route vers l'Italie. On oppose contre un pareil itinéraire le fait que les délégués ne se rendirent à Sparte, qu'après avoir accompli leur mission à Rome, ce qui ressortirait, affirme-t-on, du I M. 15, 23. Non seulement cette référence au I M. 15, 23 ne s'applique pas à la question qui nous occupe (223), mais toute l'hypothèse de l'envoi d'une délégation à Sparte et à Rome nous semble en contradiction formelle avec les faits. En effet, il suffit de lire attentivement le passage du I M 14, 20-24 pour arriver à la conclusion qu'il y est question de deux différentes ambassades ; une première délégation fut envoyée à Sparte ; après avoir renouvelé l'ancienne alliance, elle reçut de la part des archontes une lettre pour Simon ; *μετὰ ταῦτα* (I M. 14, 24), — c'est-à-dire après cet événement — Simon délégua une ambassade à Rome. Un détail nous frappe : le message de Sparte mentionne deux représentants du peuple juif : Numénus, fils d'Antiochus, et Antipater, fils de Jason ; ces deux personnages qui avaient su se recommander, comme bons diplomates, encore sous Jonathan, se trouvaient, tout le porte à croire, à la tête de la délégation juive ; cependant le chef de la délégation juive à Rome était le seul Numénus, comme il ressort du I M. 14, 24. Nous en concluons qu'une mission spéciale fut envoyée à Rome — après le retour en Palestine de l'ambassade déléguée à Sparte.

Le Sénat accueillit avec grande bienveillance la demande des

Juifs. Il confirma le traité d'alliance (224) et donna satisfaction à toutes les autres demandes de Simon, qu'il reconnut officiellement comme archiprêtre (225). La tâche de Numénus et de ses aides ne consistait pas seulement à renouveler l'alliance mais aussi à obtenir de Rome des lettres pour différents monarques et communes libres. Assumant le rôle de défenseur de l'intégrité territoriale et politique de la Judée, le gouvernement romain interdit à toutes ces puissances de déclarer la guerre à la Judée et leur ordonna d'observer une stricte neutralité en cas de conflit armée entre la Judée et une puissance quelconque (226). De plus, Simon, avec l'aide de Rome, désirait obtenir l'extradition de tous les émigrés juifs qui avaient quitté leur patrie et avaient cherché asile dans différents Etats voisins : il visait, vraisemblablement, les Juifs — partisans de la domination syrienne, qui, grâce à l'appui qu'ils donnaient aux généraux syriens, compliquaient considérablement la lutte pour l'indépendance politique de la Judée ; dans leur exil ils continuaient, probablement, leurs intrigues contre le nouveau régime, établi par Simon en Judée, et semaient la discorde entre les Etats helléniques et la Judée. Simon, qui désirait vivre en paix avec les autres nations (227), attribua une grande importance à l'extradition de ces émigrés et chercha à influencer dans ce sens les gouvernements de certains Etats par l'intermédiaire de Rome. Connaissant l'esprit qui régnait à Rome et l'avidité des hommes politiques romains, Simon décida d'offrir au Sénat un bouclier en or (228). Il trouva les moyens de munir ses ambassadeurs de présents de grande valeur, suivant en ceci la coutume de l'époque qui voulait qu'on n'aille pas à Rome les mains vides ; il comprenait que ses présents seraient un argument important en sa faveur.

Les notes que Rome adressa à cette occasion aux gouvernements de différents pays, quoique rédigées toutes probablement d'après le même modèle traditionnel, différaient par le ton. L'auteur du I M. cite l'une d'elles — celle qui avait été adressée au roi d'Egypte, Ptolémée (229). Ce document de grande valeur, dont le caractère ne laisse aucun doute sur son authenticité, est la principale source de nos informations relatives à la délégation de Simon. L'auteur de cette note est le consul Lucius qui

n'est autre, probablement, que le consul de l'an 139, Lucius Calpurnius Pison. Il est très intéressant de voir à quels Etats Rome s'adressa au sujet des affaires de la Judée ; ceci nous donne une représentation très nette de ce qu'était la diaspora juive au milieu du deuxième siècle avant l'ère chrétienne et nous permet de juger de l'énorme autorité internationale de Rome à cette époque (230).

Le récit très circonstancié du I M. contraste évidemment avec la mention très brève que fait Josèphe Flavius à ce sujet ; Josèphe termine son récit des hauts faits accomplis par Simon dans sa lutte avec le vainqueur de Tryphon, Antiochus VII Sidétès, par ces paroles : « Après avoir remporté une victoire décisive sur ses ennemis il put passer la fin de ses jours en paix, ayant conclu une alliance avec les Romains » (231). Ce laconisme de Josèphe étonne, d'autant plus que les informations qu'il donne sur les deux premières ambassades juives à Rome correspondent presque d'une manière identique à celles du I M. Cette circonstance suggéra aux critiques l'idée que, peut-être, Josèphe Flavius donne ailleurs des informations supplémentaires concernant la troisième ambassade juive à Rome. Leur attention se porta ainsi sur le sénatusconsulte reproduit dans les Ant. XIV, §§ 145-148 et dont la teneur est tout à fait analogue à celle du I M. 15, 16 et ss. Depuis Ewald et Grimm, les deux documents étaient considérés comme identiques et on imputait à Josèphe Flavius l'erreur de la date du sénatusconsulte. Vers la fin du dix-neuvième siècle, une polémique animée s'éleva au sujet de cette identité ; les controverses donnèrent naissance à toute une littérature. L'initiateur de la dispute fut Ritschl en publiant, en 1873, un article dans lequel il chercha à prouver l'identité des deux documents (232). Ritschl apporta de nouveaux arguments, à l'appui de son point de vue, dans un autre article, publié l'année suivante. Il trouva un adversaire dans la personne de Mommsen qui soumit à une critique cinglante les affirmations de Ritschl (233). L'article de Mommsen appela une nouvelle riposte de Ritschl, qui cette fois était soutenu par Mendelssohn (234). Niese (235) adopta le point de vue de Mommsen, tandis que Schuerer (236) était plutôt enclin à partager le point de vue adverse. Dans ces derniers

temps J. Juster (237) et E. Meyer (238) se sont déclarés partisans de Mommsen sans apporter toutefois de nouveaux arguments à l'appui de leur thèse.

Essayons d'analyser le sénatusconsulte reproduit dans les Ant. XIV §§ 145 et ss. et comparons-le avec I M. 15, 16 et ss.

Constatons tout d'abord que de toute évidence le sénatusconsulte n'est pas à sa place : le manque de rapport logique entre les §§ 143-144 et le sénatusconsulte nous frappe : César autorise Hyrcan à rétablir l'enceinte de Jérusalem et à cette occasion un sénatusconsulte est voté, qui par aucun mot ne fait allusion à cette autorisation et qui contient tout un nombre d'autres décisions n'ayant aucun rapport avec les événements décrits dans les paragraphes précédents. Les exégètes de Josèphe Flavius cherchèrent naturellement à situer chronologiquement ce sénatusconsulte. Skaliger (239), se basant sur les noms des ambassadeurs mentionnés dans le sénatusconsulte, le plaça à l'époque de Jean Hyrcan (135-104) (240). Cette opinion est partagée par Krebs (241) et aussi par Viereck (242) et Unger (243). Les points de ressemblance du sénatusconsulte et de la note reproduite dans I M. 15, 16 et ss. sont si grands que nous ne pouvons adopter l'hypothèse de Skaliger qui n'est, au fond, confirmée par rien ; le sénatusconsulte s'oppose aussi à la date donnée par Josèphe qui, comme nous le verrons, doit être considérée comme suspecte. L'analogie des récits du I M. 15, 16-21 et des Ant. XIV, §§ 145 et ss. est tellement évidente que l'identification s'impose d'elle-même. La question à résoudre est donc de savoir quelle est la préférable date : celle du I M. dans le texte duquel le nom de Simon est mentionné (15, 17) ou celle de Josèphe ; nous ne considérons pas l'autorité de ce dernier comme assez grande pour le suivre de préférence dans le cas présent (244). A côté des passages communs aux deux textes — par ex., la mention de la présentation au Sénat d'un bouclier en or, la décision du Sénat de s'adresser « au rois et aux terres » avec une déclaration au sujet de l'indépendance de la Judée — nous devons constater, d'autre part, certaines divergences de textes. Ainsi, dans le I M. 15, 16-21, la note émane du ὑπατος Lucius ; le mot ὑπατος se traduit généralement par « consul » ; cependant, l'assemblée du Sénat qui examina la demande des ambassadeurs juifs était présidée, d'après Ant. XIV, § 145, par le

préteur Lucius. Les critiques cherchèrent à concilier cette contradiction. C'est le préteur Lucius qui présidait à l'assemblée du Sénat du 13 décembre, en remplacement du consul Lucius lequel, pour une raison que nous ne connaissons pas, était absent (245). Au moment de l'expédition des notes relatives aux affaires juives, le consul Lucius serait déjà rentré dans l'exercice de ses fonctions et c'est pourquoi lesdits messages dont nous pousséons un exemplaire dans le I M. 15, 16-21, émaneraient de lui.

Il est difficile d'admettre une pareille interprétation ; la concordance des noms des magistrats, dans les deux documents, nous suggère involontairement l'idée qu'il s'agit d'un même personnage. En vérité, nous doutons que l'expression ὑπατος employée dans I M., 15, 16 ait ici la signification « consul ». D'après nous elle n'est qu'une traduction libre de « prince », « principal », etc. juif — c'est-à-dire qu'elle n'est pas employée ici dans son sens technique de « consul » (246). Il ne faut jamais perdre de vue que les actes officiels, qui se rencontrent dans le I<sup>er</sup> et II<sup>e</sup> livre des Macchabées, ont passé par une double traduction ; au surplus, sans doute, le dernier traducteur n'était pas un grand connaisseur de la langue grecque et il est peu vraisemblable qu'il ait possédé à fond la connaissance de la terminologie et ait distingué strictement ὑπατος = consul, de στρατηγός = préteur (247). Pour notre part, nous croyons que Lucius est désigné dans I M. 15, 16 comme le « haut » représentant de l'administration romaine et qu'on peut l'identifier avec le préteur Lucius des Ant. XIV, § 145. De cette manière nous verrions disparaître la contradiction des deux textes.

Autre divergence : les Ant. XIV, § 145 mentionnent les noms de tous les ambassadeurs juifs, tandis que dans le I M. 15, 16-21 nous ne rencontrons que le nom d'un seul ambassadeur, Numénus. Attendu que le premier document contient le texte même du sénatusconsulte, il est normal que les noms des ambassadeurs y soient énumérés, tandis que l'auteur du I M. qui ne reproduit qu'une des notes diplomatiques expédiées à la suite de la résolution du Sénat, n'a aucune raison de le faire et se borne à mentionner, en passant, le nom d'un seul des ambassadeurs de l'Etat allié (248).

Ces contradictions apparentes peuvent être conciliées comme nous le voyons, et de nombreuses considérations nous poussent à voir dans le texte des Ant. XIV, §§ 145 et ss. le sénatusconsulte de l'époque de Simon.

Ainsi, la situation politique à Rome, en 47 av. J. C. (249), excluait la possibilité de l'envoi d'une délégation juive au Sénat. En effet, le rôle du Sénat, à cette époque, se limitait à accomplir les formalités du vote des sénatusconsultes lesquels, dans leurs traits essentiels, étaient élaborés et proposés par J. César. Nous verrons par la suite combien considérable était le pouvoir de César ; non seulement il avait donné, de sa propre autorité, la permission à Hyrcan II de rétablir l'enceinte de Jérusalem, détruite par Pompée, mais il l'avait proclamé aussi, de son propre chef, archiprêtre, ethnarque et allié de Rome. Le rôle du Sénat se bornait à consacrer, par une résolution, les décrets du dictateur et à les faire publier au moyen de leur affichage au Capitole où se conservaient les traités d'alliance. Peut-on dans ces conditions admettre que le Sénat ait voté, de sa propre autorité, un sénatusconsulte que venait lui solliciter une ambassade d'Hyrcan, chargée de riches présents ? Hyrcan, qui avait eu l'occasion d'apprécier le pouvoir illimité de César, ne pouvait demander protection et renouvellement de l'alliance au Sénat en s'exposant ainsi à paraître ne pas faire grand cas des décisions de son haut protecteur. Hyrcan, qui avait pour conseiller un politicien aussi subtil qu'Antipater, ne se serait jamais décidé à faire ce pas qui ne pouvait manquer de provoquer le mécontentement de César.

Conformément aux Ant. XIV, § 145, le sénatusconsulte avait été voté « sous l'archiprêtre et ethnarque Hyrcan, dans la neuvième année, au mois Panemios ». Cette date soulève des doutes sérieux. Quelle que soit la manière dont on l'interprète — comme note de Josèphe Flavius ou comme faisant partie du texte officiel de la résolution — elle paraît erronée. Le mois « Panemios » qui correspond au Tamouz juif — le mois de juillet approximativement — coïncide, il est vrai, avec la date du séjour de César en Syrie, en 47, lorsqu'il régla la question juive. Mais, par contre, « la neuvième année » d'Hyrcan est inexplicable. Elle ne correspond à aucune des deux dates d'in-

vestiture d'Hyrchan II — l'an 69 et l'an 63. Mommsen affirme que Josèphe Flavius compte à partir de la « troisième investiture » d'Hyrchan, — c'est-à-dire à partir de sa confirmation dans la dignité d'archiprêtre par Gabinus. Or, les événements qui accompagnèrent cette « dritte Einsetzung » étaient diamétralement opposés à ce qu'on peut comprendre sous ce terme. Gabinus, comme nous le verrons plus loin, enleva à Hyrcan le reste des droits peu nombreux que lui avait laissés Pompée ; on se représente difficilement Josèphe Flavius — ou le rédacteur de la résolution sénatoriale — commençant sa chronologie par cette date de triste mémoire pour la Judée. Il faut certainement considérer comme malheureuse la tentative de Mommsen pour caractériser les mesures prises par Gabinus en Judée, comme une nouvelle « investiture » d'Hyrchan.

A la lecture des Ant. XIV, 8, 5, le manque de liaison entre les §§ 143-144 et 145-148 saute aux yeux. A la suite des mots καὶ ταῦτα ἐπιστέλλει τοῖς ὑπάτοις εἰς Ῥώμην ἀναγράψαι ἐν τῷ Καπετωλίῳ on s'attend naturellement à voir suivre le sénatusconsulte qui confirmait formellement les décisions de César ( ταῦτα = proclamation d'Hyrchan comme archiprêtre, ethnarque et allié et autorisation de rétablir l'enceinte de Jérusalem). Même si l'on admet, comme le fait Mommsen, qu'une erreur soit glissée dans le texte, par la faute de Josèphe Flavius ou du copiste, et que l'autorisation de rétablir l'enceinte, au lieu de faire partie du sénatusconsulte, se soit trouvée être mentionnée avant lui, il reste à expliquer pourquoi le Sénat, dans sa résolution, ne s'est pas référé à la décision de César — fait qui se trouve en contradiction complète avec les autres sénatusconsultes de cette époque, où, à la première place, figure toujours le nom de César.

Pour conclure, il n'est pas inutile de mentionner ici dans quelle rédaction chaotique nous sont parvenus les actes officiels romains du XIV livre des Antiquités et à quel point cet état de rédaction complique la tâche de leur étude. Mais cet ordre arbitraire des citations des sénatusconsultes et décrets romains faites par Josèphe Flavius confirme notre hypothèse que le sénatusconsulte XIV, § 143 et ss., ne se trouve pas à sa place et c'est là l'origine de toutes les controverses au sujet de sa

date. Nous répétons que la confrontation avec I M. 15, 16-21 nous convainc que nous avons certainement devant nous le sénatusconsulte rendu à l'époque de Simon, à la suite de la demande par Simon du renouvellement de l'alliance judéo-romaine et de la déclaration de Rome faite à plusieurs gouvernements étrangers au sujet des affaires juives (250, 251).

---

## CHAPITRE V

Le renouvellement de l'alliance avec Rome sur l'initiative de Simon ne préserva pas la Judée d'une nouvelle attaque de la Syrie. La note intimant le renoncement à toute action agressive contre les Juifs, que le Sénat avait résolu d'envoyer à Démétrius II, ne lui est pas parvenue — en admettant même qu'elle lui ait été expédiée. Antiochus VII Sidétès (252) qui le remplaça sur le trône et qui avait besoin de l'appui de la Judée dans sa lutte contre Tryphon, confirma Simon dans sa dignité d'archiprêtre et d'ethnarque et donna ainsi en quelque sorte sa sanction à la résolution de l'assemblée nationale de 141 ; il renouvela, de plus, tous les anciens privilèges de la Judée et en conféra tout un nombre de nouveaux (253). La décision d'Antiochus Sidétès n'a pas été, sans doute, influencée par la conclusion de l'alliance judéo-romaine ; il se laissa guider uniquement par ses propres intérêts et n'attribua pas à l'accord contracté par Simon avec le Sénat une importance réelle. Les événements, qui ne tardèrent pas à se dérouler, confirmèrent complètement la justesse de l'appréciation d'Antiochus. Rome était prête à faire les déclarations les plus larges en faveur des Juifs, mais si quelqu'un attaquait la Judée, en dépit des déclarations et des menaces du Sénat, ce dernier s'en lavait les mains et s'abstenait de prendre les sanctions correspondantes.

Antiochus Sidétès changea radicalement de tactique dès qu'il eut organisé une armée importante et qu'il sentit une base solide sous ses pieds. Pendant le siège de Dora (254), dans laquelle Tryphon s'était réfugié, non seulement il rejeta l'aide que Simon lui proposait, mais il annula même toutes ses promesses précédentes ; par la voie d'un ambassadeur envoyé à

Jérusalem, il somma Simon, sous forme d'ultimatum, d'évacuer Jopé, Gazara et la citadelle de Jérusalem, ainsi que de rembourser tous les impôts qui avaient été prélevés en dehors de la Judée et aussi de payer 1.000 talents en compensation de ce prélèvement et des dommages qui avaient été causés par l'occupation juive (255). Simon refusa catégoriquement de remplir ces exigences et le conflit ne pouvait, ainsi, plus être évité. Les événements prirent une tournure favorable aux Juifs et la victoire remportée par les fils de Simon, Juda et Jean, sur le général syrien Kendebaïos arrêta l'offensive d'Antiochus Sidétès (256). Les opérations militaires furent reprises sous le règne suivant de Jean Hyrcan I. Antiochus Sidétès ne se considérait pas comme vaincu ; dans la première année du règne de Jean Hyrcan, il fit une invasion dans le pays et procéda au siège régulier de Jérusalem où se trouvait Jean Hyrcan. Il peut être intéressant de faire remarquer, en passant, qu'Antiochus Sidétès poursuivait dans sa lutte contre la Judée des buts exclusivement politiques. Dans l'entourage du roi syrien, de nombreux conseillers le poussaient à châtier cruellement les Juifs pour leur opposition acharnée au mouvement hellénique ; Antiochus n'était pas enclin à suivre de pareils conseils pour l'exécution desquels il aurait fallu revenir aux méthodes d'Antiochus Epiphane. En homme politique, habitué à compter avec les réalités, ils comprenaient que la tentative d'une hellénisation par la force, qui n'avait pas réussi sous son prédécesseur, était vouée à un échec certain à l'heure où la masse des Juifs s'était considérablement affermie sous le gouvernement des Hasmonéens et où le parti hellénique à l'intérieur du peuple juif avait vu les rangs de ses partisans s'éclaircir. Au cours des négociations avec Jean Hyrcan, Antiochus Sidétès se montra partisan de la politique de son père Démétrius, renonçant aux persécutions religieuses ; il réclama une soumission complète à sa domination politique : la reddition des armes et le paiement d'une contribution (257).

Au cours de cette guerre les attaques d'Antiochus Sidétès, qui dirigeait en personne l'offensive de ses troupes, faisaient craindre la défaite de la cause de la libération de la Judée. C'est alors que Jean Hyrcan résolut, probablement, de recourir à

l'aide de Rome dans l'espoir de sauver ainsi l'autonomie de la Judée qui n'avait pas eu le temps encore de s'affermir et que la Syrie menaçait dangereusement (258). C'est à ce moment que se rapporte, d'après toutes les données, le sénatusconsulte qui a été reproduit dans les Ant. XIII, § 259 et ss.

Conformément à ce sénatusconsulte les ambassadeurs de Jean Hyrcan demandaient l'intervention de Rome en Judée et son appui pour les revendications juives qui étaient les suivantes :

1. — Restitution de Jopé, des ports (259), de Gazara, de Pegai (1) et d'autres villes et lieux que leur avait enlevés Antiochus par force en dépit de la décision du Sénat ;

2. — Interdiction pour Antiochus de conduire ses troupes sur le territoire appartenant aux Juifs ou à leurs vassaux ;

3. — Annulation de toutes les mesures prises par Antiochus pendant la guerre, contrairement à la décision du Sénat ;

4. — Envoi d'émissaires romains pour obtenir la restitution aux Juifs de tout ce qui leur avait été enlevé par Antiochus et pour déterminer les dommages qui avaient été causés au pays par les opérations de guerre ;

5. — Délivrance aux ambassadeurs d'un sauf-conduit pour leur retour en Judée.

Dans la résolution qu'il prit à propos de ces revendications le Sénat, sous la présidence du préteur Fannius, fils de Marcus, resta fidèle à sa tactique traditionnelle. La situation de la Judée était telle qu'une intervention immédiate et directe de Rome dans la guerre judéo-syrienne paraissait indispensable. Le Sénat recula devant un pas aussi décisif. Après avoir confirmé l'alliance et l'amitié avec le peuple juif et pourvu les ambassadeurs non seulement de sauf-conduits, mais aussi de subsides avancés sur le compte du Trésor, pour les frais de voyage, le Sénat remit l'examen de toutes ces questions, si vitales et si urgentes pour la Judée, à une époque plus favorable où les propres affaires de Rome lui permettraient de concentrer toute son attention sur la Judée. Il fut déclaré aux ambassadeurs que, dans l'avenir, le Sénat prendrait des mesures pour empêcher la répétition des actes illégitimes dont les Juifs avaient été les victimes. Il est difficile de préciser si cette formule cachait la répugnance de Rome à s'immiscer dans les affaires orientales ou si le gouvernement romain n'avait alors

vraiment pas la possibilité de donner une aide effective à son allié : souvenons-nous que le séjour de la délégation juive coïncida avec le moment où les événements qui se rattachent aux noms de Tibère et de Gaius Gracques avaient atteint leur point culminant. La seconde explication nous semble la plus vraisemblable. Un grand danger menaçait la Judée, la défaite d'Hyrchan rendait Antiochus maître incontesté de la situation et si Rome avait été en état de venir à l'aide de Jean Hyrchan, en mettant de côté ses propres soucis intérieurs, elle l'aurait sans doute fait. Mais pour cela, il fallait intervenir activement ; le doué et énergique Antiochus Sidétès n'était pas de nature à capituler devant une note diplomatique. Le Sénat prit en considération cette circonstance et ne désira pas mettre en jeu son prestige ; il préféra même renoncer à une intervention écrite auprès du monarque syrien en faveur de son allié.

L'opinion des critiques sur la date du dit sénatusconsulte est loin d'être unanime. Des voix qui ont autorité le placent à l'époque du fils d'Antiochus Sidétès, Antiochus IX Cyzicène ; cependant les arguments mis en avant ne sont pas très convaincants. En dehors d'un nombre de considérations qui parlent contre pareille date et qui résultent de la confrontation des deux résolutions sénatoriales Ant. XIII, § 259 et ss. et XIV, § 247 et ss., sur lesquelles nous nous arrêterons plus loin, nous devons attirer l'attention sur les circonstances suivantes.

Les ambassadeurs en l'honneur desquels se rassembla le Sénat sont appelés les ambassadeurs du peuple juif (260). On a interprété cette désignation, comme preuve de ce qu'au moment de l'arrivée à Rome de la délégation juive, un interrègne était survenu en Judée ; autrement les ambassadeurs auraient figuré en qualité de représentants de Jean Hyrchan. Un tel « interrègne » serait intervenu, paraît-il, après la mort d'Hyrchan. Josèphe Flavius relate, en effet, qu'un grave et sanglant drame se serait déroulé dans la maison des Hasmonéens après la mort de Jean Hyrchan. Mais en admettant même que ce récit soit strictement véridique — ce qui n'est pas certain (261) — il est impossible de préciser une période où il n'y aurait pas eu, en Judée, à la tête du pouvoir suprême un représentant de la maison des Hasmonéens. Jean Hyrchan légua le pouvoir à sa femme et lorsque celle-ci fut tuée par son fils Aristobule (262) c'est ce

dernier qui se mit à la tête de l'Etat. Il ne faut, croyons-nous, attribuer à l'expression « ambassadeurs du peuple juif », un sens juridique, et rien, par conséquent, ne s'oppose à ce que les ambassadeurs envoyés par Hyrcan et agissant en son nom à Rome, ne fussent désignés ainsi (263) : il ne faut de même pas perdre de vue que nous n'avons probablement devant nous que la copie documentaire de la résolution sénatoriale ; le texte qui nous est parvenu contient, très vraisemblablement, des lacunes (264).

Certains critiques expliquent la position passive de Rome par le terrible danger qui menaçait Rome, les dernières années du deuxième siècle avant l'ère chrétienne, sous forme de l'invasion germanique ; le « terror Cimbricus », qui s'était emparé de toute l'Italie, enlevait au Sénat lui-même sa liberté d'action et il y est fait allusion, entre les lignes, dans la conclusion du sénatusconsulte. Mais, même si on attribue une importance sérieuse à l'excuse invoquée par le Sénat, alléguant des soucis domestiques pour justifier son attitude, et si on n'interprète pas ces paroles comme un refus poli de toute aide, il ne faut pas oublier qu'à la fin de la troisième décade du même siècle, Rome passait par des jours extrêmement critiques en raison de l'activité de Tibère Semprone Gracque ; le Sénat particulièrement, principale redoute de la *nobilitas*, était tellement absorbé par la lutte contre la révolution imminente, qu'il ne pouvait accorder son attention — et d'autant moins envisager une aide militaire — à la Judée lointaine et étrangère. Il n'est pas facile d'indiquer les motifs pour lesquels nous devrions préférer la première explication à la seconde (265).

Comme nous le savons déjà, les alliances que Rome concluait avec les monarques avaient besoin d'un renouvellement formel lorsque le pouvoir monarchique dans le pays allié passait à un nouveau prince. M. Th. Reinach suggère que dans le sénatusconsulte XIV, § 145 et ss. il s'agit du renouvellement de l'alliance judéo-romaine sous Jean Hyrcan. Malheureusement, il ne cite aucun argument en faveur de son point de vue et se borne à l'affirmer (266). Or, nous avons vu plus haut, que le sénatusconsulte XIV § 145 et ss., appartient à une époque antérieure — l'époque du père d'Hyrcan I, Simon, et que ce sénatusconsulte confirme l'alliance de ce dernier

avec Rome. Quant au sénatusconsulte XIII § 260 et ss., il renouvelait, suivant M. Th. Reinach, l'alliance judéo-romaine sous la veuve d'Hyrchan I et sous ses fils. Comme nous considérons telle date inexacte (267) nous rapportons les paroles mentionnées dans la résolution du Sénat au sujet du renouvellement de l'alliance, à l'époque d'Hyrchan I. La circonstance que l'alliance ne fut pas confirmée immédiatement après que le pouvoir eut passé dans les mains d'Hyrchan, n'est pas faite pour soulever des doutes. Après s'être mis à la tête du gouvernement de la Judée en 135 (268) Hyrchan I s'absorba complètement dans ses projets guerriers ; la fin de l'expédition contre le meurtrier de Simon, Ptolémée, coïncide avec le commencement de la lutte contre Antiochus Sidétès ; ce n'est que lorsque le cercle formé par les armées syriennes commença à se rétrécir autour de lui, et qu'il ne lui restait d'autre issue que de s'enfermer dans sa dernière redoute — la citadelle de Jérusalem — qu'Hyrchan adressa un appel à Rome et qu'il renouvela l'alliance avec elle.

Un argument important pour notre thèse est le fait que l'assemblée du Sénat était présidée par le préteur Fannius, fils de Marcus (269) ; les sources confirment l'existence à Rome, au milieu du deuxième siècle avant l'ère chrétienne, d'un Gaius Fannius, fils de Marcus. Selon Polybe (270), Quintus Metellus envoya, en 146, se trouvant en Macédoine, une délégation à Corinthe à l'assemblée de l'union Achéenne ; Gaius Fannius faisait partie de cette délégation, probablement en qualité de membre secondaire. En 142, nous le voyons à Rome, en qualité de tribun du peuple (271) et, l'année suivante, sur le théâtre de la guerre en Espagne. C'est lui, semble-t-il, qui fut préteur en 133 (272) et qui remplissait, en raison de l'absence des consuls, occupés par des affaires politiques plus importantes, les fonctions de président du Sénat, au moment de la réception de la délégation juive. Ainsi, le nom du préteur Fannius mentionné dans le sénatusconsulte et l'indication très claire de Josèphe que la résolution du Sénat avait été votée en raison de l'envoi d'une ambassade à Rome par Jean Hyrchan, confirment l'exactitude de la date que nous avons proposée pour le texte.

La lutte avec Antiochus Sidétès se termina par un traité de paix dont les conditions étaient extrêmement lourdes pour les

Juifs. Antiochus renonça, il est vrai, à l'idée d'occuper Jérusalem par une garnison syrienne, exigence qu'il avait formulée primitivement : il comprit que le séjour de troupes étrangères à Jérusalem pouvait avoir comme résultat une surexcitation des passions religieuses, ce qu'il cherchait à éviter avec soin (273). Par contre, il imposa aux Juifs d'autres conditions — reddition des armes et paiement d'une contribution pour la période d'occupation par les Juifs de Jopé et d'autres villes en dehors des frontières de la Judée. Les murs de l'enceinte qui entouraient Jérusalem devaient être détruits (274, 275). Hyrcan dut capituler devant l'ennemi plus puissant ; il semble que Rome, jusqu'à la fin, n'intervint pas dans le conflit judéo-syrien et qu'elle n'exerça aucune pression sur Antiochus Sidétès pour le pousser à faire des concessions aux Juifs.

Antiochus Sidétès qui reçut des Juifs, pour son attitude tolérante et attentive vis-à-vis du culte juif, le surnom de Pieux (276), ne poursuivait pas le but d'étouffer le mouvement nationaliste juif ; il avait en vue de rétablir dans ce pays l'autorité du gouvernement syrien compromis par ses prédécesseurs. Ce but, il l'atteignit. Ce n'est qu'après la mort d'Antiochus Sidétès, survenue au cours de l'expédition contre les Parthes, en 129, qu'Hyrcan put mettre fin à l'état de dépendance de la Judée. Les troubles intérieurs, qui devaient régner en Syrie encore pendant longtemps, favorisaient une politique offensive de la part d'Hyrcan : ce dernier réussit à occuper nombre de lieux à l'extérieur de la Judée. Ni Démétrius II, qui était rentré de sa captivité chez les Parthes, ni ses successeurs (277) ne cherchèrent, semble-t-il, à rétablir le *statu quo ante* qui existait sous Antiochus Sidétès (278). L'état des choses prit cependant un caractère alarmant pour Hyrcan lorsque, en 111, la Syrie fut partagée entre Antiochus VIII Grypos et Antiochus IX Cyzicène et que ce dernier obtint la partie méridionale de la Syrie, limitrophe à la Judée-la Coelé-Syrie (279). De nature passionnée, enthousiaste et douée, rappelant par beaucoup de traits l'énergique figure d'Antiochus IV Epiphane, Antiochus IX ne pouvait contempler en spectateur passif la croissance considérable de la puissance d'Hyrcan qui avait oublié, semblait-il, les temps encore si proches, où il avait dû capituler devant le père d'Antiochus IX, Antiochus Sidétès (280). Il était

dit qu'Hyrchan avait bientôt à faire à ses dépens l'expérience de l'ardeur belliqueuse du roi syrien : sur la demande de Samarie, qui avait subi l'assaut des Juifs, Antiochus IX entreprit deux expéditions contre Hyrcan (281) ; après avoir subi un échec pendant la première campagne, il envahit avec l'aide de Ptolémée Lathouros, une seconde fois, la Judée et la mit à sac. Cette incursion ne donna pas le résultat qu'il avait espéré — les forces d'Hyrchan n'avaient pas été anéanties (282). Il est difficile d'admettre que le caractère belliqueux d'Antiochus IX se soit concilié avec ces premiers insuccès et qu'il ait renoncé à la lutte avec Hyrcan ; il n'y a pas de doute que les attaques contre la Judée furent renouvelées. Les détails de ces événements ne nous sont pas connus ; les informations que nous donne Josèphe Flavius sont très parcimonieuses et ne concernent que les deux premières expéditions d'Antiochus IX : dans les paragraphes des Antiquités, qui sont consacrés à Antiochus IX, il n'est pas question des phases ultérieures de la lutte avec la Judée ; ceci peut s'expliquer, en partie, Josèphe ne connaissant pas les Annales de Jean Hyrcan — source principale pour l'histoire de ce gouvernant de la Judée (283) — en partie aussi par la circonstance que, auteur d'une œuvre apologétique, Josèphe préféra, dans l'espèce, renoncer à une description circonstanciée d'événements qui prirent une tournure néfaste pour sa patrie. Par bonheur, une autre partie des Antiquités, le XIV<sup>e</sup> livre, contient parmi les nombreux décrets et les décisions du Sénat qui y sont reproduits par Josèphe Flavius, un document qui jette de la lumière sur ces événements et nous fournit des données intéressantes sur l'histoire des relations judéo-romaines à la fin du règne d'Hyrchan : nous parlons du décret des Pergaméniens (284). Ce décret, qui est reproduit par Josèphe Flavius parmi les autres actes officiels de l'époque d'Hyrchan II, est attribué par Mendelssohn (285) à l'époque d'Antiochus Sidétès. M. Th. Reinach (286) a démontré brillamment l'erreur d'une pareille date et il est impossible de ne pas souscrire à ses conclusions. Le décret nous apprend qu'un diplomate juif, Théodore (287), de retour de Rome, était venu à Pergame remettre au conseil local et à l'assemblée du peuple la copie du sénatusconsulte et le sauf-conduit délivrés par L. Pettilius (288) à l'ambassade juive (289). Cette ambassade

s'était rendue en Italie, au nom du peuple juif et de l'archiprêtre Hyrcan, pour entrer en pourparlers avec le Sénat ; celui-ci prit une résolution, qui peut être résumée dans les quatre points suivants (290) :

1. Interdiction au roi Antiochus, fils d'Antiochus, de faire subir un traitement injuste aux Juifs, les alliés de Rome ;

2. Ordre de restituer aux Juifs les forteresses, les ports, les régions et, en général, tout ce qu'il leur avait enlevé ;

3. Reconnaissance, aux Juifs, du droit illimité de faire du commerce extérieur par leurs ports (291). L'obligation de payer des droits de douane sur tous les objets exportés de Judée ou des ports appartenant aux Juifs fut, de plus, imposée à tous les autres peuples et monarques ; exception était faite seulement pour Ptolémée, roi d'Alexandrie, ami et allié de Rome (292) ;

4. Ordre à Antiochus de faire sortir la garnison syrienne de Jopé (293).

Quels sont les motifs qui nous portent à considérer ce sénatusconsulte comme n'appartenant pas à l'époque d'Hyrcan II ? Deux considérations, d'après M. Th. Reinach, parlent contre une pareille date (294). L'« archiprêtre » Hyrcan est l'initiateur de l'appel adressé à Rome ; s'il s'agissait d'Hyrcan II, il aurait été désigné, par analogie aux autres actes officiels de l'époque, comme ethnarque. Cet argument n'a pas une grande valeur à nos yeux ; parmi les documents officiels reproduits dans le XIV<sup>e</sup> livre des Antiquités qui se rapportent certainement à l'époque d'Hyrcan II, on rencontre des actes où Hyrcan II est désigné seulement comme archiprêtre — ainsi, par exemple, dans la note des magistrats de Laodicée, § 241 et ss. (295). A côté de cet argument de forme, qui n'est pas convaincant, M. Reinach met en avant un autre, qui, lui, est de fond : il résulte du sénatusconsulte que la Judée avait subi une défaite sérieuse, à la suite de laquelle les Syriens occupèrent tout un nombre de villes et de régions, enlevèrent à la Judée toute issue sur la mer et paralysèrent ainsi le commerce extérieur juif ; or, ces événements ne pouvaient avoir lieu à l'époque d'Hyrcan II car à ce moment la monarchie syrienne n'existait déjà plus (296).

La résolution du Sénat romain était dirigée contre le roi syrien Antiochus, fils d'Antiochus. Hyrcan I (135-104) était le

contemporain de trois Antiochus : Antiochus VII Sidétès, Antiochus VIII Grypos et Antiochus IX Cyzicène ; le premier de ces trois était fils de Démétrius I Soter, le second — fils de Démétrius II Nicator, tandis que le père du troisième était Antiochus Sidétès. Il ne fait donc pas de doute que la résolution du Sénat avait en vue Antiochus IX. Ce dernier, après deux expéditions infructueuses contre la Judée, entreprises dans le but de soutenir la Samarie, s'attaqua de nouveau à Hyrcan et cette fois-ci lui porta un coup décisif : le résultat de tous les succès militaires remportés par les Juifs en dehors de leur territoire fut d'un coup annulé ; Antiochus IX ne se borna pas à enlever à Hyrcan les points maritimes qu'il avait occupés mais s'assura la possession de différentes régions dans la Judée même (297). La défaite qu'il venait d'essuyer obligea Hyrcan I à adresser un nouvel appel à Rome ; comme dans les premières années de son gouvernement, menacé par Antiochus Sidétès, il avait cherché un appui auprès du Sénat, de même maintenant, à la fin de ses jours (298) il se voyait obligé à nouveau de solliciter le soutien de son puissant allié.

Le sénatusconsulte que nous examinons, nous est parvenu comme faisant partie du décret des Pergaméniens. On ne peut passer sous silence cette circonstance, d'autant plus que l'analyse du décret pegaménien nous offre certaines données d'intérêt. Dans la littérature compétente (299) on a émis l'hypothèse que ce décret se rattache étroitement à la résolution sénatoriale prise à l'époque d'Hyrcan II en confirmation de la liberté confessionnelle, reconnue aux Juifs par Rome (300) ; par erreur de Josèphe Flavius — ou du rédacteur plus tardif des Antiquités — le sénatusconsulte fut inséré dans le décret pergaménien, quoiqu'il remontât à quelques dizaines d'années plus haut, datant de la guerre d'Hyrcan I avec Antiochus IX (301) ; pour prouver l'hétérogénéité des deux documents ont fait valoir que le représentant diplomatique juif à Pergame n'est pas un des ambassadeurs énumérés dans le sénatusconsulte, mais un personnage nouveau — Théodore. Nous ne pouvons pas accorder à cet argument une valeur décisive. De fait, on rencontre assez souvent dans les Antiquités un pareil déplacement des documents officiels cités, et ce déplacement complique même singulièrement leur analyse (302). Il est impossible, cependant,

de tirer un parallèle complet entre ces cas et la résolution du Sénat qui nous intéresse. Une particularité stylistique extérieure saute aux yeux ; le sénatusconsulte Ant. XIV, § 248 et ss. n'est pas inséré simplement dans le décret de Pergame, mais les deux textes se sont organiquement fondus à l'aide d'un emploi répété du génitif absolu. Ce n'est pas par un simple hasard, croyons-nous, que Josèphe Flavius (ou bien l'auteur auquel il a emprunté ce document) ait transmis la teneur du sénatusconsulte sous cette forme compliquée et n'ait pas inséré le texte dans son intégrité, comme il le fait dans d'autres cas. Nous pouvons difficilement nous représenter que Josèphe Flavius ait pu ne pas se rendre compte qu'un des documents qu'il avait réunis ensemble était de 70 ans plus ancien que l'autre ; il est vrai que nous avons des exemples où il réunissait, de bonne ou de mauvaise foi, des textes qui n'avaient rien de commun entre eux, mais, nous le répétons, il ne recourait jamais dans ces cas à l'emploi de la forme compliquée du génitif absolu. A cette considération — de forme — il faut en ajouter une autre — de fond. A la fin du décret pergamenien, il est fait mention de l'amitié perpétuelle qui unissait Pergame à la Judée et qui remontait aux temps demi-légendaires d'Abraham. Il est naturellement impossible de poursuivre exactement la genèse de ce récit sur l'amitié judéo-pergaménienne (303) : elle ressemble beaucoup à la théorie qui veut établir une parenté entre les Juifs et les Spartiates remontant, elle aussi, à l'époque d'Abraham (304). De pareilles légendes sur les rapports étroits des Juifs avec les peuples helléniques pouvaient avoir du succès chez ces derniers pendant la période d'épanouissement de la Judée; ce n'est pas à l'époque d'Hyrcan II, qui devait entièrement son pouvoir éphémère à la protection de César, mais au siècle précédent, où les Juifs, sous la conduite des premiers Hasmonéens, luttaient pour leur indépendance et cherchaient à s'affranchir du joug syrien que les récits sur une ancienne alliance avec la Judée pouvaient prendre racine dans différents pays helléniques — comme, par exemple, à Pergame (305). Dans la note du représentant de Rome, L. Pettius, adressée au conseil de Pergame (306) et remise à ce dernier et à l'assemblée du peuple par Théodore, il n'était, vraisemblablement, pas seulement question du con-

cours à accorder à la délégation juive pendant son voyage de retour (307), comme semble le prouver le texte des Ant. XIV, § 251 : ἵνα φροντίσωμεν ταῦτα οὕτως γενέσθαι... προνοῆσαι τε τῆς ἀσφαλοῦς εἰς οἶκον τῶν πρεσβευτῶν ἀνακομιδῆς.

A la fin du § 250 il y a probablement une lacune dans le texte du sénatusconsulte : le troisième point de la résolution sénatoriale (308) s'étendait aussi sur Pergame. Pergame est caractérisé dans ce document comme une commune autonome, liée par une alliance à Rome; telle elle n'est devenue qu'après, 129 (309); si donc, pour des raisons invoquées plus haut, le décret de Pergame ne peut être situé à l'époque d'Hyrcan II, on ne peut, d'un autre côté, le placer à la première période du gouvernement d'Hyrcan I (époque d'Antiochus VII) et il doit donc être attribué à la dernière période de son gouvernement, époque d'Antiochus IX.

L'intervention de Rome dans le conflit judéo-syrien, qui s'exprima si énergiquement dans la résolution sénatoriale, atteignit-elle son but? Certaines considérations nous poussent à répondre par l'affirmative. Le principal motif, qui porta Rome à s'ingérer dans les affaires de Palestine, n'était certainement pas la demande de Jean Hyrcan, mais le rapprochement qui se dessinait entre la Syrie et l'Egypte. Cette nouvelle constellation politique qui renversait le statu quo existant pendant deux siècles, était extrêmement peu désirable pour la métropole italique. L'appel de la Judée alliée servit de prétexte commode justifiant l'intervention de Rome dans les événements qui se déroulaient dans le Proche-Orient. C'est justement pendant sa lutte avec la Judée qu'Antiochus IX profita de l'aide du monarque égyptien; le développement de l'alliance entre la Syrie et l'Egypte pouvait, plus tard, devenir un danger sérieux, menaçant l'existence même de la Judée. Tant que Rome n'intervenait pas activement en Palestine, elle avait intérêt à ce qu'une Judée indépendante existât comme Etat-tampon et jouât à l'avenir le rôle de la pomme de discorde entre la Syrie et l'Egypte. Il fallait mettre fin au rapprochement qui se dessinait entre ces deux puissances et il fallait semer la discorde entre eux. Le sénatusconsulte Ant. XIV, § 249 et ss. jette une lumière éclatante sur les intrigues romaines dirigées contre un pareil rapprochement. En formulant à Antiochus des

exigences, qui compromettaient en cas d'exécution les résultats acquis par les Syriens en Palestine, Rome marquait simultanément ses sympathies pour Ptolémée, roi d'Alexandrie, ami et allié d'Antiochus ; de tous les Etats et communes seule l'Egypte bénéficia d'un privilège fort considérable. Il faut reconnaître que les politiciens romains dans l'espèce firent preuve de grande habileté et de leur connaissance des subtilités du jeu diplomatique ; en élevant un monarque et en humiliant l'autre, ils ne pouvaient manquer de provoquer le désaccord entre eux. Et comme cette fois Rome avait elle-même un intérêt sérieux à ce que ses exigences fussent accomplies, elle insista vraisemblablement là-dessus, d'autant plus que la puissance de la Syrie était complètement ébranlée par une guerre intestine interminable. De même, qu'en 168, Antiochus IV dut céder aux exigences de Rome, de même ce fut maintenant Antiochus IX qui dut capituler.

A l'intervention diplomatique du Sénat romain auprès d'Antiochus IX au sujet des questions juives suivit une longue période, pendant laquelle les rapports de la Judée avec son puissant allié ne se manifestèrent pas à l'extérieur. L'histoire de l'alliance judéo-romaine, pendant la seconde moitié du deuxième siècle avant l'ère chrétienne, démontre que l'initiative du renouvellement et de la conclusion de l'alliance appartenait toujours aux Juifs et que les gouvernants de la Judée adressaient régulièrement un appel à leur allié lorsqu'un moment critique survenait dans leur lutte contre les Séleucides. Et quoique l'expérience répétée aurait dû convaincre les Juifs que le Sénat romain n'était aucunement enclin à soutenir par les armes son allié dans ses tentatives pour s'affranchir du joug syrien, les Hasmonéens, aux minutes de danger, n'en recouraient pas moins systématiquement à leur politique traditionnelle dans pareil cas. Les forces motrices qui déterminaient la politique romaine en Orient restaient incomprises d'eux.

---

## CHAPITRE VI

La longue crise intérieure, qui avait succédé en Judée au bienfaisant gouvernement de Jean Hyrcan, épuisa profondément le pays et coïncida avec l'apogée de la guerre intestine qui divisait la famille des Séleucides. La lutte des prétendants au trône syrien, qui est si caractéristique pour cette dynastie, atteignit son apogée au commencement du premier siècle avant l'ère chrétienne. Les événements en Syrie prenaient une tournure qui ne pouvait être plus havorable à ses vassaux, et sans les troubles profonds qui régnaient en Judée, sous les successeurs de Jean Hyrcan — les Hasmonéens auraient pu, sans grands efforts, consolider l'indépendance du pays. Il est vrai que les dynastes syriens continuaient, même à cette époque, leurs incursions dans la Judée, mais ces incursions avaient un tout autre caractère que les expéditions militaires d'Antiochus Sidétès. Alors que ce monarque entreprenait ses expéditions contre la Judée en qualité de souverain qui va punir son vassal en état de rebellion, cherchant à étouffer le mouvement des irrédentistes juifs et à obliger les Hasmonéens de reconnaître la souveraineté de la Syrie — ses successeurs, au premier siècle av. J. C., avaient dégénéré à l'état de véritables lansquenets : leur activité contre la Judée n'était pas dictée par le souci de conserver l'unité du royaume. Leurs expéditions militaires avaient plutôt le caractère d'incursions de pillards; avec cela ils agissaient fréquemment sur l'invitation d'un parti juif quelconque, qui s'appuyait dans la lutte avec ses adversaires sur les condottières syriens. La monarchie syrienne agonisait, ses rois, se succédant rapidement les uns aux autres, étaient absorbés par la guerre fratricide et

avaient renoncé complètement à la politique traditionnelle de leurs prédécesseurs. La Syrie était tellement affaiblie qu'Aristobule, au temps du règne de sa mère Alexandra, résolut même d'entreprendre une expédition contre Damas (310). Dans ces conditions, les gouvernants de la Judée ne ressentaient pas le besoin de renouveler l'alliance avec Rome. Il est vrai qu'à un certain moment un nouveau et formidable danger menaçait l'Etat juif qui n'avait pas encore eu le temps de se consolider — ce danger venait du roi arménien Tigrane, qui formait, probablement, le dessein d'annexer le territoire juif, après avoir anéanti la Syrie. La Judée sut toutefois éviter ce danger — en partie grâce à la politique habile de la régente Alexandra qui, par la libéralité de ses présents obtint que Tigrane renonçât à l'expédition projetée contre la Judée (311) ; en partie aussi grâce à l'apparition sur les frontières de l'Arménie de Lucullus, à la tête de légions romaines — circonstance qui attira l'attention de Tigrane vers un autre côté.

Lorsque, en 65 av. J. C., Pompée, après sa victoire sur Mithridate et la soumission de Tigrane, déposa le dernier représentant de la dynastie des Séleucides, Antiochus XIII Asiaticus — il ne vint, sans doute, à l'esprit d'aucun homme politique juif que cette avance marquée par Rome en Orient aurait des conséquences funestes pour la Judée.

La marche des événements, au cours du deuxième siècle et de la première moitié du premier siècle av. J. C., obligea Rome de renoncer à une annexion de la Syrie. Antiochus le Grand sortit, il est vrai, fort affaibli de la lutte avec Rome, mais cette dernière ne prétendit pas attenter à l'indépendance de son pays. Le Sénat romain, qui suivait le progrès de la décomposition de la Syrie à l'intérieur, concourrait, par tous les moyens, comme nous le savons, à l'accélérer : c'est ce but qui dirigeait toute sa politique par rapport à la Judée. Rome résolut brillamment vers le milieu du premier siècle avant l'ère chrétienne la formidable tâche qu'elle s'était proposée ; les succès remportés par l'impérialisme romain — la victoire sur la Macédoine, la conquête de l'Espagne, la transformation de Carthage en province romaine, les victoires sur le Pont et l'Arménie — devaient inévitablement, avec le temps, mettre à l'ordre du jour la question de la liquidation d'une Syrie indépendante.

— La marche des événements à l'intérieur de cette dernière se développait d'une manière extrêmement favorable pour Rome : à la place d'un adversaire doué et dangereux, tel qu'Antiochus III, Pompée rencontra Antiochus XIII, vrai roi de marionnettes. Rome s'empara de la Syrie les mains nues. Et, naturellement, la question du destin futur de la Judée se posa devant Pompée. Une Judée indépendante n'était nécessaire à Rome que tant que l'empire syrien existait ; avec la transformation de ce dernier en province romaine, l'Etat des Hasmonéens devait inévitablement perdre aux yeux des politiciens romains toute raison d'être. Plus encore : l'existence à la frontière de la nouvelle province romaine d'un Etat juif indépendant, qui, au cours de tout un siècle, avait défendu avec opiniâtreté ses droits à la liberté et qui n'avait pas cessé un moment de poursuivre sa lutte contre un adversaire beaucoup plus puissant, pouvait entraîner dans l'avenir des complications indésirables. Pour ces raisons le sort de la Judée fut résolu, en réalité, en l'an 65. Le traité d'alliance judéo-romain qui n'avait jamais été observé par Rome puisque celle-ci refusait constamment de venir à l'aide de la Judée avec ses forces armées, avait perdu, semble-t-il, à cette époque toute validité : aucune trace de son renouvellement par les Hasmonéens après Jean Hyrcan n'a été conservée. Nous ne croyons, d'ailleurs, pas que l'existence du traité (en admettant qu'il ait été renouvelé sous les successeurs de Jean Hyrcan) aurait fait renoncer les froids politiciens romains à cette décision une fois prise. Les événements qui se déroulèrent en Judée, pendant les opérations de Pompée contre Mithridate (312), étaient de nature à faciliter l'intervention de Rome dans les affaires de la Judée. Il est erroné de croire que cette intervention fut provoquée par l'appel adressé à Scaurus, général de Pompée, par les deux prétendants au trône des Hasmonéens ; la lutte intestine entre les deux frères, Hyrcan et Aristobule, n'était qu'un prétexte extrêmement commode pour Rome pour justifier son intervention dont les raisons réelles étaient beaucoup plus profondes.

A la suite de l'intervention de Scaurus, qu'Aristobule et Hyrcan avaient appelé comme arbitre, en soutenant leurs droits à force de présents, la querelle fut résolue en faveur du premier

nommé. Aristobule se soumit, de fait, au protectorat romain qui, lui semblait-il, était la meilleure garantie pour le développement pacifique du pays. Déjà en 63 la question de l'attribution du pouvoir en Judée avait été soumise à un nouvel examen : cette fois le rôle de juge fut assumé par Pompée lui-même. Le profond précipice, qui séparait les intentions véritables de Pompée des espérances que gardaient les nationalistes juifs, ne tarda pas à apparaître. Les rapports entre Pompée et Aristobule se tendirent ; Pompée résolut de profiter de ceci pour occuper le territoire juif. Aristobule eut bien l'intention d'opposer une résistance armée au vainqueur de Mithridate, mais renonça ensuite à mettre en exécution ce plan, de sorte que Pompée occupa la Judée sans coup férir. Mais si les partisans d'Aristobule n'étaient aucunement enclins à accepter cette capitulation, le parti d'Hyrchan, par contre, se prononça pour la capitulation, et comme ce parti formait la majorité, Jérusalem fut rendu à Pompée. Une résistance désespérée lui fut opposée par les partisans de la lutte à outrance lesquels s'étaient retranchés sur le Mont du temple. Le siège dura trois mois et ce n'est qu'à la fin de l'automne de l'an 63 que Pompée réussit à briser cette résistance. Les légionnaires romains, qui firent irruption dans la citadelle, se livrèrent à un véritable carnage, dans lequel pas moins de 12.000 Juifs périrent. 98 ans après la conclusion du premier traité d'alliance avec la Judée, Rome par la force de ses armes consacra sa domination sur cette dernière (313).

Les instigateurs de la résistance armée contre Rome, qui ne trouvèrent pas la mort lors de l'occupation du Mont du temple, furent exécutés ; un tribut fut imposé à Jérusalem et à tout le pays (314). Un des résultats des opérations militaires fut aussi de rétrécir considérablement les frontières de la Judée : les villes maritimes (315) furent enlevées aux Juifs, de même que les villes helléniques du Transjordan ; de plus, ils perdirent Skythopolis, Samaria et Marissa (316).

Après avoir fait sentir aux Juifs la puissance de Rome et après avoir porté au pays un coup tel qu'il ne pouvait pas s'en relever rapidement, Pompée transmit le gouvernement de la Judée à Hyrchan II en qualité d'archiprêtre : le titre de roi lui fut enlevé. Naturellement, Pompée aurait pu, s'il l'avait

désiré, aller encore plus loin — c'est-à-dire annexer tout le pays dans son ensemble à la province syrienne. Il ne le fit pas, croyons-nous, en pleine connaissance de cause. Rome connaissait l'esprit du peuple juif insoumis et assoiffé de liberté ; Pompée dut personnellement se convaincre qu'aux yeux des Juifs — du moins de certaines classes parmi eux — la liberté était le bien suprême. C'est au nom de la liberté, en effet, que les Juifs s'étaient engagés dans une lutte inégale avec Rome, quoiqu'ils n'eussent aucun espoir d'en sortir vainqueurs. L'incorporation du pays dans la province syrienne et sa subordination au résident romain n'étaient pas des mesures de nature à tranquilliser la population et seraient devenues la source des nouveaux conflits. Pompée trouva une issue à cette situation compliquée, issue certainement très commode pour Rome : il mit à la tête du gouvernement le faible et inerte Hyrcan qui ne possédait point, comme son frère cadet, des qualités pouvant en faire un chef national ; et cependant, le fait que le pouvoir suprême — quoique illusoire — restait dans les mains d'un membre de la famille des Hasmonéens tranquillisait, à un certain point, l'amour-propre national des Juifs (317).

Si déjà antérieurement la Judée n'avait jamais pu prétendre devenir un adversaire dangereux pour Rome, maintenant, après les réformes de Pompée, elle se trouvait affaiblie d'une manière définitive ; la cession de ses possessions maritimes lui fermait toute issue sur la mer et l'obligation de payer un tribut à Rome mettait le pays, en fait, sous le contrôle du gouverneur de la province voisine, la Syrie. Toute l'organisation intérieure de la Judée était conservée intacte par Pompée, mais son gouvernant, l'archiprêtre Hyrcan, devenait vassal de Rome.

La domination effective de Rome sur la Judée ne tarda pas à se manifester : lorsque le fils d'Aristobule, Alexandre, éleva dans la Judée l'étendard de la révolte contre Hyrcan, le gouverneur de la Syrie, Gabinius, intervint dans les affaires de la Judée de sa propre initiative et n'attendit pas qu'une demande d'aide lui fut adressée par Hyrcan ; le proconsul romain ne se laissait naturellement pas guider par le souci de défendre les intérêts d'Hyrcan, mais par le désir de ne pas

voir apparaître dans le pays un nouveau gouvernant énergique. Gabinius non seulement mit fin aux projets dynastiques d'Alexandre, mais prit deux décisions qui avaient une importance politique de premier ordre pour la Judée puisque c'était la première tentative faite par Rome de s'ingérer dans les questions de l'organisation intérieure du pays : tout pouvoir politique fut enlevé à Hyrcan — il ne conserva que ses fonctions sacerdotales qui se résumaient dans les soins qu'il devait prendre du temple ; le territoire juif fut divisé en 5 districts ( *σύνοδοι*, *συνέδρια* ) qui avaient pour villes principales : Jérusalem, Gazara (Gadara) Jéricho — en Judée, Hamath en Perée et Sepphoris en Galilée. La question de savoir quel but poursuivait cette nouvelle division administrative prête à discussion (318). Les *σύνοδοι* et les *συνέδρια* pouvaient être des districts judiciaires (319) ou fiscaux (320). C'est un fait connu, que Rome, lorsqu'elle procédait à l'organisation d'une nouvelle province, accordait en premier lieu beaucoup d'importance à la réforme de l'organisation judiciaire : la province était divisée en districts judiciaires, *conventus iuridici* ; le gouverneur visitait consécutivement les principales villes de ces districts et présidait aux sessions judiciaires auxquelles prenaient part des juges délégués par la population indigène du dit circuit. Une seule considération parle contre l'interprétation de la réforme de Gabinius comme l'établissement sur le territoire juif d'une nouvelle organisation judiciaire. L'existence des *conventus iuridici* n'a été constatée que dans des provinces romaines et leur création en Palestine aurait représenté l'annexion définitive et la transformation de la Palestine en une des parties composant la province syrienne ; or, une telle incorporation du territoire juif dans cette province n'est pas confirmée par les sources. Il est plus vraisemblable d'admettre que cette division poursuivait des buts fiscaux (321). Il est possible cependant de l'expliquer aussi autrement. Josèphe Flavius souligne, en effet, à plusieurs reprises, que la réforme de Gabinius avait consisté à remplacer le régime autocratique d'Hyrcan par un autre régime où le pouvoir était détenu par « l'aristocratie » (322) : à l'intérieur du pays étaient créées cinq « républiques » aristocratiques et ces « républiques » n'étaient pas soumises à un pouvoir central : un pareil pouvoir n'existait pas dans le pays, puisqu'Hyrcan

can avait perdu toute importance politique. A l'extérieur, les pouvoirs de ces nouvelles divisions administratives étaient probablement nuls — elles avaient été créées uniquement dans des buts de self-administration ; leur organisation nous est tout à fait inconnue ; la suggestion d'Unger (323) que chacune de ces « républiques » possédait un Sénat-administrateur, *συνέδριον*, à côté duquel était convoquée périodiquement une assemblée du peuple, *σύνδοτος* — est sujette à caution : le terme *σύνδοτος* dans le sens d'assemblée du peuple n'est pas employé dans les sources, et, de plus, il ne faut pas perdre de vue combien imprécise est la terminologie de Josèphe Flavius : une fois il emploie une expression, une autre fois — une autre ; il est donc difficile d'admettre qu'il cherchait par ces expressions à donner une caractéristique juridique exacte des institutions qui apparurent à la suite des réformes de Gabinus (324).

Ainsi le régime établi dans le pays, à la suite de la réorganisation entreprise par Pompée et par Gabinus, peut être caractérisé, d'après les rares données que nous possédons, comme suit : 1° — la Judée payait un tribut à Rome ; 2° — quoique le pays n'était pas annexé formellement à la province syrienne, il se trouvait sous le contrôle incessant du gouverneur de la Syrie voisine ; ce dernier possédait le droit discrétionnaire de s'ingérer dans les affaires intérieures de la Judée, pour assurer l'ordre des choses désirable à Rome ; 3° — ne désirant pas, après l'expédition primitive de Pompée, contribuer à la tension des relations avec les Juifs, Rome laissa certains pouvoirs — en vérité tout à fait illusoires — au représentant de la dynastie, mais lui enleva le titre de roi : au bout de quelques années, Rome, convaincue que le pays n'était pas pacifié et que la conservation du pouvoir suprême dans les mains d'Hyrcaan n'était pas une garantie de tranquillité, procéda à une réforme supplémentaire de l'organisation intérieure de la Judée : Hyrcan fut dépossédé des pouvoirs politiques qui lui avaient été primitivement reconnus. Il ne conserva que l'administration du temple de Jérusalem ; le pays fut divisé en cinq districts administratifs.

---

## CHAPITRE VII

Les relations judéo-romaines entrèrent dans une nouvelle phase pendant la longue période des guerres civiles qui commencèrent en 49 av. J. C. Toutes les péripéties de la lutte des partis rivaux devaient inévitablement avoir des répercussions sur le sort de la Judée. Heureusement nous avons en notre possession des documents, en quantité considérable, qui nous permettent d'étudier avec plus de précision le chapitre de l'histoire des rapports judéo-romains qui est attaché inséparablement au nom de Jules César. Les actes officiels qui ont été conservés dans le 10<sup>e</sup> chap. du XIV livre des Antiquités Juives méritent notre attention la plus sérieuse. Il faut cependant faire des réserves quant à leur authenticité. Celle-ci réside dans le fait que des actes officiels romains se trouvent à leur base. Quant à la forme sous laquelle ils nous sont parvenus, nous devons constater qu'elle a perdu en grande partie son caractère primitif. Les données chronologiques qu'ils contiennent soulèvent parfois notre suspicion. De même l'ordre et la suite dans lesquels ils sont exposés. Ces actes, qui nous sont parvenus parfois dans un état endommagé et fort abrégé, jettent une vive lumière sur les réformes qui signalèrent en Judée la brève période du gouvernement de César, depuis sa victoire définitive sur Pompée et jusqu'à sa mort, en 44. Pas mal d'efforts et d'ingéniosité ont été dépensés par de nombreux auteurs pour résoudre la question dans quel rapport intérieur se trouvaient les fragments qui nous sont parvenus de l'époque de César. Il faut cependant reconnaître qu'aucune des classifications qui ont été proposées ne peut prétendre à une correction absolue : elles sont toutes construites, plus ou moins, sur des rectifications faites dans le texte de Josèphe Flavius, sur

la combinaison arbitraire de différents passages, sur la réunion des uns et la division des autres (325). Nous devons tout d'abord constater que ces fragments des décisions de l'époque de César — ces fragments représentent en partie des décrets authentiques de César et en partie des sénatusconsultes votés sur son initiative — ne contiennent pas de données suffisantes pour permettre une pareille classification. Or, cette circonstance ouvre un large champ d'activité à l'ingéniosité des auteurs et c'est pourquoi chacun des critiques consécutifs put détruire, avec tant de facilité et d'une manière si convaincante, l'échafaudage fragile de son prédécesseur. Indépendamment de la question de la classification, il est évident que ces documents ont une très grande valeur pour l'étude de l'histoire politique du peuple juif, et c'est justement de ce point de vue, croyons-nous, que nous devons aborder leur examen ; une analyse de ces fragments, faite à ce point de vue, donne des résultats certains, tandis que la tentative d'établir leurs liens extérieurs et formels reste inféconde et ne peut prétendre à une valeur scientifique (326).

Les mesures prises par César modifièrent considérablement la situation juridique des Juifs non seulement en Palestine mais dans toute la diaspora. Avant de procéder à leur examen détaillé, nous devons chercher à éclaircir les motifs fondamentaux qui guidèrent César dans sa politique vis-à-vis des Juifs, laquelle différait considérablement de celle de son rival, Pompée. On a émis l'opinion que toutes les décisions prises par César dans la question juive lui avaient été dictées par un sentiment de profonde reconnaissance à l'égard des Juifs pour le paiement de ses dettes et pour l'aide militaire importante que les Juifs lui avaient donnée à un moment où l'issue de la lutte avec les Pompéiens n'était pas encore définitivement déterminée (327). Or, une pareille explication de la politique de César témoigne d'une incompréhension complète du rôle que César joua dans l'histoire de Rome et d'une incapacité de comprendre l'esprit des idées pour lesquelles le fondateur de l'empire romain lutta et auxquelles il consacra toute sa vie. La réorganisation grandiose de tout l'ordre politique de Rome, pour combler le précipice qui séparait la métropole des peuples soumis à sa domination — voilà le but final vers lequel

César ne cessait de diriger ses efforts. Son rêve était de créer un Etat uni, dans lequel les peuples barbares, en s'assimilant, se confondraient dans la nation latine et grecque. D'après la remarque profonde de Mommsen, César ne faisait rien de partiel : toutes ses mesures innombrables, prises à différentes époques, sont les chaînons d'une chaîne indivisible et forment un tout harmonieux. Naturellement, toute la politique juive de César était-elle aussi dictée par cette seule politique du dictateur. Dans la construction complexe que l'Etat romain présentait à l'esprit de César, le peuple juif avait à jouer un rôle déterminé (328). Dans l'Etat futur dont César rêvait, une place lui était assurée ; étant dispersé dans différents pays, le peuple juif devait naturellement devenir un des propagateurs de la nouvelle politique, qui avait pour but d'unifier et de consolider l'empire romain (329). Il était important pour César de s'assurer les sympathies des Juifs et de faire disparaître chez eux les sentiments hostiles à Rome, qui s'étaient accumulés pendant les années précédentes. Voilà quelle était la principale force motrice de la politique de César vis-à-vis des Juifs. Il ne faut pas perdre de vue qu'en protégeant les efforts nationaux des Juifs, César n'allait jamais jusqu'au bout. En apportant des changements sérieux et profonds dans la position juridique du peuple juif, César ne faisait rien qui aurait été en contradiction avec son programme fondamental — la consolidation de l'unité de l'Etat romain et la négation, par conséquent, des droits à l'autonomie des parties qui entraient dans cet empire. Ceci explique ce manque de conséquence qui parfois se fait sentir dans sa politique vis-à-vis des Juifs. Ayant manifesté, dès le début, une attitude réprobatrice pour les mesures prises par ses prédécesseurs les plus proches, qui avaient porté un coup mortel à l'Etat juif, César, cependant, ne rétablit pas l'indépendance complète de la Judée (330) : la Judée conserva, au fond, une situation subordonnée, même après les réformes qu'il fit exécuter. C'est ce désir de ne pas affaiblir les liens effectifs de Rome avec la Judée qui explique indiscutablement que la courte période de l'autocratie de César eut une influence plus profonde sur l'état des Juifs de la diaspora que de ceux de la Judée même. Le sentiment de reconnaissance, que César avait vraisemblablement pour Hyrcan, ne

joua qu'un rôle de troisième ordre dans les mesures prises par lui : dans sa politique les motifs personnels ne pouvaient jouer un rôle décisif. Si ce sentiment de reconnaissance du dictateur, pour l'aide militaire qui lui avait été donnée, est élevé chez Josèphe Flavius au premier plan et semble être à la base de toutes les décisions de César, cela doit être naturellement mis au compte du caractère tendancieux des œuvres de cet auteur qui cherche toujours à mettre en évidence les services rendus par les Juifs à Rome.

Les réformes de César atteignirent, en premier lieu, l'état juridique de l'ancien détenteur du pouvoir suprême en Judée. Nous avons vu qu'après l'exécution des réformes de Gabinius, Hyrcan perdit toute importance politique. Bien plus : il fut démis, probablement, de sa dignité d'archiprêtre — ce n'est pas sans motifs que Josèphe Flavius, en décrivant les réformes de Gabinius, mentionne qu'Hyrcan conserva l'administration du temple, alors que la compétence d'archiprêtre était considérablement plus étendue. César rétablit Hyrcan dans sa dignité d'archiprêtre et la déclara héréditaire dans sa famille. En dehors de la restitution de la dignité d'archiprêtre à Hyrcan, une importance particulière avait le rétablissement officiel des droits qui appartenaient anciennement à l'archiprêtre ; ces deux circonstances ne dépendaient pas, évidemment, d'une façon nécessaire l'une de l'autre (331). Comme nous le savons, dans le passé les prêtres avaient le droit de percevoir une taxe (en nature et en espèces) au profit du temple. Ce droit, limité probablement au moment où l'autorité suprême sur le pays était effectivement passée à Rome, fut maintenant restitué à Hyrcan dans son ancienne étendue. Ce n'est pas la conservation à Hyrcan et à sa descendance des fonctions sacerdotales, croyons-nous, qui est le point principal de la décision que nous venons de citer : César savait probablement que la dignité de prêtre portait chez les Juifs un caractère héréditaire — ce n'est pas en vain qu'il mentionne que les ancêtres d'Hyrcan possédaient cette dignité — et il ne cherchait pas à appliquer chez les Juifs le système de nomination des prêtres pratiqué à Rome mais étranger aux Juifs. Le point central de sa décision était la confirmation du droit, donné aux Hasmonéens, de percevoir une taxe au profit du

temple. Ce droit s'étendait-il seulement sur le territoire de la Judée ou bien la perception de la taxe pouvait-elle avoir lieu aussi en dehors de la Judée — autrement dit : César avait-il en vue, en employant le mot *τὸ ἔθνος* — seule la population juive de Palestine ou bien les Juifs de la diaspora ? Que la taxe ait été anciennement perçue aussi en dehors de la Judée, cela résulte du procès retentissant de L. Flaccus qui fut, en 59 av. J. C., mis en état d'accusation pour avoir confisqué, dans la province Asie, une somme qui était destinée au temple de Jérusalem. Si, en 59, peu de temps après la mise en exécution de la politique anti-juive de Pompée, les autorités romaines toléraient la perception des sommes en faveur du temple, il est naturel d'admettre que César, qui désirait établir des rapports amicaux avec le peuple juif, ne porta pas atteinte à ce droit, attendu qu'il avait une valeur extrême aux yeux du peuple juif, lequel y voyait, pour ainsi dire, le symbole de son unité. De fait, nous possédons un texte qui confirme avec évidence l'exactitude de ce point de vue. Dans le message (332) adressé aux habitants de Sidon et qui contient un décret de César concernant les droits et les privilèges d'Hyrcan et de ses descendants, il est fait mention, entre autre, des recettes qui leur revenaient en leur qualité de prêtres conformément aux lois juives. Puisque les autorités et la population de Sidon étaient mises au courant de ce fait, la résolution de César sur la perception de la taxe en faveur du temple — la principale source de revenus des prêtres — s'étendait, croyons-nous, aussi sur Sidon : autrement la mention de ce fait dans la note romaine qui devait être publiée à Sidon n'aurait eu aucun sens. Mais si l'archiprêtre juif avait le droit de percevoir la taxe à Sidon, il pouvait, sans aucun doute, procéder à ces perceptions aussi dans les autres communautés juives à l'extérieur de la Judée.

La confirmation d'Hyrcan dans la dignité d'archiprêtre lui rendait automatiquement cette influence dans le domaine juridique, qui appartenait toujours au détenteur de cette dignité. Si l'une des conséquences de la réforme de Gabinius avait été la création en Judée d'une nouvelle organisation judiciaire, il paraît cependant peu vraisemblable que les Sanhédrins juifs aient été dépourvus de la juridiction religieuse. Hyrcan, en

qualité d'archiprêtre, devint président du Sanhédrin de Jérusalem. Les sources ont conservé des données qui laissent croire qu'Hyrcean relégua au second plan le Sanhédrin et acquit une influence prépondérante dans les questions de la juridiction. Au point de vue formel c'était une conséquence logique du décret de César sur la compétence d'Hyrcean dans les disputes qui s'élevaient *περὶ τῆς Ἰουδαίων ἀγωγῆς* ; la validité de ce décret s'étendait, sans aucun doute, aussi sur la Judée. Hyrcean faisait certainement une part dans la juridiction au Sanhédrin, dont César ne mentionne les pouvoirs dans aucun de ses décrets. Sous ce rapport le procès du jeune Hérode est très caractéristique (333) ; ce dernier qui, de sa propre autorité, s'était fait justicier d'Ezéchias, le chef des insurgés dans le pays, et de ses comparses, avait été mis en accusation par Hyrcean et non par le Sanhédrin ; lorsque les autorités romaines intervinrent dans l'affaire, elles exercèrent leur pression de nouveau sur Hyrcean et non pas sur le Sanhédrin ; d'ailleurs, toute la marche du procès témoigne de la position imprécise du Sanhédrin.

Le message de César à Sidon nous donne quelques renseignements sur le rôle que devait jouer dorénavant Hyrcean dans la vie des Juifs de la diaspora. L'une des décisions du dictateur, qui était portée à la connaissance des autorités et de la population de Sidon, disait : « Si quelque dissentiment s'élève sur la coutume des Juifs, je veux qu'ils (c'est-à-dire Hyrcean et ses descendants) en soient juges. » (334) Il va de soi que cette décision devait avoir une importance réelle aussi pour Sidon — autrement il serait incompréhensible qu'elle eût été portée à la connaissance de ses habitants. Ainsi les disputes qui avaient lieu à Sidon dans les milieux juifs comme en dehors de lui, lorsqu'elles concernaient la doctrine juive, étaient soumises à l'examen d'Hyrcean. La communauté juive de Sidon se trouvait donc, au point de vue de la juridiction spirituelle, dans des conditions semblables à celles des Romains en dehors de leur métropole ; de même que les citoyens romains n'étaient jamais assujettis juridiquement aux autorités locales et jouissaient de l'extraterritorialité judiciaire, les Juifs de Sidon avaient le droit de s'adresser officiellement, dans un grand nombre de cas litigieux, directement à l'archiprêtre de Jérusalem, en lais-

sant de côté les instances locales. Il n'y a aucune raison de penser que ce privilège avait été conféré seulement aux Juifs de Sidon ; comme ce privilège était une conséquence de la nomination d'Hyrcean à la dignité d'archiprêtre, il est naturel de supposer qu'il se soit étendu aux communautés de toutes les villes où des copies des résolutions de César concernant cette nomination avaient été envoyées — par ex., Tyre et Ascalon.

Si le décret de César concernant la confirmation d'Hyrcean dans la dignité d'archiprêtre rendait à ce dernier les droits qui avaient appartenu aux anciens détenteurs du pouvoir spirituel en Judée, sa position juridique recevait un caractère particulier parce que le titre héréditaire d'ethnarque lui fut conféré (335). Or, ce n'est pas le fait d'un hasard que dans tous les textes qui mentionnent ce titre, Hyrcean soit constamment désigné comme ethnarque de tous les Juifs et non pas de la Judée. On peut en tirer la conclusion, croyons-nous, que l'ethnarchie n'était pas envisagée par son fondateur — César — comme un pouvoir princier sur la Judée. L'exactitude de cette interprétation est confirmée par la circonstance suivante : le XVII<sup>e</sup> livre des Antiquités a conservé un récit relatif à la nomination d'Archelaüs comme ethnarque. Il suffit de comparer ce récit avec les passages qui parlent de la nouvelle dignité d'Hyrcean, pour qu'il en ressorte avec évidence que l'ethnarchie d'Hyrcean différait radicalement de celle d'Archelaüs, prince d'une région déterminée. La dignité d'ethnarque conférait à Hyrcean un pouvoir non sur un territoire déterminé, mais le pouvoir ou plutôt la souveraineté sur toute la nation juive. Hyrcean, en qualité d'archiprêtre et d'ethnarque, était considéré, pour ainsi dire, comme le représentant et le protecteur officiel de tous les Juifs (336). Il avait le droit d'intervenir dans tous les cas où leurs droits étaient violés et par cela même il pouvait intervenir dans les conflits qui s'élevaient entre la population juive et les autorités locales. Ce règlement avait pour les Juifs, qui étaient loin de la Judée et vivaient dans les différentes communautés de la diaspora, une importance réelle. La vie même avait suggéré à César l'opportunité de l'attribution de telles fonctions à Hyrcean. Nous constaterons plus loin, que les Juifs de la diaspora subissaient souvent l'oppression de la popu-

lation païenne qui leur était hostile ; Hyrcan plus d'une fois fit usage des pouvoirs qui lui avaient été donnés. Josèphe Flavius relate des cas où Hyrcan intervint dans les disputes qui s'étaient élevées dans les différentes villes de la diaspora entre les Juifs et les autorités locales.

L'expansion de la sphère d'influence d'Hyrcan, en sa qualité d'archiprêtre et d'ethnarque, au-delà des frontières de la Judée, qui était le résultat des décisions de César, eut pour conséquence de créer des relations étroites entre la diaspora juive et les Hasmonéens. Un lien existait toujours entre les nombreuses communautés juives et la métropole, mais il avait plutôt un caractère de fait que de droit. Par la volonté de Rome, ce lien acquérait une nouvelle importance. Pour apprécier, dans toute leur valeur, l'étendue des pouvoirs conférés à Hyrcan, il est indispensable de jeter un coup d'œil rapide sur l'état juridique des Juifs de la diaspora ; c'est alors seulement que nous comprendrons clairement les motifs qui incitèrent César à conférer à Hyrcan des privilèges que Rome n'avait reconnus à aucun de ses prédécesseurs ; ce n'est qu'en se rendant clairement compte des rapports qui existaient entre les communautés juives des villes helléniques et les autorités locales qu'on comprendra tout à fait et qu'on appréciera le nouveau rôle d'Hyrcan. Notre attention doit naturellement se concentrer sur l'Asie Mineure. Au milieu du 1<sup>er</sup> siècle av. J. C. le nombre de la population juive de l'Italie était encore peu considérable ; l'Egypte, qui avait une population juive nombreuse, n'attire pas notre attention pour cette raison que les sources n'ont conservé aucun renseignement sur l'intervention d'Hyrcan en faveur des Juifs locaux.

Les premières colonies juives en Asie Mineure remontent, selon Josèphe Flavius, à l'époque d'Antiochus III (337). Les révoltes qui éclataient en Phrygie et en Lydie poussèrent Antiochus à chercher des moyens pour y assurer la paix pendant ses opérations contre la Grèce. Dans ce but, il ordonna à Zeuxis de transférer de la Mésopotamie 2.000 familles juives sur les points stratégiques les plus importants de l'Asie Mineure (338). Ces immigrants, qui étaient certainement des guerriers éprouvés, jouirent du droit de suivre dans leur nouvelle patrie les commandements de leur religion. Ce sont eux qui furent chargés

probablement de maintenir l'ordre dans les villes où nous rencontrons plus tard des communautés juives importantes. Les sources ne parlent pas du sort des communautés juives après la défaite d'Antiochus en 190 ; elles tombèrent probablement sous la domination des petits monarques et des gouvernements de villes autonomes, qui supportaient la population juive comme une colonie d'étrangers. 70 ans s'écoulèrent avant que Rome ne mit fin à l'existence des nombreux Etats de l'Asie Mineure et que les Juifs n'entrèrent en contact avec les représentants de Rome. La situation juridique de ces communautés juives était fort particulière. D'un côté, elle rappelait, en général, l'état des communautés que fondèrent, dans la profonde antiquité, les Phéniciens et les Egyptiens dans différentes régions. Le principal but de ces communautés fermées était de soutenir le culte religieux. Les communautés juives de l'Asie Mineure poursuivaient des buts analogues. Mais d'un autre côté, la jouissance de l'autonomie judiciaire (339) les rapprochait des communautés romaines qui se trouvaient en dehors des frontières italiques (340) ; elles se distinguaient toutefois de ces dernières en ce qu'elles n'étaient pas libérées du paiement des impôts. Dans un certain nombre de villes (341), les Juifs jouissaient des droits des citoyens locaux ; dans certaines autres, ils jouissaient des droits des citoyens romains. Ils attachaient le plus grand prix à la liberté de confession qu'on leur reconnaissait ; ce privilège leur avait été conféré encore sous Antiochus III ; plus tard, lorsque la défaite subie par ce monarque entraîna la perte de l'Asie Mineure pour les Séleucides, la population juive de ce pays défendit avec acharnement son privilège. Le manque des renseignements sur le sort de la population juive de l'Asie Mineure pendant la période de 190 à 63 av. J. C. ne nous permet pas d'établir, si elle réussit à défendre son droit jusqu'au bout ou si les gouvernants indigènes et plus tard les représentants de Rome n'attentèrent pas à ce privilège des Juifs qui leur permettait d'observer librement les commandements de leur religion nationale. Les mesures radicales de Pompée dirigées contre la Judée eurent leur répercussion aussi en Asie Mineure : le propréteur L. Flaccus confisqua l'or qui avait été rassemblé par la population juive de quatre villes et était destiné au temple de Jérusalem. Dans de nombreuses villes

autonomes de l'Asie Mineure, les autorités locales prirent une attitude hostile envers la population juive, interdisant les services divins et les quêtes. Pompée, qui pouvait par un simple ordre obliger les archontes à renoncer à cette politique contraire aux traditions anciennes, ne prit pas la défense de la population juive de l'Asie Mineure.

Des sujets de conflit devaient constamment surgir entre les communautés juives, d'un côté, et les autorités municipales ainsi que les représentants de l'administration provinciale romaine, de l'autre côté. Au fait, la liberté de confession acquerrait pour les Juifs une signification réelle seulement dans le cas de leur exterritorialité complète ; tant que les Juifs n'étaient pas libérés de l'exécution de différentes charges, les collisions entre les exigences qu'on leur présentait et les commandements de leur religion étaient inévitables. Un sujet de malentendus constants était, entre autres, la question de l'accomplissement du service militaire par les Juifs. Au point de vue de la loi juive, qui interdisait aux Juifs le port d'armes ainsi que les expéditions militaires le jour du sabbat et ordonnait l'observation de certaines règles pour la nourriture, un Juif ne pouvait servir dans une troupe non-juive. Cette question acquit une grande actualité au moment où éclata la lutte entre César et Pompée. Les deux partis prenaient des mesures actives pour mobiliser le plus grand nombre possible de troupes ; en Asie Mineure qui faisait partie de la sphère d'influence de Pompée, tous les hommes pouvant porter les armes furent appelés sous les drapeaux. A côté de T. Ampius Balbus, qui dirigeait la levée en qualité de *legatus pro praetore*, l'un des consuls de l'an 49 av. J. C., Cornelius Lucius Lentulus, se rendit en Asie Mineure pour soutenir Pompée par son autorité. La mobilisation devait naturellement aussi toucher la population juive. Lentulus libéra cependant les Juifs d'Ephèse du service militaire et ensuite fit profiter de ce privilège toute la population juive de l'Asie Mineure<sup>(342)</sup> Craignant que le propréteur C. Fannius et le proquesteur L. Antonius, qui étaient à la tête de l'administration de la province, ne fassent pas cas de la disposition de Lentulus, celle-ci n'ayant pas force obligatoire pour eux, Balbus s'adressa à ces magistrats avec la demande de confirmer la décision de Lentulus, ce qui fut aussi fait (343). La

gratification d'un pareil privilège aux Juifs fut probablement mal accueilli par la population d'Ephèse, car Balbus, dans une adresse spéciale aux habitants de cette ville, leur ordonna de ne pas faire d'obstacles à l'exécution des ordonnances des autorités romaines (344). On peut supposer que les Ephésiens se soumirent à l'ordre des autorités romaines (345). L'ordre de Lentulus fut communiqué aussi à un nombre d'autres localités avec une population juive ; ainsi, par ex., le légat M. Pison, résidant à Delos (346) où il dirigeait la mobilisation, intima à l'assemblée de stratèges et de notabilités locales, qu'il avait convoquée, de ne pas poursuivre les Juifs de l'endroit qui avaient été libérés du service militaire (347) par Lentulus pour des considérations religieuses ; l'assemblée résolut de se soumettre aux ordres du légat. Les habitants de Sardes prirent une résolution analogue (348).

Pendant le court gouvernement de César, il n'y eut aucun malentendu à ce sujet — du moins les sources n'ont-elles conservé aucun décret de l'époque de César, concernant la libération du service militaire des Juifs dans les communes grecques. Il semble que les décisions de ses devanciers à ce sujet aient conservé leur force obligatoire. Les chefs militaires romains de même que les autorités locales n'obligeaient pas les Juifs à servir dans les légions.

Après la mort de César l'oppression des Juifs par la population païenne se renouvela ; leurs privilèges concernant le service militaire furent violés. Cette fois, ce fut Hyrcan qui prit la défense des Juifs de l'Asie Mineure, après avoir vu ses pouvoirs confirmés par une décision sénatoriale (349). En l'an 43 (350), Hyrcan envoya une délégation au gouverneur de la province Asie, Dolabella, pour lui demander de libérer les Juifs du service militaire ; Dolabella donna une suite favorable à la demande d'Hyrcan et expédia un ordre à ce sujet à la plus importante ville de la province, Ephèse, avec ordre de le transmettre dans d'autres villes (351).

La question du service militaire des Juifs dans les troupes païennes ne représentait, au fond, qu'une partie d'un problème plus général et plus compliqué : la reconnaissance du judaïsme comme religion légale. L'observation exacte des prescriptions du culte juif rendait difficile tout rappro-

chement des Juifs avec la population grecque, et il est tout à fait naturel que le judaïsme rencontrât une opposition acharnée du côté des partisans de l'hellénisme qui enseignait l'assimilation complète de toutes les nations et le renoncement à toute manifestation d'indépendance. Les persécutions religieuses, auxquelles était soumise la population juive de la part des représentants de l'hellénisme belliqueux, eurent leur répercussion en Asie Mineure. La situation ambiguë qu'occupaient les Juifs, qui, d'un côté, formaient des communautés religieuses fermées, manifestant une attitude hostile vis-à-vis des cultes païens, et d'un autre côté, jouissaient des droits des citoyens locaux, ne pouvait manquer de causer des conflits ; une distinction entre la vie politique et la vie religieuse était contraire à l'esprit de la civilisation hellénique. Seule Rome, avec son large programme politique, manifestait une grande tolérance pour les différents cultes nationaux : pour les politiciens réalistes de Rome les questions de caractère religieux n'avaient qu'une importance secondaire. Si un culte ne présentait pas un danger au point de vue politique, il n'avait à craindre aucune atteinte de la part des Romains. Pendant l'espace de quelques dizaines d'années, on peut suivre les efforts des Romains cherchant à concilier les discordes qui séparaient, dans les différentes villes de la diaspora, la population païenne de la population juive en raison de divergences religieuses. Les persécutions constantes auxquelles les Juifs étaient en but dans les villes de l'Asie Mineure, incitèrent César à prendre les Juifs sous sa protection. Antérieurement déjà, César s'était prononcé au sujet de l'état juridique du culte juif. On sait quels dangers, pour la paix intérieure, représentaient les nombreuses associations qui existaient à Rome ; un grand nombre d'entre elles — et en particulier celles qui avaient été créées vers l'an 60 av. J. C. en vigueur de la loi de Clodius — étaient devenues des foyers du mouvement révolutionnaire, autour desquels se groupaient tous les ennemis du nouveau régime. César entreprit une lutte décisive contre ces associations et les ferma, permettant seulement le fonctionnement des plus anciennes d'entre elles. (352) Or, non seulement les associations laïques créées en vigueur de la loi de Clodius étaient frappées d'interdiction, mais aussi de nombreuses associations religieuses. Une colonie juive existait à Rome probablement depuis le deuxième siècle av. J. C. Un nombre important de Juifs arriva dans la Ville Eternelle à l'époque

de Pompée. (353) L'ordonnance de César ne toucha pas la population juive. (354) Le privilège donné aux Juifs romains servit de précédent pour défendre la religion juive dans les provinces. A cette question est consacrée une décision du représentant de Rome en Asie, (355) laquelle nous a été conservée — malheureusement dans un état fortement endommagé. En se référant aux privilèges conférés aux Juifs à Rome même, le magistrat demande la gratification des mêmes privilèges aux Juifs locaux ; confirmant l'ordonnance de César en ce qui concerne les associations et leur fermeture, il autorise les Juifs de suivre leurs coutumes et lois nationales, ainsi que d'organiser des réunions ; il propose aux autorités locales d'abroger les décisions antérieures qui limitaient les droits des Juifs dans le cas où pareilles décisions auraient été publiées. Nous ferons remarquer, en passant, que les Juifs sont appelés à deux reprises, dans le décret du magistrat romain, amis et alliés de Rome — c'est-à-dire que le représentant de Rome les prend comme tels sous sa protection et déclare que les amis et alliés de Rome ne peuvent être assujettis à des limitations par les pouvoirs locaux. L'initiative de telles interventions venait assez souvent d'Hyrchan en sa qualité d'ethnarque de tous les Juifs. Un tel cas est attesté dans le message des archontes de Laodicée adressé au consul Gaius Rabirius. (356) Ce message parle d'une délégation d'Hyrchan qui avait remis au gouverneur de la province le texte d'une résolution autorisant les Juifs de fêter le jour du sabbat et d'observer leurs autres rites, conformément aux lois de leurs pères ; Hyrchan se basait sur ce document pour solliciter l'intervention du gouverneur en faveur des Juifs de Laodicée ; c'est ce qui explique comment Sopater, l'ambassadeur d'Hyrchan, fut envoyé à Laodicée en qualité de messenger du magistrat romain. Dans la lettre qu'il apportait, le représentant de Rome déclarait que personne, dans sa province, n'osât prendre des mesures contre les Juifs, amis et alliés du peuple romain, ou les opprimer. Les archontes de Laodicée durent se soumettre à l'ordre du résident romain ; son message fut placé dans les archives publiques et la réponse des archontes disait qu'ils prendraient des mesures pour ne pas susciter à l'avenir le mécontentement de Rome.

Le traité d'alliance entre Rome et la Judée étant tombé en oubli depuis l'époque de Jean Hyrchan et n'ayant pas été confirmé depuis, ne pouvait être renouvelé à l'époque de

César: ne faisant pas partie formellement de l'Empire colonial romain, la Judée avait toutefois perdu son indépendance et continuait à vivre sous le régime qui avait été introduit par Pompée et Gabinius. Aussi ne peut-on interpréter la proclamation d'Hyrchan et de ses successeurs comme alliés de Rome autrement que comme gratification d'un titre honorifique — de même qu'ils avaient été, à titre de faveur spéciale, proclamés amis personnels de César. Cette alliance n'avait aucune importance réelle. Si, à l'époque des premiers Hasmonéens, il existait un Etat juif qui menait une politique étrangère indépendante, cet Etat se trouvait actuellement sous la souveraineté de Rome vis-à-vis de laquelle il avait des obligations tributaires.

À côté de l'archiprêtre-ethnarque, qui n'avait pas de fonctions politiques déterminées dans la Judée même, un nouveau magistrat apparut dans le pays — l'ἐπίτροπος. Comme porteur de ce titre Rome désigna Antipater, assistant et conseiller d'Hyrchan, un fin diplomate qui joua un rôle éminent dans la lutte entre César et Pompée. César estima, semble-t-il, à sa valeur ce rusé Iduméen et comprit qu'Antipater (qui, au fond de son âme, haïssait les Juifs qui avaient soumis son peuple) connaissant de plus parfaitement le pays, pouvait être un représentant loyal des intérêts de Rome. Tel était probablement le sens de la nomination d'Antipater comme epitropos de la Judée. N'incorporant pas la Judée dans la province de la Syrie, César ne désirait pas également envoyer en Judée un fonctionnaire romain, ce qui aurait pu blesser profondément le sentiment national de la population juive. Or, Rome avait indiscutablement de grands intérêts dans le pays depuis l'époque de Pompée. Il faut supposer naturellement qu'une fois la résistance des partisans d'Aristobule mâtée, la Judée eut le sort coutumier des territoires pacifiés et soumis. (357) C'est à la tête de cette organisation compliquée que fut mis probablement Antipater (358). Il est probable que, même après la nomination d'Antipater, la division du pays en districts telle qu'elle avait été créée par Gabinius était restée intacte; il est impossible de tirer des mots « epitropos de toute la Judée » la conclusion qu'ils contiennent l'indication de la suppression des dits districts (359). Il faut remarquer qu'en donnant des pouvoirs importants à Antipater dont celui-ci semble avoir largement profité (par ex., pour nommer à des postes importants ses fils Phasaël et Hérode), César conserva à Hyr-

can un certain pouvoir sur Jérusalem; c'était une sorte de concession faite au sentiment religieux des Juifs. (360)

Les dispositions de César concernant la Judée même, recueillies dans les Ant. XIV § 190 et ss., forment assez clairement les droits et les obligations de la population juive. Il est intéressant qu'une partie importante de ces décisions soit consacrée aux questions de caractère fiscal; ceci témoigne de la solidité des liens matériels qui existaient à l'époque de César entre la Palestine et Rome.

Il va sans dire que le privilège qui avait été conféré à la population juive des villes de l'Asie Mineure, en vigueur duquel les Juifs n'étaient pas appelés au service militaire, s'étendait aussi sur les Juifs qui vivaient dans leur patrie; ils étaient de même exemptés de la charge des quartiers d'hiver et des contributions prélevées dans ce but. (361) Quant aux obligations qui liaient les Juifs de Palestine par rapport à Rome, il faut constater malheureusement que les résolutions concernant cette question contiennent tout un nombre de lacunes; cette circonstance doit naturellement compliquer la tâche de l'analyse de la politique fiscale de César en Palestine.

Le § 203 dit: « Et qu'ils paieront à Sidon la deuxième année comme tribut, le quart de ce qui aura été semé; (362) en outre ils paieront à Hyrcan et ses enfants la dîme qu'ils ont payée à ses ancêtres ». Quoique le commencement du texte n'indique pas précisément, qui sont les contribuables, on peut affirmer avec certitude qu'il s'agit des Juifs; ceci ressort, avec évidence, de la deuxième partie du texte cité. Nous trouvons une indication plus précise dans le § 204 qui vise sans aucun doute les mêmes personnes que le § précédent: « Et que personne, magistrat ou promagistrat, préteur ou légat, qui lèvera sur le territoire juif des troupes auxiliaires (363), ne pourra exiger des contributions soit pour les quartiers d'hiver, soit sous tout autre prétexte, mais ils (sc. les Juifs) resteront indemnes de toute exigence ». L'expression ἐν τοῖς ὅροις τῶν Ἰουδαίων montre précisément que le privilège mentionné s'étendait aux Juifs vivant en Judée. Plus loin suit un point spécial consacré à la ville de Jopé, qui avait une si grande importance pour la vie économique du pays: aussi la lutte pour sa possession passe comme un trait caractéristique à travers toute l'histoire des Hasmonéens. Les §§ 205-206 disent: « Et que la ville de Jopé que les Juifs possédaient dès le début de leur alliance avec

les Romains, leur appartienne comme auparavant, c'est notre volonté ; Hyrcan, fils d'Alexandre, et ses enfants paieront pour cette ville et prélèveront sur les habitants de ce pays, à titre de droits d'exportation du pays et du port, 20.675 boisseaux, payables tous les ans à Sidon, sauf chaque septième année, l'année dite sabbatique où les Juifs ne laboureront pas et ne cueillent pas les fruits ». Il ressort de cette décision, dont le texte mal conservé rend l'interprétation fort difficile (364), qu'Hyrcan et ses successeurs étaient assujettis à une contribution spéciale pour la ville de Jopé et qu'ils la prélevaient sur les habitants de la ville. César savait probablement quelle grande importance les Juifs attribuaient à la possession de cette ville. Désirant atténuer l'outrage qui avait été fait aux Juifs à l'époque de Pompée, par l'enlèvement de tous les points maritimes, César résolut de leur rendre Jopé. Attendu que la Judée même restait tributaire de Rome, il obligea Hyrcan et sa descendance de payer une contribution pour Jopé ; la somme de cette contribution fut précisément fixée par le décret de César.

Il est tout naturel que le décret contenait une résolution spéciale concernant les charges fiscales de Jérusalem (365). Le § 202 est consacré à Jérusalem : « César... a décidé qu'ils paieront chaque année pour la ville de Jérusalem, excepté Jopé, sauf tous les sept ans ». La question de savoir qui était obligé d'effectuer les paiements pour Jérusalem soulève quelques doutes. Mendelssohn s'est basé sur la traduction latine de Rufin et a proposé une interprétation suivant laquelle ce sont les habitants de Jopé qui sont tenus de payer les contributions pour Jérusalem, ce qui est tout à fait invraisemblable. Une seule chose est certaine : l'exception faite pour Jopé n'avait un sens que dans une résolution concernant plusieurs villes ou plutôt toute la Judée ; il ressort de ceci inévitablement que la résolution contenait aussi une mention de la Judée. Ainsi, le texte primitif devait être rédigé comme suit : « Ils paieront chaque année pour la ville de Jérusalem et pour la Judée ». Quant à la question de savoir qui était assujetti à payer cet impôt, nous en trouvons la réponse dans la deuxième partie du § 203 (v. ci-dessus). Les §§ 202 et 203 forment un tout entier et ils ont donc un même sujet : la population juive du pays (366). Le montant de l'impôt prélevé chaque année sur la ville de Jérusalem et la Judée n'est pas connu. De la comparaison des deux paragraphes, il ressort que chaque année un impôt en espèce

était prélevé, tandis que tous les deux ans le paiement s'effectuait en nature — un quart de la récolte — qui était expédié à Sidon où se trouvaient probablement les greniers romains (367).

Après s'être prononcé sur l'état de Jérusalem, de la Judée et de Jopé, César toucha aussi la question des autres possessions d'Hyrchan. « Quant aux villages situés dans la grande plaine qu'Hyrchan et ses ancêtres, avant lui, occupaient, la volonté du Sénat (368) est qu'ils appartiennent à Hyrchan et aux Juifs dans les conditions où il les ont possédés autrefois » (369). César comprenait que par la cession de ces localités peuplées aux Juifs il s'assurait le dévouement de ces derniers. De même qu'il rappela, en rétrocédant Jopé aux Juifs, que cette ville leur avait appartenu dans des temps reculés, à l'aube de l'alliance judéo-romaine, il soulignait actuellement que ces villages dans le passé avaient déjà appartenu aux Juifs (370). Dans la résolution du Sénat (371) il est spécifié que la population juive de ces régions conserverait les droits dont elle jouissait antérieurement et qui réglaient les rapports entre la population et les prêtres ; la résolution confirmait également les privilèges qui appartenaient aux prêtres (372). Au premier coup d'œil ces résolutions qui sont à un certain degré analogues au décret de César sur l'état de droit des Juifs à Sidon, paraissent superflues ; du moment que ces localités étaient réunies à l'Etat juif, la population juive de ces régions acquérait les droits qui appartenaient à la population juive de la Judée. Cette mention spéciale de la situation juridique de la population juive et de la caste des prêtres dans les villages de la vallée de Jezréel s'explique probablement par le fait que dans ces régions les Juifs ne formaient pas la majorité et étaient disséminés parmi la population païenne (comme à Sidon) ; cette interprétation est confirmée par la résolution précitée qui est immédiatement suivie par la mention de Lydda où les Juifs vivant côte à côte avec la population païenne jouissaient de mêmes droits.

Outre les villages de la vallée de Jezréel, César incorpora dans l'Etat juif tout un nombre d'autres lieux : « Les territoires, localités et villages dont les rois de Syrie et de Phénicie, alliés des Romains, ont eu la libre jouissance, appartiendront, par décision du Sénat, à l'ethnarque Hyrchan et aux Juifs ». Nous savons qu'Alexandre Jannée s'empara de certaines régions syriennes, iduméennes et phéniciennes qui

furent ensuite enlevées aux Juifs par Pompée. Lorsque César régla le sort de ces régions qui furent pendant peu de temps dans la possession des Juifs, il suivit, semble-t-il, le même principe qu'il adopta pour le partage de la vallée de Jezréel : de même que là, désirant donner satisfaction aux Juifs, il réunit à la Judée un nombre de localités peu importantes, de même dans le cas présent, il ne restitua pas aux Juifs les villes importantes. Si nous comparons donc la politique de César en Palestine avec celle de Pompée, nous constatons que César n'abrogea pas toutes les décisions de son prédécesseur concernant différentes villes annexées par les Hasmonéens dans la période d'épanouissement de leur puissance ; outre Jopé, il leur restitua des petites localités dans la vallée de Jezréel et un petit nombre de villages et de territoires dans la Coelé-Syrie ; toutes les villes qui avaient été enlevées aux Juifs par Pompée restèrent perdues pour eux. (373)

Une grande importance de principe avait la décision qui fait l'objet du § 210. Le Sénat — naturellement sur l'initiative de César — conféra à Hyrcan et à sa descendance, ainsi qu'à ses ambassadeurs, un privilège honorifique — le droit d'occuper un siège sénatorial dans le cirque romain. (374) Le point particulièrement important de cette décision est celui qui reconnaissait à Hyrcan le droit d'envoyer des représentants diplomatiques en Italie. Après les réformes de Pompée, la Judée avait été privée probablement du *ius legationis* : un Etat soumis à Rome n'avait le droit d'envoyer une ambassade à la métropole qu'avec l'autorisation spéciale des autorités romaines. (375) En conférant ce droit à Hyrcan et à ses descendants et en fixant les privilèges dont jouiraient à l'avenir les ambassadeurs juifs (376), César mettait en relief sa réforme de l'état juridique de la Judée. Hyrcan profita effectivement de ce droit ; du vivant de César, il envoya une délégation à Rome ; après la mort de César, cette délégation sollicita le Sénat la confirmation de toutes les décisions du dictateur (377). La demande des ambassadeurs juifs trouva l'appui des deux consuls, M. Antoine et P. Dolabella, qui présentèrent les ambassadeurs au Sénat ; ce dernier vota une résolution favorable aux Juifs.

En examinant les différentes décisions de César concernant les Juifs, nous avons l'impression qu'elles ne sont point des manifestations accidentelles et dépariées d'une faveur personnelle, mais bien les parties d'un plan organisateur unique. César dont toute l'activité, suivant les paroles de

Mommsen, forme un ensemble harmonieux (378), poursuivait probablement, par sa politique vis-à-vis de la Judée, un but déterminé : éclaircir la vie politique de la Judée après les troubles qu'elle avait subis depuis l'époque de Pompée.

La lutte acharnée pour la succession de César, qui ébranla fortement tout l'Empire, eut une répercussion particulièrement sensible sur le sort des provinces orientales où se déroulèrent les principales phases de la lutte. La mobilisation proclamée dans ces provinces par les ennemis de M. Antoine ne toucha pas, semble-t-il, la population juive ; on en exigea toutefois des impôts non proportionnés à ses forces. Cassius, dans la sphère d'influence duquel entraient la Syrie, imposa à la Judée une contribution de 700 talents (379). Il trouva des assistants obéissants pour la perception de la contribution dans la personne d'Antipater et de ses fils (380). A cette occasion Antipater fit preuve de manque de scrupules. Ayant servi peu de temps auparavant César, il passa maintenant aussi facilement du côté de son meurtrier et de ses ennemis politiques.

La victoire décisive d'Antoine et d'Octavien à Philippes en automne de l'an 42 devait changer l'état des choses en Judée. A Bithynie, où de nombreuses ambassades se rendirent auprès d'Antoine, arriva aussi une délégation de la Judée se plaignant du régime qui s'était établi dans le pays, où Hyrcan n'avait qu'un pouvoir illusoire et où Hérode avec Phasaël étaient devenus les maîtres de la situation. Hérode, appelé à donner des explications, réussit, grâce à un pot de vin, à obtenir un accueil favorable auprès d'Antoine et à se réhabiliter (381) ; on lui pardonna l'aide qu'il avait donnée aux chefs du parti républicain pendant la guerre contre les duumvirs. L'ambassade envoyée par Hyrcan et le peuple à Antoine à Ephèse, put s'attribuer un plus grand succès : après avoir offert un présent de grande valeur à Antoine, les ambassadeurs sollicitèrent la libération des Juifs vendus en esclavage par Cassius (382), ainsi que la restitution des régions qui avaient été enlevées aux Juifs. Antoine donna satisfaction à la demande d'Hyrcan visant le rétablissement du statu quo ante. Joseph Flavien cite trois messages d'Antoine qui sont consacrés à la Judée : le premier est adressé à l'archiprêtre et ethnarque Hyrcan, et a un caractère extrêmement favorable et amical (383). Antoine informe Hyrcan des dispositions qu'il avait prises. Les deux autres messages sont destinés aux archontes, au conseil et à l'assemblée du

peuple de Tyr : le point central du premier est le décret ordonnant de restituer les régions enlevées aux Juifs ; le second ordonne de libérer les esclaves juifs et de restituer à leurs anciens propriétaires les biens qui leur avaient été enlevés. Des édits analogues furent expédiés également à Sidon, Antioche et Arados.

Les nationalistes juifs ne pouvaient se consoler avec le pouvoir illimité du parti iduméen. En automne de l'an 41, pendant le séjour d'Antoine en Syrie, une délégation de 100 hommes, choisis parmi les notabilités juives, se rendit auprès de lui pour se plaindre d'Hérode et de ses partisans. Dans le désir d'éclaircir autant que possible l'état des choses qui régnait en Judée, Antoine consulta Hyrcan qui, à son avis, représentait le mieux les intérêts du peuple. La couraude d'Hyrcan se fit jour dans la réponse qu'il donna ; en se prononçant en faveur d'Hérode et de Phasaël, il se mit en opposition radicale avec le parti juif national. Antoine, se basant sur l'autorité d'Hyrcan et désirant souligner qu'il se souvenait de son amitié personnelle avec Antipater, non seulement ne donna pas suite à la plainte de la délégation, mais nomma démonstrativement Hérode et Phasaël tétrarques et leur conféra l'administration du pays (384). Outre cette consolidation du pouvoir des Iduméens sur le pays, le gouvernement d'Antoine eut une autre conséquence fâcheuse pour la Judée : les énormes dépenses que faisait Antoine l'obligeaient à recourir constamment à une imposition impitoyable des provinces ; la Judée n'évita pas, naturellement, le sort commun.

La destinée de la Judée, à partir de l'époque d'Hyrcan II, est intimement liée au sort d'Antipater et de sa descendance. La lutte passionnée qui déchira Rome et qui ébranla fortement tout l'organisme de l'Empire eut peu d'influence sur la situation de cette famille. L'habileté politique et la versatilité de ses membres n'avaient pas de limite ; par la fourberie, la corruption, l'aide donnée à la minute décisive, les crimes, ils surent s'assurer la faveur de personnes si différentes quant à leurs opinions et leurs caractères tels César, Crassus, Antoine et Auguste ; tous les maîtres de l'Empire romain, pendant les dernières dizaines d'années avant l'ère chrétienne, tombèrent dans les filets dressés par les entrepreneurs Iduméens et les comblèrent de leurs faveurs. Il est vrai qu'aux moments décisifs de la lutte politique où l'étoile du chef pâlisait et celle de son rival s'élevait au fir-

mament politique, le pouvoir des Iduméens était en danger ; mais ils surent toujours changer à temps leurs positions et se rapprocher du nouveau maître de Rome.

Après avoir subi une défaite dans la lutte avec le fils d'Aristobule I, Antigone, Hérode se rendit à Rome pour en appeler à Antoine. La promesse de présents libéraux que fit Hérode pour le cas de sa nomination comme roi (385) eut son effet : l'appui d'Antoine lui était assuré. Octavien manifesta la même bienveillance pour les demandes d'Hérode ; il se souvenait des services rendus à J. César par Antipater pendant la guerre d'Alexandrie, et comprenait qu'Hérode était justement l'homme dont Rome avait besoin (386). Le Sénat vota une résolution favorable à Hérode (387), une procession solennelle, ayant à sa tête Antoine, Octavien et Hérode, se rendit au Capitole où le sénatusconsulte qui proclamait Hérode roi (388) fut confirmé par un sacrifice (389).

Hérode se trouvait devant une dernière tâche : réaliser le pouvoir qui lui avait été conféré par Rome et chasser Antigone de la Palestine. Cette lutte fut menée et terminée avec la participation active de Rome. La tactique du gouvernement romain pendant le conflit entre les deux rivaux différait radicalement de la politique de non-intervention dans les affaires du pays adoptée et suivie par Rome pendant les époques précédentes ; la politique habile d'Hérode qui sut s'assurer l'aide réelle d'Antoine obligea Rome à se départir de son rôle d'observateur passif de la lutte. Hérode rencontra toutefois un obstacle sérieux du côté des autorités romaines de la Syrie. La vénalité s'était répandue dans toutes les classes de l'administration romaine ; ce qu'Antoine faisait à Rome, ses légats le répétaient dans les provinces. Les considérations d'Etat étaient étouffées par les intérêts matériels qu'avaient les généraux dans l'une ou dans l'autre combinaison politique. Les chefs militaires romains, achetés par Antigone, refusèrent énergiquement d'entrer en campagne contre ce dernier et ne prirent une part active que dans les pillages et les massacres (390). Hérode dut également briser la résistance acharnée de la population ; cette guérilla prit un caractère particulièrement opiniâtre dans la Galilée où des troupes d'insurgés luttèrent désespérément contre l'Iduméen — homme de paille de Rome. L'histoire de la soumission de la Galilée par Hérode connaît des cas dont le dramatisme ne cède en rien aux événements de l'époque des Macchabées (391). Ayant perdu toute foi dans les géné-

raux romains, dont l'attitude le rendait très impopulaire dans le pays, Hérode résolut de recourir à une mesure extrême ; il fit personnellement appel à Antoine. La rencontre eut lieu à Samosate sur l'Euphrate ; l'accueil réservé à Hérode eut un caractère très cordial (392) ; Antoine ordonna au nouveau légat de la Syrie, C. Sosius, de soutenir Hérode. La lutte avec Antigone, déclaré ennemi de Rome (393), entra dans sa phase décisive et se termina par la prise de Jérusalem ; devant le massacre fait dans la ville par les légionnaires romains et la soldatesque d'Hérode, pâlissent même les horreurs commises à l'époque d'Antiochus Epiphane et de Pompée (394). Antigone qui se rendit à la grâce de C. Sosius fut envoyé à Antoine ; craignant de nouvelles intrigues de la part d'Antigone dans le cas où il arriverait à Rome, Hérode résolut de se débarrasser de son rival et obtint par la concussion d'Antoine l'exécution de son ennemi. (395) D'après Strabon, ce fut le premier cas dans l'histoire de Rome où un monarque étranger fut exécuté (398).

---

## CHAPITRE VIII

L'origine du système des monarchies vassales, dont les souverains ont été désignés avec justesse par Mommsen comme princes-clients (397), date de l'époque de la République. La position juridique des princes-clients était originairement de nature double : sans posséder une autonomie illimitée, ces princes jouissaient d'une indépendance relative vis-à-vis de Rome. Cette indépendance était limitée par l'ingérence du Sénat romain dans leurs affaires intérieures ; les ambassades du Sénat, pourvues de pouvoirs étendus, visitaient les monarchies et demandaient compte de leurs gouvernements. L'époque du développement originaire de ce système coïncide avec la période où Rome commença une politique agressive en Orient et où, d'autre part, la Macédoine fut définitivement soumise. Le gouvernement de Rome, — personnifié par le Sénat — jugeait, à cette époque, souvent utile de ne pas annexer complètement les Etats avec lesquels il était arrivé en contact d'une manière victorieuse. Les politiciens romains préféraient ne pas exécuter dans ces domaines des réformes radicales. La survivance de nombreuses dynasties sans importance en Asie-Mineure, ainsi que des Séleucides et des Ptolémées, s'explique par ce trait caractéristique de la politique extérieure de Rome au II<sup>e</sup> siècle avant notre ère. Sans appuyer ce système sur une base théorique, les dirigeants réfléchis du Sénat comprirent que Rome pourrait en tirer des avantages importants et surent l'exploiter avec adresse. Le système des monarchies vassales, dont l'indépendance devint avec le temps toute illusoire et dont les princes prirent peu à peu le caractère de véritables rois fantômes, resta en usage pendant des siècles. Auguste eut une prédilection particulière pour ce régime (398).

Les rois vassaux, qui étaient considérés par Rome comme les champions de la culture romaine, devaient nécessairement être eux-mêmes fidèlement attachés à l'esprit de cette culture. Ce but fut parfaitement atteint grâce à la coutume très répandue chez les rois vassaux d'envoyer leurs enfants à Rome pour y parfaire leur éducation. Rome cherchait naturellement à encourager cette coutume de toute manière. Les enfants royaux envoyés à Rome, soit comme otage, soit sur le désir de leurs parents, étaient élevés assez souvent avec les enfants des empereurs romains.

L'origine des pouvoirs d'un prince-client était la volonté de Rome. La dignité royale était conférée à titre strictement personnel, la nomination ne concernant que le roi vassal lui-même et ne s'étendant dans aucun cas sur ses descendants. Il est vrai que les princes-clients nommaient dans leur testament un successeur à leur trône. Mais si ces nominations avaient une certaine importance à l'époque de la République romaine, il ne fait pas de doute que pendant la période qui lui suivit, ces nominations devaient être confirmées par le princeps, et le princeps pouvait changer la décision du prince-client à son gré. Le titre qu'on donnait aux rois vassaux n'était pas toujours le même. Les sources en mentionnent trois différents : roi, tétrarque et dynaste. Le rang d'un tétrarque était probablement plus élevé que celui d'un dynaste ; cette hypothèse s'appuie sur deux faits : 1) le monarque qui possédait le titre de tétrarque était assez souvent élevé au rang de roi ; 2) dans l'ordre d'énumération des vassaux de l'Empire romain les tétrarques sont toujours nommés directement après les rois (399).

Sous la République, on ne conféra jamais aux princes-clients les droits de citoyens romains car quiconque possédait ces droits pouvait choisir à son gré le lieu de sa résidence — même sur le territoire de l'Italie — et il était interdit aux princes-clients de quitter les frontières de leurs royaumes. Plus tard, l'état des choses changea et nous apprenons de sources que certains rois vassaux possédaient les droits de citoyens romains (400).

Les limitations auxquelles les princes-clients étaient sujets dans le domaine de la politique extérieure s'expliquent par la nature même de l'Etat vassal. Les rois qui étaient les alliés de Rome — *aequo foedere in societatem Romanorum recepti* — avaient originairement le droit de faire la guerre. Le Sénat se contentait pendant ces guerres d'adresser des

remontrances par ses ambassadeurs et d'inviter les parties belligérantes à conclure la paix (401). Cependant, avec le temps, Rome s'arrogea le droit d'intervenir dans toutes les disputes et ordonna parfois aux ennemis de cesser les hostilités. Cette manière d'agir ne concernait que les guerres extérieures. Lorsque le prince-client était en guerre avec ses sujets rebelles, le gouvernement romain gardait ordinairement une attitude passive ; Rome ne protestait pas même si la poursuite des rebelles obligeait le prince-client de franchir les frontières de son royaume. La tactique de Rome pendant les guerres que les prétendants au trône d'un Etat-client menaient entre eux, était toujours déterminée par ses intérêts propres ; parfois elle obligeait les compétiteurs de conclure un armistice — Rome envoyait ses délégués pour résoudre le conflit ; l'histoire nous apprend que parfois Rome prenait part dans une pareille guerre pour une des parties belligérantes et lui accordait une aide active (402).

Comme il était interdit aux princes-clients d'entreprendre des expéditions militaires importantes, l'existence de grandes armées dans les Etats vassaux paraissait tout à fait inutile. Rome exigeait de ses vassaux un désarmement presque complet à moins qu'elle n'eût elle-même besoin de leur aide. Pendant ses entreprises militaires, Rome demandait ordinairement des troupes auxiliaires à ses vassaux : au commencement cela se faisait sous la forme d'une demande que le Sénat adressait aux princes-clients avec la prière de fournir un corps auxiliaire, des vivres, de l'argent, etc. Une pareille demande était naturellement toujours considérée comme un ordre masqué et les princes-clients s'y soumettaient avec docilité. On sait que la ruine des Etats vassaux pendant les guerres civiles a été causée principalement par les exigences énormes des partis belligérants de Rome que les princes-clients étaient obligés de satisfaire. Plus tard, sous les empereurs romains, l'ancienne forme des demandes fut abandonnée. Les monarques romains ordonnaient à leurs vassaux de leur prêter aide. Ordinairement c'était le roi vassal lui-même qui levait les troupes auxiliaires sans que Rome s'ingérât dans l'exécution de la levée. Les troupes gardaient pendant la guerre leur caractère indépendant : elles ne servaient jamais à compléter les légions mais formaient des divisions spéciales, nommées *auxilia* ; elles étaient placées sous le commandement direct

du roi vassal ou de ses généraux et étaient envoyées ordinairement sur un théâtre de guerre spécial.

Parfois, Rome intervenait aussi dans la politique intérieure de l'Etat vassal. En théorie, les princes-clients étaient complètement souverains dans la sphère de l'administration de leurs royaumes et n'étaient astreints à aucune responsabilité devant Rome ; par là leur position juridique différait de celle des fonctionnaires provinciaux romains. De fait, le pouvoir suprême sur les Etats vassaux appartenait à Rome et le roi vassal était considéré comme un administrateur provisoire redevable de ses pouvoirs exclusivement à Rome. Déjà à l'époque de la République, des contrôleurs romains visitaient les royaumes vassaux. Cette surveillance devint beaucoup plus lourde lorsque certains Etats vassaux furent transformés en provinces ; les gouverneurs romains de ces pays devinrent pour ainsi dire les tuteurs non-officiels des Etats vassaux voisins. Assez souvent les princes-clients devaient comparaître devant ces gouverneurs pour leur rendre compte de leur gérance. Lorsque, sous le Principat, la situation des provinces fut réglée, le gouvernement romain jugea utile d'imposer un frein au despotisme de certains princes-clients et de protéger leurs sujets. A l'instar des nombreux fonctionnaires de l'administration des provinces qui devaient expier lourdement leurs actions illégales, certains rois vassaux étaient invités à Rome pour répondre de leurs excès et y étaient sévèrement punis par le gouvernement romain. A une époque antérieure, nous ne trouvons aucune trace de pareilles mesures dirigées contre le régime tyrannique des rois vassaux ; à l'exemple de la population des provinces romaines qui était complètement abandonnée à la merci du despotisme effréné des gouverneurs, les sujets d'un roi vassal devaient supporter la puissance illimitée de leur prince. Seul était coupable le prince-client qui ne restait pas fidèle à ses obligations vis-à-vis de Rome, par ex., celui qui soulevait une révolte. Mais un pareil monarque n'était pas appelé à Rome pour y comparaître devant le tribunal. Il était déclaré ennemi de Rome et était attaqué. A la suite de longues guerres civiles, la puissance des rois vassaux s'était tellement affaiblie que les empereurs romains abandonnèrent la pratique de l'époque républicaine. Ils infligeaient des peines aux princes-clients coupables comme à leurs simples sujets. Le seul privilège dont jouissait le prince-client qui venait se défendre à Rome était de voir

le jugement prononcé par le Sénat ou l'empereur lui-même et non par le gouverneur de la province.

Il n'est pas facile de préciser de quel ordre étaient les obligations financières des rois vassaux vis-à-vis de Rome. L'affirmation que sous la République les princes-clients ne payaient pas de tribut régulier, semble fondée. Nous ne voulons pas dire par cela que les sacrifices pécuniaires des Etats vassaux étaient légers. La bienveillance et l'amitié des représentants de Rome s'achetait à poids d'or ; les exactions des dirigeants romains auxquelles les princes-clients devaient se soumettre devinrent, le dernier siècle avant notre ère, si énormes que la *lex Julia repetundarum* interdit expressément aux magistrats de mettre le pied sur le territoire d'un Etat vassal sans l'autorisation de l'assemblée du peuple ou du Sénat (403). Or, l'Etat romain n'exigeait de ses vassaux le paiement d'un tribut que dans des cas exceptionnels, lorsqu'il était en grande difficulté d'argent causée ordinairement par les guerres. Ce n'est que dans la seconde moitié du dernier siècle av. J.-C. qu'on remarque des changements importants sous ce rapport. Marc Antoine exécuta une réforme de l'ancien ordre traditionnel : Appien nous dit qu'il nomma un certain nombre de rois vassaux qui furent obligés de payer un tribut. En dehors du paiement du tribut, les princes-clients semblent avoir joui d'une large autonomie dans l'administration financière de leur Etat, Rome n'intervenant que rarement. L'organisation financière de l'Etat-client était ordinairement fixée par le roi vassal. Il possédait également le droit de battre monnaie. Il est vrai que ce droit lui était conféré par Rome sous certaines réserves : ainsi, la plupart des princes-clients ne pouvaient pas frapper des monnaies d'or ; à certains même, la frappe de monnaies d'argent était interdite.

Après cette caractéristique générale de la position juridique des rois vassaux romains il ressortira, d'une considération plus détaillée de l'organisation de l'Etat juif sous la dynastie hérodiennne, qu'Hérode le Grand et ses successeurs furent des princes-clients typiques.

La transformation de la Palestine en un Etat-client de Rome n'est pas l'œuvre exclusive des successeurs de J. César : le commencement de ce procès date de l'époque des réformes de Pompée lorsque la monarchie nationale juive fut abolie et le pays fut déclaré tributaire (404). Cependant,

au point de vue juridique, l'époque de la dynastie hérodiennne forme un chapitre indépendant puisque c'est à cette époque justement que l'Etat juif prit le caractère d'un vrai royaume vassal tandis que l'organisation politique de la Judée pendant la guerre pompéienne et la duarchie créée par J. César ne concordent pas avec l'organisation traditionnelle de l'Etat-client de Rome.

L'histoire de l'Etat juif, pendant le dernier siècle avant la grande guerre sous Vespasien et Tite ne forme pas une unité définie. A la mort d'Hérode le Grand commence la disjonction des différentes parties du royaume qui ne se réunissent de nouveau, pour peu de temps d'ailleurs, que quelques dizaines d'années plus tard. La situation juridique des différentes parties de l'Etat juif variait beaucoup : le pays entier ainsi que ses différentes parties formèrent successivement des royaumes vassaux dont les relations de dépendance avec Rome n'étaient pas toujours les mêmes, et des provinces. Lorsqu'on parle de l'Etat-client juif, il faut donc comprendre la période du gouvernement des membres suivants de la famille hérodiennne : d'Hérode qui réunit sous son sceptre tout le pays, de ses trois fils : Archélaüs, Hérode Antipas et Philippe qui régnèrent sur certaines parties de la Palestine ; d'Agrippa I, petit-fils d'Hérode, sous le court gouvernement duquel le royaume juif atteignit les limites de l'époque d'Hérode, et enfin de son fils Agrippa II auquel Claude voulut conférer le royaume de son père (Agrippa I) mais qui ne reçut qu'un petit Etat, Claude ayant abandonné sur le conseil de ses courtisans, son plan primitif.

Comme les autres *reges socii*, Hérode devait son pouvoir exclusivement à Rome : en l'an 40, sur la proposition de M. Antoine et d'Octavien, il fut nommé par le Sénat roi de Judée ; après la chute de M. Antoine, ce titre lui fut confirmé par Auguste et par le Sénat (405). Seuls les monarques qui régnaient sur un territoire étendu recevaient ordinairement le titre de roi. La nomination d'Hérode comme roi des Juifs était, sous certains rapports, en contradiction profonde avec les traditions de l'époque républicaine. Ordinairement, on nommait comme monarque d'un pays le membre d'une famille qui avait déjà régné sur ce pays (406). Cette pratique légitime s'explique par l'idée que les usages, qui s'étaient peu à peu formés dans la famille régnante, garantiraient dans un certain degré le développement d'un

système gouvernemental répondant le mieux aux besoins du pays. M. Antoine fut le premier qui ne tint pas compte de cette considération et qui distribua les royaumes à son gré. Hérode était du nombre des monarques nouvellement nommés : non seulement il n'était pas membre de la famille hasmonéenne, mais même n'était pas Juif d'origine.

L'octroi à Hérode du trône de Judée ne signifiait aucunement la reconnaissance par Rome des droits dynastiques de ses successeurs. Dans la réponse d'Auguste à l'allocution d'Hérode lors de leur rencontre à Rhodes, il n'est question que de la personne d'Hérode. Lorsque Rome conférait des droits transmissibles par hérédité au représentant d'un peuple étranger, la décision des autorités romaines le spécifiait ; il suffit de se rappeler les décrets du temps de César qui conférèrent la dignité d'ethnarque à Hyrcan et à ses successeurs. Les ordonnances d'Auguste concordaient complètement avec les traditions qui s'étaient formées dans la pratique romaine. Rome, qui laissait subsister le régime monarchique dans les pays conquis, était un ennemi résolu de la monarchie héréditaire dans les Etats vassaux.

Il est vrai qu'Auguste concéda à Hérode le droit de disposer librement du pays par testament, mais quoiqu'il n'est pas question d'une confirmation par Auguste, elle était bien sous-entendue. Immédiatement après la mort d'Hérode, il devint manifeste que son testament ne pouvait entrer en vigueur qu'avec l'autorisation d'Auguste ; Archélaüs qui avait été nommé par son père héritier principal, ne prit pas le titre de roi mais se rendit à Rome pour y obtenir la confirmation d'Auguste. Archélaüs n'était pas le seul prétendant à l'héritage de son père ; en même temps que lui son frère Antipas arriva à Rome. Il avait été désigné dans un testament antérieur comme l'héritier du trône et il voulait maintenant faire valoir ses droits ; dans sa suite se trouvaient de nombreux membres de la maison hérodiennne qui contestèrent énergiquement les droits d'Archélaüs et prièrent Auguste d'abolir la constitution existante en Palestine et d'y introduire l'administration romaine ; dans le cas où Auguste ne donnerait pas suite à leur demande ils donneraient leur préférence à Antipas qu'ils étaient prêts à reconnaître comme leur seigneur. D'autres délégations étaient également arrivées à Rome : une délégation de la population juive qui élevait de graves accusations contre Archélaüs ; elle aussi demandait qu'Au-

guste fit de la Palestine une province romaine ; si Rome n'y consentait pas, la population juive se déclarait également pour la candidature d'Antipas. Enfin, des villes grecques qui appartenaient au royaume d'Hérode envoyèrent leurs représentants à Rome avec la demande de les déclarer indépendantes. Auguste remplit le rôle de juge. Comme la question de la séparation des pouvoirs en Palestine prit le caractère d'un véritable procès, Auguste, qui avait convoqué son conseil pour entendre les partis en litige, jugea opportun de ne pas prendre une décision immédiatement ; il ne la prononça que quelques jours plus tard. Le testament d'Hérode fut *grosso modo* confirmé mais Auguste modifia certaines dispositions. Par ces modifications le pouvoir suprême de Rome se manifesta clairement. Quoiqu'Hérode eût voulu transféré à son fils Archélaüs le titre de roi, celui-ci dut se contenter du titre d'ethnarque : comme Archélaüs semblait être peu populaire dans son pays, Auguste préféra ne pas lui conférer le titre suprême ; il lui laissa entrevoir cependant qu'il pourrait l'obtenir plus tard. En même temps Auguste recommanda bien au nouvel ethnarque de la Judée d'être juste pour ses sujets ; ce conseil d'Auguste eut, comme il apparut plus tard, une force obligatoire et comme Archélaüs n'en tint pas compte, il en fut tenu responsable par Auguste. La position dépendante des princes vassaux est caractérisée également par le fait qu'Auguste conféra à certaines parties de la nouvelle ethnarchie des privilèges ; certaines villes grecques furent, par exemple, séparées de l'ethnarchie d'Archélaüs et attribuées à la Syrie ; les contributions que la Samarie avait à payer à l'ethnarque furent diminuées par Auguste d'un quart parce qu'elle n'avait pas pris part à la grande révolte qui suivit la mort d'Hérode. Les deux autres fils d'Hérode — Hérode Antipas et Philippe — reçurent la confirmation d'Auguste pour leur part d'héritage ; tous deux devaient porter le titre de tétrarque. Toutes ces nominations avaient un caractère strictement personnel ; tandis qu'Hérode avait reçu d'Auguste le pouvoir de partager son royaume entre ses fils, aucun des trois princes juifs que nous avons nommés, n'eut le droit de léguer son territoire à ses successeurs.

La position juridique des princes-clients juifs nous donne quelques exemples suggestifs de leur dépendance de Rome, dépendance qui caractérise la nature d'un royaume vassal.

Les princes de la dynastie hérodiennne étaient obligés de

fournir aux Romains des secours militaires ; il ressort de l'histoire de la Palestine de l'époque que les seigneurs juifs n'attendaient pas ordinairement que Rome leur demandât de prêter aide ; ils s'empressaient de donner une preuve de leur loyauté en devançant la demande (407). Comme la continuation du régime monarchique d'Hérode était dans l'intérêt romain, Rome le soutint à plusieurs reprises par sa force armée (408) ; cette aide n'était toutefois pas la conséquence d'un traité d'alliance lequel contenait toujours la clause de la réciprocité ; une telle alliance n'existait plus entre Rome et la Judée à l'époque d'Hérode.

La souveraineté de Rome par rapport à la dynastie hérodiennne se manifesta clairement dans l'obligation des princes juifs de comparaître devant le tribunal impérial. Dans les cas où des princes juifs furent mis en état d'accusation par les empereurs romains — dans les sources deux pareils cas sont mentionnés — l'initiative de la mise en accusation n'appartint pas à Rome. Le premier cas prit place en l'an 6 ap. J.-C. ; une ambassade de la noblesse juive et samaritaine porta devant Auguste une plainte énergique contre Archélaüs et les mesures despotiques de l'ethnarque. Les plaintes des ambassadeurs firent une telle impression sur Auguste, qu'il fit appeler Archélaüs à Rome pour entendre ses explications. Archélaüs ne réussit pas à justifier sa conduite. La charge principale relevée contre lui était de n'avoir pas tenu compte du conseil que l'empereur lui avait donné d'être juste pour ses sujets. Le sévère jugement prononcé par Auguste met en évidence la position instable du prince-client. L'ethnarque fut dépouillé de son territoire et envoyé en exil. L'empereur disposait librement du sort des princes vassaux ; aussi facilement qu'il leur conférait des Etats, il les dépouillait de leurs droits de souveraineté. Le jugement d'Auguste devait avoir encore une conséquence pour Archélaüs : sa fortune fut confisquée. Hérode Antipas fut le second à éprouver toute la sévérité du tribunal impérial. Lorsqu'Hérode Antipas, après un long gouvernement, se rendit à Rome pour prier Caligula de lui conférer le titre de roi, son neveu Agrippa, qui était déjà en possession de ce titre, lui fit résistance. Un délégué d'Agrippa arriva en même temps que lui devant Caligula et déclara que le tétrarque était un ennemi de l'empereur. Il appuya cette accusation, en dévoilant l'existence de dépôts importants de munitions chez Antipas. Caligula prêta foi à cette accu-

sation et comme Antipas ne pouvait ni nier l'existence d'un grand arsenal, ni l'expliquer d'une manière satisfaisante, il fut convaincu de crime d'Etat ; lui aussi dut partir en exil. Cette procédure sévère contre Hérode Antipas est très caractéristique. Quoique toute la politique des Hérodiens vis-à-vis de Rome fut toujours tout à fait loyale et n'aurait dû jamais soulever de soupçons chez les empereurs romains, ces derniers les observaient avec méfiance — comme tous les vassaux de Rome en général — et faisaient surveiller chacune de leurs entreprises. De même que Rome protestait énergiquement contre les dépôts de munitions d'Antipas, elle s'opposait aussi aux constructions du roi Agrippa. Les fortifications de Jérusalem, qu'Agrippa commença à reconstruire, parurent au légat de Syrie trop puissantes : sur la demande de Rome les travaux durent être interrompus. Sous le règne de ce même Agrippa, le gouvernement romain fit clairement comprendre à son vassal qu'elle entendait exercer de fait sa tutelle et qu'Agrippa devait renoncer à une politique extérieure indépendante. Une assemblée de princes (réunis à Tibériade en 43) servit de prétexte à l'intervention de Rome. Cinq rois vassaux se rencontrèrent dans cette ville, sur l'invitation d'Agrippa. Les sources n'indiquent pas le programme et le but de cette assemblée. Il est difficile de découvrir dans la conduite d'Agrippa les traces d'un esprit antiromain ; il semble très douteux que ce politicien raisonné, élevé dans l'esprit de la culture romaine, se soit laissé entraîner par des rêves de liberté. Le projet d'Agrippa de reconstruire les anciens murs de sa capitale peut aussi difficilement être attribué à l'influence des Pharisiens. Véritable représentant de la famille hérodiennne, pour qui l'idéal du parti national juif était tout à fait inacceptable, Agrippa n'avait certainement pas l'intention de préparer une lutte contre Rome en coalition avec les activistes pharisiens : malgré sa prétendue piété, Agrippa était plus près de l'esprit romain que de l'esprit juif. D'ailleurs, il connaissait très bien la suprématie colossale de Rome pour laquelle une association de quelques princes-clients n'était naturellement d'aucun danger ; et il semble tout à fait incroyable qu'Agrippa, un des politiciens les plus intelligents et les plus circonspects de son époque, qui savait exploiter si adroitement ses relations amicales avec la cour romaine, ait pu faire des propositions antiromaines dans une assemblée convoquée par lui et au sujet

de laquelle les autorités de la Syrie voisine devaient sûrement être renseignées. Sans aucun doute, les rois vassaux ne s'étaient pas rendus à Tibériade pour de pareils débats. Du point de vue du légat de la Syrie cette assemblée était dans tous les cas illégale, car pour lui elle était la manifestation d'une politique indépendante de vassaux. Le légat de la Syrie devait protester contre cette assemblée déjà pour cette raison formelle qu'il était interdit, en principe, à un roi vassal de Rome de franchir les frontières de son royaume ; le représentant de Rome ne pouvait souffrir une transgression ; aussi se rendit-il personnellement à Tibériade et réclama énergiquement que l'assemblée fut immédiatement dissoute.

Dans la politique intérieure des rois vassaux juifs la souveraineté de Rome se faisait également sentir, quoique avec moins de force ; en dehors des mesures extraordinaires d'Auguste qui, sur les plaintes des Juifs et Samaritains, retira l'ethnarchie à Archélaüs, les Hérodiens durent, à l'instar des autres princes-clients, se soumettre à différentes restrictions. Ils n'avaient pas le droit de frapper certaines monnaies. Déjà Gabinius semble avoir interdit complètement à Hyrcan II la frappe des monnaies. Ce droit fut de nouveau conféré à Hérode mais ne s'étendait probablement que sur les monnaies de cuivre : toutes les monnaies de son époque qui nous sont parvenues sont, sans exception, des monnaies de cuivre. Les successeurs d'Hérode possédaient le droit de battre monnaie dans cette même mesure.

Les obligations financières des Hérodiens correspondaient complètement aux obligations des autres princes vassaux. Hérode ne semble pas avoir été astreint tout d'abord à des paiements réguliers. La bienveillance de ses protecteurs romains lui coûtait, il est vrai, assez cher, mais ces paiements ne portaient pas le caractère d'une imposition régulière et étaient des dons « volontaires » (409). On pourrait croire que les renseignements historiques sur les obligations pécuniaires d'Hérode vis-à-vis de Rome se trouvent en contradiction. Josèphe Flavius nous donne une description détaillée des événements qui eurent lieu à Rome à la nomination d'Hérode comme roi de Judée. Cette nomination eut lieu, en 40, par résolution du Sénat prise sur la proposition d'Antoine et d'Octavien. Rien ne nous indique que des obligations pécuniaires aient été imposées par le Sénat sur la Judée ; cette circonstance nous autorise à conclure que de pareilles obli-

gations n'existaient pas pour Hérode à l'époque où la Judée lui fut attribuée. Par contre, Appien mentionne parmi les princes vassaux-sujets d'un tribut (410), le nom d'Hérode, roi des Iduméens et des Samaritains. Le silence de Josèphe Flavius sur les obligations financières d'Hérode et la phrase d'Appien sur ces obligations peuvent être mis d'accord de la manière suivante. En 40, la Judée (411) fut attribuée au nouveau roi libre d'impôts ; l'année suivante, alors qu'Antoine passait l'hiver à Athènes où il distribua un certain nombre de royaumes vassaux, Hérode réussit à obtenir l'addition de l'Idumée et de la Samarie à son royaume et s'engagea à payer un tribut pour ces deux provinces. Cette disposition ne fut toutefois que de courte durée. Après la victoire d'Actium, Auguste annula toutes les dispositions d'Antoine ; celle prise en 39 à Athènes perdit aussi probablement sa validité. Lors de sa rencontre avec Hérode à Rhodes, Auguste confirma le titre de roi à Hérode et lui rendit tout le territoire qui lui avait appartenu avant la bataille d'Actium. Nulle part dans les sources, il n'est dit que le tribut fut maintenu. L'avènement d'Auguste au pouvoir à Rome signifiait donc, pour le royaume hérodien, une libération de tout paiement régulier au Trésor romain (412). Sous les successeurs d'Hérode aucun changement important n'eut lieu à ce sujet ; il est très caractéristique que Josèphe Flavius qui dans les chapitres de ses *Antiquités* consacrés à l'époque hérodiennne se complait à décrire longuement les présents offerts à l'empereur ainsi que les différentes contributions adressées au gouvernement romain, ne parle nulle part de paiements réguliers versés en faveur de Rome.

Comme nous venons de voir, l'empereur romain pouvait demander compte aux princes vassaux juifs quand bon lui semblait et disposer librement de leur destinée. Mais en dehors des cas où l'empereur lui-même invitait les princes-clients à comparaître devant son tribunal, à l'époque d'Hérode une coutume s'établit d'après laquelle les cas litigieux compliqués que le roi vassal avait à résoudre devaient être soumis à la décision de l'empereur ; le détenteur du pouvoir à Rome était considéré comme la suprême instance d'appel : sans son approbation le roi juif ne pouvait rendre de jugements importants. Cette doctrine se manifesta dans les procès des fils d'Hérode. Au point de vue formel, Hérode avait le droit de juger indépendamment les membres de sa famille accusés ou convaincus d'un crime d'Etat ; ce

droit lui avait été conféré par Rome ; il préféra cependant s'adresser à Auguste. Déjà en l'an 12, lors de sa première querelle avec Alexandre et Aristobule, Hérode comparut avec ses deux fils devant Auguste à Aquilée et y porta son accusation contre eux ; l'empereur réussit à persuader Hérode de leur innocence. Quelques années plus tard, Hérode porta de nouveau plainte contre Alexandre et Aristobule. Nous possédons deux récits de ce procès. D'après Josèphe Flavius il se déroula de la manière suivante. Hérode ne fit pas punir les deux coupables immédiatement ; il envoya une ambassade à Rome pour transmettre sa plainte à Auguste. Celui-ci l'autorisa, cette fois, de décider l'affaire lui-même, mais lui donna simultanément le conseil de convoquer un tribunal extraordinaire à Beyrouth lequel devait comprendre des fonctionnaires romains et des amis du roi. Ce conseil qui avait été naturellement interprété par Hérode comme un ordre, signifiait une ingérence manifeste dans la jurisprudence pénale du roi vassal : un cas de haute trahison devait être jugé en dehors de son royaume, par un tribunal dans lequel la majorité des voix appartiendrait probablement aux fonctionnaires romains. Sans doute, Auguste voulait sauver les deux adolescents et pour cette raison il les faisait comparaître devant le tribunal de Beyrouth. Cependant le jugement du tribunal se trouve en contradiction avec cette hypothèse : les jeunes gens furent déclarés coupables et condamnés à mort ; seul le légat de Syrie et ses trois fils auraient émis un avis différent. Ce jugement rendu à l'unanimité soulève quelques doutes : les juges, qui étaient, au moins en partie, des fonctionnaires romains, pouvaient difficilement avoir tous voté contre le légat, représentant de l'empereur. Pour cette raison le second récit de la condamnation des deux princes que l'on trouve chez Nicolas de Damas semble plus digne de foi. La circonstance que Nicolas a été lui-même témoin oculaire de ces événements doit être prise en considération. D'après lui, les événements se déroulèrent sans qu'Auguste intervînt dans la dispute. Nicolas raconte qu'Hérode, qui avait de graves soupçons contre Alexandre et Aristobule, les fit arrêter et comparaître devant son conseil, alors que lui, Nicolas, était absent ; le conseil les déclara coupables et le roi était déjà prêt à faire exécuter la peine capitale, lorsque Nicolas, qui était revenu, chercha à le persuader de ne pas trop hâter l'exécution ; Hérode, sous l'influence de son fils

Antipater qui voulait se débarrasser de ses frères, ne tint pas compte de ce conseil et ordonna de les faire mourir pendant la nuit. Peu de temps avant la mort du roi, un troisième procès de famille eut lieu dans la maison d'Hérode. Antipater, qui attendait à Rome avec impatience la mort de son père, fut rappelé en Palestine, arrêté à son débarquement et mis en état d'accusation. Cette fois l'accusé ne comparut pas devant un tribunal national, mais devant le tribunal du légat syrien Varus. Les membres du tribunal étaient, d'après le récit de Nicolas, des fonctionnaires romains ; Hérode assumait d'abord lui-même le rôle d'accusateur, mais ensuite s'en départit et le transmit à son conseiller. Le discours de Nicolas contre Antipater, instigateur de la mort de ses frères, qui maintenant attentait à la vie de son père, fit une grande impression sur l'assemblée ; Varus et ses assesseurs votèrent pour la condamnation à mort. Nicolas engagea alors le roi d'envoyer le fils coupable à Rome afin qu'Auguste décidât de son sort. C'est alors que parvint de Rome la nouvelle qu'Auguste laissait au roi toute liberté d'appliquer la procédure contre le coupable. En raison de cette information, la condamnation à mort fut exécutée.

L'organisation intérieure de la Palestine sous les princes de la maison hérodiennne est caractérisée par la subsistance du Sanhédrin. La position du Sanhédrin, après l'avènement d'Hérode, était tout à fait dépendante. Les premières mesures prises par le nouveau roi étaient dirigées contre cette institution ; l'esprit rigoureusement national et aristocratique qui y régnait et qui, avec le temps, pouvait nourrir l'esprit d'opposition éveillé dans le pays, était pour Hérode un objet de soucis, d'autant plus qu'il ne jouissait pas de popularité dans ce milieu : dans sa jeunesse, il avait, en effet, par sa conduite provocatrice, outragé gravement les membres de ce haut conseil. Ces antipathies mutuelles expliquent la politique d'Hérode qui donna au Sanhédrin un nouveau caractère. Le Sanhédrin qu'Hérode trouva à Jérusalem, fut, à vrai dire, dissout ; d'après le témoignage de Josèphe Flavius, tous ses membres furent exécutés par ordre d'Hérode. L'institution fut cependant maintenue : pendant le gouvernement d'Hérode, nous trouvons, à mainte reprise, des traces de son existence. Sans aucun doute, le roi remplaça les membres exécutés qui appartenaient à la noblesse juive par ses propres créatures.

La compétence du Sanhédrin sous le régime despotique

d'Hérode ne pouvait être qu'assez limitée. On ne mentionne nulle part son influence sur l'administration intérieure ; elle devait pratiquement être nulle. La seule sphère où le Sanhédrin jouait un certain rôle — la juridiction — était mal assurée contre les empiètements d'Hérode qui intervenait arbitrairement dans la juridiction. La compétence du Sanhédrin de Jérusalem sous Hérode s'étendait certainement sur tout le royaume. Les sources ne nous indiquent pas si les Sanhédrins locaux subsistèrent sous le règne de ce roi. Il faut supposer que ces institutions, qui déjà à une époque antérieure n'étaient que des tribunaux locaux, continuèrent à exister, car les sources ne mentionnent point d'autre cours de justice.

L'état des choses changea sous le successeur d'Hérode, Archélaüs. Après la division du royaume, il reçut en partage la Judée et la Samarie. Les décisions du Sanhédrin de Jérusalem n'étaient probablement obligatoires que sur le territoire d'Archélaüs. Ce n'est que sous le court gouvernement d'Agrippa I que la compétence du Sanhédrin s'étendit de nouveau sur toutes les parties du royaume hérodien (413),

Le chapitre final de l'histoire de l'Etat juif jusqu'à la guerre judéo-romaine est constitué par la transformation de la Palestine en province romaine ordinaire (414). Rome observait rigoureusement, dans ses rapports envers la Palestine, le principe fondamental de sa politique coloniale ; le régime des royaumes vassaux était toujours considéré par elle comme une période de transition précédant l'incorporation complète du pays. Les princes-clients devaient inoculer à leurs sujets la culture romaine et devaient préparer le terrain pour l'introduction de l'administration provinciale romaine. Au point de vue romain c'était là la tâche principale d'Hérode. Le feu de la révolte qu'Hérode cherchait à étouffer avec cruauté, mais qui revivait toujours de nouveau dans le pays, avait convaincu les Romains que leurs représentants, en cas où la Palestine serait transformée en une province romaine, se trouveraient en face de grandes difficultés. C'est pour cette raison probablement qu'Auguste ne donna pas suite aux prières pressantes de l'ambassade qui vint, après la mort d'Hérode, lui demander la suppression de la monarchie hérodiennne et la réunion du pays à la Syrie. Auguste semble avoir compris que l'esprit national avait de profondes racines en Palestine et que la nomination d'un gouverneur romain ne donnerait pas une paix immédiate ;

peut-être présentait-il même qu'une pareille réforme pouvait causer de graves complications. La Palestine avait un caractère encore trop indépendant pour devenir province romaine. Néanmoins, Auguste jugea probablement utile de prendre déjà des mesures pour faciliter dans l'avenir l'exécution de cette réforme. Il eut recours à l'ancienne maxime romaine, qui, pendant bien des siècles, avait si souvent aidé la victoire des Romains. La Palestine ne devait plus former un royaume unique, elle devait être divisée en petits Etats vassaux. Ce n'est pas la prospérité apparente du pays sous Hérode qui avait suscité chez Auguste la pensée de la division de la Palestine. Rome qui, sous le gouvernement d'Auguste, faisait des progrès formidables et qui se remettait rapidement des blessures causées par les guerres civiles, n'avait pas à craindre la Palestine. De même Auguste soupçonnait probablement que l'essor que la Palestine avait pris sous Hérode n'entraînerait pas la prospérité normale d'un pays, et qu'elle serait tout éphémère car ce n'est que par une terreur toujours grandissante qu'Hérode parvenait à maintenir le peuple sous son obéissance. Lorsqu'Auguste, lors de son entrevue avec Hérode à Aquilée, exprima le désir que le royaume fût divisé par testament du roi, il voulait non seulement prévenir des querelles entre les héritiers d'Hérode mais avait certainement encore d'autres buts ; il pensait que l'incorporation future de la Palestine pourrait être exécutée plus facilement si le pays ne formait plus une unité. Après 9 ans, Auguste dut reconnaître que la tentative de pacifier la population par la nomination d'Archélaüs comme seigneur de la majeure partie du territoire juif avait échoué. Archélaüs qui, encore avant la confirmation du testament de son père, avait dû étouffer une grande rébellion, resta fidèle à la politique de cruauté de ce dernier ; son règne fut une suite ininterrompue d'assassinats et de meurtres. Il ne pouvait être question d'un développement pacifique du pays et Auguste comprit enfin que le régime de la terreur d'Archélaüs mènerait à des complications indéfinies et serait seulement un obstacle à la romanisation de la Judée. Ces causes le décidèrent à donner satisfaction à la demande de l'ambassade qui, en l'an 4 ap. J.-C., avait dénoncé l'ethnarque à l'empereur ; le royaume d'Archélaüs regut une administration romaine. Cette décision d'Auguste était tout à fait conforme aux intérêts de Rome : lorsque le prince vassal ne pouvait plus être

utile à la puissance romaine, il devait être supprimé.

Les tétrarchies qu'Auguste avait attribuées aux deux autres fils d'Hérode — Hérode Antipas et Philippe — eurent une durée plus longue. Mais seul Philippe conserva son pouvoir jusqu'à sa mort. En 33-34 sa tétrarchie fut réunie à la Syrie mais conserva, au moins sous le rapport fiscal, une certaine autonomie. En 37, elle fut séparée de la Syrie et forma une partie du royaume que Caligula conféra à Agrippa. Quant à Hérode Antipas, il fut dépouillé de sa tétrarchie en 39 à l'avantage d'Agrippa. Le territoire d'Archélaüs où, après l'exil de l'ethnarque, l'administration provinciale romaine avait été introduite, fut également attribué à Agrippa, de sorte que pendant plusieurs années l'unité du royaume hérodien se trouvait reconstituée. Les mobiles qui déterminèrent Claude à supprimer l'administration introduite par Auguste en Judée et à renouveler la tentative de former un seul royaume vassal en Palestine semblent avoir été principalement de nature personnelle ; ils portaient cependant aussi un caractère politique. Le temps avait démontré que l'administration de la Judée était une tâche malaisée et que le pays était loin d'être pacifié. Aussi Claude croyait-il peut-être qu'Agrippa, qui avait acquis les sympathies des Juifs, serait plus capable d'assurer la paix dans la Judée qu'un gouverneur nommé par Rome. Il faut accorder une grande place, sans doute, au sentiment de reconnaissance que Claude ressentait pour Agrippa, qui avait soutenu énergiquement l'empereur lors de son avènement au trône. Claude lui conféra tout le territoire qui avait appartenu jadis à son grand-père. Après la mort d'Agrippa, Claude avait l'intention de nommer le jeune Agrippa II roi. Ses conseillers s'opposèrent toutefois à ce projet, alléguant que l'adolescent n'était pas préparé pour assumer cette tâche. Ainsi le royaume fut transformé définitivement, en 44, en province romaine. Le régime qui y fut introduit resta en vigueur jusqu'à 66 où, à la suite de la grande guerre, la constitution fut radicalement modifiée.

La Judée (en l'an 6) (415) ne fut pas réunie, comme plus tard la tétrarchie de Philippe, à la Syrie mais forma une province particulière. A la tête de l'administration se trouvait un gouverneur qui avait le titre de procurateur (416). Tandis que la plupart des provinces romaines étaient administrées par des fonctionnaires du rang de sénateur, la Judée faisait partie de quelques provinces qu'administraient

des gouverneurs appartenant à l'ordre équestre. Le gouvernement romain — dans la personne du princeps — nommait ordinairement des chevaliers comme gouverneurs d'une province si cette dernière avait une culture nationale développée ou bien si, pour une raison quelconque (par ex., la situation géographique, le caractère turbulent de la population), le régime provincial normal ne pouvait pas être immédiatement introduit et qu'on devait avant tout procéder à la pacification de la province. La nomination d'un procureur dans une province avait toujours un caractère provisoire : quand la période de transition, pendant laquelle le pays avait été jusqu'à un certain point romanisé, était arrivée à sa fin, ou quand les circonstances qui avaient causé l'introduction d'une administration particulière, avaient cessé d'exister, le pays prenait le caractère d'une province ordinaire (417) et on plaçait à sa tête un gouverneur du rang de sénateur. Le titre ordinaire de ces gouverneurs extraordinaires était *ἐπίτροπος*, *procurator* (en Egypte — *praefectus*) (418). Le même titre était employé pour désigner les fonctionnaires de l'administration des finances impériales. Ces derniers déployaient en grand nombre leur activité dans toutes les provinces, même dans celles qui étaient dirigées par des sénateurs ; ils se recrutaient parmi les chevaliers et les affranchis. Les procureurs qui étaient chargés de l'administration d'une province, appartenaient ordinairement à l'ordre équestre ; l'histoire de l'administration provinciale romaine ne connaît qu'un seul cas où un affranchi a été mis à la tête d'une province. La coutume excluant la nomination d'un affranchi comme procureur-gouverneur d'une province, reposait sur le motif suivant : le procureur avait sous son commandement une division militaire ; les affranchis ne pouvaient, d'après l'opinion qui régnait à Rome, occuper un poste de commandement militaire (419).

Les pouvoirs d'un procureur correspondaient complètement à ceux d'un gouverneur ordinaire, le légat. Mais, à un certain point, le procureur dépendait du légat de la province voisine, car les troupes dont il disposait ne suffisaient ordinairement que pour le service de garde ; pour maintenir la paix dans le pays et, à plus forte raison, pour repousser l'attaque des ennemis extérieurs, le procureur devait recourir à l'aide du légat de la province voisine.

La position du procureur de la Judée était, en temps normal, indépendante. Cependant, le légat de Syrie pouvait

intervenir dans les affaires de la Judée, lorsque la situation dans le pays devenait, à son avis, dangereuse ; alors il prenait des mesures auxquelles le procureur devait se soumettre. Il est douteux que le légat de la Syrie put demander compte de sa gestion à son gré au procureur de la Judée. L'histoire de la Judée relate deux pareils cas ; mais dans ces deux cas, les légats semblent avoir reçu des pouvoirs extraordinaires du gouvernement romain.

L'armée romaine se composait, à l'époque impériale, de deux éléments principaux : les légions et les troupes auxiliaires. Seuls les citoyens romains pouvaient servir dans les légions, tandis que les troupes auxiliaires étaient formées de provinciaux qui, du moins sous les premiers empereurs romains, ne possédaient pas les droits de citoyens romains. Le procureur n'avait sous son commandement que des troupes auxiliaires ; la Judée ne faisait pas exception à cette règle, et on n'y trouve, jusqu'à l'époque de Vespasien, que des troupes auxiliaires lesquelles étaient levées, pour la plupart, dans le pays même (420). Nous ferons remarquer ici que la population juive était probablement libérée de ce service ; pour l'époque de César cela est expressément confirmé et aucun passage dans les sources n'appuie l'hypothèse que ce privilège lui ait été retiré plus tard.

En dehors du commandement militaire et de la juridiction — v. ci-après — les procureurs étaient chargés également de l'administration financière de la province. Comme la Palestine était une province impériale, tous les impôts qui étaient recueillis par le gouverneur dans le pays allaient au Trésor impérial et non pas à l'aerarium. La Judée payait donc ses impôts, au sens littéral du mot, à l'empereur. La division du pays en 11 toparchies servait probablement à des buts fiscaux.

L'organisation financière des provinces romaines ne présentait pas un caractère d'unité. En introduisant les impôts provinciaux, le gouvernement romain rencontra de grandes difficultés car les statistiques nécessaires manquaient pour les pays nouvellement conquis ; la seule exception était l'Égypte où, déjà longtemps avant l'intervention des Romains, un cadastre avait été établi. Sur la suggestion d'Auguste, les Romains commencèrent, à partir de 27 av. J. C., à exécuter un recensement général dans tous les pays qui étaient transformés en provinces romaines. On procéda également au recensement en Judée. La date à laquelle a eu

lieu cet événement en Judée a soulevé des controverses infinies. Elles ont été causées par le fait que, d'après l'Evangile de Luc (421), le recensement aurait été exécuté en Palestine déjà à l'époque d'Hérode (422). Sans vouloir soumettre à une nouvelle révision cette question qui a été examinée par de nombreux spécialistes, nous attirerons ici l'attention sur une circonstance qui semble être en contradiction avec l'indication de Luc. Le royaume d'Hérode était un Etat-client, mais le gouvernement romain ne s'ingérait pas ordinairement dans ses affaires intérieures. Sous le rapport fiscal, Hérode semble avoir joui de la plus grande indépendance que pouvait revendiquer un prince vassal. Si Antoine avait imposé à Hérode un tribut pour une certaine partie du pays, il ne faut pas en déduire, comme nous l'avons vu, que ces paiements réguliers furent exécutés aussi sous Auguste. Or, si Rome avait procédé au recensement à l'époque d'Hérode, cette mesure administrative non seulement ne serait en aucune harmonie avec l'autonomie du royaume, mais supposerait le paiement régulier d'un tribut par Hérode ; cependant, nulle part dans les sources il n'est question d'un pareil paiement. L'histoire juridique de Rome ne connaît aucun cas où pareille ingérence aurait été faite dans les affaires intérieures d'un royaume vassal. Par conséquent, nous devons admettre que le recensement en Palestine a eu lieu seulement après la mort d'Hérode. Les indications de Josèphe Flavius méritent donc, au point de vue de l'histoire juridique, plus de foi que le témoignage de l'Evangile de Luc. Josèphe Flavius qui était très bien renseigné sur l'histoire du règne d'Hérode et qui disposait de sources détaillées ne parle jamais d'un recensement pendant ce règne.

Dans la mesure que nous pouvons juger, Hérode jouissait d'une large autonomie par rapport à l'administration fiscale du pays. Il diminua de son gré la charge des impôts pour certains districts de son royaume. Il est caractéristique qu'après sa mort la population s'adressa à Archélaüs avec la prière d'alléger le fardeau des impôts. Ce n'est qu'après l'échec de leur démarche que les représentants du peuple juif s'adressèrent à Auguste ; ils se plaignirent alors de la politique fiscale inconsidérée du feu roi qui menait le pays à la ruine et s'appuyèrent sur ce fait pour demander la suppression de la monarchie hérodiennne et son remplacement par une administration provinciale romaine. Là encore il n'est pas parlé de paiements en faveur de Rome. Toutes ces

circonstances viennent à l'appui de l'affirmation qu'à l'époque d'Hérode aucun recensement n'eut lieu en Palestine. Ce n'est qu'après l'exil d'Archélaüs et après l'introduction du régime provincial romain en Judée que le légat de la Syrie reçut l'ordre de faire un recensement dans la nouvelle province. Cette mesure correspondait complètement aux nouvelles conditions dans lesquelles le pays était placé. La Judée était obligée dorénavant de payer des impôts déterminés et les autorités fiscales de Rome avaient besoin pour cela d'un matériel statistique précis sur la situation économique de la population. Comme nous l'avons déjà dit, le recensement accompli en Judée ne faisait pas exception de la règle générale et résultait du nouveau système créé par Auguste d'après lequel, à la fondation d'une nouvelle province, ou à l'extention des frontières d'une ancienne province, un recensement devait être fait sur le territoire nouvellement conquis (423).

Le recensement de la population provinciale se distinguait, sous maint rapport, du recensement des citoyens romains. Le recensement des citoyens romains et de leur fortune servait à deux buts : à la levée des troupes et à la perception des impôts dans des cas extraordinaires où la situation précaire de l'Etat exigeait un emprunt obligatoire chez la population. Le recensement avait aussi une grande importance pour la vie morale de l'Etat à cause des notes des censeurs. Le recensement des citoyens romains, qui avait lieu tous les 5 ans et où chacun devait se rendre lui-même chez le censeur, ne fut pratiqué que pendant l'époque républicaine. Pendant la dernière période de la République et sous le Principat il perdit son importance originaire. Le recensement des citoyens romains qui eut lieu sous Auguste, Claude et Vespasien (la dernière fois en 74) n'avait rien de commun avec le recensement originaire et servait plutôt à des buts religieux. Les sujets de l'Empire qui ne possédaient pas les droits de citoyens romains sous la République, n'étaient pas sujets au recensement ; les estimations, qui de temps en temps avaient lieu dans les provinces, n'avaient aucun rapport avec le recensement des citoyens romains. Ce recensement de la population provinciale, qui, depuis Auguste, était devenu usuel et était causé exclusivement par des considérations fiscales, a été pratiqué pendant toute l'époque impériale, donc même après la suppression de la censure romaine (424). Le légat de la

Syrie, Quirinus, ne put qu'à grande peine exécuter le recensement en Judée ; ses ordonnances provoquèrent le mécontentement manifeste de la population. L'opposition des Juifs fut beaucoup plus opiniâtre que celle que Rome eut à surmonter dans les autres provinces (p. ex., en Gaule) ; le recensement était considéré par les Juifs non seulement comme un signe de la souveraineté étrangère, mais encore comme une offense grave contre leurs sentiments religieux.

Pour se faire une idée des conditions fiscales en Palestine, à l'époque des procurateurs, il ne faut pas perdre de vue que le système des impôts dans les provinces romaines n'avait pas d'unité ; des comparaisons entre la Palestine et les autres provinces romaines ne peuvent donc être faites qu'avec grande prudence. Malheureusement, on ne trouve dans les écrits de Josèphe Flavius aucune information sur l'administration fiscale de la Palestine romaine ; Josèphe Flavius semble être en général mal renseigné sur la période des procurateurs. Les données dont nous disposons sont donc très restreintes.

Il paraît acquis que la Judée, et plus tard toute la Palestine, ne payait pas le *tributum soli* qui formait une partie de la récolte. Ce genre d'impôt direct que payaient la Sicile et (depuis l'époque des Gracques) la province Asie, fut supprimé avec le temps car il avait eu pour résultat une exploitation sans scrupules des provinces par les sociétés des publicains (425). Il est difficile d'admettre qu'à une époque où la *decuma* était hors d'usage sur toute l'étendue de l'empire colonial romain, elle aurait pu être introduite dans une province nouvellement fondée. De plus, Rome, qui comptait parmi ses provinces les plus riches greniers du monde, ne pouvait pas attendre de grands avantages de la *decuma* dans un pays relativement peu fertile comme l'était la Judée. Il semble, d'autre part, que la population de la Judée ait payé un *tributum soli* sous la forme de droit fixe, du *stipendium*. La propriété du sol, dans une région qui devenait province romaine, pouvait subir les modifications suivantes :

1. — Des colonies romaines pouvaient être créées dans la nouvelle région ou bien la terre pouvait être délivrée aux citoyens romains ; dans ce cas, le sol devenait une propriété privée romaine — *agri privati ex iure Quiritium* — et était exempt de toute taxe.

2. — Lorsque des communautés confédérées (*civitates foederatae* ou *liberae* et *immunes*) étaient les propriétaires

du sol, cette terre formait l'*ager privatus ex iure peregrino* et était également exempté de taxe.

3. — En dehors de ces deux cas, toute la terre devenait ordinairement, après l'introduction de l'administration provinciale, propriété du peuple romain (426). C'était, sans aucun doute, le cas de la Judée puisqu'on n'y peut trouver aucune trace des colonies romaines et de civitates foederatae. Une partie de l'*ager publicus* de la province était vendue par les fonctionnaires de l'administration financière à des personnes privées ; l'acheteur pouvait disposer librement de la terre, mais le droit de propriété appartenait à l'État qui recevait de l'acheteur une certaine taxe régulière, le *vectigal*. Une autre partie du territoire restait sous l'administration directe des fonctionnaires romains. L'existence, en Judée, de ces deux genres de terres provinciales n'est mentionnée nulle part et paraît fort problématique. Donc, le sol de la Judée devint vraisemblablement *ager stipendiarius*, *ager publicus stipendiarius datus assignatus*, qui existait aussi dans les autres provinces et qui formait la plus grande partie de la propriété foncière provinciale ; car, généralement, les Romains laissaient les terres à leurs anciens propriétaires, non comme propriété libre mais avec imposition de certains paiements (*stipendia*). Il n'y a pas de raisons de supposer qu'on ait fait pour la Judée une exception à la pratique générale. Ainsi on est porté à conclure que la Judée avait à payer au Trésor impérial un *tributum soli*, sous forme d'un *stipendium* fixe (427). Le recensement fait par Quirinus ne devait pas fournir aux Romains seulement ses statistiques sur la population de la nouvelle province et sa fortune mobilière, mais devait encore fixer l'étendue des propriétés foncières ; ce recensement était donc simultanément un cadastre (428).

En dehors de cet impôt foncier régulier, la population de la Judée, et plus tard de toute la Palestine, était sujette encore au paiement de taxes personnelles (*tributum capitis*, φόρος σωματών). Appien (429) confirme expressément que les Juifs étaient sujets à des impôts personnels et que ces impôts étaient importants.

Ces différents impôts qui pesaient lourdement sur la population (430) n'étaient pas perçus par les autorités romaines d'une manière uniforme. La direction supérieure de l'administration fiscale était dans les mains du procurateur. Le système du fermage des impôts était tombé, peu à peu, en

oublé pendant l'époque impériale et n'était plus appliqué pour la perception des impôts fonciers et des taxes personnelles (431). Le procureur était assisté de fonctionnaires spéciaux de l'administration des finances. Ces derniers étaient chargés de la perception des dites taxes. Ces fonctionnaires ne devaient pas nécessairement être Romains, ils appartenaient pour la plupart à la population indigène de la province. Les Romains semblent avoir recouru aussi aux institutions juives pour la perception des impôts (432). Sous les empereurs, le système du fermage ne resta en vigueur que pour les droits de douane (433) ; sur le territoire juif ces droits étaient également donnés en fermage. Les Juifs formaient non seulement le personnel des fermiers des droits de douane, mais pouvaient probablement eux-mêmes prendre en fermage ces droits ; dans tous les cas les sources indiquent plusieurs fermiers dont les noms sont juifs (434). Il va sans dire que la population était partout animée d'une grande haine contre ces fermiers (435). L'avidité des fonctionnaires de l'administration des impôts n'avait, en effet, pas de latitude pour s'exercer puisque le montant des versements était fixé et ne pouvait pas être changé arbitrairement par le percepteur. Toute autre était la situation des fermiers des droits de douane qui étaient obligés à verser une annuité fixe aux autorités romaines ; le procureur ne s'occupait pas de leur activité et les fermiers ruinaient la population par leurs exigences arbitraires (436). Quant à l'organisation des douanes en Palestine, nous remarquerons que des droits de douane n'étaient pas seulement perçus sur les frontières de la province ; le pays était divisé en nombreux districts douaniers ce qui rendait le commerce extrêmement difficile (437).

Le procureur de la Judée possédait un pouvoir étendu de juridiction. Au point de vue formel, ses pouvoirs étaient illimités ; de fait, la juridiction en Palestine n'était pas exclusivement exercée par le représentant de Rome. La sujétion de la Judée se manifesta en premier lieu dans la nouvelle administration des finances ; dans le domaine de la jurisprudence, on fit des concessions au peuple (438). L'organisation judiciaire en Palestine est très caractéristique pour tout le système provincial romain. Une règle fondamentale de la politique romaine était d'assurer l'existence des anciens tribunaux et des anciennes lois ; le gouverneur, il est vrai, se réservait un droit permanent d'intervenir. C'était le cas aussi en Judée. Après la mainmise de Rome sur

le pays, son organisation judiciaire ne subit aucune modification radicale. La compétence des tribunaux de la Palestine était plus étendue que celle qui avait été laissée par les Romains aux tribunaux nationaux dans les autres provinces ; car tandis que les tribunaux provinciaux ne jugeaient, en général, que les petites disputes de la population indigène ; les tribunaux de la Judée semblent avoir exercé leur juridiction dans tous les cas de litige. Les questions d'arbitrage telles que la nomination d'un tuteur, les procès d'adjudication etc., étaient aussi de la compétence des tribunaux nationaux juifs. Ces tribunaux jouissaient d'une telle estime chez la population que celle-ci ne s'adressait jamais dans des procès civils aux autorités romaines, pendant toute l'époque précédant la grande guerre ; en tous cas, nous n'en trouvons aucune trace dans les sources (439). Malheureusement, nous ne sommes pas à même de répondre à la question comment les jugements des tribunaux juifs étaient exécutés. Les écrits talmudiques contiennent, il est vrai, des renseignements sur la procédure de l'exécution des peines, mais il n'est pas certain que ces renseignements concernent l'époque antérieure à la grande guerre. La question de savoir si les autorités romaines aidaient les tribunaux juifs dans l'exécution de leurs décisions ou si les tribunaux avaient eux-mêmes une autorité suffisante pour le faire, reste ouverte ; ceci ne se rapporte pas à l'excommunication du débiteur qui n'obéissait pas à la décision du juge. Dans pareil cas, le tribunal n'avait pas besoin de l'aide des Romains, mais procédait à la confiscation de la fortune du débiteur et à son arrestation.

La Palestine avait hérité, de l'époque de la monarchie hasmonéenne, tout un système d'institutions judiciaires. A Jérusalem les Romains trouvèrent le grand Sanhédrin, dans les autres villes probablement tout un nombre de Sanhédrins régionaux (440). Ces tribunaux conservèrent, sous le nouveau gouvernement, le pouvoir de juger non seulement les litiges de droit privé mais aussi les cas de droit criminel. Quant au partage de la compétence entre les Sanhédrins locaux et le grand Sanhédrin de Jérusalem, nous devons examiner avant tout la jurisprudence dans les cas capitaux, car il est évident que pour les délits de peu d'importance la compétence des tribunaux locaux devait être suffisante. Toutefois lorsque le coupable était menacé de la peine capitale, le jugement devait être prononcé par le grand Sanhédrin (441). Cette antique coutume n'avait pas été enfreinte

pendant la période des rois de la dynastie hasmonéenne. Il n'en fut pas de même à l'époque des Herodiens. La conduite d'Hérode a été sous ce rapport particulièrement brutale. Bien avant son élévation au rang de monarque absolu, il avait fait exécuter ses ennemis, sans recourir, selon la coutume, au grand Sanhédrin. Pendant son règne la compétence du Sanhédrin fut limitée à l'enquête sur les crimes religieux, la juridiction dans les affaires capitales ayant été exercée par le roi. Ainsi Hérode se débarrassa du jeune archiprêtre Aristobule ; de la même manière, il fit périr l'ancien ethnarque Hyrcan (442). Il ressort du récit de Josèphe Flavius sur la fin d'Hyrcan que la Sanhédrin n'avait pas été supprimé par Hérode ; dans ses mémoires, Hérode justifie sa conduite, en faisant valoir qu'il avait recouru au Sanhédrin pour déterminer la culpabilité d'Hyrcan (443), mais il avoue lui-même que la condamnation à mort n'avait pas été prononcée par le Sanhédrin, mais par lui. L'exécution de l'ancien roi, dernier représentant de la maison hasmonéenne dont la popularité avait été très grande sous le régime de terreur d'Hérode, souleva naturellement dans le pays une grande excitation. Pour cette raison, Hérode chercha à se justifier en faisant remarquer qu'il s'était adressé au Sanhédrin. C'est aussi le seul cas où Hérode prétend avoir suivi la procédure traditionnelle juive. Dans les autres procès qui vinrent devant son tribunal, Hérode agit ouvertement en contradiction brutale avec les formes usuelles de la jurisprudence nationale. Dans tous les cas la procédure avait un caractère sommaire et le jugement était rendu arbitrairement par Hérode (444). Il employa également, à maintes reprises, des formes de procédure qui étaient tout à fait étrangères à la tradition juive ; ainsi, par ex., Hérode mit en accusation les chefs du parti rebelle, les savants Juda et Mathias, à l'assemblée du peuple à Jéricho. Cette assemblée déclara coupables les deux champions de la liberté par crainte du tyran tout-puissant (445) ; Hérode envoya ses ennemis sur le bûcher. De même, devant les habitants de Césarée, il porta une accusation contre ses ennemis et causa une bagarre dans laquelle les accusés périrent des mains du peuple (446). De quelle manière brutale et despotique Hérode appliquait la peine capitale ressort de l'aveu des ambassadeurs juifs, fait devant Auguste et affirmant qu'Hérode faisait exécuter de nombreux sujets uniquement pour confisquer leur fortune (447).

Les successeurs d'Hérode restèrent fidèles à son exemple (448); ainsi, par ex., Hérode Antipas fit exécuter arbitrairement Jean Baptiste sans avoir recouru au tribunal (449). Quant au dernier roi juif, Agrippa I, qui réunit de nouveau tout le pays sous son sceptre, il semble également s'être passé du Sanhédrin pour la juridiction (450) quoiqu'il ait autrement suivi avec respect les traditions nationales (451).

Lorsque la Judée fut transformée en province romaine, la compétence des tribunaux nationaux, qui, sous Hérode, avaient perdu presque totalement leur influence, fut régularisée. En général, on peut dire que la population juive était poursuivie pour des actions illégales par le tribunal local; car, d'après la constitution juridique de l'empire colonial romain, les pérégrins — et la plupart des provinciaux appartenait à cette classe de la population pendant la première période du Principat — devaient comparaître devant le forum du tribunal national. Autant qu'il ressort des sources, les tribunaux juifs semblent avoir jugé tous les crimes du droit sacral. Toute peine prescrite par le droit juif pour la faute commise pouvait être prononcée par le Sanhédrin. Même un verdict de la peine capitale pouvait être rendu par lui; on ne sait toutefois si le jugement d'un tribunal juif ayant prononcé la peine de mort, pouvait être exécuté sans être confirmé par le procureur. Les sources juives semblent à première vue le confirmer: ainsi, par ex., Josèphe Flavius parle de la peine de mort chez les Juifs sans mentionner qu'on avait recours au procureur (452). Pour estimer la valeur de ce témoignage, il ne faut cependant pas perdre de vue qu'il ne confirme que l'application de la peine de mort chez les Juifs mais ne contient pas de renseignements sur la procédure dans les affaires capitales. Beaucoup plus importants, sous ce rapport, sont les renseignements que nous donnent les Evangiles sur le procès de Jésus-Christ. Il ressort de ce procès que la peine de mort prononcée par le Sanhédrin devait être confirmée par le procureur (453). Cette confirmation exigeait un examen du dossier (454). Le jugement capital définitif que le procureur rendait était exécuté par les autorités romaines. Il est très douteux que cette procédure ait été appliquée ordinairement; les Juifs déclarent, il est vrai, que leur droit leur interdit l'exécution d'une peine capitale (455); mais, d'autre part, les sources talmudiques contiennent des récits sur l'exécution de peines capitales par des Juifs (456). En dehors des cas

capitaux le pouvoir du tribunal juif national dans le domaine de la juridiction sacrale était illimité. Nous devons faire ressortir qu'un privilège extraordinaire avait été reconnu au tribunal juif par le gouvernement romain, privilège qu'aucun autre tribunal provincial ne possédait : la peine de mort menaçait qui que ce soit, même un citoyen romain, qui franchirait le seuil du temple de Jérusalem, que seuls les Juifs étaient autorisés de franchir pour accéder à la cour du temple (457).

Le Sanhédrin de Jérusalem conserva-t-il, sous les procurateurs romains, le droit qui lui avait été reconnu — à l'époque d'Hyrcaan II probablement — de rendre des jugements contre les Juifs qui vivaient en dehors de la Palestine? Ce droit serait, du point de vue de la pratique judiciaire romaine, un privilège extraordinaire et devrait avoir été conféré expressément à la magistrature juive par le gouvernement romain. Le silence de Josèphe Flavius à ce sujet est très caractéristique, surtout si l'on prend en considération qu'il parle des privilèges analogues qu'Hyrcaan II et Hérode (458) avaient reçu de Rome. Josèphe Flavius insiste lui-même sur le fait que le privilège qu'avait obtenu Hérode de son bienfaiteur Auguste était exceptionnel ; il n'avait été conféré à aucun autre roi vassal.

Plus importante devait être l'intervention des procurateurs dans le domaine de la juridiction pénale. Tous les procès politiques qui devaient aboutir au maintien de l'ordre et à l'extirpation de l'esprit antiromain dans la province étaient jugés exclusivement par les procurateurs. L'opposition nationale contre Rome étant très forte, les procurateurs ne pouvaient pas céder cette juridiction au Sanhédrin. La population du pays, sympathisant avec les groupements révolutionnaires, ne prêtait pas secours au gouvernement pour la suppression des insurrections ; les procurateurs punissaient parfois les habitants paisibles des villages pour leur attitude passive au cours de ces révoltes (459). Les mesures employées par les gouverneurs pour combattre les émeutes étaient très cruelles ; l'histoire de Palestine enregistre des cas d'exécutions en masse où il ne pouvait pas être question d'une procédure ordinaire.

---

## NOTES



## NOTES

(1) Les prescriptions du droit international de Rome peuvent être réduites, en effet, à deux règles : 1) l'inviolabilité des ambassadeurs dans l'Etat où ils sont envoyés — cf. Dig. L. 7, 18 (Pomponius) : *Si quis legatum hostium pulsasset, contra ius gentium id commissum esse existimatur, quia sancti habentur legati; et ideo si, cum legati apud nos essent gentis alicuius, bellum cum eis indictum sit, responsum est liberos eos manere : id enim iuri gentium convenit esse;* 2) les formalités qui précèdent la déclaration de guerre — cf. Willems, *Droit public romain*, p. 348 et ss.

(2) M. Chauveau, *Le droit des gens dans les rapports de Rome avec les peuples de l'antiquité*, p. 396.

(3) La paix n'est que le résultat d'un pacte — cf. Cic. pro Balbo 16, Mommsen. *R. Staatsrecht*, t. III 1, p. 591 : « das internationale Rechtsverhältniss die Ausnahme, welche nur herbeigeführt werden kann durch ein Uebereinkommen der beiden Theile und nur so weit reicht wie dieser Vertrag. »

(4) Loi de XII tables, tab. III § 7 (Girard, *Textes de droit romain*, cinquième éd. Paris 1923, p. 13) : *Adversus hostem aeterna auctoritas esto*. Cf. Cic. de offic. I, 12. Pollak, *Majestätsgedanke*, p. 64, ss.

(5) Cf. Jhering, *Geist des römischen Rechts*, 1<sup>e</sup> partie, p. 225 et 226.

(6) Dig. XLIX, 15, 5 § 2 (Pomponius) : *Si cum gente aliqua neque amicitiam neque hospitium neque foedus amicitiae causa factum habemus, hi hostes quidem non sunt, quod autem ex nostro ad eos pervenit, illorum fit et liber homo noster ab eis captus servus fit eorum : idemque est, si ab illis ad nos aliquid perveniat.*

(7) Jhering, op. cit. p. 226 : « Sie (ce point de vue) wiederholt sich überall : auch in Deutschland musste der Friede erst besonders « gewirkt » werden, und nach türkischem Recht gilt der Theorie nach noch heutigen Tags, das Land und Vermögen der Herbi, i. e.

aller Ungläubigen, die den Moslemen nicht unterworfen sind und keine Djeziziyeh zahlen, sowie ihre Person als *muboh*, d. h. gesetzlich den Moslemen zu freiem Eigentum zu erwerben gestattet (von Tornauw, Das moslemische Recht. Leipzig, 1855, S. 52). »

(8) Cf. Jhering, *op. cit.* pp. 234/5'

(9) Beloch, *Der italische Bund*, p. 195.

(10) Cf. Beloch, *Röm. Gesch.*, p. 190.

(11) Cf. Chauveau, *op. cit.* p. 144 et ss.

(12) Tacite Hist. III 72 ; Pline Nat. Hist. XXXIV, 14 : *In foedere, quod expulsis regibus populo Romano dedit Porsina, nominatim comprehensum invenimus ne ferro nisi in agri cultu uteretur.* Cf. Denys d'Halic. V, 35, 36, VII, 5.

(13) L. Larivière, *Des traités conclus par Rome avec les rois étrangers*, pp. 22. 67. B. Niese, *Grundriss der römischen Geschichte nebst Quellenkunde*, pp. 107, 117.

(14) Chauveau, *op. cit.* p. 398 et ss.

(15) L'appréciation de la politique extérieure de Rome qu'on trouve chez Th. A. Walker, *A History of the law of nations*, t. I, p. 50 nous paraît être absolument fausse : « When Rome, become the mistress of Italy, wrestled to the death with Hannibal, proclaimed the liberation of Hellenic cities from the yoke of Philip, or conferred the title of friend and ally upon Attalus of Pergamus, Judas Maccahaeus or the Numidian Massinissa, a fair field existed for a true International Law » : c'est précisément à partir de la victoire de Rome sur Hannibal que les conditions cessent d'être favorables pour le développement du droit international.

(16) Fr. v. Holzendorff, *Die geschichtliche Entwicklung der internationalen Rechts = und Staatsbeziehungen bis zum Westphälischen Frieden*, p. 267 n. 2 dit, que les villes autonomes dans les provinces étaient plutôt *libertae* que *liberae*.

(17) L'état d'esprit des milieux politiques à Rome est caractérisé par les débats qui ont eu lieu au Sénat lors de la discussion du traité d'armistice avec Persée : les ambassadeurs romains se vantèrent publiquement d'avoir trompé l'adversaire; les aînés parmi les sénateurs désapprouvèrent leurs collègues : « *veteres et moris antiqui memores negabant se in ea legatione Romanas agnoscere artes (artes Romanae sont opposées aux versatiae Punicae et calliditas Graeca)... vicit tamen ea pars senatus, cui potior utilis quam honesti cura erat* » — Liv. XLII, 47.

(18) La grande majorité des traités concernait la question de la paix et de la guerre; parfois la convention réglait les questions du

commerce et de la navigation — par ex., le traité avec Carthage-Polyb. III, 22, 23. Cf. Chr. G. Heynius, *Foedera Carthaginiensium cum Romanis super navigatione et mercatura facta*, pp. 47 et ss.

(19) L. Larivière, *op. cit.* p. 35 et ss.

(20) Beloch, *Röm. Geisch.*, p. 190.

(21) Conclu vers le commencement du <sup>ve</sup> siècle av. J. C. (cf. Neumann, P. W. t. I p. 1832 : la date est incertaine. Beloch, *Röm. Gesch.*, p. 193 et ss.) par Sp. Cassius avec les Latins — cf. Liv. II, 33; Cic. p. Balbo, 23; Denys d'Halic. VI 95; le texte de ce traité (après l'incendie gauloise tous les actes brûlés furent restaurés — Liv. VI, 1; la restauration du texte du foedus Cassianum ne présentait aucune difficulté, chaque commune latine possédant probablement un *dupilcata* du traité) se trouvait encore à l'époque de Ciceron sur le forum romain, derrière la tribune des orateurs. Cf. le texte du traité chez Beloch, *D. italische Bund*, p. 224.

(22) M. Boyer, *op. cit.* p. 13.

(23) Cf. Egger, *Consid. hist. sur les traités intern. chez les Gr. et chez les Rom.*, p. 27.

(24) Cf. Bouché-Leclercq. *Leçons d'histoire romaine*, p. 49.

(25) L. Larivière, *op. cit.*, p. 36.

(26) Pour la question de la classification cf. Laurent, *Histoire du droit de gens*, t. III, p. 190 et ss. Willems, *Droit public romain*, p. 345 et ss.

(27) Mommsen, *R. Staatsrecht*, t. III 1, p. 665.

(28) L'expression « *amici et socii*, φίλοι καὶ σύμμαχοι, » qui se rencontre assez fréquemment dans les sources parvenues jusqu'à nous s'emploie pour désigner les alliés ; ceci s'explique par le fait que le traité d'alliance étant plus large comprenait aussi les formules caractéristiques pour les pactes d'amitié.

(29) Cf. Louise E. Matthaei, *On the classification of roman allies*, p. 184 prétend avoir découvert chez Mommsen cette classification; Matthaei se base sur la phrase suivante de Mommsen, tirée d'une note — *R. Staatsrecht*, t. III, 1, p. 593 n. 2 : « Wenn Liv. 44, 16, 7 ebenfalls in Beziehung auf einen Privaten sagt : *senatus in formulam sociorum cum referri iussit*, so erklärt sich diese Ungenauigkeit des Ausdrucks aus der formalen Gleichbehandlung der beiden Kategorien der blossen *amici* und der *socii et amici* »; le contexte démontre, que T. Live aurait dû dire « *in formulam amicorum* » au lieu « *in formulam sociorum* ». Mommsen oppose à cet endroit, qui n'est pas consacré à la question de classification, les amis aux alliés ; au lieu de « *socii* » il emploie l'expression « *socii et amici* »

qu'on trouve dans beaucoup de traités d'alliance, mais il ne distingue pas à côté des amis et des alliés une troisième catégorie.

(30) Matthaei, op. cit. p. 191 : The amicitia, then, was not created by the foedus : it was not an alliance, it was rather a *state of diplomatic relations* (souligné par l'auteur), which can coexist with an alliance, or exist without it : thus we have diplomatic relations with all european nations, but not alliances with all ». Matthaei crée, de fait, à côté de l'*amicitia* (conclue par un traité) et de la *societas* une troisième catégorie des relations internationales — l'*amicitia* sans traité, ce qui est inacceptable. En mettant la vie internationale d'aujourd'hui en parallèle avec les relations internationales de l'antiquité Matthaei démontre un manque de compréhension de l'esprit du droit international de l'antiquité.

(31) Täubler, *Imperium Romanum*, pp. 3 et ss.

(32) Op. cit. p. 4.

(33) Täubler, op. cit. p. 4 cherche à masquer cette contradiction par les mots suivants : « Gegenüber der Frage, ob 2 Staaten sich als bestehend und selbstständig anerkennen, ist die andere, ob durch den Vertrag die Selbstständigkeit des einen beschränkt wird oder nicht, für das Vertragswesen von untergeordneter Bedeutung ». Pourtant Täubler, pp. 4 et ss. trouve lui-même, qu'il est difficile d'insérer dans le même groupe les traités d'alliance, d'amitié et de clientèle.

(34) Du moins formellement : c'est par cela qu'ils se distinguaient des *devicti*.

(35) Mommsen, d'après lequel la limitation des droits souverains du *socius* était une conséquence inéluctable de la conclusion d'une *societas* — à la suite de l'introduction dans le traité de la formule concernant la reconnaissance de la souveraineté de Rome (R. Staatsrecht, t. III, 1, p. 664 et ss.) — pense que tous les traités d'alliance sont conclus à la suite d'une capitulation in *fidem* où bien représentent la forme d'accord que prend une *editio* primitive. (R. Staatsrecht, t. III, 1, p. 651). A ce point de vue la *editio* ne représente pas un type indépendant d'accords internationaux ce qui nous paraît être invraisemblable.

(36) *Maiestatem populi Romani comiter conservanto* (du traité avec Gades de l'an 78) — Cic. pro Balbo, 16. Cf. Dig. XLX 15, 7 § 1 (Proculus).

(37) Le *foedus iniquum* est caractérisé par l'obligation de la partie adverse de prêter secours à Rome non seulement dans une guerre défensive, mais aussi dans une guerre offensive : cf. le traité avec l'Etolie de l'an 189; Beloch, *D. italische Bund*, p. 199 et ss.

(38) Täubler, op. cit. pp. 48 et ss.

(39) Déjà Tarquine le Superbe prenait des mesures pour que les traités eussent une durée illimitée (Denys d'Halic IV, 49, 1) ; cf. foed. Cass. (id. VI, 95,2). Cic. pro Balbo 16 : Nihil est enim aliud in foedere nisi ut pia et aeterna pax sit. — Une exception faisaient seulement les accords avec les rois — v. ci-après.

(40) Exemple — la paix avec Astypalaea de l'an 105 J. G. Insularum maris Aegaei fasc. III N° 173).

(41) Ferrenbach, Die amici populi Romani, p. 54 et ss., 64 et ss.

(42) Les sources ne contiennent pas de traces de l'existence d'un traité spécial de hospitium publicum, δημόσιον κατάλυμα, Diod. XIV, 93. Le hospitium publicum qui garantissait la défense des droits et des intérêts de la commune amie comme aussi de chacun de ses membres (Mommsen, Das römische Gastrecht, p. 349) était un résultat nécessaire du pacte d'amitié — cf. Ferrenbach, op. cit., p. 65 et ss. — et, par conséquent, aussi du traité d'alliance qui comprenait toutes les clauses du premier. Les droits qui résultaient du hospitium publicum n'étaient pas fixés d'une manière générale. Cf. Ihering op. cit. p. 233 et ss.; Ferrenbach, op. cit. p. 69 et ss.; Willems, Droit publique romain, p. 346 n. 10.

(43) Les intérêts des ambassadeurs étaient défendus par une série de règlements en vigueur à Rome; ainsi, par ex., la réception des délégations par le Sénat devait avoir lieu, en règle, au mois de février (loi de Gabinius de l'an 67); la délivrance des copies d'un sénatusconsulte devait avoir lieu dans les 10 jours à partir du vote — cf. Ant. XIV, § 210.

(44) Chauveau, op cit. p. 405 et ss. Ferrenbach, op. cit. p. 60 : « Das Motiv, das die Gastfreundschaft ins Leben gerufen hat, ist praktischer Art, nicht das uneigennütziges der Menschenliebe, sondern das egoistische der Ermöglichung eines gesicherten Handelsverkehrs. Die amicitia (autant que la societas — M. G.) ist demnach die Vorstufe zu Handel und Verkehr. »

(45) Cf. Täubler, op cit. p. 100 : les pactes internationaux étaient créés à Rome par la même voie que les règles de droit en général — par les décrets des magistrats, les sénatusconsultes et les lois.

(46) Willems, Le Sénat de la République Romaine t. II p. 479 et ss.

(47) Le Sénat avait le droit de repousser les propositions concernant la conclusion d'un pacte; dans ce cas la proposition ne passait pas dans l'assemblée du peuple; cf. Sall. Jug. 102 § 12 et ss., 103, 104. Les plaintes d'une nation contre un tiers Etat (Lix. XXXII, 8, XL, 2, XLI, 6) ainsi que les demandes d'arbitrage (Liv. XXXIII, 39, XL, 17, 20) étaient adressées au Sénat.

(48) Liv. V, 49. Polyb. VI, 12.

(49) Mommsen, R. Staatsrecht, t. I, p. 253 et ss. Cf. Polyb, VI, 14.

(50) Liv. XXXVII, 45 : cum senatus populusque Romanus pacem comprobaverint. Vers la fin de la république certains magistrats violent cet ordre. Cassius (avec Mithridate, App. Mithr. 11, 17), Lucullus (Plut. Lucullus, 30), Pompée (Plut. Pomp. 38), J. César (Suet. Caes. 28).

(51) C'était l'assemblée du peuple qui votait également la déclaration de guerre — lex de bello indicendo ; les tentatives du Sénat de déclarer de son autorité la guerre sont restées vaines — cf. Liv. IV, 30. Id. XXXVIII, 45 : De omnibus his (scil. bellis) consultum senatum, populum iussisse, per legatos ante res repetitas, postremo, qui bellum indicerent. (i. e. les fetiales) missos. Cf. Polyb. VI, 14.

(52) Exemples des traités conclus avec le concours du Sénat et de l'assemblée du peuple : le traité avec les Mamertins en 264 av. J.-C. (le plus ancien), avec l'Étolie — en 212, avec Philippe de Macédoine — en 205 et 197, avec Antiochus le Grand — en 188

(53) Liv. XXX, 43 : Tum M. Acilius et Q. Minucius tribuni plebis ad populum tulerunt, vellent iuberentne senatum decernere, ut cum Carthaginensibus pax fieret. — Parfois, l'assemblée du peuple établissait d'avance les conditions auxquelles devait être conclu le traité ; ce dernier n'exigeait plus la confirmation par l'assemblée du peuple ; cf. le traité avec Phillippe de Macédoine de l'an 196. Liv. XXXIII, 25.

(54) Par cela même, Rome prenait un engagement vis-à-vis des dieux ; aussi la résolution de l'assemblée du peuple qui ratifiait le traité ne pouvait-elle être modifiée plus tard par une nouvelle résolution. — Dans le cas où l'autre partie contractante violait les engagements qu'elle avait prises vis-à-vis de Rome, l'état primitif et normal entre deux nations — l'état de guerre — était rétabli ; cf. Gai Inst. III, 94. Mommsen, R Staatsrecht, t. I, p. 235 et ss., compare les traités internationaux avec les pacta nuda du droit civil : les uns et les autres ne donnaient pas le droit à une revendication et leur exécution dépendait de la bonne foi des parties (fides punica !). C'est pourquoi on attribuait une si grande importance à la sanction religieuse.

(55) Liv. IX, 5 ; consules negarunt iniussu populi foedus fieri posse Cic. pro Balbo 15 : le traité conclu avec Gades est contesté, car l'assemblée du peuple n'avait pas été consultée. Polyb. XXI, 17 : Antiochus envoie une délégation au Sénat et à l'assemblée du peuple pour la conclusion d'un traité. Après l'époque de Sulla la confirmation des traités internationaux par l'assemblée du peuple devint de plus en plus rare — cf. Mommsen, R. Staatsrecht, t. III 2, p. 1170

et ss. : « Nur in der nachsullanischen Zeit, wo überhaupt der Senat in die Rechte der Bürgerschaft übergreift, ist Senatsbestätigung (pour la validité d'un traité) als genügend erachtet worden und wird die ältere Auffassung, welche die Bestätigung der Verträge der Bürgerschaft zuspricht, zurückgedrängt durch die Gleichstellung des Senats mit derselben in dieser Beziehung oder gar die ausschliessliche Hervorhebung des senatorischen Bestätigungsrechts »; l'affirmation de Mommsen est en opposition avec le fait, que déjà avant l'époque de Sulla on trouve, dans la pratique romaine, des traités internationaux sous forme de sénatusconsultes — par ex., les traités avec les Juifs, avec Kibyra (cf. ci-après, etc. — cf. Täubler, op. cit. p. 116 ; 120 : « Es ist keine Tatsache der nachsullanischen Zeit und überhaupt keine Folge der politischen Entwicklung, sondern es ist in der Stufenfolge der Vertragsbildung natürlicherweise begründet, dass der Senat die Kompetenz zum Vertragsabschluss hat ». Willems, le Sénat de la Rép. Rom. t. II, p. 480.

(56) Mommsen, R. Staatsrecht, t. III, 1, p. 344 croit que la compétence pour ces questions appartenait à l'assemblée plébéienne en raison du fait que dans la majeure partie des récits qui nous ont été conservés les tribuns transmettent les questions concernant la politique extérieure de Rome aux concilia plebis. Il ne faut pas généraliser ces cas dans lesquels se manifestait, sans aucun doute, l'opposition de tribuns aux consuls; il est plus naturel d'admettre que, dans la règle, les consuls eux-mêmes soumettaient les sénatusconsultes à l'assemblée mixte (patricienne-plébéienne) par tribus. Cf. Täubler, op. cit.

(57) La nation qui passait un traité avec Rome prêtait serment conformément à son rituel; cf. Liv. I, 24 : sua item carmina Albani suumque ius iurandum per suum dictatorem suosque sacerdotes peregrerunt. Cf. Polyb. III, 23.

(58) Mommsen, R. Staatsrecht, t. I, p. 246 et ss. Liv. IX, 41 : Oriculani sponsione in amicitiam accepti.

(59) Contra Boyer op. cit. p. 43, mais sans le prouver.

(60) Gai Inst. III 94 : Unde dicitur uno casu hoc verbo peregrinum quoque obligari posse, veluti si imperator noster principem alicuius peregrini populi de pace ita interroget : pacem futuram spondes ? vel ipse eodem modo interrogetur. Quod nimium subtiliter dictum est, quia si quid adversus pactionem fiat non ex stipulatu agitur sed iure belli res vindicatur.

(61) La fixation du traité par écrit fut pratiquée déjà à une époque reculée ; cf. le traité avec les Albains — Liv. I, 24.

(62) Mommsen R. Staatsrecht, t. I, p. 235 et ss.

(63) La sponsio perdit tôt son caractère religieux primitif.

(64) Cf. Neumann « Foedus » PW., t. VI, p. 2818 : « Der Vertrag, der solche Verhältnisse (i. e. cessation de guerre) herbeiführt, ist dann ein foedus, wenn Execrationseide der paziszierenden Teile den Zorn der Gottheit auf den Teil herabschwören, der das Abkommen brechen sollte ». — En ce qui concerne la signification du terme foedus (lien, libation sacrificielle) — cf. Mommsen, R. Staatsrecht, t. I, p. 249, n. 3 ; id., D. römische Gastrecht, p. 336 ; avec le temps le moment formel — le prêtament du serment — cède la place dans la conception du foedus au moment matériel — la conclusion du traité ; en suite de cela le terme foedus s'emploie à désigner le traité international qui n'est pas affirmé par un serment — ce qui répugne au sens primitif du mot.

(65) Cf., p. ex., Polyb. XXI, 24 (= Liv. XXXVII, 55). Denys d'Halic. IV, 58. Cf. Mommsen, R. Staatsrecht, t. I, p. 249, n. 4.

(66) Liv. IX, 5 : « Precatione res (i.e. la convention) transigitur, per quem populum fiat, quo minus legibus dictis stetur, ut eum ita Juppiter feriat, quem ad modum a fetialibus porcus feriat ? » Cf. id. I. 24. Sur les fetiales — cf. Samter, « Fetiales », PW., t. VI, p. 2259 et ss.

(67) Varron de l.l. V, 86 : per hos (sc. fetiales) etiam nunc fit foedus.

(68) Fustel de Coulanges, La cité antique, p. 246 : « Cette cérémonie religieuse donnait seule aux conventions internationales un caractère sacré et inviolable ».

(69) Par ex., l'armistice avec Vei, conclu pour 100 ans — cf. Liv. I, 15. L'armistice comme un pacte définitif ne fut pratiqué que jusqu'à l'an 293 et seulement sur le sol italique — cf. Täubler, op. cit., p. 92.

(70) Aulus Gellius, N. Att. I. 25, explique ce mot de la façon suivante : Varron (dans le liber humanarum, qui est de bello at pace) dit : Indutiae sunt... pax castrensis paucorum dierum ; dans un autre endroit Varron dit : indutiae sunt... belli feriae ; Aulus Gellius : « sed lepidae magis atque iucundae brevitatis utraque definitio quam plana aut proba esse videtur. Nam neque pax est indutiae — bellum enim manet, pugna cessat, — neque in solis castris neque « paucorum » tantum « dierum » indutiae sunt ». « Pactum indutiarum eiusmodi est, ut in diem certum non pugnetur nihilque incommoderetur, sed ex eo die postea uti iam omnia belli iure agantur » (« inde uti iam » — l'explication etymologique du mot indutiae). « Aurelius autem Opilius in primo librorum quos Musarum inscripsit : indutiae... quasi initiae », c'est à-dire une convention, par suite de laquelle les ennemis reçoivent le droit de se fréquenter.

(71) A cette époque toutes les nations civilisées étaient soumises à Rome et devinrent des provinces : tout le monde se divisait en imperium Romanum et en peuples barbares — *gentes in quibus Romana pax desinit* — Seneca de providentia IV, 14. Les relations internationales disparaissent presque complètement; pourtant, l'existence de quelques traités conclus par Rome avec les barbares nous est connue : l'alliance avec les Scythes et les Indes sous Auguste (Suet. Aug. XXI), le projet (pas réalisé) d'un traité entre Constance et Sapore (Amm. Marcell. XVI 9,3; cf. Barbeyrac, 2<sup>e</sup> partie p. 54 et ss. — article LXVIII).

(72) Lex de imperio Vespasiani 1 : Foedusve cum quibus volet facere liceat ita uti licuit divo Aug(usto) Ti. Iulio Caesari Aug(usto) Tiberioque Claudio Caesari Aug(usto) Germanico (CIL, VI N° 930). Cf. Mommsen, R. Staatsrecht, t. II 2, p. 953 et ss. Willems, Le droit public romain, p. 414.

(73) Par ex., Suet. Cl. 25 : Claudius (un partisan passionné de l'antiquité) cum regibus foedus in foro icit porca caesa et vetere fetialium. praefatione adhibita. — Le collège des fetiales continuait à exister et parfois on recourait à lui lors de la déclaration d'une guerre — par ex., sous Auguste (Dion Cass. L, 45), sous Marc-Aurèle (Dion Cass. LXXI, 33,3), quoique cependant leur participation avait un caractère symbolique : en qualité de terre ennemie figurait un terrain voisin du Circus Flaminius acheté pendant la guerre de Tarente par un soldat de Pyrrhe qui avait été fait prisonnier ; cf. Ovid. Fast. VI, 205 et ss.

(74) Cf. SC. d'Asclépiade — CIL, I, pars II, fasc. I (ed. altera, 1918), p. 468 (N° 588). Mommsen, SC de Thisbaeis — Eph. Ep., t. I, p. 283 et ss. Jos. Ant. XIV § 197. — Cf. Ferrenbach, op. cit., p. 58 et ss.

(75) Sur les formulae amicorum et sociorum — cf. Ferrenbach, op. cit., p. 62 et ss.

(76) En 508/7 — Polyb. III, 22 ; cf. Scala, Die Staatsverträge des Altertums, Erster Teil, p. 29 et ss.

(77) Droysen, Gesch. des Hellenismus, III, Gesch. d. Epigonen, I Halbband, p. 387 n. 1 et Mommsen, R. G. t. I, p. 15 l'attribuent à l'époque de Seleucus II (246-225). Niese, Gesch. d. gr. u. mak. St., 2<sup>e</sup> partie, p. 153 n. 4 conteste, en général, son existence.

(78) 218-201.

(79) País, Imperialismo, p. 69, en caractérisant la politique romaine en Asie à cette époque, ne souligne pas assez, à notre avis, ses tendances agressives.

(80) Plutarque, Aem. Paulus, 33.

- (81) Cf. Niese, *op. cit.*, 3<sup>e</sup> partie, p. 167 et ss.
- (82) A la fin de 190 ou au commencement de 189 ; cf. Niese, *op. cit.*, 2<sup>e</sup> partie, p. 747.
- (84) Cf. Polyb. XXI, 45. Liv. XXXVIII, 38. Appien Syr. 39. Diodore XXIX, 10.
- (84) Cf. E. Meyer, *Blüte und Niedergang d. Hellenismus in Asien*, p. 46.
- (85) Cf. Stark, *Gaza und die philistäische Küste*, p. 400 et ss.
- (86) D'après Polybe, XVI, 18, pendant l'été de l'an 200 ; cf. sur cette date Niese, *op. cit.* 2<sup>e</sup> partie, p. 578 n. 6.
- (87) Liv. XXXIII, 19. Polyb. XVI, 39. Cf. Niese, *op. cit.*, 2<sup>e</sup> partie, p. 637 et ss.
- (88) Jos. Ant. XII, § 138 et ss. (Sur la valeur historique de ce message, cf. Niese, *op. cit.*, 2<sup>e</sup> partie, p. 579 n. 3).
- (89) La victoire d'Aemilius Paulus sur Persée à Pydna en juin 168 — cf. Polyb. XXIX, 17 et ss. Liv. XLIV, 40 et ss. Plutarque, Aem. Paulus, 18 et ss.
- (90) Polyb. XXXIX, 27. Liv. XLV, 12. Diodore XXXI, 2. Appien Syr. 66. Justin XXXIV, 3. Cf. Colin, Rome et la Grèce p. 477 et ss.
- (91) I M. 2,39-48. Jos. Ant. XII, § 215 et ss. Il mourut bientôt après le commencement de la surréction, en 167/166 av. J. C. (cf. I M. 2,70 — en 146 aer. Sel). — L'ère des Séleucides commence, d'après I et II M., le 1. Nissan de l'an 311 av. J. C. — cf. Unger, *Die Seleucidenära der Makkabäerbücher*, p. 236 et ss., 246 et ss. — c'est-à-dire une demie année après la date qui fut le point de départ de cette chronologie (1. Octobre 312 av. J. C. — Babelon, *Les rois de Syrie*, p. IV ; Unger, *op. cit.*, p. 238. Kubitschek, *Aera*, p. 633). Cf. Kolbe, *Beitr. z. s. u. j. Gesch.* ; U. Kahrstedt, *Die Zeitrechnung der Makkabäerbücher und andere chronologische Fragen*, p. 3 et ss.
- (92) Le mouvement insurrectionnel avait, comme but, dès son commencement, la protection de la liberté et de la foi nationale ; c'est seulement plus tard, à l'époque de Jonathan et de Simon, que des considérations dynastiques commencèrent à dominer la lutte des Macchabées contre les Syriens ; cf. Hölcher, *Palästina*, p. 84.
- (93) En dehors de la fidélité aux traditions Antiochus IV était probablement inspiré par le désir d'assurer par cet acte le trône à son fils, car lui-même n'était pas le successeur légitime de Seleucus IV Philopator puisqu'il était le frère cadet de Seleucus IV et que le fils de ce dernier, Démétrius, se trouvait à Rome en qualité d'otage.

(94) Nous savons ceci par un document babylonien de l'an 142 aer. Sel. = 171/170 av. J. C. — cf. Strassmaier, p. 110.

(95) I M. 3,35-36.

(96) I M. 3,34.

(97) I M. 3,41.

(98) E. Meyer, U. u. A. d. Chr., t. II, p. 207.

(99) II M. 8, 10-11, 36.

(100) A Emmaüs — I M. 4, 1 et ss. ; à Beth Zur — I M. 4, 29 et ss. ; prise de Jérusalem — I M. 4,37 et ss.

(101) II M. 11, 14 et ss. — cf. Kautzsch, t. I, p. 180 n. d. I M. ne parle pas de la conclusion d'une paix après cette expédition, il se termine par le récit de la retraite de Lysias en Syrie — cf. plus loin n. 116. Cf. Jos. Ant. XII, § 313 et ss.

(102) I. M. 14, 17.

(103) La date de la note de la délégation romaine — II M. 14, 38 — soulève quelques doutes ; dans la plupart des manuscrits la note est datée du mois Xanthikos, et seulement dans le Venet. le mot « Dioscoridou » est ajouté ; on ne peut pas ne pas consentir avec E. Meyer, U. u. A. d. Chr., t. II, p. 211 n. 2 qui pense qu'il faut adopter de préférence cette date, car, logiquement, cette note devait être antérieure aux notes du roi. Sur le mois Dioskorinthios qui n'est pas mentionné dans les autres sources, cf. Kautzsch, t. I, p. 109 n. b. (adopte le nom Dioskorus) ; Unger, Die Seleukidenära, p. 290 et ss. ; E. Meyer, loc. cit.

(104) II M. 14, 16-21.

(105) Kautzsch t. I, p. 109 : Titus Manlius ; il faut préférer cependant la leçon Manios, sur quoi insiste Fritzsche, Libri Apocryphi, p. 313 ; cf. E. Meyer, U. u. A. d. Chr., t. II, p. 213. — Kautzsch, t. p. 109 n. c. constate lui-même que Fritzsche appuie son affirmation sur un bon manuscrit.

(106) Kritik, p. 72 et ss. (= Hermes, t. XXXV, p. 485 et ss.).

(107) Polyb. XXXI, 1. Cf. Colin, op. cit., p. 498 et ss.

(108) Polyb. XXXI, 1 et 6.

(109) II M. 11, 35 et ss.

(110) II M. 11, 34.

(111) Sous la gérousie il faut comprendre dans ce cas probablement le Sanhédrin de Jérusalem avec l'archiprêtre à sa tête — cf. E. Meyer, U. u. A. d. Chr., t. II, p. 214.

(112) II M. 11, 27 et ss.

(113) L'ordre d'Antiochus V en ce qui concerne la restitution aux Juifs du temple de Jérusalem — II M. 11, 25 — suggère involontairement l'idée que les documents, dont il est question, sont d'une époque antérieure à l'occupation du temple par Juda Macchabée et à sa consécration qui eut lieu le 25 Kislev 148 aer. Sel. (I M. 4, 52; II M. 10, 5) = déc. 165 av. J. C. (Schuerer, GJV, t. I, p. 209) — c'est-à-dire que leur date (le 15 Xanthikos) n'est pas correcte. Mais une pareille falsification de la date de la part de l'auteur du II M. resterait tout à fait incompréhensible, et il n'y a, par conséquent, aucune raison d'en voir une dans l'espèce. La date du II M. n'est pas infirmée non plus par le fait que le temple était dans les mains de Juda avant que le traité avec les Syriens fut conclu : Antiochus V, dans son adresse à Lysias, ne fait que sanctionner l'état réel des choses et il donne à sa décision la forme comme si les Juifs auraient reçu le temple non pas à la suite de leurs victoires, mais comme un don du roi. Cf. E. Meyer, U. u. A. d. Chr. t. II, p. 216.

(114) II M. 11, 23 et ss.

(115) Comme tous les quatre documents remontent au commencement de 164 — ce qui est confirmé par les informations qui parlent de l'envoi d'une délégation romaine en Orient — ils sont écrits du vivant d'Antiochus Epiphane. Cependant, le roi Antiochus, dont ils parlent, est Antiochus Eupator; Laqueur, Kritische Untersuchungen, p. 30 et ss. se trompe lorsqu'il voit en lui Antiochus Epiphane. Après que ce dernier était parti en guerre contre les Parthes, c'est son fils qui régna sur les territoires à l'ouest de l'Euphrate : il avait été encore antérieurement déclaré roi et corégent de son père ; c'est en son nom que Lysias agit, c'est de lui — ou plutôt du conseil du gouvernement d'Antioche — qu'il reçoit les instructions — cf. Niese, Kritik, p. 68, n. 1 (=Hermes, t. XXXV, p. 481 n. 1). Cela ressort aussi du fait que les délégués romains ne pouvaient avoir des rapports avec Antiochus Epiphane qui était en Orient (s'ils en avaient eu, ces rapports auraient laissé des traces quelconques) ; le fait qu'il s'agit bien d'Antiochus Eupator est confirmé également par la note du roi — 11, 27 ; cf. 11, 23 — où il est question de la mort de « notre père » — passage que Niese avait interprété comme une preuve du décès d'Antiochus Epiphane au commencement de 164; contra E. Meyer, U. u. A. d. Chr., t. II, p. 212, qui considère avec Laqueur cette phrase comme une interpolation.

(116) E. Meyer, dans le supplément au t. II de l'U. u. A. d. Chr. — « Das zweite Makkabäerbuch und Jason von Kyrene » — émet l'hypothèse (p. 459) que Jason commet une erreur en parlant de deux expéditions d'Antiochus V et de Lysias contre Beth-Zur et

Jérusalem et en plaçant la correspondance — II M. 11 — à la fin de la première expédition. « In Wirklichkeit ist der Geschichtsbericht 11, 1-15 eine von ihm selbst geschaffene Dublette zu c. 13, wo dieselben Ereignisse zum zweiten Mal berichtet werden. Der zusammenhängende Bericht über Judas' Unternehmungen I M, 5 ist bei ihm in zwei Teile (II, 10, 9-38 und 12, 1-45) zerrissen... Seine Auffassung völlig konsequent durchzuführen ist er so wenig imstande gewesen, wie irgend ein anderer Historiker, der durch falsche Kombinationen auf Abwege gerät; es bleiben immer Unstimmigkeiten, die den Irrtum erkennen lassen und die Wiederherstellung des richtigen Zusammenhanges ermöglichen. Dazu gehört auch, dass er den Tod des Timotheos schon c. 10.38 ff erzählt, während er c. 12 wieder am Leben ist. » Une analyse attentive du I M. montre que I M. contient également le récit de deux expéditions de Lysias contre la Judée. Schuerer GJV t. I p. 207, n. 58 : « Die Identität von II M. 11, 1-5 mit I M. 4, 26-35 kann nicht wohl zweifelhaft sein (S. Grimm zu beiden Stellen) » ; cf. Niese (Kritik, p. 56 = Hermes t. XXXV, p. 469) et Schuerer GJV t. I p. 207 n. 58 : I M. mentionne deux expéditions de Lysias.

[La question d'une participation active d'Antiochus V aux expéditions ne se pose pas en raison de son bas-âge ; Bouché-Leclercq, Séleucides, p. 307, cf. p. 589 : à la mort d'Antiochus IV, Antiochus V était âgé de neuf ans; id. Schuerer GJV t. I, p. 170 qui se réfère à Appien, Syr. 46 et 66 ; il est incompréhensible comment Bouché-Leclercq, p. 308 et ss. peut parler sérieusement de la participation d'Antiochus V à l'expédition contre la Judée. Schuerer l. c., repousse avec Wilcken — P. W. t. I, p. 2476 — le témoignage de Porphyre — chez Eusèbe, Chron. l. I, c. XL, § 15 — qui donne à Antiochus V l'âge de 12 ans.]

Nous donnons ci-dessous un tableau comparatif des événements qui nous intéressent tels qu'ils sont exposés dans le I M. et le II M. :

#### *I M.*

3, 27 et ss. : Antiochus IV charge Lysias de la direction des opérations militaires contre les Juifs (en 147- — § 37). Les généraux de Lysias sont : Ptolémée, Nicanor et Gorgias. 4, 14 : victoire de Juda sur Gorgias près d'Emmaüs. 4, 34 : victoire de Juda sur Lysias à Beth-Zur. 4, 35 : retraite de Lysias à Antioche dans le but de préparer une nouvelle expédition contre la Judée. 4, 36 : consécration du temple (le 25 Kislev 148). 6, 5 et ss. : Antiochus IV reçoit en Perse la nouvelle de l'échec militaire de Lysias. 6, 8 : Antiochus IV tombe malade sous l'impression de cette nouvelle. 6, 18 et ss. : en raison des succès continus de Juda — siège de la citadelle de Jérusalem en 150 — Antiochus V reprend les opérations militaires (6, 28 et ss.). 6, 32 et ss. : Juda lève le siège de la citadelle de Jérusalem : victoire des Syriens à Beth Zacharia. 6, 49 et ss. : prise de Beth-Zur par Antiochus V. 6, 51 et ss. : Antiochus V procède au siège du temple ; situation critique des assiégés. 6, 53 et ss. : en apprenant l'approche de Philippe Lysias

insiste pour que la paix soit conclue avec les Juifs. 6, 60 : signature de la paix.

## II M.

10, 11 : nomination de Lysias comme gouverneur de la Syrie et de la Phénicie par Antiochus V (Antiochus IV est déjà mort). 10, 14 et ss. : Gorgias est général de Lysias. 10, 24 et ss. : victoire de Juda sur le général Timothée. 10, 32 et ss. : mort de Timothée à Gazara (I M. 4, 15 il est fait mention de Gaserai — c'est jusqu'à cette place que Juda poursuivit l'armée de Gorgias après la victoire d'Emmaüs). 11, 1 et ss. : début de la campagne de Lysias contre la Judée. 11, 5 et ss. : Lysias s'approche de Beth-Zur. Défaite de Lysias ; traité de paix avec la Judée. 12 : victoires de Juda (Jopé, Jamnia, les Arabes, Timothée et Gorgias). 13, 1 et ss. : Juda reçoit la nouvelle de l'expédition entreprise par Antiochus V et Lysias contre la Judée (149). Insuccès du siège de Beth-Zur par les Syriens. 13, 23 et ss. : Antiochus V apprend la nouvelle de la révolte de Philippe qui était resté à Antioche en qualité de gouverneur, et conclut la paix avec la Judée.

Cette circonstance fait tomber toute la thèse d'E. Meyer. En cette occasion, il nous semble intéressant d'attirer l'attention sur l'argument qui invaliderait, d'après E. Meyer, la véracité du récit sur les expéditions de Lysias contre la Judée tel qu'il est rapporté dans le II M. ; le seul argument sur lequel s'appuie E. Meyer est la mention de Timothée dans les ch. 10 et 12. A première vue, la circonstance que Timothée, tué pendant la première période de la lutte (I M. 10, 37), prend une part active dans la lutte qui suit, nous semble sujet à caution. Est-ce que toutefois l'affirmation d'E. Meyer ne se base pas sur un malentendu qui disparaît si nous étudions avec attention les textes — de même que cela a eu lieu en ce qui concerne les deux expéditions de Lysias ? Cette étude nous montre, croyons-nous, que Timothée du chapitre 10 et Timothée du chapitre 12 sont des personnes tout à fait différentes. Le premier est, semble-t-il, un général syrien qui avait déjà précédemment subi une défaite de la part des Juifs — 10, 24 ; en effet, le II M 8, 30 et ss. nous parle d'une pareille défaite ; d'après 8, 30, il s'agit de deux généraux syriens ; Bacchidès joua un rôle important pendant la dernière période de la lutte des Macchabées contre les Syriens : il était un ami intime d'Antiochus Epiphane (Jos. Ant. XII, § 393), et commanda les armées syriennes dans les batailles de Béréa (— Bireh à 10 milles au n. de Jérusalem, sur la route de Nablus — cf. W. P. Dickson, Hastings, t. I, p. 275) et d'Elasa (Alasa, peut-être = les ruines de Il'asa, près de Beth-Horon-Hastings, t. I, p. 676) le premier mois de l'an 152 aer. Sel. (= avril 161 av. J.C.) dans laquelle périt Juda — I M. 9, 1 et ss. ; sous Démétrius Soter il gouverna la Mésopotamie et livra bataille à Jonathan sur les rives du Jourdain, I M. 9, 43 et ss., cf. sur lui Hastings, t. I, p. 230. Le nom de Timothée étant mentionné à côté de celui de Bacchidès, il résulte logiquement que Timothée était, lui aussi, un général syrien : ce qui est confirmé par II M. 9, 3 :

Antiochus IV reçoit pendant l'expédition la nouvelle de la défaite de Nicanor et de Timothée ; de ce rapprochement du nom de Timothée avec celui de Bacchidès il ressort aussi que tous deux occupaient des charges similaires — c'est-à-dire qu'ils étaient généraux. — I M. ne mentionne pas les noms de Bacchidès et de Timothée, lesquels prirent part à la première phase de la lutte de Lysias contre la Judée. Quant au Timothée du chapitre 12, ce n'est pas un général syrien ; l'auteur du I M. le connaît ; d'une comparaison de I M. 5, 6 et ss. avec II M. 12, 17 il ressort avec évidence qu'il s'agit dans les deux textes d'un même personnage : du chef des Ammonites qui mena une lutte acharnée et impitoyable contre les Juifs du Transjordan ; ennemis des Juifs de tout temps, les Ammonites embrassèrent la partie des Syriens lors de la lutte de ces derniers contre Juda Macchabée (Hastings, t. I, p. 83). Juda envoya contre lui une expédition punitive ; le chef des Ammonites fut fait prisonnier, mais fut libéré en échange contre les Juifs saisis par les détachements de Timothée. — Voici un résumé des données que nous trouvons sur Timothée dans le I M. et le II M. :

#### I M.

5, 6 et ss. : Timothée chef des Ammonites. 5, 9 et ss. : les Ammonites se réunissent à Gilead (Kautzsch, t. I, p. 46 n. 1. : « Gilead ist hier wohl Bezeichnung des ganzen Ostjordanlandes ») afin d'exterminer les Juifs en bas-âge ; ces derniers se sauvent par la fuite dans la forteresse Dathema (Kautzsch n'indique pas sa situation géographique : C. R. Conder, Hastings, t. I, p. 560 : « Dathema » — forteresse dans le Bashan, peut-être le Dâmeh actuel, au n. d'Ashteroth-Karnaim) et adressent un message à Juda et à ses frères ; dans le message il est dit que les païens sont conduits par Timothée et que les Juifs ont été exterminés dans le pays de Tob. 5, 37 : bataille entre Juda et Timothée à Raphion (Kautzsch, t. I, p. 48, n. f. : « Ueber Die Lage dieser Stadt ist nichts Näheres bekannt ». C. R. Conder, Hastings, t. IV, p. 201 : ville de Bashan ; est certainement identique avec la Rhaphana de Pline, h. n. V. 16 ; sa situation géographique exacte n'a pas été déterminée) ; fuite des troupes de Timothée à Karnain ; prise de cette ville par Juda [Hastings, t. I, p. 356 : Carnaina, Karnain (I M. 5, 43-44) = Karnein (I M. 5, 26) = Karnion (II M. 12, 21.26) = Tell' Ash'ari sur Jarmouk ; cf. W. Ewing, « Ashteroth-Karnaim », Hastings, t. I, p. 167.]

#### II M.

12, 17 et ss. : Juda se dirige à l'est, vers Charak (Hastings, t. I, p. 371, « Charax » est inconnu), pour aller chez les Juifs *Τουβαι* ou *Τουβαιολ* - Ven. (Kautzsch t. I, p. 111 n. a : « Die T. findet man in der ostjordanischen, n. von Jarmuk gelegenen Landschaft Tob. » Cf. I M. 5, 13) ; Timothée n'y était déjà plus : il s'était retiré dans la forteresse Karnion (v. ci-dessus) ; Timothée est pris prisonnier par Dosithée et Sosipater ; prise de Karnion.

(117) I M. 6.

(118) I M. 4, 35 ; 6, 28 et ss.

(119) A. Beth-Zacharja — I M. 6, 32 et ss., et Beth-Zur — I M. 6, 49 et ss.

(120) I M. 6, 14-15.

(121) I M. 6. 55 et ss.

(122) Keil, Commentar, p. 389 et ss. 393 et ss. Cf. Clinton, Fasti Hell. t. III, p. 373 et ss. Unger, Die Seleukidenära der Makkabäerbücher, p. 283 et ss. — Grimm, Exeg. Handbuch, IV, p. 172 et ss. considère ces documents comme faux : au contraire, Niese, Kritik, p. 66 affirme qu'ils sont authentiques (id. Keil, Commentar, p. 394 n. 1) et correctement datés : cf. Laqueur, Krit. Unters., p. 30 et ss. (croit erronément que le roi mentionné dans les lettres est Antiochus IV).

(123) 13, 23 et ss.

(124) La circonstance que Jos. Ant. XII. 9 ne parle pas du premier accord intervenu entre Lysias et Juda ainsi que de la correspondance qu'ils échangèrent est une preuve de plus qu'il ne s'est pas servi du I M.

(125) E. Meyer, U. u. A. d. Chr. t. II, p. 223.

(126) II M. 12, 2 et ss.

(127) I M. 6, 56 et ss. II M. 13, 23 et ss. Jos. Ant. XII, § 382.

(128) L'archiprêtre Ménélas fut exécuté sur l'ordre d'Antiochus peu de temps avant la conclusion du second accord avec les Juifs ; il avait été accusé d'avoir poussé à la révolte les Juifs par ses mesures et son attitude inhabiles (II M. 13,3-8). On ne peut d'ailleurs admettre que Ménélas aurait pu remplir ses fonctions d'archiprêtre pendant la période où la puissance de Juda était à son apogée ; il n'était qu'un titulaire nominal de la dignité d'archiprêtre. Jos. Ant. XII, § 385 relate qu'Antiochus V nomma Alkimos archiprêtre, ce qui est confirmé par II M. 14, 3, 7. Cette nomination ne pouvait avoir lieu qu'immédiatement après la mort de Ménélas ; cf. E. Meyer, U. u. A. d. Chr., t. II, p. 234 et ss. Il est impossible d'admettre qu'elle eut lieu après la conclusion de la paix avec les Juifs car elle aurait violé un point fondamental du traité qui garantissait aux Juifs la liberté de conscience. Alkimos ne put assumer la charge de ses fonctions en raison de la conciliation d'Antiochus V avec Juda ; I M. 7, 6 ; II M. 14, 3. Cf. au sujet d'Alkimos Wilcken dans P. W. t. I, p. 1543. En ce qui concerne la question de savoir si Alkimos appartenait à la famille des archiprêtres, nous croyons qu'il faut, malgré les paroles de Jos. Ant. XII, § 387, en apparence

appuyées par I M. 7, 5-9, donner la préférence au témoignage de II M 14,7 — dans ce cas seulement on peut expliquer le fait qu'il a été reconnu par les éléments orthodoxes du peuple juif.

(129) I M. 6. 57-62 : cf. II M. 13, 18-23 où le récit a un caractère plus favorable aux Juifs.

(130) Hégémonides, II M. 13, 24.

(131) I M. 7, 33.

(132) Les éléphants de l'armée syrienne furent tués, la flotte brûlée. Polybe XXXI, 12, Appien Syr. 46, Zonar. 9, 25.

(133) Polyb. XXXI, 19, Appien Syr. 47.

(134) Démétrius demanda — contre l'avis de Polybe — le Sénat de le reconnaître comme roi de Syrie ; le Sénat débouta sa demande. Polyb. XXXI, 19.

(135) Polybe XXXII, 6 et ss. Dion Cass. — Zonarae ep. a. u. 590 et 592. Appien Syr. 47. Cf. Cavaignac, Hist. de l'Antiq., III p. 381.

(136) Schuerer GJV, t. I, p. 214.

(137) I M. 7, 5-9, II M., 14, 3-13 : le général syrien Nicanor reçoit l'ordre de soutenir Alkimos ; d'après I M. 7, 26, il fut envoyé en Palestine plus tard, après le départ de Bacchidès.

(138) I M. 7, 13.

(139) I M. 10, 15. Jos. Ant. XII, § 396.

(140) II M. 14, 6 confond par erreur les Assidéens avec le parti de Juda.

(141) Au nord-ouest de Jérusalem, non loin de Modeïn ; actuellement ruines d'Adasch, près de Gibéon, cf. Hastings; t. I, p. 38.

(142) I M. 7, 39-47 ; II M. 15, 1-35. Jos. Ant. XII, § 402 et ss.

(143) I M. 7, 50.

(144) Cf. Schuerer GJV, t. I, p. 219 et ss.

(145) M. 4, 11. Le nom complet d'Eupolème est indiqué I M. 8, 17. Hakkos n'est pas un nom personnel mais le nom d'une famille de prêtres, cf. E. Meyer, Entst. d. Jud., p. 170.

(146) Sur le style simple et non maniéré de ce livre, cf. Kautzsch, t. I, p. 25 et ss. Les indications nombreuses chronologiques que nous y trouvons sont d'une grande valeur. Les opinions divergent quant à la question de savoir si I M. est la seule source dont s'est servi Josèphe Flavius pour l'époque correspondante ; Destinon, p. 60 et ss. affirme que le récit de Josèphe se base sur le texte primitif

juif du I M. et non sur la traduction grecque qui nous est parvenue ; Josèphe ne s'en serait pas servi directement mais l'aurait connu par l'œuvre d'un anonyme qui disposait encore d'autres sources (par ex., Posidonius, Aristée, etc.) — Schuerer, *Theol. Lit. Z.*, p. 390 et GJV., t. II, p. 581 admet que Josèphe s'est servi à côté du I M. encore d'autres sources. Plus vraisemblable nous paraît cependant l'hypothèse contraire; cf. Bloch, p. 80 et ss.; Mendelssohn, SC, p. 92 (« I Macc. scriptorem, quem in illorum temporum rebus unum ab Josepho compilatum esse omnes consentiunt »); Drüner, *Untersuchungen über Josephus*, p. 35 ss.; Kautzsch, l. c. — Geiger, *Urschrift und Uebersetzungen der Bibel*, p. 299 pense que Josèphe connaissait et s'est servi aussi du II M. Les divergences entre I M. et le récit de Josèphe sont dues, croyons-nous, à ce que Josèphe s'est arbitrairement éloigné du récit de son unique source.

(147) I M. 8, 23 et ss. Cf. Jos. Ant. XII, § 414 et ss. En dehors des passages indiqués du I M. et des Ant. et aussi B. J. I, § 38 cf. au sujet du premier accord judéo-romain les passages suivants : Justin. XXXVI, 3, 9 [a Demetrio cum descivissent (Judaei) amicitia Romanorum petita primi omnium ex Orientalibus libertatem acceperunt] et Eusèbe Chron. l. II Olymp. 155 (Chr. pasch. 339,5) (cf. Schoene, t. II, p. 126; Migne, t. I, p. 507/8 — trad. d'Hieronyme) : Qui (sc. Juda) dignitate suscepta legatos Romam dirigit. Senatus decrevit Judaeos amicos et auxiliores Romanorum habendos.

(148) Jos. B. J. I, § 38 paraît faire remonter le traité à l'époque d'Antiochus IV ce qui est en contradiction avec I M. et les Ant. — v. la note précédente : les deux sources mentionnées rapportent l'envoi de la délégation juive à une même époque — à la fin de 151 ou au commencement de 152 aer. Sel.

(149) Ant. XII, § 419 semble dire que le délégué juif avait lui-même composé le SC. Josèphe avait en vue probablement la coutume romaine de mentionner les noms des ambassadeurs étrangers dans les décisions du Sénat concernant la politique extérieure.

(150) Les mots employés par Josèphe Ant. XII, § 417 impliquent, d'après Mendelssohn, SC Romanorum, p. 98, le sens que Josèphe aurait vu de ses propres yeux la planche avec le texte du premier traité judéo-romain : dans ce cas il est incompréhensible pourquoi il ne l'a pas cité littéralement et s'est borné à donner un résumé sommaire du traité; cf. Krebs, *Decr. Rom.* p. 15. Le laconisme de Josèphe suggère à Mandelssohn l'idée « ut *autopsia* credi omnino non possit » (l. c.). Si nous examinons plus attentivement le passage cité nous constatons qu'il n'a pas en général le sens qu'on lui a attribué.

(151) *Geschichte der Juden*, t. III, note 8 : Die jüdischen Gesandtschaften nach Rom.

(152) Cet événement doit être placé, d'après Graetz, à l'époque de Simon.

(153) Graetz, *op. cit.* p. 448 et ss.

(154) Par exemple, son attitude vis-à-vis de l'ambassade romaine à la tête de laquelle se trouvait C. Gracque ; l'extradition du meurtrier d'Octave ; l'extradition du prétendant au trône macédonien, Andrisque — malgré les demandes de ses sujets de soutenir Andrisque. Diod. XXXI, 40 a.

(155) Par ex. la politique de Démétrius vis-à-vis de Cappadoce : la tentative — restée vaine — de conclure une alliance avec Ariarate V, l'alliance avec son adversaire Oropherne ; les complications internationales causées par cette alliance ; cf. Diod. XXXI, 32 ; Appien Syr. 47 ; Justin XXXV, 1.

(156) Cf. Ritschl, *Eine B. r. K.*, p. 586.

(157) 8, 17 — 32.

(158) XII § 418. La comparaison des passages parallèles du I M. et des Ant. montre que Josèphe n'a ajouté que l'introduction : *δόγμα-Ιουδαίων* (ces mots du sont texte extraits des Ant. dans le Cod. Leid. — cf. Niese, éd. Jos. Fl. t. III p. 145 — où ils sont mis en marge). De plus, J. attribue faussement la dignité d'archiprêtre à Juda, ce qui n'est pas mentionné dans I M. ; la désignation de Simon comme stratège est également incorrecte : du vivant de Juda il n'occupait pas ce poste (cf. I M. 2, 65-66 ; Ant. XII § 284, I M. 11, 5.9) ; Ant. XIII § 146.

(159) Ou bien la traduction grecque qui y était ; annexée — E. Meyer, *U. u. A. d. Chr.*, t. II p. 246 n. 4.

(160) Cf. Egger, p. 155 n. 7.

(161) Astyp. 30 a — cf. Täubler p. 50.

(162) Astyp. 36 b — cf. Täubler p. 50.

(163) Cf. Astyp. 45 — cf. Täubler p. 59.

(164) I M. 8, 26 ; cf. Ant. XII § 418.

(165) I M. 8, 28.

(166) I M. 8, 27.

(167) Dans le § du traité avec Astypalaea où il est question de la neutralité, est employée l'expression *πολεμίους καὶ ὑπεναντίους* (30 et 30 a). Cette correction du texte du traité judéo-romain a été proposée par Täubler p. 243. Qu'une pareille correction peut être admise ressort des mots de Grimm, *Ueber I M. VIII...* p. 231, qui dit que l'acte que nous examinons est « eine zwar nichts weniger als wörtliche, aber doch jedenfalls sächliche treue Urkunde ».

(168) *Op. cit.* p. 234.

(169) L'expression que nous rencontrons dans v. 26 et 28 ὡς

ἔδοξεν Ῥώμῃ — n'est pas claire. Le plus probable est qu'elle ne fait pas partie du contexte et qu'elle a le sens « ainsi en a décidé le Sénat » ; le Sénat vota les §§ concernant les obligations des deux parties chacun à part — de là la répétition de la susdite l'époque d'Aristobule I (il se base sur Ant. XII § 414 qui mentionne formule. Täubler p. 243.

(170) Schuerer GJV. t. I p. 35. — Willrich, *Judaica*, p. 61 et ss. place le commencement des relations diplomatiques entre Rome et la Judée à l'époque de Jean Hyrcan et le premier traité — à l'époque d'Aristobule I (il se base sur Ant. XII § 414 qui mentionne « l'archiprêtre » Juda; W. l'identifie avec Aristobule I); les arguments de W. sont peu convaincants. Cf. Täubler p. 250.

(171) Certains historiens considèrent comme un fait historique l'appel adressé à Rome par Juda mais croient que le résultat de cet appel ne fut pas la signature d'un traité mais seulement le vote par le Sénat d'une résolution favorable aux Juifs à la suite de laquelle le Sénat intervint auprès de Démétrius pour demander le changement de la politique syrienne vis-à-vis des Juifs. Tel est le point de vue de Niese (*Kritik*, p. 89; *Eine Urk. aus d. M.-Z.*, p. 824 et ss.); il a été adopté par Mendelssohn (*SC Romanorum* p. 99) et Gutschmid (p. 1005). Niese étaye l'authenticité du récit de l'envoi d'une ambassade juive à Rome à l'aide des fastes consulaires, en rapportant le consulat de C. Fannius — Ant. XIV § 233 — à l'an 161 (cf. *Eine Urk. aus d. M.-Z.* p. 817 et ss.). Tout le récit du I M. élève les doutes de Niese quant à son authenticité car son style est, d'après lui, trop artificiel et rhétorique. Il est difficile de faire sienne pareille appréciation lorsqu'on a lu attentivement les chapitres du I M. en question; le récit de la réception de l'ambassade pendant la séance du Sénat et de l'acceptation par ce dernier de la proposition juive — dû probablement à un des membres de la délégation — porte un caractère très sobre. Quant au texte même du traité judéo-romain dont l'authenticité est contestée par Niese, une simple comparaison avec des textes analogues permet de constater leur ressemblance; l'accord correspond entièrement au modèle habituel des traités internationaux romains; cf. Viereck, *Sermo Graecus*, p. 91 et ss. A propos de la remarque de Niese sur le style du document qui ne correspond point du tout au style officiel employé à Rome, et de son « Phantasiestil » (*Eine Urk. aus d. M.-Z.* p. 824) il ne faut pas oublier que le traité a subi une double traduction; c'est au compte de cette circonstance qu'il faut attribuer ses particularités. Cf. Täubler p. 247 et ss.

(172) Cf. Winckler, *D. J. u. R.*, p. 113; il suppose, à l'instar de Niese, que les Romains étaient intervenus auprès de Démétrius en faveur des Juifs; il nie en général la conclusion d'un traité judéo-romain pendant le règne des Séleucides — op. cit. p. 134.

(173) Mendelssohn, *SC Romanorum*, p. 99 et ss. Ce point de vue est aussi celui de Mommsen, cf. *D. r. Gastrecht*, p. 333 : « Zwischen 2 Gemeinden ist ein Gast — und Freundschaftsvertrag nur dann möglich, wenn beide selbstständig sind. »

(174) Polybe XXXI, 19 et ss. Justin XXXIV, 3. Jos. Ant. XII § 402.

(175) Cf. Willrich, *Demetrios I*, p. 2797.

(176) Polybe XXXII, 20.

(177) Polybe XXXIII, 16.

(178) Cf. E. Meyer, *Bl. u. Nied. d. H. in A.* p. 66 : « Als... Demetrios I sich der Herrschaft bemächtigte, hat Rom diesem jede Schwierigkeit in den Weg gelegt und jede Empörung begünstigt und anerkannt — natürlich nicht ohne sich dafür zahlen zu lassen — die der Juden, die des Timarchos in Babylonien und Medien, die des Ptolemaeos in Kommagene. » Cf. *id.*, *D. Gang d. alten Gesch.*, p. 281.

(179) Appien *Syr.* 45.

(180) Willrich, *Demetrios I.* p. 2796, *Diod.* XXXI, 27 a.

(181) Polybe XXII, 23-24. Liv. XXXVIII, 38-39. *Diod.* XXIX, 10-11. Appien *Syr.* 39. Le projet primitif de l'accord tel qu'il avait été établi lors des négociations des Scipions avec les représentants d'Antiochus à Sardes, en 189, avait été quelque peu modifié dans l'intérêt de Rome l'année suivante, après la campagne victorieuse de C. Manlius Vulso en Asie Mineure; le traité conclu en 188, à Apamée, où le projet, élaboré à Rome, fut pour ainsi dire dicté et imposé aux ambassadeurs syriens (conformément à Appien *Syr.* 39, le traité, avant même qu'il fut accepté par la Syrie, avait été gravé sur des planches de bronze et avait été transmis dans les archives du Capitole) se résume, dans ses traits essentiels, comme suit: Antiochus renonçait à l'Asie Mineure au n. du Taurus; paiement d'une contribution (12.000 talents au titre attiques payables en 12 ans, et 90.000 boisseaux de blé); extradition d'un nombre d'ennemis fameux de Rome (Hannibal, Thoas d'Etolie et autres); interdiction de lever des troupes dans les pays soumis à la domination romaine et de donner asile aux transfuges (Polybe XXI, 15); interdiction de combattre les flotes de l'Archipel ou de débarquer en Europe (Polybe l. c. 43 (45), 4); engagement de ne pas laisser passer par son territoire les ennemis de Rome et de ne pas les ravitailler; en cas de conflit avec un allié quelconque de Rome — engagement de recourir avant tout à un arbitrage et de ne se défendre qu'en cas de nécessité extrême, sans recourir dans ce but à une alliance avec d'autres nations; reddition des éléphants et de la flotte de guerre; envoi d'otages à Rome. Voilà à quelles conditions Rome contractait une alliance amicale avec Antiochus III.

(182) Polybe XXXII, 4 et ss. Diod. XXXI, 29 et ss.

(183) Cf. Duruy, *Hist. d. Rom.*, t. II, p. 2.

(184) Séleucus IV tenta de soutenir Pharnaque du Pont pendant sa lutte contre Eumène et Ariarate IV ; Rome ordonna aux quatre rois de cesser la guerre — Polybe XXV, 4.

(185) Appien *Mithr.* 2.

(186) Cf. le traité avec Antiochus III indiqué ci-avant.

(187) Trouvé et publié la première fois par Conze, *Reise auf d. I. Lesbos* p. 23, t. XI, N° 3. Cichorius, *Ein B.-vertrag zw. R. u. M.* p. 440 et ss. a interprété l'inscription comme un traité et a rempli les lacunes. Cf. Mommsen, *Sitzb. d. Berl. Ak.* 1895, p. 900. CIG t. XII f. 2 N° 510. Täubler p. 45. Le traité contient la clause sur l'aide militaire réciproque.

(188) Traité d'alliance conclu par le Sénat. Le texte (dans la transcription de R. Heberdey) chez Dittenberger, *Or. Gr. inscr. sel. t. II* p. 503 et ss. N° 762. — La clause sur la neutralité n'a pas été conservée entièrement — seuls les derniers mots sont intacts. D'après Niese, *G. d. gr. u. m. St. t. III*, p. 61 n 3, le traité a été conclu avec le tyran Moagetes peu après 188, au moment de la fin de la guerre contre Antiochus III. Les particularités paléographiques et orthographiques confirment l'exactitude de cette date — Dittenberger, *op. cit.* p. 503 n. 1, de même que le style de la rédaction — Täubler, p. 62. Moagetes n'étant mentionné dans le traité, l'opinion a été émise que la tyrannie n'existait plus à Kibyra au moment de conclusion du traité ; cf. Dittenberger, *l. c.* ; Ruge, *Kibyra*, p. 375 ; cf. l'explication de Täubler, p. 455.

(189) Sur l'histoire d'H. cf. Memnon chez Photius *Bibl.* p. 222b et ss. Le traité fut conclu peu de temps après la paix avec Antiochus III — Täubler, p. 4. — Cf M. N. Bouillet, *Dict.*, p. 856 ; P W, t. VIII, p. 433 et ss. ; Perrot, *Galatie*, p. 15.

(190) C'est la traduction de Kautzsch : *ψήφισμα* littéralement signifie « conservation ».

(191) Cf. les traités avec Astypalaea, Kibyra et Methymna.

(192) Cf. avec les autres traités.

(193) Cette circonstance a servi à Willrich, *Judaica*, p. 62 et ss. comme argument contre l'existence du traité à l'époque de Juda et de ses frères.

(194) Ce qui a été méconnu par Bertholet, *Apokryphen*, p. 344.

(195) I M. 8,19.

(196) Cf. Ch. I.

(197) I M. 8, 23.

(198) I M. 8, 20.

(199) II M. 11, 34.

(200) I M. 8, 31-32.

(201) Kautzsch, t. I, p. 57 traduit : « so werden wir ihnen zu ihrem Recht verhelfen ». Il commet une erreur en traduisant συντελείται (I M. 8, 31) « zuzufügen könnte ».

(202) I M. 7-8.

(203) I M. 9, 1 et ss.

(204) Cf. la caractéristique générale de la politique extérieure de Rome à cette époque chez E. Meyer, Bl. u. U. d. H. in Asien p. 64.

(205) I M. 9, 73. Jos. Ant. XIII § 34. Sur la situation géographique de Michmas cf. Schuerer GJV. t. I p. 227 n. 10.

(206) Jonathan obtint de Démétrius II que trois districts appartenant à la Samarie fussent attribués à la Judée. Ces trois districts étaient : Ephraïm (Ἐφραΐμα), Lydda et Ramathain (Ῥαμαθὲν) — I M. II, 34. Cet agrandissement du territoire de la Judée reçut la sanction d'Antiochus VI, (I.M. II, 57 : καθίστημι σε ἐπὶ τῶν τεσσάρων νομῶν). Alexandre Balas le nomma archiprêtre (I.M. 10, 20 et ss. - en 153 av. J.C. - 160 aer. Sel.) et lui conféra également le titre de στρατηγὸς καὶ μεριδάρχης — probablement de la Judée (I.M. 10, 65) en reconnaissant ainsi formellement le pouvoir politique de Jonathan. Il est nécessaire cependant de faire remarquer que, malgré cette nomination au poste de gouverneur militaire et civil (Schuerer GJV. t. I p. 231 n. 1), une garnison syrienne continuait à occuper la citadelle de Jérusalem. La restitution de cette citadelle ainsi que des autres forteresses du pays avait été promise à Jonathan par Démétrius II pour l'aide qu'il lui avait donnée lors de la suppression de la révolte d'Antioche (I.M. 11, 41 et ss.) mais la restitution n'eut pas lieu : nous savons par I.M. 12, 36 que, peu de temps après la conclusion du traité avec Rome, Jonathan soumit la citadelle de Jérusalem à une blockade complète — la garnison syrienne se trouvait par conséquent encore dans la citadelle ; elle fut prise par Simon le 23 du second mois 171 aer. Sel. (I.M. 13 51). — C'est à l'époque de Jonathan que fut prise la forteresse de Beth-Zur au sud de la Judée (par Simon - I.M. 11, 65-66). Du fait que I M. 10, 75 mentionne la prise de Jopé, Asdod et Askalon par Jonathan en 147 av. J.C. (I M. 10 65 : 165 aer. Sel.) il ne faut pas déduire que ces villes maritimes aient été attribuées à la Judée : Jonathan agissait dans ce cas comme défenseur des intérêts d'Alexandre Balas pendant la lutte de ce dernier avec Démétrius II pour lequel les villes précitées s'étaient prononcées ; elles devinrent la possession d'Alexandre Balas ; Jonathan reçut en récompense de son aide, en dehors de présents de valeur, la ville Akkaron (dans l'A.T. Jos. 13, 3 עֲקֶרוֹן, Ekron, la plus septentrionale des 5 principales villes philistines, actuellement 'Akêr-cf. Hastings, t. I p. 674) avec la région qui l'entourait - I M. 10, 89. Cf. E. Meyer, U. u. A. d. Chr. t. II p. 263. - Quant à l'annexion de Jopé par la Judée, elle eut lieu peu de temps après la mort de Jonathan : la ville fut occupée sur l'ordre de Simon par Jonathan, fils d'Absalom — I.M. 13, II ; mais déjà avant cet événement une garnison juive se trouvait dans la ville ;

elle y avait été introduite par Simon pendant la lutte de Jonathan avec Démétrius II pour empêcher que Jopé ne passât du côté de Démétrius II — I M. 12, 33-34.

(207) La date de sa mort n'est pas mentionnée dans I M. ; elle se place à la fin de 143 ou au commencement de 142 av. J.C., comme il ressort de I M. 13, 41 et ss. et 14, 27 (le règne de Simon est compté à partir de l'an 170 aer. Sel.=143-142 av. J.C., cf. Schuerer, GJV. t. I p. 241 n. 1).

(208) Jos. Ant. XIII § 165.

(209) I M. 13, 33-42 ; cf. 14, 27. Jos. Ant. XIII § 213.

(210) I M. 14, 25-49.

(211) Schuerer, GJV. t. I p. 250 n. 20. E. Meyer, U.u.A.d.Chr. t. II, p. 264 pense aussi qu'il faut placer la conclusion du traité avec Rome avant l'assemblée nationale.

(212) I M. 13, 34.

(213) Cf. I M. 13, 35 et ss. - 14, 38.

(214) Cf. I M. 13, 41 — c'est-à-dire 2 ans avant le commencement de l'expédition de Démétrius II contre les Parthes - I M. 14, 1 : 172 aer. Sel.

(215) V. ci-après.

(216) I M. 14, 1 ; cf. le tableau chronologique chez Schuerer, GJV. t. I p. 774.

(217) Cf. Willrich, Demetrios II, p. 2800. Il est vrai qu'Eusèbe Chron. I, XL, 17 (Migne 1857) rapporte cette expédition à 138 (3<sup>e</sup> année de la 160<sup>e</sup> Olympiade, un an après le commencement de l'expédition) ; Schuerer, GJV. t. I p. 172 adopte cette date. Les données chronologiques du I M. sont cependant plus sûres ; d'après I M. 14, 1 l'expédition avait commencé en 172 aer. Sel. (=141 av. J.C.) ; par conséquent, la capture de D. a eu lieu en 140. E. Meyer, U.u.A.d.Chr. t. II p. 260 la rapporte à 139.

(218) 139-138 av. J.C.

(219) Il ne faut pas perdre de vue que, d'après I M. 14, 40, la première délégation obtint le renouvellement de l'alliance ; quel était dans ce cas le but de la seconde ambassade ?

(220) I M. 14, 27 et ss.

(221) Cf. Kautzsch t. I p. 29 : « Kap. 14. 27 ff. ist vielmehr das Werk eines jüngeren Bearbeiters, der sich um die Differenzen zwischen der Urkunde und der vorangehenden Geschichtserzählung nicht weiter kümmerte. »

(222) Nous rencontrons dans les ch. 14 et 15 du I M. tout un nombre d'inexactitudes dans la rédaction du texte qui s'expliquent en premier lieu, croyons-nous, par le fait que cette partie du I M.

a été ajoutée plus tard au texte primitif du I M. qui se terminait avec 14,15. Cf. Destimon, D. Qu. d. Fl. J. p. 60 et ss. : I M. n'est pas une œuvre faite d'un coup ; à la partie primitive — finissant au ch. 13 — a été jointe une autre (d'après Kautzsch, t. I p. 29 elle commence avec ch. 14, 16) ; ceci est confirmé par le fait que Josèphe ne connaît pas les ch. 14-16 : Ant. XII,5 - XIII,6 se basent exclusivement sur I M. 2-13, et s'il ne se sert plus de cette source à partir du ch. 14 et continue son récit souvent en contradiction avec I M. (par ex., I M. 15, 27 - Ant. XIII § 223 et ss.) c'est qu'il ne connaissait pas cette partie du I M.

(223) Car, à côté de Sparte, y sont mentionnés plusieurs Etats qui, certainement, ne se trouvaient pas sur l'itinéraire de la délégation.

(224) I M. 14, 40.

(225) I M. 15, 17.

(226) I M. 15, 19.

(227) L'envoi d'une ambassade à Rome le prouve.

(228) I M. 15, 18 ; pour les différentes estimations de la valeur du bouclier, cf. Kautzsch t. I, p. 78 n.e.

(229) I M. 15,15-24. Ptolémée VII Euergetes II Physkon partagea le trône avec son frère Ptolémée VI Philometor de 170 à 164 et ensuite régna seul de 146 à 117.

(230) Des notes avaient été préparées, outre pour Ptolémée, encore pour Démétrius (II), Attale (II Philadelphus, roi de Pergame, 159-138), Ariarathe (V Philopator, roi de Cappadoce, 162-130), Arsakes (= Mithridate I, roi des Parthes) et, de plus, pour les Etats et communautés suivantes : Sampsame (V : Σαμψάμη ; A : Σαμψάκη ; L V Sampsaco ; on l'identifie avec le port Samsun sur la mer Noire, entre Sinope et Trébizonde - cf. Ramsay, Hist. Geogr. of Asia Minor p. 273. E. Meyer, U.u.A.d. Chr. t. II p. 264 interprète le mot Sampsame comme le nom du roi arabe Sampsakes (?) ; Sparte ; Delos (qui s'était déclaré indépendant de Rhodes en 166 - W. M. Ramsay, Hastings t. I p. 588 et ss.) ; Myndus (n'appartenait plus à la confédération de Carie - W. M. Ramsay, Hastings, t. III p. 463 et ss.) ; Sicyon (dans le golfe de Corinthe ; à l'époque des Macchabées elle se distinguait par son attitude loyale envers Rome ; elle était peut-être le centre de l'influence romaine en Europe Orientale ; Cf. H. A. Redpath, Hastings, t. IV p. 512) ; Carie (sans doute, comprenait-on sous ce nom la confédération des villes cariennes non maritimes, qui se groupaient autour du temple de Zeus Chrysaoreus à Stratonicea. En 168 av. J.C. Rome proclama l'indépendance de la Carie envers Rhodes et la dite confédération assumait la responsabilité du gouvernement jusqu'en 129, époque où la région fut comprise dans la province Asia. Les villes maritimes de la Carie ne faisaient pas partie de la confédération ; pour cette raison des notes spéciales furent expédiées à Myndus, Halikarnassus, Knidus, [en partie sur le continent, en partie sur un îlot] et à l'île Kos, située près des côtes de la Carie ; cf. W.M.

Ramsay, Hastings, t. I p. 354); Samos (qui a été réunie à la province Asia seulement en 84; cf. C.W. Wilson, Hastings, t. IV p. 377); Pamphylie; Lycie (en 188 av. J.C. elle avait été enlevée à Antiochus III par Rome et avait été attribuée à Rhodes, mais, en 168, elle avait été proclamée indépendante — W.M. Ramsay, Hastings, t. III p. 176); Halikarnassus (jouissait des droits d'autonomie — W.M. Ramsay, Hastings t. II p. 286); Kos (commune libre — W.M. Ramsay, Hastings, t. I pp. 383, 500 et ss.); Side (ville maritime en Pamphylie; était le marché principal des pirates; C.W. Wilson, Hastings, t. IV p. 512); Aradus (ville en Phénicie); Rhodes (la plus importante puissance maritime dans la partie orientale de la Méditerranée; W.M. Ramsay, Hastings, t. IV p. 268 et ss.); Phaselis (ville en Lycie, à la frontière même de Pamphylie. La question de la date de sa sortie de la confédération Lycienne prête à discussion; W.M. Ramsay, Hastings, t. III p. 830, croit que sa mention dans IM. 15, 23 témoigne qu'aux environs de l'année 140 av. J.C., elle était une ville libre-c'est pourquoi une note spéciale lui fut adressée comme à la Lycie); Gortyna (après Knossos la deuxième ville de Crète; encore à la fin du deuxième siècle elle mène une guerre contre Knossos - Strab. X, 477. Ce n'est qu'en 67 av. J.C. lorsque Crète fut annexée par Rome — Marquardt, Organisation de l'Empire Romain, t. II p. 431 et ss. — que Gortyna perdit son indépendance et devint la capitale de la province — cf. Bûrcher, PW t. VII p. 1668); Knidus (commune libre de Carie-Hastings, t. I p. 383, 451); Chypre et Cyrene (la première se trouvait sous la domination égyptienne et avait été réunie à l'Egypte par Ptolémée I en 295 — J.L. Myres, Hastings, t. I p. 540; la seconde était tombée avec toute la région qui correspond à l'actuel Tripoli, sous le pouvoir de l'Egypte après la mort d'Alexandre de Macédoine; elle est connue comme un centre juif important - cf. W. Muir, Hastings, t. I p. 540 et ss. Rome leur adressa des notes spéciales peut-être pour cette raison qu'elles n'étaient pas des possessions primitivement égyptiennes).

(231) Ant. XIII § 227.

(232) Eine Bericht. d. r. Cons.-fasten.

(233) D. S.-beschluss bei J. XIV, 8,5.

(233) Nochmals d. r. S. b. bei J. XIV, 8,5. Cf. Mendelssohn, SC Rom. et Grimm, Ueb. I M. VIII u. XV 16-21.

(235) Bemerk. üb. d. U. bei J. A. XIII, XIV, XVI.

(236) GJV. t. I p. 251 n. 22.

(237) t. I. p. 135 et ss.

(238) U. u. A. d. Chr. t. II, p. 264 n. 2.

(239) Animadversiones ad Euseb. p. 400 et ss.

(240) 135-104 - cf. le tableau chronologique chez Schuerer, GJV. t. I p. 779; cette opinion fut adoptée par Unger, Zu Jos. p. 553 et ss. (le SC fut voté à la fin de 128).

(241) *Decreta Rom.*

(242) *P.* 103-106.

(243) *Zu Jos.* p. 553 et ss.

(244) Schuerer, *GjV.* t. I, p. 251 n. 22 : « Für die Zeit Simon's spricht auch, dass in dem SC XIII, 9, 2 welches in die erste Zeit Hyrkan's gehört, höchst wahrscheinlich auf unser SC Bezug genommen wird ».

(245) L'autre consul de cette année, C. Popilius Laenas, était occupé par la guerre en Espagne.

(246) Il a acquis ce sens relativement tard. Ce titre est une simplification du titre officiel du consul — cf. Holleaux, *Etude sur la traduction en grec du titre consulaire*, pp. IX ; 56 et ss.

(247) Cf. Holleaux, *op. cit.* pp. 9, n. 2 ; 59. — Mendelssohn, *SC. Rom.* suppose que le mot « préteur » s'est transformé par erreur du traducteur en « consul » dans I M. 15, 16.

(248) Nous n'avons aucune raison de considérer Numenius comme princeps legationis.

(249) En comptant de la réorganisation de la Palestine par Gabinus (*Ant.* XIV §§ 90-91) qui eut lieu en 56. V. ci-après.

(250) Remarquons en passant un détail qui est commun aux deux textes. Dans le I M. 15, 16-21 il est dit que les ambassadeurs furent délégués par Simon et par le peuple ; il est caractéristique qu'il n'est pas fait mention de la géroisie ; dans les *Ant.* XIV § 146 les ambassadeurs sont désignés comme Ἰουδαίων πρεσβευταί.

(251) Le séjour de la délégation de Simon à Rome en 139 av. J. C. est confirmé, à première vue, par le texte connu de Valerius Maximus (cod. Par. I, 3, 3, ed. Halm 1865) : Cn. Cornelius Hispalus praetor peregrinus M. Popilio Laenate L. Calpurnio coss. — leur consulat se place à l'an 139, cf. Schuerer, *GjV.* t. III p. 29—... idem Judaeos, qui Sabazi Iovis cultu Romanos inficere mores conati erant, repetere domos suas coegit. Cod. Nep. I, 3, 1 et 3: Judaeos quoque, qui Romanis tradere sacra sua conati erant, idem Hispalus urbe exterminavit arasque privatas e publicis locis abiecit. Il ne faut pas perdre de vue que le texte du premier livre de Val. Max. contient beaucoup de lacunes que complètent les extraits de son œuvre — l'épitomé de Jules Paris (X<sup>e</sup> siècle) et l'épitomé de Jannarius Nepotianus (XIV<sup>e</sup> siècle). Le mot « Judaei » est mentionné par les deux exégètes ; il se trouvait donc certainement dans le texte primitif de Val. Max. (Schuerer, *GjV.* t. III p. 28 n. 71). Sabazius est une divinité phrygienne ; quoiqu'elle se rapproche plutôt de Bacchus, son nom est parfois uni à celui de Jupiter (CIL, VI, 429, 430 ; XI, 1.1323) ; le texte de Val. Max. le confond probablement avec le Sabaoth (Zebaoth) juif qui, d'ailleurs, n'est pas un nom propre. — On a voulu rapprocher l'apparition à Rome de propagandistes juifs avec l'arrivée de la délégation de Simon. En dehors des motifs susmentionnés, qui nous obligent de placer le sénatusconsulte

renouvelant l'alliance judéo-romaine sous Simon à une date plus reculée, il nous semble impossible d'identifier les propagandistes expulsés par le préteur Hispalus, avec les membres de l'ambassade juive. Si les représentants diplomatiques de Simon avaient cherché à faire de la propagande religieuse — ce qui provoqua l'expulsion par force des coupables — les négociations auraient été probablement interrompues et l'alliance n'aurait pas été renouvelée par le Sénat. L'hypothèse que parmi la suite qui accompagnait les ambassadeurs certaines personnes auraient profité — sur un ordre d'en haut ou sur leur propre initiative — de leur séjour à Rome pour se livrer à une activité de propagande, est une supposition sans fondement, car nous ne connaissons pas exactement la composition de la délégation juive. Quoique les sources n'aient conservé aucune trace de l'existence d'une colonie juive à Rome à cette époque, il est fort probable qu'à la suite des relations animées qui s'étaient établies entre l'Italie et l'Orient, les Juifs isolés apparurent dans la Ville. Eternelle déjà de bonne heure — cf. Vogelstein-Rieger, t. I p. 2 et ss.; c'est probablement de ce milieu que sortirent les propagandistes dont l'expulsion Valerius Maximus mentionne dans son texte.

(252) 138-129 — cf. Schuerer GJV. t. I p. 173.

(253) I M. 15 et ss.

(254) Le siège commença sous peu après l'arrivée d'Antiochus en Syrie, en 174 aer. Sel. - 139-138 av. J.C. (I M. 15,10) ; cf. Schuerer GJV. t. I p. 253 et ss.

(255) Jos. Ant. XIII § 225 et ss.

(256) I M. 16, 1 et ss. Jos. Ant. XIII § 225 et ss.

(257) Jos. Ant. XIII § 246 et ss.

(258) Probablement avant la blocade de Jérusalem par Antiochus.

(259) Aquéveg. Is. Lévy, Notes, p. 177 et ss. les considère comme des ports situés le long de l'ancienne côte philistine, depuis Jamnia jusqu'à Gaza. La particularité caractéristique de la plupart d'entre eux était leur division en deux parties distinctes : la ville située à l'intérieur du continent et la marine. Cette dernière porte, en arabe, toujours le nom d'El-Mina, c'est à dire «port»; El-Mina n'est rien d'autre que la transcription arabe du mot grec λιμήν. La perte des villes maritimes se faisait particulièrement sentir pour la Judée en raison de ce qu'elle l'empêchait d'avoir des rapports directs avec Rome, comme le fait remarquer Is. Lévy. Πηγὰι est, semble-t-il, le nom d'une région très riche en sources d'eau. Telle est, d'après Is. Lévy (op. cit. p. 179) la région marécageuse de Râs-el-'Ain au N.-E. de Jopé ; c'est ici que se trouvaient les sources d'Odjeh ('Aoudjeh); c'est ici que fut plus tard construite par Hérode la forteresse Antipatris ; à l'époque de la domination des Musulmans s'élevait ici une citadelle dont les ruines se sont conservées jusqu'à nos jours.

(260) Ant. XIII § 260.

(261) Ct. Schuerer GJV. t. I p. 274.

(262) Ant. XIII § 302.

(263) Dans le SC voté au sujet du renouvellement de l'alliance avec Simon les ambassadeurs de ce dernier sont également appelés ambassadeurs du « peuple juif » — Ant. XIV § 146.

(264) Ant. XIII § 260.

(265) En dehors de ces complications intérieures, le gouvernement romain devait pendant cette période accorder beaucoup d'attention à la rébellion d'Aristonic en Asie Mineure ; cf. Reinach, Ant. Cyz. p. 65 : « pendant les querelles d'Antiochus Sidétès contre les Juifs (135-130) les Romains étaient beaucoup absorbés par la formidable insurrection d'Aristonic en Asie Mineure pour intervenir dans les affaires de Syrie ».

(266) Reinach, Ant. Cyz., p. 169 et ss. « J'estime, en effet, que le sénatus-consulte renia sur la proposition du préteur L. Valerius, L. f., et dont Josèphe nous a conservé le texte (Ant. XIV, 8, 5 § 145-148) ne se place ni, comme il l'a cru, sous Hyrcan II, ni, comme le croient Schuerer et d'autres, sous Simon, mais bien à l'avènement d'Hyrcan I, encore qu'il n'y soit pas nommé. »

(267) Elle est infirmée par XIII, § 259 qui peut être considéré comme une préface au texte même du sénatusconsulte.

(268) Cf. Wellman, P W. t.I p. 2479.

(269) XIII § 260.

(270) XXXVIII, 10,1 — 11,9.

(271) Cic. Brut. 100.

(272) Cf. P W. t. VI p. 1987 et ss.

(273) En échange de cela les Juifs offrirent à Antiochus une compensation en argent — 500 talents en argent — et des otages ; Antiochus accepta cette proposition ; les otages furent immédiatement délivrés de même que 300 talents pour le compte de la somme totale — XIII § 247.

(274) Les murs de cette enceinte furent relevés plus tard par Hyrcan I — I M. 16, 23 —, probablement après la mort d'Antiochus Sidétès.

(275) A la suite de la paix conclue entre Antiochus Sidétès et Hyrcan I un pacte d'amitié et d'alliance fut contracté — XIII § 250. Le traité d'alliance contenait probablement une clause concernant l'aide militaire en cas de guerre avec un tiers ; le traité de paix dont la conclusion mit une fin à la lutte entre Antiochus Sidétès et Hyrcan ne contenait pas cette clause — dans tous les cas elle n'est pas mentionnée parmi les conditions qui sont énumérées par Josèphe, et cependant ce dernier semble avoir donné une liste complète des conditions comme il ressort de ses mots : ἐν τοῖς (c'est-à-dire : à ces conditions) μὲν οὖν Ἀντίοχος τὴν πολιορκίαν λύσας ἀνεχώρησεν ; différant en ceci des autres traités d'al

liance (par ex., ceux qui furent conclus entre Rome et Juda Macchabée, Rome et Astypalaea etc.) le traité en question prévoit une aide non seulement pour la guerre défensive mais aussi pour la guerre offensive ; c'est justement cette circonstance qui peut expliquer la participation de Hyrcan à l'expédition d'Antiochus Sidétès contre les Parthes en 130-129 av. J.C.

(276) Ant. XIII § 244.

(277) Démétrius II Nicator prit dans ses mains une seconde fois le gouvernement de la Syrie en 129, à son retour de la captivité chez les Parthes ; il fut battu par le prétendant Alexandre Zabinas que soutenait Ptolémée Physkon qui le faisait passer pour le fils d'Alexandre Balas. Alexandre Zabinas, à son tour, fut vaincu par Antiochus VIII Grypos.

(278) Jos. Ant. XIII § 273.

(279) Eusèbe Chronic. I. I c. XL § 22.

(280) Dans l'appréciation de la personnalité d'Antiochus IX les auteurs sont de différente opinion : tandis que Josèphe Ant. XIII § 274 se prononce assez mal sur lui, Diodore XXXIV, 34 le décrit comme un prince audacieux et intrépide.

(281) Ant. XIII § 275 et ss.

(282) B.J. I, 2, 7 attribue la deuxième expédition à Antiochus VIII Grypos ; Th. Reinach, Ant. Cyz. p. 161 et ss. donne la préférence à cette version parce que, selon les Ant. XIII § 279, Antiochus qui avait subi de grandes pertes en hommes, s'était retiré à Tripoli, c'est-à-dire au nord de la Phénicie ; cependant dans le récit plus circonstancié des Ant. (XIII § 277 et ss.) figure Antiochus IX.

(283) Ces annales sont mentionnées dans le I M. 16, 24 ; ce document semble avoir été perdu de bonne heure — cf. Schuerer GJV. t. I p. 40 et ss.

(284) XIV § 247-255.

(285) SC Rom. p. 123 et ss. (avant séparément : De SC Rom. ab Jos. Ant. XIII, 9,2 — le place avec raison à l'époque d'Ant. Sidétès — XIV, 10, 22 rel. commentatio, Leipzig, 1874). Cf. la bibl. chez Schuerer GJV. t. I p. 262 n. 7 ; Sch. lui-même hésite à propos de la date du SC en question mais incline plutôt en faveur de l'opinion de Mendelssohn.

(286) Ant. Cyz. et I. J.

(287) Probablement un membre de second plan de la délégation juive — cf. Josèphe Flavius, éd. sous la dir. de Th. Reinach, t. III p. 252 n. 4.

(288) L'égat du gouverneur de la province Asia - cf. Reinach, op. cit. p. 163 n. 3.

(289) Sur sa composition cf. Ant. XIV § 248.

(290) Ant. XIV §§ 249-250.

(291) La phrase καὶ ἐξῇ αὐτοῖς ἐκ τῶν λυμένων μηδ' ἐξαγαγεῖν est, d'après Th. Reinach, op. cit., p. 163 n. 2, inintelligible et sûrement corrompue — cf. Josèphe Flavius, éd. sous la dir. de Th. Reinach, t. III p. 251 n. 7 (« mots incompréhensibles »); cependant elle devient compréhensible à la lumière de la traduction latine — cf. Josèphe Flavius éd. Niese t. III p. 286: « et liceat eis a portibus deportare quae volunt » - Lat.; à la place de l'incompréhensible μηδ' ἐξαγαγεῖν — dans de nombreux manuscrits (FLAM - cf. Niese op. et loc. cit.) on rencontre ἐξάγειν ce qui lève la difficulté.

(292) Que ce privilège ait été accordé au monarque égyptien après que les Juifs eurent donné leur consentement préalablement — comme l'affirme Reinach op. cit. p. 165 — ou que le Sénat ait introduit cette clause de sa propre autorité dans sa résolution, — ceci est une question qu'il est impossible de résoudre sur la base du texte du SC. « Ptolémée, roi d'Alexandrie » n'est sûrement pas Ptolémée Lathouros qui prit des mesures actives contre la Judée et accorda son appui au gouvernement syrien pendant sa lutte avec les Juifs : la concession d'un pareil privilège à ce prince aurait blessé gravement les Juifs dans leur amour-propre national. Il est plus naturel pour cela de voir en lui le frère de Lathouros, Ptolémée Alexandre, corégent de sa mère, Cléopâtre, connue par ses sympathies pour les Juifs. Ceci permet d'établir plus exactement la date du SC: entre 107 (avènement au trône de Ptolémée Alexandre) et 104 (mort de J. Hyrcan) Cf. Reinach, op. cit. p. 165.

(293) Cette fois-ci, il semble que Jopé fut restituée aux Juifs: lorsqu'Alexandre Jannée entreprit son expédition contre les villes maritimes de la Palestine, Jopé était déjà dans les mains des Juifs cf. Ant. XIII §§ 324 et ss. et 395.

(294) Op cit. p. 164.

(295) Th. Reinach (op. cit. p. 165 et ss., cf. œuvres de Josèphe Flavius t. III p. 250 n. 1) situe, il est vrai, ce document également à l'époque d'Hyrcan I en partant de la même considération — titre d'Hyrcan — et du fait que la note mentionne le nom de l'ambassadeur juif Sopatros qu'il identifie avec Sosipatros, fils de Philippe — un des membres de la délégation dont il est fait mention dans XIV § 248; ces arguments ne sont pas convaincants tandis que la teneur du document — Hyrcan assume devant Rome le rôle de défenseur de la liberté religieuse et politique des Juifs de la Diaspora — correspond au rôle que joua Hyrcan II en s'appuyant sur J. César; cf. Schuerer GJV. t. I, p. 348 n. 27.

(296) Le gouvernement d'Hyrcan II se place entre 63 et 40 av J.C., cependant que Pompée, au cours de son expédition victorieuse à travers l'Asie, détrôna le dernier des Séleucides, Antiochus XIII Asiaticus (69-65) et proclama la Syrie province romaine; cf. Schuerer, GJV. t. I, p. 178; 338 et ss.

(297) Cf. Th. Reinach, op. cit. p. 168.

(298) Les événements décrits se placent entre 111 (partage de la Syrie entre Ant. VIII et Ant. IX - Schuerer, GJV. t. I, p. 175) et 104 (mort d'Hyrcaan I - Schuerer, GJV. t. I, p. 256).

(299) Mendelssohn, Zu d. r. SC u. Dekr. bei Jos. ; l'affirmation de Mendelssohn, p. 118, que tous les actes officiels insérés dans les Ant. XIV, 10, — et, par conséquent, aussi § 247 et ss. — se rapportent à la période de 49 à 42 av. J.C. demande à être prouvée.

(300) Mendelssohn, op. cit. p. 119 suppose qu'au décret fut ajouté *in extenso* le SC sur la liberté confessionnelle des Juifs dans les provinces qui avait été voté en 47 ; mais ce n'est toutefois qu'une hypothèse de l'auteur.

(301) Contra Viereck, p. 96.

(302) Par ex., XIV § 145 et ss.

(303) Gutschmid, Bemerk. p. 1259 et ss.

(304) I M. 12, 5-23.

(305) Cf. Gutschmid, op. cit. p. 1262.

(306) La correction proposée pour Ant. XIV § 251 (Josèphe Flavius éd. sous la dir. de Th. Reinach, t. III p. 262 n. 2) — τῇ βουλῇ au lieu de τῆς βουλῆς — nous paraît juste.

(307) Au fond, l'itinéraire de la délégation ne passait pas par Pergame ; elle s'y rendit probablement pour consolider l'alliance et pour remettre les copies du SC.

(308) V. ci-devant p. 73.

(309) Cf. Gutschmid, op. cit. p. 1261 ; Kuhn, D. st. u. b. Verf. t. II, p. 26 n. 9 ; Viereck, [p. 96 : si le décret pergaménien datait de l'époque antérieure à 133 — le nom d'Attale y serait mentionné ; en 133-130 Rome fit la guerre contre Aristonic sur le territoire de Pergame et il est impossible d'admettre qu'à un pareil moment le Sénat aurait facilité le voyage dans ces lieux de la délégation juive et l'aurait pourvue de lettres de recommandation.

(310) Ant. XIII § 418 ; B.J.I, 5, 3.

(311) Ant. XIII § 419 et ss.

(312) Lutte entre Aristobule II et Hyrcan II.

(313) Après l'occupation du temple (le 10 Tishri, octobre 63) Pompée ne s'empara pas des trésors qui s'y trouvaient - Ant. XIV § 72, B. J. I § 153, cf. Cic. pro Flacco 67: at Cn. Pompeius captis Hierosolymis victor ex illo fano nihil attigit ; ce témoignage a une valeur d'autant plus grande qu'il contraste avec le ton général du discours qui est anti-juif ; pour cette raison il faut lui donner la préférence à Dion Cass. XXXVII, 16, 4 : καὶ πάντα τὰ χορήματα διεκράσθη ; telle est l'opinion d'E. Meyer, U. u. A. d. Chr., t. II, p. 312 n. 1. — Le trésor du temple fut plus tard accaparé par Crassus.

(314) Ant. XIV § 74 ; B. J. I. 7, 6.

(315) L'annexion de la plupart des villes maritimes à la Judée se place sous Alexandre Jannée : un certain nombre de ces villes furent occupées par lui par la voie d'intrigues diplomatiques (comme, par ex., Dora, Turris Stratonis), d'autres — par la force armée (Raphia, Anthedon, Gaza) ; cf. Ant. XIII § 358 et ss.

(316) Ainsi le territoire qui restait sous la domination des Hasmonéens était limité à la partie purement juive de la Judée, à l'Idumée, à la Galilée et à une partie de la Perée. E. Meyer, U. u. A. d. Chr., t. II, p. 312.

(317) Les cadres des partisans d'Aristobule se composaient de la jeunesse belliqueuse, de l'aristocratie sacerdotale de Jérusalem et, en général, de tous les Saducéens. Le parti d'Hyrcan était formé principalement par l'aristocratie séculière, les membres du Sanhédrin ; à leur tête se trouvait Antipater qui conduisit devant Pompée une délégation de la noblesse juive pour demander la nomination d'Hyrcan qu'elle considérait comme le monarque légitime (Ant. XIV § 42 et ss.) Il est possible que certains Pharisiens adhéraient à Hyrcan mais la majorité parmi eux forma un troisième parti indépendant qui déclarait que le régime monarchique était en contradiction avec la loi juive et demandait son abolition ; cf. Diodore, XL 2. — Cf. Ant. XIV § 41 : l'ἔθνος se prononce contre les deux prétendants. — Les réformes de Pompée étaient, au fond, une victoire du point de vue pharisien.

(318) Mendelssohn, SC. R. p. 163.

(319) Kuhn, op. cit. t. II, pp. 336, 367.

(320) En faveur de ceci parle comme semble l'expression : οἱ δὲ ἵνα συντελῶσιν εἰς Ἀμαθούντα — B. J. I § 170.

(321) Graetz. G. d. J., t. III, p. 145, croit que cette innovation était dirigée contre le Sanhédrin « um die Einheit der Nation, die... von dem Synedrion gewahrt war, zu zerreißen ».

(322) Jos. Ant. XIV § 91. B. J. I § 170. Cf. E. Meyer, U. u. A. d. Chr., t. II, p. 313.

(323) Zu Jos. p. 191 et ss.

(324) Remarquons en passant que Gabinius, en réalisant ces réformes, s'appuya sur Antipater, le père d'Hérode le Grand (Ant. XIV § 103). Il est possible qu'Antipater fut nommé ἐπαμελητής (Ant. XIV § 127) déjà à cette époque : Schuerer, GJV. t. I p. 343 n. 14 admet qu'il était à la tête de l'administration fiscale du pays.

(325) Cf. Judeich, Caesar im Or., p. 122 : « Wir dürfen nicht die uns überlieferten Edicte und SC von Caesar's Zeit willkürlich in ihrer Reihenfolge stören und mit einander verbinden ».

(326) Cf. Schuerer GJV. t. I, p. 346 : « Bei der Verderbtheit der Texte wird ein sicheres Resultat (en ce qui concerne leur classification) nie zu gewinnen sein ». Sur la question de l'authenticité

des actes relatés par Josèphe cf. Willrich, *Urkundenfälschung*, p. 2 et ss., et le compte-rendu. de M. Ginsburg.

(327) Cf. Manfrin, t. II, pp. 214 et ss., 285, 288. Berliner, t. I. p. 16 et ss.

(328) Cf. Renan, t. V, p. 196 et ss.

(329) Mommsen, R. G., t. III, p. 550. Cf. F. Rosenthal, D. Erl. C's, p. 321.

(330) La monarchie ne fut pas restaurée. La désignation d'Hyrcean comme roi que nous rencontrons parfois chez Josèphe (par ex., Ant. XIV § 168) n'a pas de sens juridique : aucun acte officiel ne parle de la restitution à Hyrcan de ce titre.

(331) Ant. XIV § 199.

(323) Ant. XIV § 190 et ss.

(333) Ant. XIV § 158 et ss.

(334) Ant. XIV § 195.

(335) Ce titre fut probablement emprunté d'Alexandrie ; Strabon (Jos. Ant. XIV § 117) décrit les fonctions de l'ethnarque alexandrin qui était plutôt un magistrat communal : il gouvernait le « peuple » (sc. la commune), réglait les procès et confirmait les contrats. Les mots de Strabon « ὡς ἂν πολιτείας ἄρχων αὐτοτελοῦς » sont exagérés : nous ne pouvons pas admettre que les Juifs alexandrins jouissaient d'une plus grande autonomie que le reste de la population. L'ethnarque doit être considéré comme le chef de la commune juive d'Alexandrie (ou même de tous les Juifs d'Egypte) ; il n'était pas, à la différence de l'alabarque, fonctionnaire romain.

(336) Ant. XIV § 196.

(337) Il est impossible de tirer des mots d'Aristote, cites par Cléarque de Soli (Reinach, Textes, p. 10 et ss.), la conclusion que les Juifs habitaient en Asie Mineure au IV<sup>e</sup> siècle av. J. C. — cf. Reinach, op. cit. p. 11 n. 3.

(338) Il est probable que l'explication donnée par J. Flavius quant à l'apparition des Juifs dans l'Asie Mineure de même que le message d'Antiochus à Zeuxis (Ant. XII § 148 et ss.) contenant un nombre de décisions concernant l'organisation des Juifs en Asie Mineure, ont un caractère tendancieux et datent d'une époque où, au milieu du premier siècle av. J. C., la tension des relations s'était accentuée entre les communautés juives et grecques des villes de l'Asie Mineure. Cf. Josèphe éd. sous la dir. de Th. Reinach, t. III, p. 80, n. 2. †

(339) Mommsen, Relig.-frevel p. 417.

(340) Schulten, De convent. civ. R. p. 59 : *eiusdem fere rationis iurisque atque civium Romanorum sunt Judaeorum conventus*. — Sur la juridiction des Romains dans les provinces cf. Person, Essai sur l'administration... p. 301 et ss.

(341) Schuerer GJV. t. III, p. 78, 80.

(342) Ant. XIV §§ 228, 230, 234, 236-237, 240.

(343) Ant. XIV § 230.

(344) Ant. XIV § 230 in fine.

(345) Ant. XIV § 264.

(346) Cette île faisait partie de la province Achaïa et l'ordre de Lentulus ne s'étendait pas, en vérité, sur elle.

(347) En raison de Jos. Ant. XIV § 230 il faut admettre que ce privilège touchait tous les Juifs indépendamment de ce qu'ils étaient ou non citoyens romains. Lentulus avait libéré « les Juifs d'Asie » ; or, tous les Juifs de l'Asie Mineure n'étaient pas citoyens romains.

(348) Ant. XIV § 232 in fine.

(349) Ant. XIV § 221.

(350) Ant. XIV § 225 ; cf. Josèphe éd. sous la dir. de Th. Reinach t. III, p. 245 n. 5.

(351) Ant. XIV § 223 et ss.

(352) Suet. Cesar 42.

(353) Cf. Berliner, t. I, p. 3 et ss. Graetz, Gesch. d. J. t. III, p. 142 D'après Vogelstein — Rieger, t. I, p. 5 l'apparition à Rome d'une colonie juive ne date que depuis le commencement du 1<sup>er</sup> siècle av. J.C.

(354) Ant. XIV § 215. Cf. Rosenthal, Caesar (J. Enc. t. III).

(355) La lettre aux habitants de Paros — Ant. XIV § 213 et ss.

(356) Ant. XIV § 241 et ss.

(357) Ant. XIV § 74 il n'est question que de l'imposition d'une contribution sur Jérusalem ; il nous semble que Jérusalem est désigné ici comme *pars pro toto* ; du § 77 et ss. il ressort que tout le pays eut à la subir. — Les biens et les revenus d'Aristobule furent probablement confisqués (Marquardt, Org. fin. p. 310) : les terres des rois et les lots appartenant aux tués et aux prisonniers étaient habituellement mis en vente, — c'est-à-dire devenaient *ager quaestorius*. Le territoire de la Judée fut probablement déclaré *ager publicus* ; les anciens propriétaires pouvaient jouir de leur terre seulement comme fermiers contre le paiement du *stipendium* ; les parcelles qui n'avaient pas été prises par leurs anciens propriétaires étaient données à ferme aux postulants (location) ou vendues.

(358) La nomination d'Antipater fit l'objet d'une ordonnance spéciale de César qui devait être placée dans les archives du Capitole. Cf. B.J. I, 20, 3. Elle n'a pas été conservée dans la collection d'actes du 10<sup>e</sup> chap. du XIV<sup>e</sup> livre des Antiquités ; ces documents ne mentionnent pas une seule fois le nom d'Antipater. Josèphe Flavius passa probablement avec intention sous silence toutes les décisions de César qui concernaient Antipater ; il est très possible qu'il corrigea

certain documents et qu'au lieu du nom d'Hyrcau il faut lire celui d'Antipater ; ceci s'expliquerait par des considérations patriotiques et par l'antipathie qu'on devait ressentir pour l'Iduméen. Il est très probable que dans l'expression « *τούτους* » (Ant. XIV § 200) est compris aussi Antipater. Il est difficile de rétablir actuellement le texte qui avait précédé le commencement du § 200 ; peut-être déterminait-il la situation d'Antipater comme épitropos (Hyrcau et Antipater devaient tous deux posséder Jérusalem — leurs fonctions devaient donc être délimitées).

(359) Contra F. Rosenthal, D. Erl. C's, p. 303 n. 1.

(360) Ant. XIV § 200. — L'existence de l'enceinte autour de la ville était une condition obligatoire du caractère sacré de Jérusalem : pour cette raison César qui ménageait les sentiments religieux des Juifs permit sa construction. Au point de vue militaire cette concession était une grande faute et les Romains en firent plus tard l'expérience à leurs dépens.

(361) Ant. XIV § 204 ; cf. la missive envoyée à Thermessos, CIL I N° 204.

(362) Un quart de la récolte est un *stipendium* extraordinairement élevé ; c'est donc plutôt le prix de fermage pour les terres domaniales.

(363) Il s'agit probablement de la levée de troupes parmi la population païenne du pays.

(364) Les verbes manquent complètement dans ce texte et il faut les compléter d'après le sens du contexte ; son interprétation est facilitée en partie par une traduction latine du IX<sup>e</sup> ou X<sup>e</sup> s. (qui est conservée dans la bibliothèque de Naples, VF 34 — cf. Niese éd. Josèphe Flavius t. III pp. XIV, 227) qui indique un verbe : *a possessionibus terrae vel a portu tributa consequi*.

(365) Cf. B. J. I § 154.

(366) Le sens du § 201 est peu compréhensible ; cette résolution n'a pas un caractère général et concerne les privilèges qui étaient accordés aux Juifs pour le paiement de l'impôt au cours de la deuxième année ; il s'agit probablement des mêmes privilèges que visent les §§ 203 et 206 — c'est-à-dire les privilèges liés à l'année sabbatique. D'après Schuerer, GJV. t. I, p. 36, l'an 45 av. J.C. était une année sabbatique ; c'était la deuxième année de l'existence du nouveau régime fiscal qui avait été introduit par César, en 46 av. J.C.

(367) Cf. Graetz, G. d. J. t. III, p. 664.

(368) XIV,6 (§§ 202-210) se compose de plusieurs parties ; alors que les décisions contenues dans les §§ 202-207 sont un décret de César, les décisions qui forment les paragraphes suivants représentent des extraits tirés d'une résolution du Sénat ; en considération du rôle prédominant de César dans la vie politique de Rome, on peut affirmer avec certitude que le sénatusconsulte avait été voté sur l'initiative de César.

(369) XIV § 207.

(370) Büchler, D. priest. Zehnten, p. 106.

(371) XIV § 208.

(372) Probablement le droit à une dîme.

(373) XIV § 74 et ss.

(374) Ce privilège appartenait aux représentants des États autonomes.

(375) Cf. Cagnat, « Legatio », Daremberg-Saglio, t. III, 2, p. 1033.

(376) Le droit de solliciter l'admission à une séance du Sénat ; la fixation d'un délai (10 jours) pour la réception de la réponse du Sénat à la demande faite.

(377) § 217 et ss. La séance du Sénat eut lieu (§ 220) le 11 avril de l'an 44 (trois jours avant les Ides d'avril), c'est-à-dire un mois après l'assassinat de César. L'ambassade d'Hyrcean arriva à Rome probablement encore du vivant de César (§ 222 : le sens de la date qui y est indiquée — le 9 février — cinq jours avant les Ides de février — n'est pas clair) et avait certainement une mission auprès du dictateur et non auprès du Sénat qui ne jouait à cette époque qu'un rôle secondaire dans les questions de politique extérieure. Les §§ 211-212 reproduisent probablement un discours tenu par César lorsqu'il présenta les ambassadeurs au Sénat.

(378) R. G! t. III p. 464 : » Alle zu den verschiedensten Zeiten von ihm ausgegangenen Massregeln bleibender Art ordnen in den grossen Bauplan zweckmässig sich ein. Von einzelnen Leistungen Caesars sollte darum eigentlich nicht geredet werden ; er hat nichts Einzelnes geschaffen ».

(379) Ant. XIV § 272 ; d'après Syncelle I, 576 Dindorf (Jules Africain) — 800 talents.

(380) Hérode fit preuve d'une énergie particulière dans le soutien de Cassius. (Ant. XIV § 274).

(381) Ant. XIV. § 302 et ss. B. J. I § 242 ; le succès d'Hérode auprès d'Antoine était si grand qu'on refusa à la délégation juive même une audience.

(382) XIV § 275 : la population de quatre villes (Gophna, Emmaüs, Lydda et Thamna) fut vendue intégralement en esclavage. Acheteurs des esclaves juifs et de leurs biens étaient les villes phéniciennes et grecques voisines : Tyr, Sidon, Antioche, Arados (Ant. XIV § 314). Ces mêmes villes profitèrent de la terreur qui régnait dans la Judée pour accaparer des territoires juifs.

(383) Déjà précédemment Hyrcean eut à s'adresser à Antoine ; après la mort de César une délégation juive s'adressa aux consuls de cette année — Antoine et Dolabella — pour leur demander de sanctionner par un sénatusconsulte les décisions de César qui tou-

chaient la question juive (cf. Ant. XIV §§ 217-222). Antoine fait mention de cette demande dans sa réponse à Hyrcan au sujet de sa nouvelle requête — § 307 ; deux membres de la délégation envoyée par Hyrcan à Ephèse — Lysimaque, fils de Pausanias, et Alexandre, fils de Théodore — faisaient partie de l'ambassade qui fut présentée au Sénat par Antoine et Dolabella le 11 avril de l'an 44 — § 222.

(384) XIV §§ 324-326. — La nomination des fils d'Antipater comme tétrarques — pour laquelle Antoine avait reçu un pot de vin d'Hérode (cf. § 382) — ne changea pas au fond l'état des choses régnant car antérieurement le pouvoir sur tout le pays se trouvait effectivement aussi entre leurs mains. — Antoine fit arrêter 15 hommes faisant partie de la délégation ; seule l'intervention d'Hérode (?) les sauva de la mort. L'opposition n'était toutefois pas brisée ; une délégation encore plus nombreuse (1000 hommes) se rendit peu après à Tyr où devait arriver Antoine ; cette délégation fut cruellement mise à partie. Mais ces violences infligées aux représentants de la nation protestant contre le gouvernement qui lui avait été imposé, ne purent apaiser les esprits ; des manifestations répétées contre Hérode eurent lieu et Antoine dans sa colère fit exécuter les Juifs qui se trouvaient chez lui en qualité d'otages (probablement les membres de la délégation précédente qui avaient été arrêtés).

(385) XIV § 382 — ceci est en contradiction avec le § 386 et ss. d'après lesquels Hérode sollicitait l'octroi de la couronne royale non pas pour lui mais pour son gendre, le petit fils d'Aristobule et d'Hyrcan. La première version est plus vraisemblable ; elle est plus conforme au caractère d'Hérode.

(386) B. J. I § 283.

(387) La circonstance qu'Antigone était soutenu par les Parthes lui fit grand tort aux yeux des Romains — §§ 384 et ss.

(388) Vers la même période Antoine nomma encore tout un nombre d'autres rois vassaux : Appien Civ. V 75.

(389) Ant. XIV §§ 381-389.

(390) P. ex., les massacres à Jéricho — XIV § 410, à Emmaüs — § 436.

(391) XIV § 421 et ss.

(392) XIV § 445 et ss.

(393) XIV § 469.

(394) XIV § 480 et ss.

(395) XIV § 490.

(396) Chez Jos. Ant. XV §§ 9-10.

(397) Cf. Tac. Hist. II 81 : *inservientes reges*.

(398) Mon. Ancy. § 27. Cf. Suet. Aug. 48.

(399) Bohn, Qua cond. p. 10.

(400) Id. p. 24 et ss.

(401) Liv. XXXII, 8, 13. Appien Syr. 6.

(402) Cf. Tac. Ann. XII, 40.

(403) Cic. in Pis. 21.50 : in regnum aliquid iniussu populi Romani aut senatus accedere.

(404) Cf. Mommsen, D. Rechtsverh. d. Ap. P. p. 431 n. 1. Mommsen ne fait malheureusement pas ressortir dans ce passage que l'organisation juridique de la Judée ne formait plus depuis l'époque de Pompée un ensemble homogène et que la désignation générale d'Etat-client pouvait comprendre différentes formes d'organisation d'un Etat.

(406) Cf. Ios. Ant. XIV §§ 386, 489 ; XV § 63. Appien Syr. 50. Strab. 14, 5, 10 ; 16, 2, 4.

(405) Plus tard Auguste nomma Hérode epitropos de Syrie — cf. B.J.I § 399 : on voit du texte qu'Hérode fut à proprement parler désigné comme conseiller des magistrats de la province Syrie (cf. Josèphe éd. sous la dir. de Th. Reinach, t. III p. 344 n. 2 : « L'expression de Guerre I § 399 est sûrement exagérée ») Cette nomination n'eut pas de conséquences pratiques car les employés de l'administration de la Syrie ne semblent avoir jamais recouru aux conseils d'Hérode ; au contraire, on peut découvrir certaines traces de la dépendance d'Hérode vis-à-vis des gouverneurs de la Syrie (par ex., l'histoire des procès de ses fils). La résolution d'Auguste dont il est question s'explique le mieux comme une nomination d'Hérode à la dignité d'epitropos *honoris causa*. — Les successeurs d'Hérode reçurent également des hauts titres de la part des empereurs romains : par ex., Agrippa I reçut de Claude les ornamenta consularia ; à l'époque de Caligula le titre de préteur lui fut conféré ; le même titre fut conféré à Agrippa II par Claude.

(407) P. ex., Hérode (Ant. XIV § 439 et ss. XV § 110 et ss ; 195 ; 196-201 ; 317. B. J. I §§ 322 ; 388 ; 392 ; 394-396. Plut. Anton. 61).

(408) Ant. XIV § 420 ; XV § 72. B.J. I § 309.

(409) P. ex., Ant. XIV § 382.

(410) B. c. 5, 75 ; cf. Bohn, op. cit. p. 4.

(411) Cf. Ant. XIV § 385.

(412) Hérode prit à ferme (Ant. XV § 96) les districts juifs qui avaient été donnés à Cléopâtre par Antoine (XV § 94. B. J. I § 361 ; Plut. Anton. 36) ; pour ces districts il payait à Cléopâtre un tribut (XV § 106). En qualité de fermier privé Hérode administrait les mines de cuivre à Chypre pour lesquelles il devait payer la moitié des recettes qui en provenaient à Auguste (Ant. XVI § 128). Nous ne savons cependant rien sur les paiements réguliers qu'Hérode devait effectuer au Trésor romain en qualité de gouvernant de la Palestine. Cf. Rostovtzeff, Gesch. d. St. p. 237, n. 2.

(413) Les membres de la famille d'Hérode ne furent pas reconnus par Rome comme protecteurs du peuple juif entier ; le droit de défendre les intérêts des Juifs dans la diaspora devant les autorités romaines qui avait été conféré de son temps par César à Hyrcan II, ne se transmet pas à Hérode et à ses successeurs. — Toute une série de décrets d'empereurs romains qui réglaient différentes questions concernant les Juifs dans l'Asie Mineure et l'Afrique (Cyrene, Alexandrie), et qui datent de l'époque postérieure aux Hasmonéens, nous est parvenue, mais nulle part nous ne trouvons une allusion que ces décrets doivent leur origine à des représentations adressées par des membres de la famille d'Hérode. Comme ces actes officiels n'ont aucune importance pour l'étude de la situation en Palestine (ils ne touchent la Palestine que dans ce point qu'un grand nombre d'entre eux garantissent aux Juifs d'Asie Mineure et d'Afrique le droit d'expédier des sommes d'argent pour le temple de Jérusalem) nous nous croyons en droit de passer sur les détails de ces décrets ; sur leur teneur et leur chronologie cf. Viereck, S. Gr. p. 110 et ss. ; Schuerer, GJV. t. III p. 113 n. 47 ; Juster, Les J. d. l'Emp. R. t. I p. 149. — Seuls quatre décrets de cette série touchent directement la Palestine : 1. — L'ordonnance générale d'Auguste datant de 2 av. J.C. à 2 ap. J.C. — Ant. XVI, 6, 2 ; elle confirme les décisions de J. César données en faveur des Juifs. Quant à sa nature elle peut être considérée soit comme une décision du tribunal impérial (Niese, Hermes, XI, p. 483), soit comme un édit (Juster t. I, p. 151). Comme cette ordonnance concernait les Juifs de tout l'Empire, les Juifs de Palestine y étaient aussi compris. (Remarquons en passant que du point de vue du droit romain la sanction prévue par l'ordonnance est de grand intérêt : la menace d'une peine « pas légère » ne se rencontre dans aucune autre source juridique ; pour cette raison il est fort vraisemblable que ce passage a été interpolé ; cf. Regnault, Une Prov. proc. p. 37). 2. — L'édit général de Claude de 41-42 — Ant. XIX, 5, 3 : il confirmait les privilèges des Juifs sur toute l'étendue de l'Empire et, par conséquent, aussi en Palestine. 3. — Ant. XIX, 6, 3 : Petronius prescrit aux habitants de Dora de maintenir en honneur le culte juif ; cet ordre avait été causé par l'édit sus-dit de Claude de 41-42 et datait de 42. 4. — Ant. XX, 1, 2 — un rescrit de Claude adressé au peuple juif décide en faveur des Juifs la question de la garde des vêtements de l'archiprêtre — question qui avait mis dans un état d'effervescence les esprits en Palestine et qui avait mené à de nombreuses complications. D'après Schuerer, GJV. t. I p. 566 n. 5, le rescrit date de 45 ; Juster op. cit. t. I p. 152 n. 2 le place à l'année suivante sans donner toutefois de raisons probantes.

(414) Mommsen, D. Rechtsw. d. Ap. P., p. 18 : «... wenn das Fürstenregiment cessiert ist der Procurator von Judaea zu fassen gleich dem Praefectus Aegypti ; er vertritt den obersten Landesherren, aber weder Judaea noch Aegypten sind Teile des römischen Reiches » ; si cette affirmation est exacte en ce qui concerne l'Egypte (qui était une possession privée de l'empereur) l'état juridique de la Judée est en contradiction avec elle : à l'époque des procurateurs la Judée formait une province romaine ordinaire (seulement avec un procurateur à sa tête) et faisait par conséquent partie de l'Empire romain.

(415) Et en 44 toute la Palestine.

(416) Hirschfeld, D. r. Pr. St. p. 419 et ss. ; id. D. pr. Laufbahn ; Liebenam, Beitrage.

(417) Arnold, The R. system of prov. adm., p. 112.

(418) Le titre général des gouverneurs des provinces était *praeses* ; cf. Dig. I, 18, 1 (Macer). Cf. Hirschfeld, D. r. Prov. St. p. 426.

(419) Claude nomma, pour la première fois, un affranchi (Felix) procureur de la Judée et lui remit le commandement militaire ; cf. Suet. Claud. 28.

(420) De cette manière, le pays était libéré de la lourde obligation de fournir des logis d'hiver pour des troupes romaines, alors que cette obligation représentait la charge la plus lourde qui pesait sur les autres provinces. A quel point les provinces souffraient de cette charge ressort des mots de Cicéron (pro l. Man. 13) qui disait qu'il était difficile de décider qui était plus dévasté : les villes ennemies par les armes ou les pays amis de Rome par la mise en cantonnement des troupes chez eux. cf. Plut. Luc. 33 ; id. Sert. 6.

(421) II, 1-2.

(422) Cf. Huschke, pp. 45, 93, 99 et ss. Schuerer GJV. t. I p. 510 et ss.

(423) Cf. Marquardt, Org. fin., p. 268.

(424) Cf. Marquardt, Org. fin. p. 274 n. 3 : les caractéristiques du recensement 1) provincial, 2) communal et 3) des citoyens romains.

(425) J. César transforma, en 48, la décuma, payée par la province Asia, en un stipendium — Dion Cass. 42, 6 ; la date de la suppression de la decuma en Sicile n'est pas connue ; Plin. n. h. 3, 91 la mentionne parmi les provinces qui payaient le stipendium.

(426) Gai Inst. II, 7 : In eo (sc. provinciali) solo dominium populi Romani est vel Caesaris, nos autem possessionem tantum et usumfructum habere videmur. Cf. Frontin. de contr. agror. 36.

(427) La taxe foncière directe qui formait la base du système fiscal des provinces romaines, pouvait être calculée sous deux formes : 1) comme une partie déterminée de la récolte : 1/10 (par ex., en Sicile et en Asie depuis l'époque de Gracques jusqu'à J. César) 1/7, 1/5, 1/4 (la Judée sous J. César). 2) comme une somme fixe — stipendium — qui ne dépendait pas de la récolte et qui était perçue en espèces et en nature. Cic. Acc. in. Verr. 3, 6, 12 : ceteris (à l'exception de la Sicile et de l'Asie) impositum vectigal est certum, quod stipendiarium dicitur, ut Hispanis et plerisque Poenorum. Dans les pays dont les Romains firent des provinces, ils rencontrèrent partout la taxe nommée en premier lieu — et en particulier sous la forme de decuma ; cf. Marquardt, Org. fin. p. 247 : « Pour les possesseurs des biens cultivés on ne trouve dans tous les pays que les Romains occupèrent, qu'un seul impôt en usage, la dime. On le voit en vigueur dans tous les royaumes et dans les pays soumis à des tyrans comme en Perse, en Judée (cf. I M. 10, 31 ; II, 35) en Égypte, dans l'Asie Mineure, aux temps des Diadoches, à Athènes sous Pisistrate ». Arnold, op. cit. p. 183.

(428) Cf. Goldschmid p. 209. Marquardt, Org. fin. p. 227.

(429) Syr. 50.

(430) Cf. Tac. Ann. II, 42.

(431) Cf. Goldschmid p. 214 n. 2.

(432) B.J. II §§ 402-405. Cf. Schuerer GJV. t. II pp. 185, 187 n. 4.

(433) Même en Italie qui jouissait d'une situation privilégiée. on appliquait le système de fermage pour la perception des droits dans les ports encore au dernier siècle av. J.C. - cf. Cic. ad Quintum fr. I, 1,13. — Abrogé en 60 av. J. Ch. par la lex Caecilia, le *portorium* fut rétabli en Italie par César (Suet. Caes. XLIII) et y exista à l'époque impériale; cf. Cagnat, Etude hist. sur les impôts indir. chez les Rom., pp. 9; 80 et ss.

(434) Luc V, 27 et ss. XIX, 2. Cf. B.J. II § 287.

(435) Cf. Plut. Luc. 7.

(436) Cf. Goldschmid p. 214 et ss.

(437) Rostovtzeff, Gesch. d. St. - p., p. 244 et ss. suppose que le système de fermage fut appliqué en Palestine non seulement pour les douanes mais pour tous les impôts en général. Les fermiers (dont parlent souvent les Evangiles - Matth. IX, 9-11, Marc II, 14-16, Luc V, 27-30 etc.) doivent être distingués des publicani romains : ils appartiennent au type du petit fermier qui fut créé par la pratique hellénique, particulièrement en Egypte. R. explique le grand nombre de fermiers en Palestine par la circonstance que chacun d'eux prenait en fermage un certain impôt dans un district déterminé, pour la plupart très limité. Toutefois R. semble avoir poussé l'analogie entre l'Egypte et la Palestine trop loin ; car ce qui est indiscutablement juste pour l'Egypte — le berceau et le pays classique du fermage des impôts — reste sans preuve pour la Palestine autant que nous pouvons nous appuyer sur des données tirées des sources. Les Romains n'ont appliqué dans aucune province le système de fermage pour tous les impôts, à l'exception de l'Egypte où ils trouvèrent un système de fermage aborigène et fort développé ; il nous manque des preuves qui pourraient justifier l'hypothèse que la Palestine faisait sous ce rapport une exception des autres provinces. Il est prouvé que sous les Ptolémées, lorsque la Palestine se trouvait sous la domination égyptienne, le système de fermage était appliqué non seulement pour les droits de douane mais aussi pour les impôts (Jos. Ant. XII §§ 169, 175 et ss.) mais à l'époque romaine il n'existe aucune trace de la survivance de cette pratique. Cf. Schuerer GJV. t. I p. 477.

(438) Mitteis, R. u. V., p. 90.

(439) Cf. Juster, op. cit. t. II p. 116.

(440) La division des compétences du roi et des Sanhédrins à l'époque de la dynastie hasmonéenne est pour ainsi dire inconnue, cf. Juster op. cit. t. II p. 127.

(441) Cf. Ant. XIV § 167.

(442) Ant. XV § 53 et ss ; 173 et ss.

(443) Ant. XV § 173.

(444) Lorsque les accusés étaient membres de la famille royale Hérode avait habituellement recours à des conseillers pour décider la question de leur culpabilité ; ainsi, par ex., Ant. XIV § 229 — le procès de Mariamme : le rôle de juges est assuré par d'autres membres de la famille ; XVII § 146, B.J. I § 571 — le procès de la femme de Pheroras : participation d'amis d'Hérode. Naturellement, dans tous ces cas la voix d'Hérode avait la prépondérance et les « juges » s'y soumettaient docilement ; Josèphe fait ressortir cette circonstance manifestement Ant. XV § 229.

(445) Ant. XVII § 161 et ss. B.J. I § 654 et ss.

(446) Ant. XVI § 393.

(447) Ant. XVII § 307.

(448) Le récit que nous trouvons dans les Ant. XVII, 9,1 est très caractéristique pour l'état d'esprit qui régnait en Palestine à l'époque du gouvernement de la famille d'Hérode : après la mort d'Hérode les Juifs adressèrent leur demande au sujet de la punition des meurtriers de Juda et de Mathias non pas au Sanhédrin qui était toujours considéré par les Juifs comme une institution judiciaire par excellence, mais à Archelaüs ; ce fait est un exemple suggestif du peu d'importance qu'avait conservé le Sanhédrin dans les questions de droit depuis l'époque d'Hérode.

(449) Ant. XVIII, § 116 et ss.

(450) Ant. XIX, § 317 et ss.

(451) Ant. XIX, § 292 et ss. § 328 et ss.

(452) Par ex., Ant. XVIII § 81 ; XX § 197 et ss.

(453) Marc XIV, 64 ; XV, 1.

(454) Cf. Mommsen, R. Strafrecht p. 241.

(455) Jean XVIII, 31.

(456) Par ex., Sanhédrin 7,2. La mort de St. Etienne (Actes des Apôtres VII, 58) doit être considérée non pas comme l'exécution d'un jugement capital, mais comme un meurtre commis par la populace ; cf. Schuerer GJV. t. II p. 210.

(457) Ant. XV § 417. B. J. VI § 124 et ss.

(458) Par ex., B. J. I § 474.

(459) B. J. II § 228 et ss. ; les « brigands » dont parle Josèphe luttèrent, au fond, pour la libération du pays.



## BIBLIOGRAPHIE

### ABBÉVIATIONS :

R.E.J. = Revue des Études Juives, Paris.

Rh. Mus. = Rheinisches Museum für Philologie, Francfort a./M.

- AMMIANI MARCELLINI *Rerum Gestarum libri qui supersunt*, rec. V. Gardt-hausen. Leipzig, Teubner, 1874.
- APPIANI *Historia Romana*, ed. L. Mendelssohn, Leipzig, Teubner, 1879.
- ARNOLD, W. T., *The Roman system of provincial administration to the acces-sion of Constantine the Great*. London, 1879.
- BABELON, E., *Les rois de Syrie, d'Arménie et de Commagène*. Paris, 1890.
- BARBEYRAC, J., *Histoire des anciens traités ou Recueil historique et chro-nologique des traités répandus dans les auteurs grecs et latins et autres monuments de l'antiquité*. Amsterdam-La Haye, 1739.
- BELOCH, J., *Der italische Bund unter Roms Hegemonie, staatsrechtliche und statistische Forschungen*. Leipzig, 1880.
- BELOCH, J., *Römische Geschichte bis zum Beginn der Punischen Kriege*. Berlin-Leipzig, 1926.
- BERLINER, A., *Geschichte der Juden in Rom von der ältesten Zeit bis zur Gegenwart (2050 Jahre) t. I et II*. Frankfurt a./M., 1893.
- BERTHOLET, A., *Apokryphen und Pseudepigraphen, dans la Geschichte der althebraischen Litteratur de K. Budde (Die Litteraturen des Ostens in Ein-zeldarstellungen, t. VII)*, Leipzig, 1906.
- BLOCH, H., *De Quellen des Flavius Josephus in seiner Archäologie*. Leipzig, 1879.
- BOHN, O., *Qua condicione iuris reges socii populi Romani fuerint*. Berlin, 1877.
- BOUCHÉ-LECLERCQ, A., *Leçons d'histoire romaine*, Paris, 1909.
- BOUCHÉ-LECLERCQ, A., *Histoire des Seleucides*. 2 v. Paris 1913-14.
- BOUILLET, M.N., *Dictionnaire universel d'histoire et de géographie*, Paris, 1893.

- BOYER, M., Du droit de conclure et de ratifier les traités selon le droit public romain et selon le droit public français. Paris, 1888.
- BUECHLER, A., Die priesterlichen Zehnten und die römischen Steuern in den Erlässen Cäsars (Festschrift zum 80-ten Geburtstage M. Steinschneiders, Leipzig, 1896).
- CAGNAT, R., Étude historique sur les impôts indirects chez les Romains, jusqu'aux invasions des Barbares, Paris, 1882.
- CAGNAT, R., Legatio, Daremberg-Saglio, t. III 2.
- CAVAIGNAC, E., Histoire de l'Antiquité. III : La Macédonie, Carthage et Rome (330-107), Paris, 1914.
- CHAUVEAU, M., Le droit des gens dans les rapports de Rome (N. R. hist. de dr. fr. et étr., t. XV, 1891).
- M. TULLII CICERONIS Scripta quae manserunt omnia. Rec. C. F. W. Mueller Leipzig, Teubner, 1894 et ss.
- CIC HORIUS, C., Ein Bündnisvertrag zwischen Rom und Methymna (Rh. Mus. 1889, t. 44).
- CLINTON, H. F., Fasti Hellenici. The civil and literary chronology of Greece, from the CXXIV-th. Olympiad to the death of Augustus, t. III. Oxford. 1824.
- COLLIN, C., Rome et la Grèce de 200 à 146 av. J. Ch., Paris, 1905
- CONZE, A., Reise auf der Insel Lesbos. Hannover, 1865.
- CORPUS INSCRIPTIONUM LATINARUM (CIL), Berlin, 1863 et ss.
- DERENBOURG, J., Essai sur l'histoire et la géographie de la Palestine d'après les Thalmudes et les autres sources rabbiniques. Première partie; Hist. de la Palestine depuis Cyrus jusqu'à Hadrien. Paris, 1867.
- DESTINON, J., Die Quellen des Flavius Josephus in der Jüdischen Archäologie Buch XII-XVII = Jüdischer Krieg Buch I. Kiel, 1882.
- DIGESTA, rec. Th. Mommsen, Berlin, 1872.
- DIODORI Bibliotheca Historica rec. L. Dindorf, F. Vogel et C. Th. Fischer. Leipzig, Teubner, 1867 et ss.
- DIONIS CASSII COCCEIANI Historia Romana, ed. J. Melber. Leipzig, Teubner, 1890.
- DIONYSII HALICARNASENSIS Antiquitatum Romanarum quae supersunt, ed. C. Jacoby. Leipzig, Teubner, 1888.
- DITTENBERGER, W., Orientis Graeci Inscriptiones Selectae, 2 vol. Leipzig, 1905.
- DROYSEN, J. G., Geschichte des Hellenismus, III, Geschichte der Epigonen, Gotha, 1877.
- DRUENER, H., Untersuchungen über Josephus, Marburg, 1896.
- DURUY, V., Histoire des Romains, t. II, Paris, 1880.
- EGGER, E., Etudes historiques sur les traités publics chez les Grecs et chez les Romains, Paris, 1866.
- EPHEMERIS EPIGRAPHICA. Corporis Inscriptionum Latinarum Supplementum. vol. I, Rome-Berlin, 1872.

- EUSEBII CAESARIENSIS** *Chronicorum libri duo* (J.-P. Migne, *Patrologiae Graecae* t. XIX Paris, 1857).
- EUSEBI** *Chronicorum Canonum quae supersunt* ed. A. Schoene. Berolini, 1866.
- FERRENBACH**, V., *Die Amici populi romani republikanischer Zeit*. Strassburg, 1895.
- FRIEDLANDER**, L., *Darstellungen aus der Sittengeschichte Roms in der Zeit von August bis zum Ausgang der Antonine*. 6te Aufl. Leipzig, 1890.
- FRITZSCHE**, O.F., *Libri apocryphi Veteris Testamenti graece. Accedunt libri Veteris Testamenti pseudoepigraphi selecti*. Lipsiae, 1871.
- GAI INSTITUTIONUM**, II. I-IV (Girard, Textes).
- GARDTHAUSEN**, V., *Augustus und seine Zeit*. Leipzig, 1891-94.
- GEIGER**, A., *Urschrift und Uebersetzungen der Bibel in ihrer Abhängigkeit von der innern Entwicklung des Judentums*. Breslau, 1857.
- GELLII** A., *Noctium Atticarum* l.l. XX ed. Hosius, Leipzig. Teubner, 1903.
- GINSBURG**, M., *Compte-rendu du livre de H. Willrich, Urkundenfälschung...* (Ewreisky Westnik, Leningrad, 1928).
- GIRARD**, P.F., *Textes de droit romain*, Paris, 1923.
- GOLDSCHMID**, L., *Les impôts et droits de douane en Judée sous les Romains* (R.E.J.) t. XXXIV, 1897).
- GRAETZ**, H., *Geschichte der Juden von den ältesten Zeiten bis auf die Gegenwart*. t. III Leipzig, 1863.
- GRAETZ**, H., *Die Stellung der kleinasiatischen Juden unter der Römerherrschaft* (Monatschr. f. Gesch. und Wiss. d. Jud. Krotoschin, 1886).
- GRIMM**, C. L. W. und O. F. **FRITZSCHE**, *Kurzgefasstes exegetisches Handbuch zu den Apokryphen des Alten Testamentes* (III und IV Lieferung) Leipzig 1851-1860.
- GRIMM**, C. L. W., *Ueber I Macc. VIII und XV, 16-21 nach Th. Mommsen's u. Fr. Ritschl's Forschungen* (Zeitschr. f. wiss. Theol., herausg. von Hilgenfeld, Leipzig, 1874-, t. XVII).
- GUTSCHMID**, A.v. : L. Mendelssohn, *de senati consultis Romanorum ab Josepho Antiq.* XIII, 9,2 ; XIV, 10, 22 *relatis commentatio* (compte-rendu dans le *Literarisches Centralblatt für Deutschland*, 1874, N.-38).
- HASTINGS**, J., *A Dictionary of the Bible*. Edinburgh, 1898-1901.
- HIRSCHFELD**, O., *Die ritterlichen Provinzialstatthalter* (dans les *Sitzb. d. k. preuss. Ak. d. Wiss.*, Berlin 1889).
- HIRSCHFELD**, O., *Die kaiserlichen Verwaltungsbeamten bis auf Diocletian*, 2te Aufl., Berlin, 1905.
- HOLLEAUX**, M., *Étude sur la traduction en grec du titre consulaire*. Paris, 1918.
- HOELSCHER**, G., *Palästina in der persischen und hellenistischen Zeit. Eine historisch-geographische Untersuchung* (Inaug. Diss. Phil. Fak. Leipzig). Berlin, 1902.
- HOELSCHER**, G., *Die Quellen des Josephus für die Zeit vom Exil bis zum Jüdischen Krieg*. (Inaug. Diss. Theol. Fak. Marburg). Leipzig, 1904.

- HOLTZENDORFF**, Fr. v., Die geschichtliche Entwicklung der internationalen Rechts- und Staatsbeziehungen bis zum Westphälischen Frieden (Handbuch des Völkerrechts. I Band. Einleitung in das Völkerrecht. Berlin, 1885).
- HOSACK**, J., On the rise and growth of the law of nations. London, 1882
- HUSCHKE**, P. E., Ueber den zur Zeit der Geburt Jesu Christi gehaltenen Census, Breslau, 1840.
- INSCRIPTIONES GRAECAE** (CIG), Berlin, 1873 et ss.
- JOSEPHI FLAVII** Opera ed. B. Niese. Berlin, 1887-1895.
- JOSEPHUS FLAVIUS**, Œuvres complètes, traduites en français sous la direction de Th. Reinach. Paris, 1900 et ss.
- JOSEPHUS**, with an English translation by H. St. J. Thackeray, t. II. The Jewish War, books I-III (The Loeb Classical Library. London-New-York, 1927).
- M. IUNIANI IUSTINI** Epitoma Historiarum Philippicarum Pompei Trogi rec. F. Rühl, Leipzig, Teubner, 1886.
- IHERING**, R., Geist des römischen Rechts, 4te Aufl. Leipzig, 1878.
- JUDEICH**, W., Cäsar im Orient; Kritische Uebersicht der Ereignisse von 9 August 48 bis October 47. Leipzig, 1884.
- JUSTER**, J., Les Juifs dans l'empire romain. Leur condition juridique, économique et sociale. t. I et II. Paris 1914.
- KAHRSTEDT**, U., Die Zeitrechnung der Makkabäerbücher und andere chronologische Fragen (supplément au livre de K. Syrische Territorien in hellenistischer Zeit. Berlin, 1927. Abh. d. Ges. d. Wiss. zu Göttingen, t. XIX, 2).
- KAUTZSCH**, E., Die Apokryphen und Pseudoepigraphen des Alten Testamentes, t. I. Tübingen, 1900.
- KEIL**, C. F., Commentar über die Bücher der Makkabäer. Leipzig, 1875.
- KOLBE**, Beiträge zur syrischen und jüdischen Geschichte. Kritische Untersuchungen zur Seleukidenliste und zu den beiden ersten Makkabäerbüchern. Stuttgart, 1926 (Beiträge zur Wiss. v. A. T. hrsg. von R. Kittel. N. F. H. 10).
- KREBS**, J. T., Decreta Romanorum pro Judaeis facta, a Josepho collecta et commentario historico-grammatico-critico illustrata. Lipsiae, 1768.
- KUBITSCHKE**, Aera (Pauly-Wissowa t. I).
- KUHN**, E., Die städtische und bürgerliche Verfassung des römischen Reichs bis auf die Zeiten Justinian t. I et II. Leipzig, 1864-1865.
- LAQUEUR**, R., Kritische Untersuchungen zum zweiten Makkabäer-Buch, Strassburg, 1904.
- LAQUEUR**, R., Der jüdische Historiker Flavius Josephus. Giessen, 1920.
- LARIVIERE**, L., Des traités conclus par Rome avec les rois étrangers. Paris, 1892.
- LEVY**, IS., Notes d'histoire et d'épigraphie, III: Ἀμύνες καὶ Πηγῶν, (R.E.J. t. XLI, 1900).
- LIEBENAM**, W., Beiträge zur Verwaltungsgeschichte des römischen Kaiserreiches. Bd. I. Die Laufbahn der Prokuratoren bis auf die Zeit Diocletians. Iena, 1886.

- LIEBENAM, W.**, Zur Geschichte und Organisation des römischen Vereinswesen. Leipzig, 1890.
- TITI LIVI** ab urbe condita libri ed. M. Müller. Leipzig, Teubner, 1898 et ss.
- MADDEN, F.**, Coins of the Jews. London, 1881.
- MANFRIN, P.**, Gli Ebrei sotto la dominazione Romana. Roma, 1888-1890.
- MARQUARDT, J.**, De l'Organisation financière chez les Romains. Paris, 1888.
- MARQUARDT, J.**, Organisation de l'Empire Romain, 2<sup>1</sup>/<sub>2</sub> v. Paris, 1889.
- MATTHAEI, L.E.**, On the classification of roman allies (Classical Quarterly, 1907, t. I).
- MENDELSSOHN, L.**, SC Romanorum quae sunt in Josephi Antiquitatibus (Acta Soc. Philol. Lips., edidit Fr. Ritscheliu t. V, 1875).
- MENDELSSOHN, L.** und **RITSCHL, FR.**, Nochmals der römische Senatsbeschluss bei Jos. Ant. XIV, 8, 5 (Rh. Mus. 1875, t. XXX).
- MENDELSSOHN, L.**, Zu den römischen SC und Decreten bei Josephus (Rh. Mus., 1875, t. XXX).
- MENDELSSOHN, L.**, Zu den Urkunden bei Josephus (Rh. Mus., 1877, t. XXXII).
- MEYER, E.**, Entstehung des Judentums. Eine historische Untersuchung. Halle, 1896.
- MEYER, E.**, Der Gang der alten Geschichte : Hellas und Rom (dans Kleine Schriften zur Geschichtstheorie und zur wirtschaftlichen und politischen Geschichte des Altertums, Halle a. S., 1910).
- MEYER, E.**, Ursprung und Anfänge des Christentums, t. II. Stuttgart, 1921.
- MEYER, E.**, Blüte und Niedergang des Hellenismus in Asien, Berlin, 1925.
- MITTEIS, L.**, Reichsrecht und Volksrecht in den östlichen Provinzen des römischen Kaiserreichs. Leipzig, 1891.
- MOMMSEN, TH.**, SC. de Thisbaeis a.u.c. DLXXXIV (Ephemeris Epigraphica, t. I. Observationes epigr. XV).
- MOMMSEN, TH.**, Das römische Gastrecht und die römische Clientel (Römische Forschungen, Erster Band, Berlin, 1864).
- MOMMSEN, TH.**, Der Senatsbeschluss bei Jos. ant. 14, 8, 5 (Hermes 1875, t. IX).
- MOMMSEN, TH.**, Römische Geschichte, t. III (8-e éd.) Berlin, 1889 ; t. V (3-e éd.) Berlin, 1885.
- MOMMSEN, TH.**, Römisches Staatsrecht, Band I, II 1, 2 und III 1, 2 (Handbuch d. röm. Altertümer von J. Marquardt und Th. Mommsen. Band I, II und III) Leipzig, 1887.
- MOMMSEN, TH.**, Der Religionsfrevel nach römischen Recht, 1890. (Gesam. Schriften, t. III. Jurist. Schriften, t. III, Berlin, 1907).
- MOMMSEN, TH.**, Die Rechtsverhältnisse des Apostels Paulus, 1901 (ibid.).
- MOVERS, F. K.**, Die Phönizier. Bonn-Berlin, 1841-56.
- NEUMANN, K. J.**, Foedus (Pauly-Wissowa, t. VI).
- NIESE, B.**, Bemerkungen über die Urkunden bei Jos. Archäol. B. XIII, XIV, XVI (Hermes, 1876, t. XI).

- NIESE, B., Geschichte der griechischen und makedonischen Staaten seit der Schlacht bei Chaeronea. Teil I-II (Handbücher der alten Geschichte II Serie erste Abteilung) Gotha, 1893-1903.
- NIESE, B., Kritik der beiden Makkabäerbücher nebst Beiträgen zur Geschichte der Makk. Erhebung. Berlin, 1900 (=Hermes, 1900 t. XXXV).
- NIESE, B., Grundriss der römischen Geschichte nebst Quellenkunde. München, 1906.
- NIESE, B., Eine Urkunde aus der Makkabäerzeit (Orientalische Studien zu Ehren Th. Nöldeke, 1906).
- NUSSBAUM, M., Observationes in Fl. Josephi Antiquitates. I. XII, 3 - XIII, 14. In. Diss. Marburg, 1875.
- OTTO, W., Herodes. Beiträge zur Geschichte der letzten jüdischen Königschauses, Stuttgart, 1913.
- P. OVIDIUS NASO. Ex recognitione R. Mercklii ed. R. Ehwald. Leipzig, Teubner, 1873.
- PAIS, ETTORE, Imperialismo Romano e Politica Italiana, Bologna, 1920.
- PERSON, E., Essai sur l'administration des provinces romaines sous la République. Clermont-Ferrand. 1877.
- PERROT, G., GUILLAUME, E., et DELBET, J., Exploration archéologique de la Galatie et de la Bithynie, d'une partie de la Mysie, de la Phrygie, de la Cappadoce et du Pont, t. I Paris, 1872.
- PETER, H., Wahrheit und Kunst. Geschichtsschreibung und Plagiat im klassischen Altertum, Leipzig, 1911.
- PHOTII Bibliotheca (J.-P. Migne, Patrologiae Graecae t. CIII, Paris, 1860).,
- C. PLINI SECUNDI Naturalis Historiae libri XXXVII, rec. L. Janus. Leipzig, Teubner, 1870.
- PLUTARCHI Vitae Parallelae ed. C. Sintenis. Leipzig, Teubner, 1874.
- POLLAK, E., Der Majestätsgedanke im römischen Recht. Leipzig, 1908.
- POLYBII Historiae ed. Th. Büttner-Wobst. Leipzig. Teubner, 1882-1904.
- RAILLARD, J., Die Anordnungen des M. Antonius im Orient in den Jahren 42 bis 31 v. Chr. Zürich, 1894.
- REGNAULT, H., Une Province procuratorienne au début de l'Empire romain. Le procès de Jésus-Christ, Paris, 1909.
- REINACH, TH., Textes d'auteurs grecs et romains relatifs au judaïsme. Paris, 1895.
- REINACH, TH., Antiochus Cyzicène et les Juifs (R. E. J. t. XXXVII, 1899).
- RENAN, E., Histoire du peuple d'Israël, Paris, 1887-1893.
- REVILLE, A., Les Hérodes et le rêve hérodien. Paris, 1894.
- REVON, M., De l'existence du droit international sous la république romaine. (Revue gén. de droit de la législ. et jurispr., 1891, t. XV).
- RITSCHL, FR., Eine Berichtigung der republikanischen Konsularfasten (Rh. Mus., t. XXVIII, 1873).

- RITSCHL., FR., Römische SC-te bei Josephus (Rh. Mus., t. XXIX, 1874).
- ROSENTHAL, F., Die Erlässe Cäsars und die Senatsconsulte in Josephus (Monatsch. f. Gesch. u. Wiss. d. Jud., Krotoschin, 1879).
- ROSENTHAL, H., Caesar (Jewish Encyclopedia, t. III).
- ROSTOVITZJEFF, M., Geschichte des Staatspacht in der römischen Kaiserzeit bis Diokletian (Philologus, 1902, Supplementband IX, Heft 3).
- ROSTOVITZJEFF, M., Mejdounarodnija otnochenija i mejdounarodnoje pravo w drewnem mire (Les relations internationales et le droit international dans le monde antique). (Sowremennija Zapiski, Les Annales Contemporaines, Paris, 1921, t. IV).
- ROSTOVITZJEFF, M. The Social and economic history of the Roman Empire. Oxford, 1926.
- RUGE, « Kibyra », Pauly-Wissowa, t. XI.
- GAI SALLUSTI CRISPI de bello Jugurthino ed. R. Dietsch. Leipzig, Teubner, 1874.
- SAMTER, Fetiales (Pauly-Wissowa, t. VI).
- SCALA, R. v., Die Staatsverträge des Altertums, Erster Teil. Leipzig, 1898.
- SCALIGER, I., Animadversiones ad Eusebium (dans le Thesaurus temporum Eusebii Pamphili, ed. J. Scaliger, Amsterdam, 1658).
- SCHULTEN, A., De conventibus civium Romanorum. Berlin, 1892.
- SCHUERER, E., Die Quellen des Flavius Josephus von J. v. Destinon (compte rendu dans la Theologische Literaturzeitung, 1882, N° 17).
- SCHUERER, E., Geschichte des jüdischen Volkes in Zeitalter Jesu Christi (GJV). Leipzig, 1898 (t. II et III - 3<sup>e</sup> éd.), 1901 (t. I - 3<sup>e</sup> et 4<sup>e</sup> éd.).
- L. ANNAEI SENECAE Dialogorum l.l.XII ed. E. Hermes. Leipzig, Teubner, 1905.
- STARK, K. B., Gaza und die philistäische Küste. Jena, 1852.
- STRABONIS Geographica, rec. A. Meineke. Leipzig, Teubner, 1852.
- STRASSMAIER, J. W., Zur Chronologie der Seleuciden (Zeitschrift für Assyriologie und verwandte Gebiete, Bd VIII, 1893).
- C. SÜETONI TRANQUILLI Opera Vol. I. De vita Caesarum libri VIII. Recensuit M. Ihm. Leipzig, Teubner, 1908.
- C. TACITI Libri qui supersunt. Rec. C. Halm. Leipzig, Teubner, 1889 et ss.
- TAUBLER, E., Imperium Romanum. Teil I. Leipzig, 1913.
- UNGER, G. F., Die Seleukidenära der Makkabäerbücher. Zu Josephus. (Sitzungsberichte der philos.-philol. u. der hist. Classe der k. b. Akademie d. Wiss. zu München, Jahrgang 1895. München, 1896).
- M. TERENCEI VARRONIS de lingua latina libri, ed. A. Spengel. Berlin, Weidmann, 1885.
- VIERECK, P., Sermo Graecus quo senatus populusque Romanus magistratusque populi Romani usque ad Tiberii Caesaris aetatem in scriptis publicis uti sunt examinantur, Göttingen, 1884.
- VOGELSTEIN, H., und RIEGER, P., Geschichte der Juden in Rom. 2 v. Berlin, 1895-96.

- WALKER, Th. A., *A History of the Law of Nations*, 1899, t. I. (from the earliest times to the peace of Westphalia, 1648).
- WELLHAUSEN, J., *Israelitische und jüdische Geschichte*, 2-te Aufl. 1895.
- WELLHAUSEN, J., *Ueber den geschichtlichen Wert des II Makkabaer-Buches in Verhältnis zum I* (Nachrichten der Ges. d. Wiss. zu Göttingen, Phil.-hist. Kl., 1905).
- WELLMANN, M., *Antiochos Sidetes* (Pauly-Wissowa t. I).
- WILCKEN, U., *Antipater* (Pauly-Wissowa, t. I).
- WILCKEN, U., *Alkimos* (Pauly-Wissowa, t. I).
- WILCKEN, U., *Antiochus V* (Pauly-Wissowa, t. I).
- WILLEMS, P., *Le droit public romain depuis la fondation de Rome jusqu'à Constantin*. Louvain, 1888.
- WILLEMS, P., *Le Sénat de la République Romaine*, t. II. Louvain, 1889.
- WILLRICH, H., *Demetrios I; Demetrios II* (Pauly-Wissowa t. IV).
- WILLRICH, H., *Juden und Griechen vor der makkabäischen Erhebung*. Göttingen, 1895.
- WILLRICH, H., *Judaica. Forschungen zur hellenistisch-jüdischen Geschichte, und Literatur*. Göttingen, 1900.
- WILLRICH, H., *Urkundenfälschung in der hellenistisch-jüdischen Literatur*. Göttingen, 1924.
- WINCKLER, H., *De Juden und Rom* (Altorientalische Forschungen, 3-te Reihe, Bd. I (1901). Leipzig, 1902).
- IOANNIS ZONARAE *Epitome Historiarum* ed. L. Dindorf. Leipzig, Teubner 1868-1875.

Vu pour le Doctorat d'Université  
 Le doyen de la Faculté des Lettres  
 de l'Université de Paris  
 Ferd. BRUNOT

Vu  
 et permis d'imprimer  
 Le Recteur  
 de l'Académie de Paris,  
 S. CHARLETY

## TABLE DES MATIÈRES

|                                                                                                                                     |                   |
|-------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|-------------------|
| <b>PREFACE</b> .....                                                                                                                | <b>pages</b><br>7 |
| <b>CHAPITRE PREMIER.</b> — Introduction. Caractéristique générale des traités internationaux conclus par Rome .....                 | 10                |
| <b>CHAPITRE II.</b> — Précis de la situation politique de la Judée à l'époque du premier rapprochement entre Rome et la Judée ..... | 23                |
| <b>CHAPITRE III.</b> — Premier accord entre Rome et Judée sous Juda Macchabée .....                                                 | 34                |
| <b>CHAPITRE IV.</b> — Relations judéo-romaines sous Jonathan et Simon .....                                                         | 50                |
| <b>CHAPITRE V.</b> — Relations judéo-romaines sous Jean Hyrcan ..                                                                   | 65                |
| <b>CHAPITRE VI.</b> — La politique de Pompée envers la Judée .....                                                                  | 78                |
| <b>CHAPITRE VII.</b> — La situation politique sous J. César et ses successeurs .....                                                | 85                |
| <b>CHAPITRE VIII.</b> — L'époque du régime des rois-vassaux et des procurateurs romains .....                                       | 107               |
| <b>NOTES</b> .....                                                                                                                  | 137               |
| <b>BIBLIOGRAPHIE</b> .....                                                                                                          | 181               |



IMP. L. BEREZNIAK  
12. RUE LAGRANGE  
- - PARIS - -





